00032220

00032220

Digitized with financial assistance from

HT Parekh FOUNDATION

An Initiative by HDFC

WITH YOU, RIGHT THROUGH

on 15 October, 2018

MÉMOIRES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION D'ESPAGNE.

III.

DE L'IMPRIMERIE DE PLASSAN,
RUE DE VAUGIRARD, N.° 15.

MÉMOIRES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION D'ESPAGNE,

AVEC DES PIÈCES JUSTIFICATIVES.

PAR M. NELLERTO.

Factum est in terris quidquid discordia jussit.
PETRONIUS.

32220

TOME TROISIÈME.

A PARIS,

Chez TREWTTEL et Wurtz, rue de Bourbon, n.° 17.
DELAUNAY, au Palais-Royal, galerie de bois.
REY, quai des Augustins, n.° 55.

1819.

PRÉFACE.

Ce troisième volume de mes *Mémoires pour servir à l'Histoire de la révolution d'Espagne*, offre assez d'intérêt sous plusieurs rapports.

Déjà plusieurs écrivains français ont expressément témoigné le désir de connaître les causes qui préparèrent cette révolution, ou les faits qui l'ont précédée et ont pu l'amener : je pense que quelques pièces de la collection que je possède, pourront les satisfaire.

Les lettres du prince de la Paix et de D. Eugenio Izquierdo renferment des faits importans, et qui doivent servir à prouver l'erreur de ceux qui les ont accusés de trahison et de perfidie.

Ces lettres, et la première de D. Thomas Garcia Suelto, traitent du procès de l'Escurial et de la part que D. Jean Escoiquiz a pu avoir à cet évènement et à ceux qui l'ont suivi. Il me paraît difficile de récuser ces autorités.

Celles qui sont sous les numéros 134 et 140, pag. 117 et 295, exposent la manière dont la révolution commença en Andalousie

et en Galice : tout le monde sait qu'elle s'étendit de ces deux points dans les autres parties du royaume, et surtout dans les provinces maritimes.

Ces lettres prouvent l'influence du ministère anglais pour faire commencer dans cette partie de l'Espagne une guerre qui ne pouvait manquer de causer la ruine des villes, la misère du peuple et la perte des Amériques ; sans ce dernier évènement, Ferdinand VII, en montant sur le trône, eût recouvré sa monarchie tout entière, comme son oncle, Ferdinand IV, celle de Naples; le pape, le roi de Sardaigne et les autres souverains d'Italie, leurs propres états; le prince d'Orange, ses droits sur la Hollande; le roi d'Angleterre, les siens sur le Hanovre; et les princes de l'Allemagne, leurs anciens domaines respectifs; parce qu'à la chute de l'empereur Napoléon, son frère Joseph eût perdu le trône d'Espagne, comme son frère Jérôme à perdu celui de Westphalie, et son beau-frère Murat celui de Naples.

Les circulaires du Conseil suprême de la nation espagnole, et la proclamation des grands d'Espagne, numéros 131, 32 et 33, prouvent que déjà le gouvernement espagnol prévoyait avec crainte les désastreuses con-

séquences d'une lutte inégale, et qu'il s'efforça de les prévenir, en recommandant au peuple espagnol l'inaction et la tranquillité.

Les autres pièces confirment la vérité des premières, par le détail de cette guerre et de ses résultats; et l'exposé de la conduite des Anglais prouve quelles ont été les véritables intentions de leur gouvernement, en excitant la guerre dans la Péninsule.

Tous ces documens on été tirés des originaux ou de leurs copies authentiques; et il n'y en a pas un seul sur la fidélité duquel on puisse, avec raison, élever le moindre doute.

Quelques personnes ont fait observer que les pièces qui composent le second volume, ont été copiées dans le *Moniteur*, et elles croient détruire par ce moyen, la confiance qu'elles méritent. J'avoue qu'il m'eût été impossible de les prendre dans une source plus authentique, puisque cette gazette était la seule officielle de ce temps-là. Presque toutes ces pièces ont été traduites et insérées dans les journaux étrangers; et je suis bien-aise de déclarer que, ni depuis cette époque, ni depuis la chute de Bonaparte, elles n'ont été l'objet d'aucune réclamation. Les auteurs de ces documens, et les hommes

qu'ils intéressent, vivent encore; et aucun d'eux n'a osé les contester, parce qu'on sait avec quelle exactitude et quelle fidélité ces sortes d'articles étaient insérés dans le *Moniteur*.

Ces pièces justificatives sont donc authentiques; elles le sont mille fois plus que les conversations publiées par Escoiquiz, quand Bonaparte ne pouvait plus les faire démentir. C'est ainsi que M. de Pradt a composé ses mémoires en s'emparant des quatre cinquièmes des miens, sans me citer; il m'a nommé cependant dans sa préface, mais d'une manière qui est bien loin d'indiquer ce qu'il doit à mon travail, puisqu'il annonce qu'il a puisé surtout dans un autre ouvrage, auquel il n'a cependant emprunté que trois faits historiques. Les critiques s'étonnent de voir M. de Pradt prendre pour argent comptant les conversations imprimées de M. Escoiquiz. Je suis en état de prouver que Monseigneur ne professait pas, en 1808, sur les affaires dont il s'agit, les opinions qu'il avance aujourd'hui. Je dirai néanmoins, qu'ayant parlé avec sagesse de la conduite des Espagnols réfugiés en France, il a quelque droit à se faire pardonner ses plagiats, bien qu'il en ait tiré plus de profit que l'auteur qu'il a copié: celui-ci

a compté jusqu'à présent peu de choses plus que ses dépenses; tant il est vrai que la réputation d'un auteur peût produire de merveilleux effets!

Plusieurs personnes espèrent trouver ici la réfutation d'un misérable écrit composé en espagnol et imprimé cette année, 1816, à Paris. On m'assure qu'il est bien de l'auteur à qui on l'attribue, et surtout digne de lui. Je n'ai point cherché à le connaître, et je m'en suis tenu à l'idée que quelques amis ont jugé à propos de m'en donner. A l'égard des injures qui m'y sont adressées, je me sens disposé à les pardonner; quant aux choses plus essentielles, ce serait ne pas me connaître que de me croire capable de procurer à ce pamphlétaire (en lui répondant) l'honneur d'illustrer un nom qui doit mourir avec lui.

Je pense différemment sur ce que dit l'auteur de la lettre n.° 142. Il assure que le Conseil des ministres du roi Joseph, concernant le voyage à Vitoria, fut le 31 juillet 1808, et que conséquemment M. Cevallos ne put pas donner sa démission le 28, comme il assure dans son *Exposé*, parce qu'il parla dans ledit Conseil d'une manière inconciliable avec ce qu'il écrit; et l'auteur de la lettre cite, pour preuve de ce qu'il avance,

le témoignage de M. Azanza et M. Ofavril; mais ces messieurs assurent que le Conseil des ministres eut lieu avant le 31 : et comme j'aime la vérité de l'histoire, je me crois obligé de faire cet avertissement à mes lecteurs, pour qu'ils fassent un jugement exact, quant au fond de la narration de l'auteur de la lettre.

J'ajoute à cette édition française les deux dernières pièces, qui ne sont pas comprises dans le troisième volume de l'espagnole, parce que leur importance m'a fait croire que les amateurs de la vérité historique m'en sauront gré.

ERRATA.

Pages.	Lignes.	Au lieu de	On doit dire :
14..	12..	Santivanez.....	Santivañez.
44..	2..	Fspagne.....	Espagne.
65..	10..	AI.....	ai.
77..	7..	m'couta.....	m'écouta.
134..	23..	uu.....	un.
153..	24..	entrepirent.....	entreprirent.
184..	8..	Virtor.....	Victor.
226..	24..	prisouniers.....	prisonniers.
294..	19..	Je.....	le.

MÉMOIRES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION D'ESPAGNE.

N.° CXVI.

Pleins-pouvoirs donnés par le roi Charles IV à D. Eugenio Izquierdo, ambassadeur extraordinaire en France, le 26 mai 1806; renouvelés le 8 octobre 1807.

DON Charles, par la grâce de Dieu, roi de Castille, de Léon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jérusalem, de Navarre, de Grenade, de Tolède, de Valence, de Galice, de Majorque, de Minorque, de Séville, de Sardaigne, de Cordoue, de Murcie, de Jaen, d'Algéziras, de Gibraltar, des îles Canaries, des îles Orientales et Occidentales, des îles et terre-ferme de l'Océan; archiduc d'Autriche; duc de Bourgogne, de Brabant et de

Milan ; comte d'Augsbourg, de Flandre et du Tyrol ; seigneur de Biscaye et de Molina, etc.

Ayant une entière confiance en vous, D. Eugenio Izquierdo, notre conseiller honoraire d'Etat, et vous ayant autorisé, en vertu de cette confiance, justement acquise, à signer un traité avec la personne qui aurait été également autorisée par notre allié l'Empereur des Français, nous promettons de bonne foi et sur notre parole royale, que nous approuverons, ratifierons et exécuterons, ferons observer et exécuter entièrement et inviolablement tout ce qui sera stipulé et signé par vous. En foi de quoi nous avons fait expédier la présente, signée de notre main, scellée de notre sceau privé, et contre-signée par notre soussigné conseiller d'Etat, premier secrétaire d'Etat et des dépêches. Donné à Aranjuez le 26 mai 1806. Moi le Roi. — Pedro Cevallos.

Note. Traduction française de la pièce espagnole trouvée entre les papiers de D. Eugenio Izquierdo, qui avait mis au bas les deux attestations suivantes en français :

1. J'atteste que cette traduction est fidèle. Paris, 5 juin 1806. Izquierdo, conseiller d'Etat de S. M. C.

2. J'atteste que ces pouvoirs ont été re-

nouvelés le 8 du présent mois, à la résidence royale de Saint-Laurent. Fontainebleau, le 27 octobre 1807. Izquierdo.

Ce document prouve que D. Pedro Cevallos intervint dans l'affaire du traité du 27 octobre 1807, dont copie se trouve au n. 2 des pièces justificatives de mon second volume.

N.° CXVII.

Lettre du prince de la Paix à D. Eugenio Izquierdo, du 3 novembre 1807.

Il est parti plusieurs courriers; cependant je n'ai remis aucune lettre. Ils étaient porteurs de celles du Roi notre maître, à l'Empereur. J'ai sous les yeux quatre lettres de votre excellence, sous les dates des 8, 12, 13 et 25 octobre. Celle-ci contient le projet du traité relatif au Portugal; mais les Portugais se défendent, et la conquête sera plus difficile, et je ne sais.... Enfin, nous recevrons le traité tel qu'il viendra.

Maintenant, la grande nouvelle, c'est celle de l'arrestation du prince des Asturies. Escoiquiz avait fourni un plan pour renverser

le gouvernement actuel et même pour déposer le roi. L'Infantado, Orgaz, Ayerve et d'autres employés de la chambre étaient les complices. L'ambassadeur Beauharnais menait cette intrigue. Madrid est assez agité; tout le monde attend les résultats. Mais il paraît que l'ambassadeur a déjà déclaré que les troupes françaises établiront leur quartier général à Madrid. Je suis à mon poste: tous mes efforts sont bien peu de chose contre tant d'ennemis; mais le canon les détruira. Que cette lettre vous serve pour vous diriger, et croyez à mes vœux pour tout ce qui vous regarde. Manuel.—S. Lorenzo, le 3 novembre 1807.

Note. C'est de cette lettre que le prince Maserano donna connaissance à l'empereur, et D. Eugenio Izquierdo communiqua une copie de la traduction en français. Cet ambassadeur en parle beaucoup, ainsi que de son contenu, dans ses lettres du 15 et du 17 novembre: on les trouvera plus loin.

N.° CXVIII.

Lettre du prince de la Paix à D. Eugenio Izquierdo, du 8 novembre 1807, avec un post scriptum du 18, jour du départ du courrier.

Estenoz est arrivé avec vos dépêches le jour même de S. Charles, en sorte que vos vœux, mon estimable Izquierdo, sont accomplis. Trois lettres accompagnent le traité et la convention; toutes les dates sont du 28 octobre. Leurs majestés en ont entendu la lecture, et m'ont chargé de vous dire qu'elles sont satisfaites de ce que vous avez fait pour leur service. Pour moi, je ne dis rien, parce que, quoiqu'il manque bien des choses pour réaliser ce qui a été convenu, il me suffit, pour être tranquille en ce moment, de l'intention connue de l'empereur et de la confiance du roi notre maître à mon égard. Les ratifications ont été échangées aujourd'hui, et il est probable que l'ambassadeur va les expédier par un courrier, car, puisque celles de Paris lui ont été adressées, il était tout simple de lui remettre les nôtres. Nous attendons, pour faire partir un courrier, la réponse de l'empereur à une lettre de sa majesté;

celle-ci lui sera remise, à moins qu'il ne survienne auparavant quelque autre affaire.

Vous avez appris, par les deux décrets du roi, la nouvelle des malheureux évènemens arrivés ici; cette trame avait plusieurs ramifications : nous sommes occupés à les suivre. Je ne sais si un *certain subside bien malheureux* sera ou non mêlé dans les affaires politiques du jour, et par conséquent je ne puis m'avancer sur les choses déjà faites. Nous allons voir quelle direction l'orage prendra.

Vous savez qu'il y a toujours un présent d'étiquette à la signature d'un traité : j'en vais faire la demande pour le grand-maréchal du palais, et j'en joindrai l'avis à cette lettre; mais si vous jugiez qu'il est convenable de faire plus, ou si vous pensiez que la grand-croix de Charles III puisse être une offre qui plaise à l'empereur, vous m'en informerez, afin que cette affaire n'éprouve pas de retard.

Je vous marquerai dans ce temps-là, s'il est bon que vous fassiez un voyage ici, où nous puissions convenir de tout pour l'avenir; car, je ne suis nullement satisfait de voir tant d'intermédiaires dans les relations politiques, et surtout d'y rencontrer des hommes desquels je sais bien qu'ils n'aiment ni moi ni notre pays: et tel est l'ambassadeur que nous avons ici.

Enfin, seigneur Izquierdo, vous me direz alors ce qui pourrait vous être agréable, parce que je me flatte de l'obtenir de sa majesté, que vous avez bien servie. Vous connaissez ma franchise, et vous savez que je n'aime point qu'on use des amphibologies avec moi, en quoi que ce soit, et que je suis toujours votre affectionné. Manuel. — S. Lorenzo, le 8 novembre 1807.

Post scriptum du 18, jour du départ du courrier.

Les affaires prennent un aspect terrible; mais il faut du secret et observer, afin de nous déterminer pour le mieux. Le joyau ne part pas, car il n'est pas fait; je ne sais même s'il conviendra de faire le présent. Marquez-moi ce qu'il y a de mieux à faire. Conservez-vous autant que le désire votre affectionné. Manuel. — S. Lorenzo, le 18 novembre 1807.

N.° CXIX.

Lettre de D. Eugenio Izquierdo (plénipotentiaire confidentiel du roi d'Espagne, Charles IV, à Paris), au prince de la Paix, du 16 novembre 1807.

Sérénissime seigneur, mon révéré protecteur. Le 4 de ce mois, je me suis rendu à Paris pour assister au dîner que l'ambassadeur a donné à tous les Espagnols, le jour de la fête de sa majesté.

Pendant que j'étais à table, les deux courriers du roi, *Araujo* et *Rosi*, arrivèrent. Ils me dirent qu'ils étaient partis, l'un de la Cour, le 19 à midi; et l'autre, de Madrid, le 30, à cinq heures du matin.

Comme ni l'un ni l'autre n'apportaient rien pour moi; et comme le dernier, qui était arrivé en toute hâte, dit à l'ambassadeur qu'il avait ordre d'aller le trouver sans délai où il serait, et de lui remettre ses dépêches; et comme il annonça en même temps à l'ambassadeur qu'il allait à Fontainebleau, quoique j'eusse promis au prince de Bénévent et au Maréchal Duroc de retourner le len-

demain auprès de la Cour (n'ayant aucun motif urgent de m'y rendre, depuis le 27 du mois précédent, où les traités avaient été signés), je crus que je ne devais pas, comme on dit, me mêler où je n'avais que faire, et c'est ce qui fut cause que je restai à Paris, en attendant les évènemens.

Le 5, madame *Junot*, avec qui je dînais, me dit : *Junot m'écrit de Vitoria : il y a du nouveau à Madrid, mais comme je n'écris jamais de nouvelles, on te les donnera, si on veut, à Paris.* Je conclus de là que quelque courrier français était aussi parti de Madrid avec ces nouvelles, et qu'il était arrivé en fort peu de temps, puisque madame *Junot* avait reçu la lettre de son mari avant la fin du quatrième jour depuis sa date de Vitoria.

Le 7, le bruit de l'arrestation du prince des Asturies commença à circuler dans Paris. A cette nouvelle inattendue, il en succédait à toute heure d'autres, qui étaient une conséquence de celle-là. Dans cet état de choses, je persistai dans le parti que j'avais pris de me tenir tranquille et de ne pas paraître à la Cour. Nous sommes convenus, seigneur, que votre altesse ne me reprochera jamais de n'avoir pas fait ce qu'elle ne m'aura point commandé; je me dis, « Le prince des Asturies

» est arrêté; il a été dépêché un courrier » de Madrid, et peut-être deux, porteurs de » cette nouvelle pour l'ambassadeur: son al- » tesse ne me mande rien; elle ne m'écrit » pas par ces courriers; donc elle ne veut pas » qu'il soit question d'elle dans une affaire » de cette nature. » D'après cette idée, je ré- solus de ne plus sortir de chez moi jus- qu'à ce que j'eusse reçu des nouvelles de votre altesse, que je supposai avoir pris à Madrid le même parti que moi ici; car j'entendis dire au courrier que lorsqu'il avait quitté la résidence royale le 29, votre altesse y était encore; et au second, qu'il était parti de Madrid le 30 à cinq heures du matin, avec des dépêches qui furent en- voyées de la Cour à minuit, et qu'il n'avait point vu votre altesse avant de partir, ni reçu d'elle aucune commission.

Le 11, dans la matinée, Monsieur *Doyen*, mon banquier et mon ami intime, arriva chez moi tout effrayé, et me dit: « Je viens » d'apprendre, il n'y a qu'un instant, de la » secrétairerie d'Etat, que le prince des As- » turies est arrêté, comme ayant voulu, » d'intelligence avec l'ambassadeur *Beau-* » *harnais* et notre gouvernement, détrôner » son père. La chose paraît impossible: mais,

» si elle était vraie, j'ai fait réflexion que » cet évènement serait cause que vous, qui » êtes l'ami et le confident du gouvernement » espagnol actuel, vous seriez arrêté aujour- » d'hui même, et cette idée m'amène ici pour » vous avertir du danger qui vous menace. »

Le même jour, ayant envoyé chez l'ambassadeur pour savoir s'il n'était pas arrivé quelque courrier d'Espagne, j'appris que le 10 au soir le courrier *Fiorenzani* était passé en toute hâte se rendant à Fontainebleau.

Je pensai que s'il avait des lettres de votre altesse pour moi, l'ambassadeur me les enverrait aussitôt; mais la journée s'étant passée à les attendre inutilement, je perdis tout espoir; parce que j'avais calculé que l'ambassadeur avait dû recevoir sa correspondance à deux heures du matin, qu'il ne faut que ix heures pour venir de Fontainebleau à Paris, et que j'aurais dû recevoir vos dépêches avant midi.

Alors, je me déterminai à me rendre auprès de la Cour; mais je fus auparavant aux Tuileries pour entendre ce qu'on y disait: je rentrai chez moi à une heure du matin, et à trois heures je partis pour Fontainebleau.

J'étais à peine descendu de voiture lorsqu'un domestique de l'ambassadeur (que je

rencontrai en entrant dans ma chambre) me dit que son maître souhaitait que j'allasse le trouver sans délai. Je crus cependant qu'il était plus convenable d'aller voir le maréchal Duroc le premier, afin que l'empereur fût informé de mon arrivée par moi-même, plutôt que par un autre. Cette précaution, seigneur, a été extrêmement utile.

En me voyant le maréchal me dit: « qu'il » allait me dépêcher un courrier de la part » de l'empereur pour me faire venir. *Sa majesté a demandé trois fois si vous étiez à Fontainebleau.* Monsieur de Talleyrand a » reçu aussi l'ordre de vous écrire de partir » sur le-champ, et l'ambassadeur a dû le faire » en même temps de son côté. Il a remis à l'empereur une lettre du roi d'Espagne: son contenu l'a surpris et irrité au plus haut point. » Sa majesté a demandé à l'ambassadeur s'il » en avait connaissance, et celui-ci ayant » répondu négativement, l'empereur la lui a lue. L'ambassadeur lui a dit que ses dépêches ne contenaient que la lettre du roi » et une autre de S. A. le prince de la Paix » pour D. Eugenio Izquierdo, et sa majesté » impériale ignorant ce qui se passe, a voulu » savoir de vous le fond de toute cette affaire, » et ce que le prince vous écrit. »

Aussitôt je tirai de ma poche la lettre de votre altesse avec les deux qu'elle m'avait écrites auparavant, et je la présentai au maréchal Duroc : il vit qu'elle ne contenait qu'une page d'écriture. Il n'entend pas l'espagnol, et il me dit : *¿ Le prince ne vous a écrit que cela?* Non, Monsieur. — Il ajouta : *Vraiment le prince Maserano a dit que le paquet était simple et petit.*

Il me demanda si je voulais lui en apprendre le contenu ; afin qu'il pût en faire part à sa majesté, qui était inquiète et qui attendait dans son appartement mon arrivée. Je répondis que j'allais en faire une traduction fidèle, et que j'y joindrais l'original, pour satisfaire complètement sa majesté. Il ne le voulut pas, et me dit que la traduction suffirait. Alors je m'assis à son bureau ; j'en écrivis la traduction, et je la déposai entre ses mains. Je dis au maréchal *Duroc*, qu'un domestique de l'ambassadeur m'avait attendu chez moi, pour me dire d'aller le trouver en mettant pied à terre ; mais que je n'avais pas voulu le faire avant de l'avoir vu lui-même, afin que sa majesté fût persuadée que mes démarches n'avaient aucune liaison avec ce qui avait pu arriver ici pendant que j'étais à Paris. Ceci m'a été aussi extrêmement utile, puis-

que je me suis acquis la confiance de S. M. et celle de tous les hommes en place de ce pays, ainsi que votre altesse va en juger.

Je ne rapporterai pas la multitude de points dont il a été question dans mon premier entretien avec le maréchal *Duroc*, et dans ceux qui l'ont suivi, soit avec le même, ou avec le *prince de Bénévent* et monsieur de *Champagny*; il suffira d'en fixer les résultats, que je vais résumer après avoir raconté la conversation que j'ai eue avec le *prince Maserano*, en présence de *D. Angel Santivanez*, secrétaire d'ambassade.

Je trouvai l'ambassadeur hors de lui-même, plein de frayeur: il m'apprit la manière dure avec laquelle l'empereur l'avait traité, lorsqu'il lui avait remis la lettre du roi, notre maître; et il se faisait un mérite d'avoir eu à passer un si mauvais moment. Il me dit que l'empereur lui avait demandé si j'étais à Fontainebleau; qu'il allait me dépêcher un courrier pour me faire venir, parce que M. de *Champagny* avait demandé à me voir, et aussi, parce qu'il jugeait ma présence absolument nécessaire à la Cour. Lorsqu'il eut parlé, je lui dis: « Qu'y a-t-il donc? » Il me répondit: « Je suis troublé; je ne sais quel » parti prendre; j'ignore si j'ai bien compris

» le contenu de la lettre du roi, que l'em-
» pereur m'a lue ; et si, dans mon trouble,
» j'ai bien entendu ce qu'il m'a dit d'écrire à
» notre gouvernement. Il a été dépêché, hier,
» un courrier par ordre de l'empereur. Il
» attend la réponse pour nous déclarer la
» guerre, et marcher en personne contre
» l'Espagne ; il a ajourné son voyage en Italie.
» Si on fait quelque chose à Madrid contre
» *Beauharnais*, je suis perdu ; on m'arrêtera ;
» il faut que j'aille sur-le-champ à Paris,
» avertir tous les Espagnols, mettre les ar-
» chives en sûreté, et régler mes affaires. —
» —Doucement, M. l'ambassadeur. Puis-
» que votre excellence me consulte, je lui
» dirai avec ingénuité que cette conduite n'est
» pas celle d'un ambassadeur prudent : votre
» excellence me parle des intérêts de sa per-
» sonne, lorsqu'il s'agit du bien ou du mal
» de l'état et de la patrie : mais, avant de nous
» occuper de ce bien ou de ce mal, il im-
» porte au service du roi que (pendant quel-
» ques jours au moins) nous nous entendions ;
» que moi (puisque votre excellence le veut
» et me le demande) je trace le plan de con-
» duite qu'elle a à suivre ; et pour cela, il est
» nécessaire que ma véracité et mon amour
» pour ce qui convient le mieux au service

» de leurs majestés, lui fassent découvrir les » erreurs de celle qu'il a tenue jusqu'à pré- » sent.

» Après avoir reçu la lettre confiden- » tielle du roi à l'empereur, aucun autre que » vous n'aurait dû en savoir la réponse, ni » aucun de vos domestiques et de vos gens » en déduire, ou en connaître les suites par » vos actions ou vos paroles.

Santivañez dit alors : « Je l'ai dit à M. l'am- » bassadeur; et que j'aurais dû l'ignorer moi- » même; je suis fâché que la lettre dans la- » quelle on a rendu compte de cette affaire » à Madrid soit écrite de ma propre main. On » peut me rendre responsable. Madame de » S. Sauveur (*la fille de l'ambassadeur*) m'a » tout raconté. Puisqu'elle le sait, elle ira » le dire à toute l'ancienne noblesse de Paris, » ennemie de ce gouvernement, et qu'elle » voit tous les jours. Je crains pour moi de » fâcheuses conséquences.

» Laissons de côté, dis-je alors, les intérêts » et les considérations purement personnelles; » votre sort et le mien importent peu; occu- » pons-nous seulement de celui de l'état. » M. l'ambassadeur, je viens d'apprendre que » ce gouvernement a su que votre excel- » lence a écrit à une dame de Paris (Ita-

» lienne de nation) que vous ne pouviez
» retourner à Paris, parce que vous étiez
» très-occupé, et d'affaires extrêmement dés-
» agréables. Elle l'a publié, et on en est mé-
» content ici: ainsi, il convient que votre
» excellence se calme ; qu'elle ne mani-
» feste aucune inquiétude ; qu'elle soit plus
» prudente ; et surtout il faut empêcher que
» les méfiances que vous laissez voir pu-
» bliquement contre cette Cour, ne lui fas-
» sent présumer que votre excellence sait
» qu'il se trame quelque chose contre elle
» à Madrid, et de ce qu'elle en prévoit les
» suites. Que ceci ne soit pas un prétexte
» aux yeux de votre excellence, pour re-
» fuser d'entendre la vérité simple et sin-
» cère des faits.

» — Je ferai (*me dit l'ambassadeur*) tout ce
» que vous voudrez: je suis hors de moi-même,
» et rempli de craintes. Je ne sais comment on
» prendra à Madrid ce que je viens d'écrire. »

» — Achevons, M. l'ambassadeur ; moi,
» qui ai la conscience pure, je ne crains rien.
» La vôtre l'est-elle aussi? Si votre excellence
» s'est bornée à répéter de bonne foi et loya-
» lement ce que l'empereur lui a dit, que
» craint-elle, et qu'a-t-elle à craindre? »

Pour ne point fatiguer votre altesse par

un grand nombre de détails, je me bornerai à lui dire qu'ayant lu la dépêche de l'ambassadeur et vu ce dont il s'agissait, je lui dis : « Apaisez-vous ; je suis appelé à deux entretiens ; je verrai ce qu'il en résultera. »

Je retournai au palais : le général *Duroc* avait déjà vu l'empereur et lui avait rendu compte de notre conversation. Sa majesté l'avait chargé de m'assurer que je ne serais point arrêté, et qu'elle était très-satisfaite de ma conduite ; le grand-maréchal ajouta que sa majesté était ce jour-là plus tranquille et de meilleure humeur que la veille.

Il me demanda, de la part de sa majesté, ce que je pensais de toute cette affaire. Je protestai qu'il m'était impossible de m'en faire une idée claire ; que je savais, depuis longtemps (comme sa majesté elle-même) qu'il dans l'appartement du prince des Asturies avait été formé un complot pour perdre le prince de la Paix, et pour l'arrêter, si le roi venait à mourir ; que je savais également qu'il avait été pris une multitude de précautions contre les scélérats que le prince des Asturies écoutait ; que je n'avais aucune connaissance de ce qui venait de se passer, ni aucune notion qui eût pu me conduire à le présumer ; mais que je connaissais les

usages et les coutumes de mon pays; que la personne du prince des Asturies, déjà reconnu avec serment par la nation, était une personne publique et sacrée pour nous; et que personne (ni le roi lui-même) ne pouvait attenter sur elle, à moins qu'elle ne fût coupable.

— L'empereur désire savoir ce qu'il arriverait si le prince des Asturies se rendait criminel? — Il perdrait la tête, (répliquai-je) si le roi son père ne lui faisait grâce. — Est-ce que les Cortès s'assembleraient pour le juger? —

— Je ne le crois pas nécessaire; les Conseils suffisent pour cela; soit le Conseil suprême, ou une commission de conseillers nommée par le roi, car tout se juge en son nom; les Conseils suprêmes se fondent sur un titre royal, parce que la loi suppose que le roi est toujours présent au milieu d'eux; et ainsi, toute autorité judiciaire en Espagne est déléguée, et tout se juge au nom du roi.—

—» L'empereur (continua le maréchal) » assure qu'il n'a rien appris de ces affaires » par son ambassadeur; que la première » nouvelle lui en est parvenue par la lettre » du roi d'Espagne qu'il a reçue le 5 de ce » mois; sa majesté impériale a dit: *ce sont des* » *affaires domestiques du roi d'Espagne, et*

» *je ne veux pas m'en mêler.* Mais se voyant
» compromise dans celle qu'elle a reçue le 11,
» et indignée d'apprendre qu'on attaquait son
» haut caractère ; qu'on la faisait participer
» à une conspiration aussi déshonorante et
» aussi inutile pour un souverain puissant
» et fort, elle avait eu de la peine à conte-
» nir sa colère juste et terrible. L'empereur
» demande que les deux conventions signées
» le 27 octobre, soient ratifiées et mises à
» exécution.—

» —Il n'y a pas de doute (répondis-je)
» qu'elles ne soient ratifiées.—

» —Mais comment pourront-elles s'exé-
» cuter (répliqua le maréchal) si le roi d'Es-
» pagne retire ses troupes du Portugal pour
» se défendre? et contre qui?—

» —La lettre de S. A. le prince de la Paix
» (dis-je) l'annonce assez clairement, et
» S. M. I. a déjà vu cette pièce. Si votre ex-
» cellence le désire, je vais rédiger une note
» pour S. M. l'empereur relativement à cette
» affaire, pour instruire de tout S. M., d'après
» la manière dont je la conçois.—

» —Non, dites-le-moi seulement, parce
» que l'empereur m'attend.—

» —Je prie donc votre excellence de
» vouloir bien faire part en mon nom à

» l'empereur de ce que je vais lui dire.

» 1.° Il est impossible que le prince des Asturies ait été arrêté par l'effet d'aucune intrigue ou tyrannie de Cour, mais seulement » d'après des indices suffisans et des preuves » de sa culpabilité.

» 2.° Le prince des Asturies est chez nous » une personne tellement sacrée, que le roi » lui-même, pour son propre honneur, se » croira obligé de rendre son arrestation publique et légale.

» 3.° C'est une chose absurde de supposer » que la détermination d'arrêter le prince » des Asturies ait été le résultat d'une délibération privée entre leurs majestés et le » prince de la Paix.

» 4.° Il est abominable (et plus absurde » encore, s'il est possible) que son altesse » le prince de la Paix ait envoyé ses gardes » pour arrêter le prince des Asturies, et il » l'est beaucoup plus, qu'il l'ait arrêté lui-» même, comme l'impératrice l'a dit à votre » excellence. Le roi habite à *S. Lorenzo* le » même palais que le prince des Asturies, » et il n'était pas nécessaire d'envoyer personne pour l'arrêter, il suffisait de dire au » prince d'aller tenir les arrêts dans son appartement, ou de lui donner l'ordre, si

» c'eût été pendant la nuit, de n'en pas » sortir.

» 5.° Je suis sûr, connaissant le caractère » élevé du prince de la Paix, qu'il aurait » dit au roi : *Sire, je suis le premier des su-* » *jets de votre majesté ; j'ai rendu les plus* » *grands services à l'état ; c'est moi qui ai* » *soutenu et qui soutiens la couronne, et qui* » *aide votre majesté dans toutes les parties* » *de son gouvernement ; cependant, par un fu-* » *neste évènement, le prince des Asturies est* » *devenu criminel, mais je ne dois ni ne puis* » *prendre aucune part active, en cette circons-* » *tance, dans rien de ce qui regarde sa per-* » *sonne et ses actions ; m'étant réservé comme* » *mon unique emploi, de veiller sur les jours* » *précieux de votre majesté et de son auguste* » *famille, et sur la paix et la tranquillité de* » *ses royaumes.* Votre excellence peut ajouter » que mon opinion est, que si le prince de la » Paix ne m'a écrit par aucun des deux pre- » miers courriers qui ont apporté la nouvelle » de cette arrestation, c'est pour qu'on ne pût » pas présumer, ni ici, ni même en Espagne, » qu'il se mêlait d'un évènement aussi étran- » ger à ses rapports administratifs.

» 6.° De même, je suis entièrement persuadé que le prince de la Paix aura dit au roi et

» à la reine : *En toutes choses je servirai vos* » *majestés : mais s'il s'agit d'affaires entre le* » *roi et le prince des Asturies, entre le père* » *et son fils aîné : (que vos majestés daignent* » *me pardonner) je ne ferai rien ; vos majes-* » *tés ont leurs ministres, leurs conseillers ; je* » *désire que toute la nation voie que leur jus-* » *tice s'appuye sur les moyens de droit, em-* » *ployés dans la monarchie.*

» 7.° Je ne puis douter qu'il n'y ait des » motifs suffisans pour annoncer (comme le » fait le prince de la Paix) que *tout le plan* » *était soutenu par M. Beauharnais, non par* » *ordre ni même notice de S. M. I., mais comme* » *simple particulier* ; et, de fait, il ne faut plus » considérer que comme simple particulier, » tout ambassadeur qui se mêle des affaires » intérieures du pays où il réside : d'après » cela, et M. Beauharnais annonçant que » les troupes françaises, déjà arrivées à trente » lieues de la Cour, allaient établir leur » quartier-général à Madrid, quel sujet » d'étonnement serait-ce pour sa majesté » l'empereur qu'un gouvernement prévoyant » et énergique (comme celui d'Espagne en » ce moment) voyant Madrid presque sou- » levé, fît revenir la garnison de cette ville » déjà en marche pour le Portugal, et qui

» est ordinairement de douze mille hommes, » afin que la nation entière et toute l'Europe » n'eussent pas le scandale de voir les trou- » pes françaises s'établir en garnison à Ma- » drid, être nos libératrices, et appelées à » conserver et à protéger la vie du roi et » de la famille royale au milieu des loyaux » Espagnols?

» L'Espagne n'avait pas encore reçu les » traités du 27 octobre lorsque son gou- » vernement a rappelé ses troupes; elle ne » savait pas que le général *Junot* recevait » l'ordre de se rendre en Portugal; ni que » les troupes françaises et leur général de- » vaient obéir aux ordres du roi d'Espagne » ou du prince de la Paix, lorsqu'ils se » seraient mis à leur tête; et pour toutes » ces raisons évidentes, la mesure qui rappe- » lait les troupes espagnoles à Madrid, n'est » ni ne peut être une preuve qu'on ne pen- » sait pas en Espagne à exécuter les traités » du 27 octobre.

» 8.° Je réponds de la ratification, parce » que le prince de la Paix me l'a promise, » et que le roi d'Espagne l'a promise au » prince de la Paix. »

Après cet entretien, le maréchal alla en rendre un compte détaillé à l'empereur, et

me dit que le prince de Bénévent devait me parler par ordre de sa majesté impériale. J'allai voir ce prince, et pour ne pas ennuyer votre altesse par la répétition des mêmes choses, je les résumerai dans les articles suivans :

1.° Le *prince de Bénévent* m'assura qu'il n'avait jamais vu l'empereur aussi mécontent ni dans une si grande colère.

2.° Qu'il ignorait ce qui se passait dans le moment, aux relations extérieures (*dans la secrétairerie d'état*), et que c'était pour cela que ni l'empereur ni lui ne savaient si M. Beauharnais avait ou n'avait pas écrit sur une si abominable affaire.

3.° Que de son temps, il n'avait existé aucune négociation qui eût pour objet, même indirectement et de loin, des relations avec le prince des Asturies.

4.° Que ce qui avait le plus choqué sa majesté l'empereur, après la signature des traités du 27, était de se voir impliquée dans des intrigues et des trahisons, à la face de toute l'Europe.

5.° Que dans cette surprise il avait exprimé une très-juste colère, parce qu'elle avait pour principe sa probité et son honneur blessés.

6.° Que l'empereur avait su que le courrier qui apporta pour lui une lettre du roi, n'en avait qu'une autre, celle que votre altesse m'écrivait.

7.° Qu'il avait calmé l'esprit de l'empereur et dissipé sa violente curiosité, en l'assurant que j'étais si loyal et si particulièrement son ami, qu'il répondait à sa majesté que je lui ferais connaître le contenu de la lettre du prince, s'il y avait quelque chose qui fût digne de sa connaissance; que, d'après cette promesse, sa majesté s'était calmée, et avait dit au prince de m'envoyer chercher à Paris.

8.° J'appris au *prince de Bénévent* l'entretien que j'avais eu avec le maréchal, et la session fut ainsi terminée.

9.° M. de Talleyrand m'assura de son côté, et de la part de l'empereur, que M. Beauharnais n'avait reçu aucune instruction verbale de sa majesté; et que dans celles qui étaient écrites, il lui avait été uniquement recommandé d'entretenir une parfaite harmonie et d'avoir toutes les attentions possibles pour leurs majestés, et surtout pour votre altesse, ainsi qu'une entière cordialité. Il m'a solennellement confirmé tout cela.

Je m'expliquai fort amplement avec le

prince de Bénévent. Je lui parlai de la surprise que la lettre de *M. Maserano*, datée du 11, causerait à Madrid. Je m'étais aussi beaucoup étendu, et d'une manière énergique, sur tout cela avec le maréchal *Duroc*, et il en rendit compte à sa M. I., afin que je pusse expédier promptement un courrier, pour calmer les premières inquiétudes que n'aurait pas manqué de faire naître la lettre de *M. Maserano*, et empêcher qu'il ne fût pris à Madrid des résolutions ou des mesures propres seulement à fomenter l'incendie que je voulais étouffer à sa naissance. Nous en restâmes là.

Le vendredi 13, au matin, le *grand-duc de Berg* m'envoya chercher. Il se plaignit amicalement de ce que votre altesse ne lui avait pas écrit dans une circonstance aussi extraordinaire. « Si j'avais eu (dit-il) une » lettre du prince, j'aurais désabusé l'empe- » reur de l'idée qu'on lui a inspirée, que la » lettre du roi d'Espagne, remise le 13 par » le *prince Maserano*, a été dictée par son al- » tesse; que l'arrestation du prince des As- » turies est une intrigue de Cour; et que le » prince de la Paix veut porter au trône un » autre prince, au lieu de l'héritier naturel. » Fidèle à l'amitié du prince, (*ajouta le*

» *prince Murat*) quoique *M. Beauharnais* soit
» le beau-frère de l'impératrice, et que cette
» princesse (qui ne m'aime pas) ait pour moi
» de la considération, aussitôt que j'eus reçu
» la lettre du prince de la Paix qui deman-
» dait la retraite de l'ambassadeur, je la mon-
» trai à l'empereur, ce qui était tout ce que
» je pouvais faire; de même, s'il m'eût écrit
» par le dernier courrier, j'aurais fait comme
» la première fois, d'autant plus que l'empe-
» reur a été surpris qu'il ne me mandât rien
» dans une occasion comme celle-ci. Lors-
» qu'il a voulu savoir s'il m'avait écrit, je
» lui ai répondu que non, mais que *Mase-*
» *rano* m'avait dit qu'il avait reçu du prince de
» la Paix une lettre pour vous, et j'ajoutai »:
Je reponds, au nom du prince de la Paix, que nous pouvons la demander et l'ouvrir pour savoir ce qu'elle contient; Maserano dit qu'elle est simple et courte.

J'exposai au *grand-duc* que l'arrestation du prince des Asturies n'étant pas une affaire de gouvernement, mais dépendant des coutumes et des lois de l'Espagne, et l'homme ne devant pas parler dans une circonstance aussi éminemment grave, il était probable que votre altesse ne voulait pas que dans un évènement de telle nature, son nom même fût pro-

noncé, et que c'était là sans doute le motif qui l'avait empêchée de lui écrire, de même qu'à moi, qui n'avais rien reçu d'elle par les deux premiers courriers qui apportèrent à Paris la nouvelle de cette révolution.

Je remerciai *le grand-duc* de la résolution héroïque qui l'avait porté à répondre de votre altesse, en offrant d'ouvrir votre correspondance en présence de l'empereur; ce qui prouvait manifestement la confiance que le *grand-duc* avait dans votre altesse.

Je dis à ce prince, que déjà le maréchal *Duroc* et le *prince de Bénévent* auraient rendu compte à sa majesté de mes idées, comme du désir que j'avais qu'elle se tranquillisât jusqu'à ce qu'on fût plus instruit de tout ce qui s'était passé; et je le priai de dire à l'empereur que ce que j'avais proposé, arrangerait tout.

Je suis allé chez le *prince Maserano*; je lui ai fait voir le précipice où son indiscrétion l'a fait tomber, les outrages auxquels il a exposé par sa conduite l'honneur sacré de votre altesse et le mien; parce que si, aux yeux de l'Europe entière, le secret de notre correspondance était violé, ou pour des soupçons, ou à cause d'une inquiète curiosité, et cela directement et personnellement par l'empereur et le prince Murat, la pureté des in-

tentions de votre altesse resterait flétrie pour jamais. Il me répondit qu'il aurait préféré de perdre la tête plutôt que de livrer la lettre; je lui répliquai: « Et aurait-il été au pouvoir » de votre excellence de ne pas la livrer? » n'était-il pas plus facile d'être plus am- » bassadeur que vous ne l'êtes? Comment » dire sans motif que le prince de la Paix » écrit, et que c'est à moi qu'il écrit, et mon- » trer des renseignemens sur cette lettre? »

Monseigneur: le *prince de Maserano* (qui se croit méprisé) se vante de tout savoir, et raconte le peu qu'il sait, par orgueil et par vanité. Je prie votre altesse de ne plus rien m'adresser sous son enveloppe.

Conférence du 13 *avec le maréchal Duroc.*

Résumé. Que sa majesté, tout considéré, se borne à souhaiter l'exécution de ce qui a été signé le 27 par moi et par le maréchal; que les troupes retournent en Portugal; que tout s'apaise, puisque S. M. assure qu'elle ne demande que l'accomplissement de ce qui a été stipulé et convenu, et que je puisse dépêcher un courrier pour l'annoncer. —

Ma réponse. Il n'y a pas de doute à élever

sur la ratification des traités du 27, et quant à leur exécution, j'offre à sa majesté de partir moi-même sur-le-champ de Fontainebleau pour aller calmer, en son nom, les inquiétudes qu'a fait naître la lettre du *prince Maserano*; et j'assure, sur ma tête, que les traités s'exécuteront; je laisserai en otage ma fille unique de sept ans et demi, qui est dans la pension de madame *Campan* (la plus connue de Paris). —Le maréchal me dit qu'il allait prendre les ordres de sa majesté sur ce que je venais de lui dire.

Entretien du même jour, avec le prince de Bénévent.

Résumé. L'empereur est encore à comprendre la lettre du roi d'Espagne; toute cette affaire lui paraît un songe. Ce qui l'étonne le plus et l'a surtout indigné, c'est d'avoir reçu la première nouvelle de ce qui lui était imputé, du roi d'Espagne lui-même, sans aucune espèce d'antécédent. S. M. I. est très-satisfaite de moi, elle ne veut point que je fasse le voyage, parce qu'elle n'en voit pas la nécessité. On ne traitera plus de rien avec *le prince de Maserano*, et tout se calmera par l'exécution des traités du 27. —

Conversation avec le prince Murat.

Le prince Murat m'a envoyé chercher à six heures du soir: il allait se mettre seul à table, il m'a invité; mais j'avais dîné, et je n'ai pu qu'assister à son repas.

Résumé. L'empereur lui a dit que j'avais satisfait à tout, et que si la réponse du roi d'Espagne était pour la ratification des derniers traités et pour leur exécution, il ne tiendrait pas à lui que tous les mécontentemens ne se dissipassent; mais que dans la supposition contraire, il se fâcherait; et très-sérieusement.

Conversation du même jour avec le maréchal Duroc.

Résumé. Sa majesté désire que je reste: le maréchal Duroc ne parlera jamais d'affaires au *prince Maserano*; tout s'arrangera si les traités du 27 sont exécutés.

Il m'a dit de la part de sa majesté, qu'elle désire que tout s'apaise en Espagne: il m'a fait ensuite une foule de questions dont beaucoup m'avaient été déjà adressées par le *prince de Bénévent* et M. *de Champagny*, entr'autres les suivantes:

« *Le prince des Asturies aura-t-il un parti* » *dans la nation? Le croyez-vous?* — Aucun: » tous les Espagnols sont fidèles; ils aiment » le roi et le gouvernement. La noblesse de » leur caractère, et leurs principes de religion » et de justice, ne leur permettraient jamais » de se réunir à un traître; et le prince des » Asturies mérite ce nom, s'il pense à dé- » trôner son père.

» *Les gens du parti du prince sont-ils puis-* » *sans? sont-ils forts? ont-ils des amis?* — » Tout le monde leur tournera le dos: ce ne » sont pas des hommes qui puissent inspirer la » moindre crainte: mais l'appui vrai ou sup- » posé de l'ambassadeur de France a pu faire » adopter les mesures de sûreté et d'honneur » que l'énergie du gouvernement a prises ou » qu'elle a pu prendre. Comme à présent » notre Cour aura vu que les troupes fran- » çaises n'iront point à Madrid, qu'elles se » dirigent vers le Portugal et seront sous les » ordres du roi ou du prince de la Paix, » lorsqu'il se mettra à leur tête, la verge des » alguazils de Madrid suffira pour contenir » et apaiser l'Espagne, et les peuples atten- » dront dans la crainte la suite des évène- » mens. »

Il m'assura que M. *Junot* avait reçu l'or-

dre positif d'aller en Portugal, et qu'il n'ira point à Madrid. Je laisse là une multitude d'autres questions, pour ne point ennuyer votre altesse, etc., etc.

Entretien avec M. de Champagny.

Résumé. Le traité et la convention ne sont partis d'ici que le 2 ou le 4 novembre, parce qu'il a fallu les transcrire, les rectifier, etc., etc., et on ne peut en attendre le retour avant le 24. — Je lui ai dit qu'il conviendrait d'en instruire sa majesté, afin qu'elle ne fût pas surprise de ce retard.

Il m'a parlé de l'affaire du prince, de la lettre que j'avais reçue de votre altesse, etc., etc. Il m'a dit : « *Les Cortes s'assembleraient-ils ?* Je lui ai répondu que je l'ignorais. Il a répliqué ironiquement avec sa voix de femme : *Les Espagnols ont un modèle à suivre dans l'histoire de Philippe II.* Jai dit : « Est-ce que votre excellence veut me parler des nouvelles forgées par les auteurs qui se sont amusés à écrire sur le prince D. Carlos? »

— Il n'a pas ouvert la bouche sur M. Beauharnais; mais lorsqu'il m'a demandé ce que votre altesse m'avait marqué dans sa lettre, je lui ai répondu que tout le complot était

favorisé par cet ambassadeur, de manière que ce ministre a également su que votre altesse m'a écrit, et que le volume de sa lettre est fort petit.

M. de Champagny m'a répété ce que je savais déjà, « que l'empereur se contentait de l'exécution complète des conventions du 27 octobre. —

Derniers entretiens avec le maréchal Duroc et le prince de Bénévent.

Sa Majesté préfère, pour le moment, que je reste ici : si elle va en Italie, personne ne la suivra ; il faut que j'écrive sur-le-champ à ma Cour de calmer les esprits ; mais l'exécution de ce qui a été convenu le 27, est nécessaire ; à l'égard du reste, l'empereur ne sait rien de positif, *et n'a jamais reçu de lettres du prince des Asturies.*

Quelques observations.

1.° Je n'ai ouï dire à personne que l'empereur dit au *prince Maserano*, qu'il prenait sous sa protection le prince des Asturies, et je l'ai appris dans le cabinet de son excellence. Dans tous mes entretiens, j'ai

tâché d'en apprendre quelque chose ; et personne n'a mêlé l'empereur dans aucune affaire relative au prince, ni dans sa dernière tentative.

II.° Il est certain que l'empereur allait partir *incognito* pour l'Italie ; qu'il y allait seul avec le maréchal *Berthier ;* que l'impératrice le savait déjà ; que ce projet a été découvert au moment où il allait l'exécuter ; que la reine de Naples en était l'objet, etc., etc.

III.° Il est encore certain que l'empereur a dit que si on ne lui donnait pas satisfaction, ce refus lui serait très-sensible ; mais personne ne m'a dit qu'il déclarerait la guerre à l'Espagne.

IV.° Il paraît que l'infanterie de la garde impériale va à Perpignan ; je veux dire une partie seulement. Le départ a eu lieu hier, et la feuille de route est pour cette place. Mais il se pourrait que ce fût pour donner le change, et que la troupe allât en Italie, parce que jusqu'à Lyon la route est commune, pour Perpignan et pour l'Italie.

V.° Hier au soir, le décret du roi adressé au conseil et publié par celui-ci, étant arrivé par le courrier ordinaire, et le *prince Maserano* l'ayant porté chez le *ministre Marescalchi* après le dîner, le *prince de Bénévent*

me dit de le lui traduire, et il l'écrivit de sa main, sous ma dictée, en présence du *duc de Frias* et du *prince de Maserano*. Il me dit en particulier que c'était pour aller le lire à l'empereur, et qu'il ne l'avait pas encore reçu; il le désirait, pour que S. M. I. cessât de croire que l'arrestation du prince des Asturies n'était pas une affaire de Cour, mais un acte solennel de justice, annoncé légalement à toute la nation.

Monseigneur, ma main elle-même se lasse de fatiguer l'attention de votre altesse; il m'est physiquement impossible d'en écrire davantage. Cette lettre est aussi décousue que diffuse; mais je l'ai écrite sans quitter le papier, et cela me servira d'excuse pour le tout.

Je finirai en annonçant à votre altesse que l'intérêt que le *prince Murat* a témoigné pour votre personne, dans cette circonstance, est remarquable. Il m'a offert l'occasion de nous entendre sur certaines choses qui nous sont personnelles; j'en ai profité, et suis resté satisfait de ses explications: tous les malveillans et les brouillons sont confondus. Son altesse m'estime, et dit qu'elle sera toujours pour moi.

Le *prince Maserano* a confié à Santivañez

que l'empereur a laissé éclater sa mauvaise humeur, en faisant entendre plusieurs *fou*.... et qu'il a dit: *Le prince de la Paix a vu cette lettre du roi; ce qui se passe est une méchanceté; c'est l'ouvrage du prince de la Paix et de ce coquin drôle d'Izquierdo*, etc., etc. Ou Santivañez est un brouillon (ce que je ne crois pas), ou l'ambassadeur est un perfide, puisque m'étant expliqué si clairement avec lui, afin de vivre unis et de travailler de concert, pendant cette crise, il ne m'avertit de rien. Tout ce qu'a fait l'empereur relativement à moi depuis que je suis arrivé de Paris, et le parti pris par tout le monde de ne plus traiter avec le *prince Maserano*, démentent le propos qu'il a tenu à Santivañez.

Que le ciel éclaire la haute intelligence de votre altesse dans cette extraordinaire et importante occasion, pour le bien de leurs majestés et de la famille royale, comme pour la tranquillité et la gloire de l'Espagne: l'immunité de votre altesse est assurée, puisque le traité signé entre S. M. catholique et S. M. l'empereur l'a garantie.

Nous sommes au 15, il est trois heures après midi, et la réponse au courrier que j'ai expédié avec le traité, le 23 octobre, n'est pas encore arrivée: je l'attends depuis

le 13 ; combien cette réponse eût calmé ici les esprits! Sans doute, votre altesse attend que tout soit ratifié. Au nom de Dieu, que votre altesse m'écrive le plus tôt possible. Mon cœur sensible a droit de réclamer que votre altesse daigne le tirer le plus promptement possible de ses incertitudes. J'étais déjà tout électrisé ; je me sentais plus jeune de trente ans; en pensant que j'allais partir pour revoir votre altesse, j'aurais fait à cheval le voyage d'Irum à la Cour.

Votre altesse (ainsi que M. le ministre d'état) pourra me communiquer directement tout ce qu'elle jugera à propos sur ce qui s'est passé; je suis autorisé ici pour cela, il n'y a pas le moindre doute à cet égard.

L'empereur, lorsque le maréchal Duroc lui rendit compte avant-hier de notre entretien, lui dit: *Est-il encore là-bas?* On vint s'en informer; je m'étais rendu chez le *prince de Bénévent.* Le maréchal me dit que si j'avais été chez moi, l'empereur m'aurait fait appeler pour s'entretenir avec moi..... cette circonstance est un malheur. Le ciel conserve les jours précieux de votre altesse; dont l'Espagne a besoin. Fontainebleau, le 15 novembre 1807. — Sérénissime seigneur, — de V. A. le toujours soumis, — Eugenio Izquierdo.

Notes de l'éditeur.

Il est à remarquer dans cette lettre, que M. de Champagny, duc de Cadore, ministre d'état et des relations extérieures de l'empereur, ait dit à D. Eugenio Izquierdo, par ordre de S. M. I., *qu'elle n'avait vu ni reçu aucune lettre du prince des Asturies.* Dans une entrevue postérieure, dont il sera fait mention dans une autre lettre de M. Izquierdo, du 17 du même mois de novembre, le même ministre lui dit que S. M. I. *n'avait jamais reçu de lettre du prince des Asturies.* Plus tard, lorsque Napoléon pensa qu'il n'y avait plus d'inconvéniens politiques à publier la vérité, il fit insérer dans le *Moniteur du 5 février* 1810, la lettre que Ferdinand, prince des Asturies, lui avait écrite, sous la date du 11 octobre 1807, à l'insu et sans le consentement du roi Charles son père. Cette lettre porte le n.° 1 de la collection des *pièces justificatives* de mon ouvrage, et, quand l'empereur la fit publier, annonçait que: « lorsque sa majesté la reçut, elle n'avait presque » jamais entendu parler du prince des Asturies. »

Dans la lettre que S. M. I. écrivit de

Bayonne, à Ferdinand, sous la date du 16 avril 1808, non-seulement il avoua qu'il l'avait reçue, mais il fit un crime à Ferdinand de l'avoir écrite, comme on peut le voir dans le numéro XXXVI du second volume, où l'empereur expose les raisons qui lui font regarder cette action comme criminelle, et les conséquences funestes que peut avoir cette conduite de la part du fils aîné et successeur d'un roi.

Je dois ajouter que, malgré les lettres de M. Izquierdo, on doit croire que le prince de Maserano ne manqua pas aux devoirs d'un ambassadeur; son rang très-élevé, et la noblesse de son caractère, m'ont fait former cet avis.

N.° CXX.

Lettre de D. Eugenio Izquierdo au prince de la Paix, du 17 novembre 1807, avec un post scriptum du 18, et une note du prince de la Paix, en marge, avec la date du 18 décembre.

Sérénissime seigneur, mon révéré protecteur. Le voyage de l'empereur en Italie, qui avait été fixé, avec le plus grand secret, au vendredi 13 de ce mois, a été ajourné, à cause de l'arrivée de la lettre du roi notre maître, qui a été remise le 11, par notre ambassadeur. Depuis les évènemens postérieurs à ce jour, et dont j'ai rendu compte à votre altesse, l'empereur, plus tranquille, a résolu, le 15 au soir, de partir le 16 au matin.

Afin de me concerter avec le maréchal Duroc sur la manière de suivre nos relations politiques, je me suis rendu au palais avant son départ avec l'empereur, et j'ai vu de mes propres yeux S. M. I. sortir de Fontainebleau à six heures et demie du matin; elle s'en va par la nouvelle route des Alpes, appelée le *Simplon*. Jai vu aussi le ministre Champagny entrer, à six heures, dans la chambre de sa majesté.

Après être convenu avec le maréchal Duroc qu'il mettrait sous les yeux de sa majesté toutes les notes que je lui enverrais, je me suis retiré chez moi, et, au moment où j'allais prendre la diligence pour retourner à Paris, j'ai reçu à sept heures et demie du matin un écrit de la main de M. Champagny, qui m'appelait à son secrétariat pour deux heures après midi.

Entretien avec ce ministre.

M. de Champagny. — Avez-vous reçu, Monsieur, des nouvelles d'Espagne? — *Izquierdo* : Aucune. — Moi, j'en ai reçu. Il est arrivé de Madrid un courrier, dépêché le 9, avec des lettres du 8. Vous apprendrez avec une grande satisfaction que le roi a pardonné à son fils, et que le prince des Asturies a déjà vu sa majesté; vous en aurez aussi à savoir que les conventions du 27 ont été ratifiées et échangées. Ayant rendu compte de tout à sa majesté, ce matin avant son départ, elle m'a ordonné de vous dire:

1.° Que l'empereur a été très-satisfait de la première lettre de sa majesté catholique, en voyant qu'elle lui confiait ses chagrins; et comme il n'était question que de faits do-

mestiques, il n'a pas cru devoir se mêler des affaires intérieures de l'Espagne; que la seconde l'a offensé, parce que le roi y donnait à entendre qu'il regarde comme un crime plus grand que le projet d'empoisonner la reine, (dont il était parlé dans la première lettre) le parti qu'avait pris le prince des Asturies d'écrire une lettre qui aurait pu se borner (car on ne dit pas ce qu'elle contenait) à raconter ses peines à S. M. I.

II.° Que toute l'indignation de l'empereur est venue de ce que la seconde lettre semble le supposer complice des attentats du prince des Asturies, procédé aussi opposé à l'auguste caractère personnel de S. M. I. qu'à son pouvoir.

III.° Qu'en même temps que S. M. I. assure positivement n'avoir jamais reçu de lettre du prince des Asturies, elle demande pourquoi elle ne recevrait pas des lettres de tout prince? et si on a droit de se plaindre de ce qu'elle reçoit celles qu'on écrit?

Izquierdo. — Je n'ai point vu la lettre du roi mon maître. Comme elle est écrite en français, peut-être quelque mot ou quelque expression aura pu être mal entendue ici, ou mal employée à Madrid, mais dans un sens tout différent: S. M. C. n'aura point affirmé

que l'empereur a reçu des lettres du prince son fils, sans avoir des preuves ou des documens qui le lui garantissent. Elle aura dit (s'il a été trouvé quelque minute de lettre de ce prince à l'empereur, ou si ce prince a avoué et déclaré qu'il lui avait écrit) qu'il existait une correspondance; et de ce que S. M. I. n'a reçu aucune lettre, il ne s'ensuit pas que l'assertion de S. M. C. soit fausse ni hasardée, puisque les scélérats qui trompaient et dépravaient le prince des Asturies, pouvaient très-bien le faire écrire et garder eux-mêmes ses lettres, et composer même les réponses. Je tiens aussi pour impossible que le roi mon maître ait écrit la seconde lettre dans le sens qu'on lui donne ici. Une communication franche et cordiale est prise pour une offense, et l'on suppose que le roi catholique ne l'a faite que parce qu'il a la persuasion que l'empereur est complice des égaremens du prince des Asturies. Un tel procédé ne convient à la haute prudence, ni à la justice, ni à la religion bien connue de mon roi. ¡Imputer gratuitement, sans preuves, et rien moins qu'à S.M. I., un accord, une complicité, une ligue dans la prévarication de son fils aîné! ¡l'écrire de sa propre main à l'empereur Napoléon! Votre excellence ne

le croit point; l'empereur lui-même ne peut le croire: J'ai dit tous ces jours passés, que ou la lettre a été mal interprétée, ou il a y quelque expression impropre qui a été employée sans attention et sans le projet d'offenser.

Quant au parti qu'a pris le prince des Asturies d'écrire à l'empereur, que votre Exc. me pardonne d'en penser autrement, et d'en appeler à la justice de l'empereur lui-même. Ecrire à un souverain étranger en cachette de son souverain naturel, est toujours un délit dans un prince héritier du trône; et s'il peut résulter de cette lettre, directement ou indirectement, tôt ou tard, du désordre et des troubles dans l'état, c'est un délit énorme et de lèze-majesté au *primier chef*; et si, prenant les choses dans toute la rigueur possible, on a voulu faire entendre qu'une lettre du prince à l'empereur est regardée comme un délit plus grave que le projet d'empoisonner son auguste mère, c'est que dans les affaires de gouvernement, et lorsqu'il s'agit de la conservation de la monarchie, le salut de l'état étant, comme cela doit être, la suprême loi, (quoique le crime d'attenter par le poison à la vie d'une mère et d'une reine, paraisse surpasser les autres par son énormité,) néammoins on jugera, à la rigueur, comme plus grand encore celui

d'exciter des guerres, de désoler un royaume, et d'attenter directement ou indirectement à la destruction du monarque.

M. de Champagny. — Je ne veux pas m'engager dans des discussions; je me borne à vous dire de la part de l'empereur, 1.° que sa majesté demande très-expressément que, pour aucun motif ni pour aucune raison et sous aucun prétexte, il ne se dise ni ne se publie rien relativement à cette affaire qui ait trait à l'empereur ou à son ambassadeur à Madrid, et qu'il ne soit fait aucune démarche de laquelle on puisse induire ni soupçonner que sa majesté impériale ni son ministre à Madrid ayent su, suivi ni favorisé aucune affaire intérieure de l'Espagne. 2.° Que si on ne se conforme pas à ce que je viens de dire, elle regardera cette omission comme une offense faite directement à sa personne; qu'elle a (comme vous ne l'ignorez pas) des moyens de se venger, et qu'elle se vengera. 3.° Sa majesté déclare positivement qu'elle ne s'est jamais mêlée des affaires intérieures de l'Espagne, et elle assure solennellement qu'elle ne s'en mêlera jamais; que sa pensée n'a jamais été que le prince des Asturies épousât une princesse de France, et bien moins encore mademoiselle Tascher de la Pagerie,

nièce de l'impératrice, promise depuis longtemps au prince d'Aremberg; qu'elle ne s'opposera pas (comme elle ne s'est nullement opposée dans une affaire semblable de la Cour de Naples) à ce que le roi d'Espagne marie son fils avec qui bon lui semblera. 4.° M. de Beauharnais ne s'immiscera point dans les affaires intérieures de l'Espagne; néanmoins sa M. I. ne le retirera pas, et elle entend qu'on ne laisse rien publier ni écrire qui puisse tirer à conséquence contre cet ambassadeur. 5.° Et surtout, que l'on exécute strictement et promptement les conventions faites le 27 octobre dernier; qu'il ne peut y avoir de prétexte qui empêche d'envoyer les troupes promises, et qu'elles ne doivent manquer sur aucun point, attendu que toute omission à cet égard passerait auprès de S. M. pour une infraction de ce qui a été convenu.

Izquierdo.— Je sais que mon roi et mon gouvernement ont fait constamment tous leurs efforts pour complaire à S. M. I.; je sais aussi qu'on ne lui déplaira en rien, s'il est possible; cependant, quoique S. A. I. le prince des Asturies soit déjà pardonné, comme votre excellence vient de me le dire, s'il est nécessaire de poursuivre les complices, et si M. de Beauharnais se trouve compro-

mis pour quelque chose, que faudra-t-il que l'on fasse? Faudra-t-il poursuivre cette affaire ou la suspendre? Laissera-t-on en liberté le coupable, parce qu'il ne sera pas permis de publier son crime? Ou devra-t-on le condamner sans le faire savoir rien, quoique les lois l'ordonnent? Verra-t-on en Espagne des peines infligées sans publication préalable des procès et des sentences motivées? Et s'il résulte quelque chose contre M. Beauharnais, ce résultat doit-il arrêter et suspendre la justice du roi, au scandale de toute la nation?

M. de Champagny. — Ne m'interpellez pas: ce que je vous ai dit, est l'ordre de l'empereur; je répète qu'il n'y a rien à répliquer, et que ceci est de rigueur.

Izquierdo. — Et s'il y a quelque document qui prouve contre M. Beauharnais, est-ce que le roi d'Espagne ne pourra pas l'envoyer à l'empereur, afin que sa majesté fasse elle-même justice?

M. de Champagny. — Pardonnez-moi, Monsieur; si on vous l'envoie, remettez-le-moi, et sa majesté fera justice.

Izquierdo. — M. de Champagny, par ordre exprès de l'empereur, me chargea d'écrire cet entretien, et de l'envoyer de suite par un

courrier à votre altesse, en lui annonçant que S. M. I. l'avait ainsi ordonné.

M. de Champagny a communiqué avant-hier au prince de Masserano et à l'ambassadeur extraordinaire d'Etrurie, Venturi, qu'il était déjà convenu qu'il serait accordé une compensation à la reine, en Portugal, afin de la rapprocher de ses parens; mais il ne m'indiqua point l'époque où cette mesure aurait son exécution. J'en informe d'avance votre altesse, parce que les deux ambassadeurs comprirent mal cette communication; ils la conçoivent mieux aujourd'hui, et c'est d'après cette dernière idée que le prince Masserano écrira ce soir. Je suis revenu aujourd'hui de Fontainebleau, ne voulant pas perdre un seul moment dans des affaires de si haute conséquence.

Que notre Seigneur conserve la précieuse vie de V. A. — Paris, 17 novembre 1807. — Sérénissime seigneur, — de V. A. le très-soumis — Eugenio Izquierdo.

Postscriptum 1.° Paris, 18 novembre 1807; à une heure après midi. — Hier, à onze heures du soir, je remis ce paquet déjà cacheté à *Rossi*. Nous convînmes, l'ambassadeur et moi, dans la matinée, qu'il partirait sans perdre de temps.

L'ambassadeur n'avait pas encore écrit, et *Rossi* n'a pas été expédié. Celui-ci m'a rapporté mes dépêches aujourd'hui; j'ai eu du temps et je les ai copiées. J'ai épargné une feuille de paroles; elles étaient composées de trois feuilles, et je les ai réduites à deux. Il serait bon de les copier, si l'on en avait le temps.

Postscriptum. 2.° — J'ai oublié de dire que M. de Champagny m'avait assuré que les Portuguais se défendront, et que le prince régent n'était pas parti.

Postscriptum. 3.° — J'envoie le Moniteur d'aujourd'hui. On ne traduit jamais bien l'espagnol. Que tout aille comme leurs majestés et V. A. le désirent. — *Cet article est paraphé par Izquierdo.*

Note de la main du prince de la Paix, à la marge de la lettre précédente.

« Cette lettre est très-importante, et doit être » bien conservée. Toutefois, lorsque vous » l'aurez relue, vous en ferez l'usage qui vous » paraîtra convenable, si vous voyez que le » nuage menaçant s'est dissipé. Vous avez » rendu dans cette occasion un plus grand ser- » vice au roi que dans toutes les autres né- » gociations précédentes, puisque vous avez

» mis à couvert son honneur compromis par
» son ambassadeur même.

» Je vous renvoie cette lettre originale,
» pour ne parler que du traité. 18 décem-
» bre. — *Le prince de la Paix.* »

Note de l'éditeur.

La lettre du prince de la Paix à Izquierdo, écrite le 18 décembre, et dont la copie sera insérée plus loin, prouve que son altesse renvoya l'original de celle qu'on vient de lire, avec les autres, et on voit qu'il y mit des notes en marge, en les expédiant à Izquierdo.

N.° CXXI.

Lettre du prince de la Paix à D. Eugenio Izquierdo, résident à Paris, du 24 novembre 1807.

Je vous renvoie votre lettre, mon cher Izquierdo, avec une grande peine, puisqu'elle est une preuve décisive du talent de son auteur, et un témoignage authentique de son amour pour son roi et pour son ami. Oui, dans cette occasion, vous avez rendu un service plus grand encore que dans le traité précédent; mais, comme tout va mal et qu'il n'y aura pas de sûreté, depuis que nous connaissons les malveillans et le caractère de leurs intrigues, il est plus prudent de ne rien conserver. Que tout soit donc mis au feu, et qu'il n'y ait d'excepté que le dernier traité. Prenez ce soin là; et je vous avertis de commencer par celle-ci.

Leurs majestés ont été remplies de joie en voyant le succès avec lequel vous avez su réparer les sottises de l'ambassadeur, et défendu leur honneur.

La cause se poursuit; vous apprendrez ce qu'il en est *par cette minute de la lettre que j'écrite au prince Murat.* Brûlez-la aussi:

mais apprenez que le mouvement de Madrid, excité par les bruits qu'ont répandus les agens de l'ambassade, n'est pas entièrement [illegible] et que la méchanceté de ces ministres [illegible] de l'occasion pour faire tomber sur moi une responsabilité qui ne m'appartient point. Tout, tout est bouleversé, et je ne sais si ma constance pourra supporter tant de maux; mille fois j'ai eu la pensée d'abandonner mes emplois, et je le ferai, en conservant seulement les affaires relatives à la guerre, *puisque cela a été convenu entre notre roi et l'empereur.* Je pense à faire nommer grand-amiral l'infant D. Francisco; afin qu'élevé dans cette partie des affaires, il puisse, après la vie de ses parens, se soutenir contre les attaques qu'on fera pour détruire cet établissement. Parlez-en au grand-duc, et dans la même sens, parce que son opinion m'intéresse beaucoup. Vous savez que l'affection du peuple est passagère, et qu'il est aussi disposé à maudire qu'à applaudir. Me voilà dans cette désastreuse situation; enfin, je ne suis pas content.

Vous connaissez la ratification des traités, et vous savez qu'on ne manquera à rien de ce qui a été stipulé, malgré la faiblesse de nos moyens en tout genre. Ma correspondance avec M. Beauharnais est très-suivie et avec

beaucoup d'égards, bien qu'elle n'ait lieu que par écrit, puisque je ne l'ai point vu depuis le commencement de ces affaires. Si vous vouliez passer ici quelques jours, vous verriez de vos propres yeux ce qu'il n'est pas possible d'écrire. Je finis, en vous assurant de mon amitié. — Manuel. — S. Lorenzo, 24 novembre 1807.

Note. Cette lettre et d'autres de ce recueil prouvent la fausseté de l'imputation faite au prince de la Paix d'avoir aspiré au trône, quoi qu'en dise D. Juan Escoiquiz.

N.° CXXII.

Articles de la lettre du Prince de la Paix au grand-duc de Berg, dont il envoya la minute à Izquierdo avec la lettre du numéro précédent.

Une cruelle indisposition, qui m'a obligé de garder la chambre pendant huit jours, a été la cause de la faute que V. A. I. me reproche avec raison dans son importante lettre du 11. Oui, prince, je n'aurais pas dû omettre de vous faire part d'un évènement aussi grave que celui qui arrivait à la Cour; mais aujourd'hui que je suis en état de réparer ma faute, je vais satisfaire au devoir que m'impose, à l'égard de V. A. I., l'amitié dont elle m'honore. Voici donc quel a été l'évènement.

Accoutumé malheureusement à l'esprit d'intrigue de sa femme, le prince a admis dans son conseil un ecclésiastique qui, en lui présentant mille idées séduisantes, l'a exposé au danger de commettre mille erreurs. Il a commencé par gagner quelques personnes de caractère, et lorsqu'il a cru en avoir assez pour développer ses idées, il s'est mis à écrire des libelles diffamatoires contre la reine sa mère, et contre moi; les brouillons que le

prêtre lui en remettait, étaient brûlés par celui-ci, aussitôt que le prince les avait copiés de sa propre main. Ces copies ont été trouvées dans les papiers de son altesse, qui a déclaré le fait, ainsi que ses complices ou ses séducteurs. Non contens d'avoir commis cette atrocité, qui devait servir, avec l'argent qu'ils répandaient entre des personnes des basses classes, à s'en faire un parti et à déconsidérer le roi, ils avaient forgé un décret sur lequel le prince prenait le nom de *roi*, et par lequel le commandement de l'armée était donné à un des conjurés. Cette pièce était sans date et scellée de cire noire. Le tout est établi sur des déclarations et des documens. Bientôt, incertains ou craignant d'être découverts (parce qu'ils avaient cru que le roi mourrait ou que le peuple se soulèverait) ils formèrent un autre projet pour leur sûreté. Le prêtre sollicita et obtint de s'aboucher avec l'ambassadeur de S. M. I. et R.—M. Beauharnais, qui sans doute se méfiait, demanda un mot d'ordre du prince, pour savoir si cet individu était autorisé à traiter avec lui; et son altesse donna celui-ci : *A la Cour, je demanderai à l'ambassadeur d'Autriche à Naples, et en même-temps je tirerai mon mouchoir.* La chose se passa ainsi, et

l'ecclésiastique fut introduit. C'est par son moyen que le prince a entretenu, suivant ce qu'il a avoué, une vaste correspondance; mais comme il n'a été trouvé aucune de ces lettres, j'ignore quel en était l'objet.

Malgré tous ces délits, le roi, n'écoutant que son amour pour son fils, et persuadé par les prières de la reine, auxquelles j'ai joint les miennes, a levé l'arrêt du prince. S. A. a demandé pardon à ses parens, et promis de se mieux conduire; elle a continué de faire d'elle-même des déclarations, et m'a offert une amitié constante. Je ne sais si la lumière de la raison lui fera accomplir sa promesse; mais je me fie peu à qui m'a trompé une fois, et je pense que votre altesse ne condamnera pas mon opinion.

Voilà le résumé de cette affaire. Votre A. I. jugera, par la gravité de l'évènement, quel trouble et quels soupçons elle a dû porter dans l'esprit du roi et de la reine, en observant que les coupables sont en grand nombre et de la première classe. Je satisfais donc à mon devoir à l'égard de votre A. I., en la priant (si elle juge convenable d'instruire en deux mots l'empereur de ce qui s'est passé) de tâcher de le persuader de la sincérité du rapport que je viens de faire, et de l'assurer

que je n'avance jamais rien qui ne soit prouvé; et sachant que l'estime que sa M. I. porte au roi mon maître, met l'Espagne à couvert de tout danger, je ne sollicite de votre A. I. que sa médiation, pour que l'empereur ne change pas de sentimens..

Nota. La fin de cette lettre manque, parce que le prince de la Paix n'envoya à D. Eugenio Izquierdo, pour son usage, que la minute de ce qui était relatif à l'affaire dont il était alors question: c'est de cette pièce que le prince de la Paix veut parler dans la lettre du numéro précédent, et c'est aussi le même qu'Izquierdo a en vue dans sa lettre du 8 décembre.

N.° CXXIII.

Lettre de D. Eugenio Izquierdo au prince de la Paix, datée du 8 décembre 1807, avec une note de celui-ci, du 18 du même mois.

Mon révéré protecteur. La nature de mon exposé, du 18 novembre dernier, qui a été remis à V. A. par le courrier *Rossi*, exigeait, me semble, une prompte réponse, que j'aurois adressée au ministre des relations extérieures, M. de Champagny. Cette réponse

n'arrive pas, et cependant on en reçut hier ici d'autres de votre altesse, par le courrier ordinaire, à des lettres que Rossi avait emportées. Quelle cause a pu me priver d'une chose qui me paraissait si nécessaire ? Votre altesse seule peut me l'apprendre. Il est de mon devoir de me conformer en tout ce qu'elle m'ordonne, et de ne pas m'ingérer de prévenir ce qu'elle doit m'ordonner.

Par toutes les nouvelles qui se publient ici, je vois que les méchans travaillent à Madrid à pervertir l'opinion générale. Il y a dans cette Cour une faction qui répand des idées contraires au gouvernement actuel ; qui impute à celui-ci le crime affreux d'opprimer l'innocence, et je vois avec horreur que tous les efforts sont dirigés à fomenter des troubles dans l'état. Votre altesse pourra lire la copie ci-jointe de la lettre écrite à M. Recamier, négociant, par le marquis de la Colonilla. M. de Surenne a dit ici que tous les hommes vendus au parti du prince des Asturies lui parlaient de l'enthousiasme de ce prince pour S. M. I. et R. On écrit de Madrid que S. A. désire se marier avec mademoiselle *Tascher de la Pagerie*. Tout cela est absurde ; mais je vois qu'il existe un foyer où se forgent et d'où partent toutes ces choses nouvelles.

La constance de V. A. doit tout surmonter. Le caractère et l'énergie sont les deux premières qualités de votre éminente personne; il est temps de les déployer. ¿Que sont tous ces ministres, s'ils s'écartent de leurs devoirs? le ciel ne permettra pas que votre altesse abandonne ses emplois. Comment pourra-t-elle conserver les affaires de la guerre en ne conservant pas les moyens de les faire exécuter? Dans un gouvernement, une chose ne peut point se séparer de l'autre. Le gouvernement doit être un: ainsi V. A. ne fera rien qu'elle ne se soit mise en état de pouvoir tout faire.

Dans ces circonstances, je désirais avec ardeur de me trouver auprès de votre altesse; d'écrire pour fixer, tant en Espagne qu'en France, l'opinion publique, et faire connaître les idées saines et utiles à l'état. Je viens à autre chose.

Tout le monde parle ici d'un projet de l'empereur d'aller en Espagne; ses équipages, sa garde et ses domestiques sont partis, et se dirigent vers les Pyrénées. Plus de cent mille hommes s'en approchent, avec plusieurs généraux, etc. On ne sait rien de positif; je ne puis rien apprendre, la Cour étant en Italie. L'empereur peut être de retour à Paris dans

dix jours, et alors il sera possible de connaître la direction et l'espèce de tempête qui se prépare. J'en instruirai sans délai votre altesse; en attendant, les craintes et les méfiances m'assiégent, et mon existence est amère.

La lettre pour le grand-duc m'a paru venir fort à propos. J'ai exécuté les ordres de V. A.; je n'ai qu'une minute du traité.—Au nom de Dieu, que V. A. m'envoie, s'il est possible, un courrier sur-le-champ. Ma sensibilité souffre l'impossible, en voyant votre altesse dans une telle situation. L'ignorance des choses est un des plus grands supplices. Par bonté, que V. A. me tire de peine. Si je suis utile, je pars à l'instant.—Que Dieu conserve la vie précieuse de votre altesse pendant de longues et d'heureuses années.—Paris, le 8 décembre 1807. — Sérénissime seigneur, le toujours soumis, Eugenio Izquierdo.

Nota. *Sur la marge de la lettre précédente, on trouve quelques notes écrites sous la date du 18 décembre, toutes de la main du prince de la Paix; les voici:*

1.° Si l'empereur vient, ce sera dans des dispositions pacifiques; mais il importe de savoir quelque chose sur tout cela. Le roi

lui écrit pour demander s'il est temps de publier le traité de Portugal.

II.° Lorsque la méchanceté dirige les hommes, ce n'est point assez de travailler à se soustraire à leurs iniquités; tout dépend d'un point, d'un moment, c'est-à-dire de l'exécution du traité; ce qu'il importe, c'est que je m'en aille, et que je voie comment mes compatriotes me recevront: j'ordonnerai ensuite des mesures convenables.

III.° Soyez tranquille, personne n'est au-dessus de moi: la voix criminelle des séducteurs m'a servi à faire une épreuve que je n'aurais pu tenter sans elle; je connais maintenant le terrain; mon ame a repris de la tranquillité; car elle reconnaît avoir moins d'obligation aux hommes. — Madrid, le 18 décembre 1807. — *Manuel.*

Note de l'éditeur. Le prince de la Paix écrivit la note qu'on vient de lire, lorsqu'il renvoyait à Izquierdo la lettre originale de celui-ci; avec celle du numéro ci-après.

N.° CXXIV.

Lettre du prince de la Paix à D. Eugenio Izquierdo, du 18 décembre 1807.

Il ne manque que la lettre n.° 7, pour que l'expédition que je vous fais, mon cher Izquierdo, soit complète ; mais j'ai le projet de la brûler lorsque j'aurai obtenu le présent pour le maréchal Duroc, unique objet de cette pièce. Comme vous m'y marquez qu'outre ce présent il conviendrait d'en faire un autre en mon nom, de la valeur de soixante ou soixante-dix mille livres, et que vous ne vous déterminerez à le faire qu'après ma réponse positive, je l'approuve sans rien ajouter. Vous ferez cette offre en mon nom, et me marquerez où vous voulez l'argent. Que vous y ayez suppléé en tirant des fonds dans telle ou telle bourse que ce soit, je ne veux pas que mon amour-propre reste à découvert.

Vous pourrez demander ensuite au maréchal, si S. M. I. voudrait vous donner la grande bande de la Légion-d'Honneur quand le traité sera publié ; on enverrait en échange celle de Charles III. Faites cette démarche avec délicatesse, parce que je sais que l'empereur ne donne pas volontiers le grand-cordon. L'affair

des conjurés déclarés par le prince, se poursuit. Ce sont tous des canailles et des ignorans; mais le crime est grand, et le roi veut prouver sa justice et sa miséricorde.

Adieu : tout à vous. — *Manuel.* — Madrid, le 18 décembre 1807.

N.° CXXV.

Lettre du prince de la Paix à D. Eugenio Izquierdo, du 24 décembre 1807.

J'ai brûlé toute votre dépêche du 8 décembre, et ce qui me restait de plus ancien, parce qu'il y était question du joyau pour le maréchal Duroc. Ce présent n'est plus nécessaire, puisqu'il doit recevoir la Toison de la main de l'empereur; ainsi vous pourrez lui faire un autre présent analogue à celui qui fut fait à Beurnonville.

J'ai une autre dépêche du 14; vous y avez inséré la lettre que je vous renvoie avec sa traduction, et j'ajoute qu'il faut insinuer, sans importunité, votre demande du Cordon auprès de sa majesté impériale; mais je doute beaucoup du succès, et je ne voudrais pas

vous voir essuyer ce désagrément. Votre dernière est des 5 et 6 du même mois ; vous m'offrez, comme dans les précédentes, de venir en Espagne, si cela est nécessaire, et si les troupes y viennent. Vous devez voir combien peu utiles seraient alors des notes diplomatiques, et à quoi se réduiraient les moyens que pourrait offrir votre présence, si, avant d'en venir à cette extrémité, vous n'aviez pu empêcher la mesure ni même savoir presque rien de ce qui se passe. Oui, mon ami ; je vois bien que vous êtes aveugle, ainsi que tous les autres qui demeurent dans ce pays, puisque vous en êtes encore à savoir ce qu'ont dit les papiers publics. Vous aurez vu l'empereur à Paris, ou appris qu'il allait arriver ; et là dessus vous vous serez tranquillisé.

Je ne le suis, moi, nullement, sous le rapport des subsistances, parce que les troupes consomment beaucoup, et que la population s'est accrue par les relations avec le Portugal, dans un moment où ses ports sont inutiles pour l'objet. Nous nous en tirerons comme nous pourrons.

Je ne sais rien d'Ouvrard ; moins encore de ce que vous m'avez donné à entendre de M. Michel ; néanmoins, à vous parler claire

ment, il me semble qu'il serait juste de finir ce compte, *que vous en vinssiez à le liquider*, et qu'enfin je fusse débarrassé de cette correspondance de virement et de ces tracasseries, qui, sans intérêt, me font beaucoup d'ennemis dans ce pays. Qu'on en finisse donc; venez, liquidez vos comptes, et traitez avec qui vous voudrez. C'est mon avis, c'est le conseil que je donne. Je ne veux plus avoir de rapports de cette espèce.

Je finis en vous assurant de mon estime et de mon amitié constante. *Manuel.* — S. Lorenzo, le 24 décembre 1807.

N.° CXXVI.

Lettre du Prince de la Paix à D. Eugenio Izquierdo, du 9 février 1808.

Je ne reçois pas de vos nouvelles; je vis dans l'incertitude; le traité que vous avez fait, n'existe pas; le royaume est couvert de troupes; les ports de Portugal vont être occupés par elles; l'une et les commande toutes. On nous a demandé le reste de nos escadres, et on vient de donner l'ordre de les envoyer

avec celles de l'empereur. Tout est incertitude, intrigue et défiance : l'opinion publique est divisée ; le prince, héritier du trône, est impliqué dans une affaire de rébellion ; les troupes alliées vivent à nos dépens ; les peuples n'en peuvent plus. Le *subside* se paye sans qu'aucune considération nous délivre de cette charge : l'emprunt de Hollande s'est fait, suivant ce que vous m'avez marqué ; mais nous ne savons ni ne recevons rien de ses avantages. Vous êtes mal vu à Paris ; l'ambassadeur y est inutile. ¿Que diable est tout ceci ? Quel sera le résultat de ces incertitudes ? Je vous ai appelé pour rendre des comptes ; vous n'êtes point venu. Cette conduite éveille déjà des soupçons dans mon esprit : si vous savez quelque chose, dites-le ; et si vous ne savez rien, n'en faites pas un mystère, puisque ce qui importe, c'est de savoir. Ré si part, je n'ai pas le temps de vous en dire davantage ; cependant je suis votre très-affectionné. (*Cette lettre n'est point signée, mais paraphée.*)

Aranjuez, le 9 février 1808.

N.° CXXVII.

Lettre du prince de la Paix à D. Eugenio Izquierdo, du 11 *mars* 1808.

Mon cher Izquierdo : J'ai réfléchi plus mûrement sur la présentation de la lettre à l'empereur, et je vois que je me compromets beaucoup envers les provinces et envers le royaume, si, par hasard, on en faisait un mauvais usage ; renvoyez-la moi avec celle-ci, et servez-vous, pour négocier, des idées de celle du roi et même de celle-ci ; mais n'en suggérez aucune, et attendez qu'il vous en soit proposé ; instruisez-moi de tout, à propos.

Il est trois heures et demie du soir. Adieu, votre très-affectionné, *Manuel*. — 11 mars 1808.

N.° CXXVIII.

Lettre de D. Pedro Cevallos, ministre-secrétaire d'Etat et des affaires étrangères, à D. Eugenio Izquierdo, du 18 *mars* 1808.

EXCELLENTISSIME seigneur : J'adresse à votre excellence, d'après l'ordre du roi, copie du décret royal que sa majesté m'a adressé avant-hier, pour les fins qui y sont exprimées, et une autre que m'a envoyée M. le secrétaire d'état du bureau de la Marine, avec le décret royal par lequel le roi décharge le prince de la Paix des fonctions de généralissime et d'amiral, afin que votre excellence soit informée de cet évènement, et qu'elle sache aussi que cette nuit le peuple s'est révolté ainsi que la troupe de cette résidence, sur le motif, non fondé, que leurs majestés pensaient encore à se mettre en route; *ce qui ne leur était jamais arrivé.*

Comme votre Excellence était chargée de plusieurs commissions pour le prince de la Paix, je dois prévenir votre excellence, au nom du roi, que les papiers qui y sont relatifs et les réponses que vous avez à faire, doivent m'être adressés par votre excellence,

dans un paquet particulier, afin que je puisse le remettre à sa majesté sans l'ouvrir.

Dieu conserve long-temps votre excellence. — Aranjuez, le 18 mars 1808. — *Pedro Cevallos.*

P. S. Je dois avertir votre excellence, afin de prévenir toute méprise, que l'émeute n'a pas été dirigée contre leurs majestés, mais contre le prince de la Paix, et qu'au contraire leurs majestés ont été saluées des plus vives acclamations de tout le peuple; et aussi que le roi n'ayant pas voulu entrer dans les plus petits détails de cet évènement dans *la lettre qu'elle a adressée à S. M. I., sous la date de ce jour*, par la voie du prince Maserano, la volonté royale de S. M. est que vous en parliez à l'empereur, et que vous l'informiez du véritable motif qui l'a occassionnée. — Cevallos. — M. D. Eugenio Izquierdo.

N.º CXXIX.

Décret royal de Charles IV, donné le 18 mars 1808, relatif au commandement de l'armée et de la marine, mentionné dans la lettre précédente.

EXCELLENTISSIME seigneur: Ce matin, le roi a daigné adresser au seigneur D. Antonio Olaguer Feliu et à moi le décret royal suivant:

« Voulant commander moi-même l'armée » et la marine, j'ai retiré à D. Manuel Godoy, » prince de la Paix, les emplois de généra- » lissime et d'amiral, en lui accordant la per- » mission de se rendre où bon lui semblera. » Soyez-en instruit, et communiquez-le à » qui de droit. »

Je communique ce décret à votre Exc. par ordre du roi, pour son instruction, et afin qu'elle l'exécute en ce qui la concerne. Dieu conserve votre excellence. Aranjuez, 18 mars 1808—Fr. Francisco Gil. Seigneur D. Pedro Cevallos.

Nota. Cette pièce est le décret qui est cité dans la lettre de M. Cevallos, copiée au numéro précédent.

N.° CXXX.

Lettre de D. Eugenio Izquierdo à D. Pedro Cevallos, du 10 *avril* 1808.

Excellentissime seigneur : le 26 du mois dernier, à six heures du matin, le courrier de sa majesté D. Alonso Mazorra m'a remis la lettre que votre excellence m'a fait l'honneur de m'adresser d'Aranjuez, sous la date du 18 du même mois.

Cette lettre porte, entr'autres choses, ce qui suit : « Comme votre excellence se trou-» vait chargée par le prince de la Paix de » différentes commissions, je dois la prévenir, » d'après l'ordre du roi, que les papiers qui » y sont relatifs et les réponses qu'elle est » chargée de faire, doivent m'être adressés » par votre excellence dans un paquet par-» ticulier, afin que je puisse le remettre » à sa majesté sans l'ouvrir. »

Le même jour, 26, sa M. I., après avoir reçu la lettre du roi notre maître, jugea à propos de me faire appeler à Saint-Cloud, de m'admettre en sa présence, de s'asseoir avec moi dans son cabinet, sans qu'il y eût ni princes, ni ministres, ni aucun employé du

château, et sans aucune garde, et d'avoir tête-à-tête avec moi un entretien qui a commencé avant trois heures et a duré jusqu'à cinq heures du soir, sans interruption.

J'avais écrit la lettre dans laquelle je rendais compte au roi de cet événement, lorsque le 28 au matin, le prince de Masserano me fit appeler à son hôtel, et me lut une lettre de votre excellence pour que je lui livrasse, sous la condition d'un inventaire, tous les papiers relatifs aux négociations dont j'étais chargé dans cette capitale pour le seigneur prince de la Paix. Je répondis que je n'en avais aucun, et je disais la vérité.

J'avais l'intention d'écrire ceci même à votre excellence par le premier courrier extraordinaire qui partirait, et de le rendre évident par des explications et des preuves irréfragables; mais le prince Masserano expédia le même jour un courrier du roi, celui qui était venu pour être à mes ordres, et lui ordonna de me cacher son départ; il en a dépêché un autre depuis avec autant de mystère pour moi; et ce procédé, si digne de lui, m'a privé de tout moyen de communication avec votre excellence: il a fait plus; il m'a regardé et traité depuis ce moment (et tous les gens de l'ambassade ont imité

son exemple) comme un homme déjà proscrit par sa nation.

Hier il m'a adressé la note dont est cijoint copie, sous le n.° 1. Ma réponse est la pièce n.° 2, et sa réplique est marquée du n.° 3.

Puisque cela est ainsi, excellentissime seigneur, que votre excellence reçoive d'un homme d'honneur, véridique et libre dans sa manière de penser, amant jusqu'à l'enthousiasme de l'honneur, de la splendeur et de la gloire de sa patrie, soutien courageux de son indépendance et de ses possessions, fidèle serviteur du roi et de l'Etat (dont la force d'âme et la droiture de cœur ne s'abaisseront jamais, pas même pour éviter une mort honteuse, je ne dis pas à nier, mais à altérer la vérité); qu'elle reçoive, dis-je, de cet homme, (dont la conduite politique doit être rendue publique à toute l'Espagne et à l'Europe entière si on aime justice) une franche, libre et véritable manifestation de toute sa correspondance avec le seigneur prince de la Paix, et de tout ce qu'il a fait à Paris, concernant ce qui s'appelle dans un cabinet *Commissions*, et dans un autre, *Négociations*, confiées par ce même prince.

Premier point. J'étais connu en Espagne et dans mon gouvernement pour avoir rendu

de bons services à l'Etat, (les documens qui le prouvent, existent dans plusieurs secrétariats du ministère et entre mes mains) avant d'avoir vu le prince de la Paix et de lui avoir écrit ou parlé, avant même de savoir qu'il était au monde.

2. Sous le ministère du marquis de Grimaldi, le roi établit la direction du cabinet d'histoire naturelle. Différentes commissions du gouvernement, les unes publiques, les autres secrètes, m'ont été confiées pendant les ministères des comtes de Florida-Blanca, de Lerena, et du Baylio D. Antonio Valdés, toutes antérieures à l'année 1789.

3. Je n'ai parlé pour la première fois de ma vie au prince de la Paix qu'en l'année 1797.

4. Je n'ai jamais eu la vanité de me donner pour un de ses amis, ni pour un de ceux qui jouissaient de sa familiarité, j'ai été tout simplement un fidèle serviteur du roi; j'ai travaillé sous les ordres du prince de la Paix, comme sous la direction de plusieurs de ses prédécesseurs et de ses successeurs, et cela, sans interruption, dans les ministères de notre gouvernement supérieur.

5. Ainsi, ce n'est point la faveur, ni l'amitié, ni la protection du prince de la Paix, qui m'ont conduit à l'administration des affaires

de l'Etat; mais celles-ci et l'aptitude que j'y avais montrée, m'ont valu toute l'amitié de son altesse, toute sa faveur et toute sa confiance; et cette circonstance aussi véritable, que digne d'être remarquée, augmenta dans l'esprit de sa majesté (lorsqu'en dernier lieu elle m'couta), la bonne opinion dont je lui ai toujours été redevable pour ma conduite loyale.

6. Si j'ai servi dans les affaires de l'Etat à côté du prince de la Paix, je l'ai fait par l'expresse volonté et par l'ordre du roi, reçu de la bouche même de sa majesté dans plusieurs occasions. A l'Escurial, avant ma première mission diplomatique à Paris, mon souverain m'adressant la parole, en présence de sa majesté la reine, daigna me dire: *Tu travailles auprès de Manuel; il est ton protecteur fais tout ce qu'il te dira; c'est sous lui que tu dois me servir.* Leurs majestés confirmeront le fait que je rapporte.

7. Pendant toute ma mission secrète à Paris, il n'a pas existé de correspondance entre moi et le prince de la Paix qui n'ait été lue par leurs majestés; elles-mêmes me l'ont assuré personnellement, et elles l'assureront quand il faudra. Une correspondance secrète n'a pu exister, elle aurait été sans objet;

ici je n'ai jamais traité que de ce qui a concerné l'intérêt général de la monarchie et le bien-être de toute la famille royale.

8. Si, au préjudice de l'Etat ou du roi, si, aux dépens ou au détriment de l'un ou de l'autre, c'est-à-dire, du bien du royaume et de celui de la famille royale, j'avais osé faire un seul pas près de ce gouvernement pour l'utilité et l'avantage personnel du prince de la Paix, moi, je serais incapable de m'abaisser jusqu'à couvrir ce procédé, en rappelant que j'ai travaillé sous les ordres d'un ministre du roi, à qui le roi lui-même m'avait ordonné d'obéir; je me tiendrais pour criminel, et je ne serais à mes propres yeux que le premier complice des projets du prince de la Paix; mais il faut toute la bassesse d'un cœur perfide et traître, il faut toute la perversité d'une âme atroce, pour supposer dans le prince de la Paix une si horrible déloyauté, et en moi une aussi folle et stérile complicité. Moi, au bout de tant d'années de travaux et de services consacrés à l'utilité de ma patrie, j'aurais été le complice d'un traître! traître, moi-même, avec la certitude de ne pouvoir retirer en aucun temps le moindre fruit d'une si dangereuse méchanceté! j'aurais été tout cela, moi, qui n'ai jamais encensé le favori du roi dans la

personne du prince de la Paix, et qui n'ai voulu voir en lui et ne servir que le ministre de mon souverain !

9. Oui, en présence du Tout-Puissant et à la face de l'univers entier, je déclare que pendant ma résidence diplomatique à Paris, jamais, jusqu'à ce jour, aucune idée opposée au bien général de l'Etat ni à celui de sa famille royale, ne m'a été inspirée ni communiquée par le prince de la Paix pour son utilité personnelle, présente ou à venir.

10. L'objet de ma mission a été d'entretenir des rapports entre les deux gouvernemens, par une voie fidèle, sûre, secrète et si loyale, qu'aucun intérêt personnel ne se mêlât à celui de l'Etat; ce qu'on ne peut pas dire de la plupart des ambassadeurs des deux puissances pendant ces derniers temps, qui ont causé d'énormes et d'incalculables préjudices à notre malheureuse patrie.

11. A Paris, je n'ai eu d'autre fonction politique à remplir de la part du roi et du prince de la Paix, que de communiquer directement à S. M. l'empereur ce qui m'était envoyé de Madrid, et de faire savoir à Madrid les choses dont me chargeait S. M. I. et R.

12. Il n'y a personne en France, absolu-

ment personne, (et cette proposition est textuellement vraie) avec qui j'aie traité, ni publiquement ni secrètement, d'aucune affaire politique, ni même d'une simple nouvelle, si ce n'est avec les hommes qui m'ont été désignés par l'empereur lui-même; je n'ai pas vu un seul ministre sans son ordre ou sans son consentement.

13. Je n'ai pas exécuté une seule démarche dans ce pays pour aucune affaire qui regardât l'Espagne, sans en avoir donné communication à S. M. I. ni sans son agrément explicite; je n'ai rien fait pendant ma mission à Paris, et on ne trouvera jamais un seul article, dont leurs majestés nos maîtres n'aient été informées.

14. Et quels ont été les résultats et les fruits de ma mission à Paris? V. E. ne m'a-t-elle pas dit dernièrement à Aranjuez et dans son cabinet, *que les conventions signées le 27 octobre dernier par le grand-maréchal du Palais impérial, le général Duroc, et par moi, ratifiées immédiatement après par S. M. l'empereur et par le roi notre souverain, étaient les plus avantageuses que l'Espagne eût faites en aucun temps? et ne me dit-elle pas aussi que j'avais obtenu par elles ce que la France avait constamment refusé pendant deux siècles*

à sa propre dynastie régnante en Espagne?

15. Est-ce la faute du négociateur? Le service qu'il a rendu à son pays dans cette négociation, cesse-t-il d'en être un, si des causes qui en sont indépendantes, ont empêché l'exécution des traités signés et ratifiés?

Mais, excellentissime seigneur, au lieu de m'entendre sur la conduite particulière du prince de la Paix et sur la mienne, V. E. aimera mieux recevoir la réponse catégorique à ce qu'elle a mandé d'office le 27 mars dernier au prince Maserano, à savoir, que je lui remette immédiatement les instructions secrètes qui m'ont été données, suivant ce qui est prouvé par les notes du prince de la Paix, lorsque j'ai quitté Madrid dans mon dernier voyage.

J'atteste, plein du sentiment de ma loyauté, que la dernière fois que je quittai Madrid, ni pendant mon dernier séjour, soit dans cette capitale, soit à Aranjuez, il ne m'a pas été remis d'instructions secrètes; j'affirme également que le fait qu'on avance, ne peut être prouvé par aucun écrit du prince de la Paix, dans le sens que nous donnons, en Espagne, au mot *Instructions*.

Je dirai avec candeur et sincérité tout ce que je sais sur cette matière. Je fis mon der-

nier voyage à Madrid par l'effet d'une disposition particulière de S. M. I. et R.; j'emportai des idées et des questions *écrites* qui m'avaient été remises à Paris. Je les lus à LL. MM., en présence du prince de la Paix. LL. MM. m'ordonnèrent de parler; elles m'écoutèrent avec bonté, me répondirent, et le prince se mêla à peine dans la conversation.

Le prince ne me communiqua rien en particulier qui modifiât ou détruisît ce que LL. MM. m'avaient dit en sa présence; et je ne reçus rien de lui par écrit.

Le soir de mon départ, (le 10 mars dernier) son altesse me montra une lettre qu'elle avait écrite pour l'empereur, et dont elle allait me charger. Je lui fis quelques observations sur son contenu; et comme le temps pressait elle me dit: « Emportez-la; vous réfléchirez » sur ce que nous avons dit, et vous verrez » s'il convient ou non de la remettre: » c'est le seul écrit que son altesse me confia, et je le lui renvoyai, du pont de Miranda de l'Ebre, où je fus atteint par l'exprès qu'elle m'avait dépêché et qui venait le chercher.

La lettre du Prince à S. M. I. renfermait quelques idées sur la manière de régler les intérêts politiques entre la France et l'Es-

pagne, idées toutes dans l'intérêt de nos souverains et de la famille royale, sans une seule pour la personne du prince ni pour son avantage. Après l'avoir lue en particulier, je fis au prince une observation sur toute notre conduite politique antérieure, et dont nous ne nous sommes jamais écartés; c'est qu'il ne fallait jamais rien proposer, et regarder comme un principe de saine et de prudente politique, que c'est au plus fort à proposer, et au plus faible à accepter.

Si c'est cette lettre (je ne puis le croire) que le prince a qualifiée *d'instructions secrètes* dans quelque écrit (soit ce même soir, lors que les souverains écrivirent de Madrid, ou dans une autre occasion, en écrivant à quelqu'autre personne), c'est peut-être parce que d'après mes observations il fut convenu qu'avant de la présenter à l'empereur, je pourrais consulter le prince de Bénévent ou le maréchal Duroc, pour savoir s'il était à propos ou non de la remettre à S. M. I.; et c'est à cela que se rapporterait alors le mot *secrètes*, qui signifiait dans cette circonstance ; *non ostensibles*.

La vérité de ce que j'expose, ma conduite politique, mon patriotisme, ma loyauté, l'amour que je porte à mes souverains, mon

opiniâtreté à ne pas souffrir qu'on affaiblisse notre ancienne puissance nationale, mon opposition à tout traité qui ne serait point honorable pour l'Espagne, tout cela est consigné à jamais dans ma dépêche adressée le 24 mars dernier, par le courrier de S. M. Rossi, au prince de la Paix, dans un temps où je devais croire que mes lettres ne parviendraient pas en d'autres mains que dans celles de son altesse.

Cette dépêche (je sais maintenant que le courrier Rossi la remit à votre excellence) contenait des bases proposées par ce gouvernement pour la conclusion d'un règlement définitif qui embrasserait tous les intérêts politiques existans maintenant entre l'Espagne et la France; et votre excellence aura vu dans cette dépêche, que tout ce qui allait être stipulé était à l'avantage de l'Etat et de la gloire de la famille royale, et rien en faveur du prince de la Paix, en récompense de ses importans services, et surtout de son admirable conduite politique.

Mais aujourd'hui, tout est dérangé par les derniers évènemens de ce pays; et ma malheureuse patrie va voir que des causes qui n'ont aucune liaison avec les affaires politiques entre l'Espagne et la France, ont influé

sur ce changement: elle va voir aussi qu'on n'a pu renverser l'homme sans renverser en même-temps tous les plans qu'il avait entre les mains; et que les idées fausses, répandues et enracinées sur ce fondement concernant l'état actuel politique des choses, contre le système que l'on suivait dans une situation aussi critique, et sur celui qu'on aurait dû suivre, en ont fait naître d'autres qui, suivant ce que je prévois, vont devenir extrêmement funestes à la patrie.

Je terminerai cette déclaration en faisant savoir à votre excellence, que le soir qui précéda mon départ de Madrid, le prince de la Paix m'apprit, dans notre dernière conversation, qu'un agent du gouvernement français qui allait en Portugal (1) avait dit à un certain ministre étranger résidant à Madrid: (2) que l'on soupçonnait à Paris que le prince de la Paix avait une partie de ses capitaux placée dans la banque d'Angleterre, et une autre partie plus considérable en route pour sortir du royaume, et que ce soupçon s'évanouirait s'il envoyait quelques fonds en France pour y acheter des terres. Le prince

(1) M. Lagarde, ministre de la police en Portugal.
(2) M. de Stragonof, ministre de Russie à Madrid.

ajouta : « J'ai en effets sur l'Amérique la valeur » de la maison que j'ai cédée au roi pour » l'amirauté ; je n'ai pas d'autres fonds dis- » ponibles ; ainsi, si vous vous apercevez à » Paris que l'empereur a les mêmes soupçons » (ce que je ne crois pas) et qu'il y ait » moyen de les détruire par l'achat de quel- » ques propriétés en France, proposez la » chose à S. M. I. ; obtenez son consentement, » et alors, on pourra négocier mes lettres- » de-change sur le Mexique, et en employer » le montant à l'acquisition de biens-fonds » pour *deux fils non légitimes que j'ai*, et » dont l'existence est connue de LL. MM., » qui savent aussi ce que je me propose de » faire pour eux. »

Si cette commission particulière, (purement domestique et qui n'a aucun rapport avec les affaires politiques de l'Etat) donnée verbalement et par manière de conversation, a été désignée dans quelque écrit par le prince de la Paix sous l'expression de *instructions secrètes*, cette circonstance aura pu faire croire que je les avais reçues de son altesse dans mon dernier voyage ; mais la vérité est qu'il ne m'en donna aucune, excepté ce qui est rapporté dans mon exposition du 24 mars dernier ; exposition qui suffit pour l'entière

justification du prince de la Paix et pour la mienne.

A la déclaration franche que je viens de faire, j'en ajouterai une autre sur un article qui me regarde personnellement. Dans une pièce originale du procès de Saint-Lorenzo, *écrite par une main supérieure pour être adressée au roi, nôtre maître*, et que j'ai lue à Aranjuez, je suis désigné comme une créature du prince de la Paix. Dédaignerais-je de l'être ? Non certainement ; mais la justice et la vérité me font un devoir de combattre cette assertion, comme contraire à la vérité.

Depuis que je connais le prince de la Paix, je n'ai obtenu du gouvernement ni emploi, ni traitement, ni gratification ; je n'ai reçu aucune récompense du souverain : on me doit encore ce que j'ai dépensé pendant mon long séjour à Paris et dans les différens voyages que j'ai faits pour les affaires de l'Etat. J'ai dégagé l'ambassade de ses plus grands embarras, et d'autres en ont reçu les honoraires, les émolumens, les honneurs et les prérogatives. On m'a fait l'honneur de me nommer conseiller d'Etat, mais ce n'est pour moi ni une grâce ni une récompense ; on ne pouvait se dispenser de me traiter ainsi : il fallait bien me distinguer par quelque décoration, afin

que je fusse en état de traiter sans désavantage avec des gens qui en avaient un grand nombre; et surtout afin de pouvoir signer d'une manière honorable pour l'Espagne les traités et les conventions dont j'étais chargé. C'est ce motif qui m'a toujours fait regarder cet honneur du même œil qu'un capucin voit une riche chasuble dont il est affublé pour dire la messe en un jour de fête, et qui la quitte après la cérémonie pour reprendre son sac de bure: je suis prêt à en faire autant, puisqu'il est vrai de dire que cet honneur m'est complètement inutile.

Je n'ai pas l'intention de me plaindre de ce que mes services sont restés sans récompense, encore moins de critiquer la conduite qu'a tenue envers moi celui que le roi lui-même appelait *mon protecteur*, mais de rendre évident que l'on ne peut dire de moi avec vérité *que je suis sa créature*: quoique je sois l'homme qu'il a le plus distingué, celui à qui il a donné ce qu'il pouvait donner de plus estimable, c'est-à-dire, sa confiance entière et sans bornes.

Je termine cette lettre, en priant votre excellence de la communiquer et de la rendre publique pour la justification du prince de la Paix et pour la mienne. Par ce moyen

je ne me verrai pas dans la triste nécessité de le faire moi-même.

Savoir qu'il est opprimé.... savoir qu'il est victime de la haine de quelques personnes, et de la prévention de tous,.... savoir qu'il est innocent, (au moins sur l'article des relations politiques qu'on lui suppose avec ce pays, et dont j'ai eu une parfaite connaissance).... savoir qu'il a été le plus fidèle appui de toute la dynastie régnante, lui qui a vu plus loin que les autres, cela ne doit-il pas exciter mon honneur et ma loyauté à défendre, avec l'appui de la vérité et de la justice, celui qui vient d'être si ignominieusement outragé dans sa personne, sous les yeux et contre la volonté de son roi, pour l'opprobre du gouvernement, et à la honte de ma patrie?

Notre Seigneur conserve long-temps votre excellence. Paris, 10 avril 1808. — Très-excellent seigneur, — Eugenio Izquierdo, Excellentissime seigneur D. Pedro Cevallos.

N.° CXXXI.

Lettre circulaire du conseil de Castille, du 4 juin 1808.

DANS le conseil général d'aujourd'hui, on a lu à la consulte de la junte suprême de gouvernement, le décret du sérénissime seigneur le grand-duc de Berg, lieutenant-général du royaume, et la proclamation suivante:

Consulte de la junte suprême de gouvernement, composée des membres ci-après: D. Sebastien Piñuela, du conseil d'Etat, secrétaire du département de Grâce et de Justice; D. Gonzalo de Ofarril, conseiller d'Etat, ministre de la Guerre; le marquis Cavallero, conseiller d'Etat, gouverneur du conseil des Finances; le marquis de las Amarillas, conseiller d'Etat, doyen du conseil de la Guerre; D. Pedro Mendinueta, conseiller d'Etat, lieutenant-général des armées royales; D. Arias-Antonio Mon et Velarde, doyen du conseil de Castille, et gouverneur par interim; le duc de Grenade, président du conseil des Ordres; D. Gonzalo Josef de Vilches, membre du conseil et de la chambre de Castille; D. Josef de Navarro et Vidal; et D. Francisco-Xavier Duran, membres du même conseil, le premier ayant les

honneurs de la même chambre ; D. Nicolas de Sierra, fiscal du conseil de Castille ; D. Garcia Gomez Xara, membre du conseil des Indes ; D. Manuel Vicente Torres-Consul, fiscal du conseil des Finances ; D. Ignacio de Alava, lieutenant général et membre du conseil de la Marine ; D. Joachin Maria Sotelo, fiscal du conseil de la Guerre ; D. Pablo Arribas, fiscal de la Salle des Alcades de Corte ; et D. Pedro de Mora et Lomas, corregidor de Madrid.

Sérénissime seigneur. — La junte suprême de gouvernement, composée en ce jour des premiers magistrats de la nation, a appris avec douleur ; par différentes pièces qui lui sont parvenues, que des mouvemens ont été excités dans quelques provinces par les ennemis de la tranquillité publique et du bonheur de la nation espagnole. Elle a été également informée des mesures militaires que V. A. I. et R. vient de prendre pour réprimer ces mouvemens et en châtier avec sévérité les auteurs. La junte, sérénissime seigneur, en a été vivement affligée : elle connaît le caractère espagnol, et il n'y a que la perfidie de quelques mal-intentionnés qui, abusant de sa loyauté, puisse tenter de l'égarer. Toutefois la junte a de puissans motifs d'espérer qu'au

moment où la nation entendra la voix paternelle de ses magistrats, elle posera les armes et rentrera dans le devoir.

La junte, sérénissime seigneur, prie V. A. I. et R. pour ses sujets égarés; et elle espère de la générosité de V. A., qu'avant d'infliger le châtiment, elle permettra que les moyens de la douceur et de la persuasion soient employés, et qu'on leur adresse la proclamation ci-jointe, que la junte, pleine de confiance dans la bonté de V. A., a rédigée à cet effet, persuadée qu'elle voudra bien l'approuver. Madrid, le 3 juin 1808. — *Cette pièce est signée de tous les membres ci-dessus nommés.*

Décret de S. A. I. et R. J'acquiesce aux vœux de la junte de gouvernement, composée de tous ses membres, savoir, du président, des doyens, et des différens membres de tous les conseils; et j'ordonne que le conseil de Castille fasse imprimer, publier et circuler immédiatement ladite proclamation. J'espère que les avantages qui y sont offerts avec une autorisation compétente, feront revenir le peuple à son devoir et rétabliront la tranquillité; mais si, par malheur, il en arrivait autrement, je serai forcé, quoiqu'à regret, d'employer les forces qui sont déjà en mouvement, pour que les troubles partiels ne retardent ni n'empê-

chent plus long-temps le bonheur de la nation entière. — Au palais, le 5 juin 1808. — Au doyen du conseil. — *Le décret est paraphé de la main de son A. I.*

Proclamation. Espagnols : la junte suprême de gouvernement, composée en ce jour des premiers magistrats de la nation, vous adresse la parole pour dissiper les erreurs que la malveillance et l'ignorance s'efforcent d'accréditer et de répandre parmi vous : erreurs funestes, qui pourraient entraîner des malheurs incalculables, si l'autorité suprême ne s'empressait de les anéantir au moment même de leur naissance. Elle espère que ceux qui dans tous les temps, et dans toutes les occasions, ont écouté avec docilité la voix de leurs magistrats, ne se montreront pas moins soumis lorsqu'il s'agit pour eux, ou d'assurer à jamais leur bonheur en s'unissant aux premières autorités de l'Etat, ou de travailler eux-mêmes à la ruine de la patrie, en se livrant aux agitations, où les éternels ennemis de la prospérité et de la gloire de la nation espagnole cherchent à les précipiter.

Au moment où l'Espagne, ce pays si favorisé de la nature, mais appauvri, épuisé, et avili aux yeux de l'Europe par les vices et les désordres de son gouvernement, tou-

chait à l'époque de son entier anéantissement, lorsque les efforts mêmes que l'on avait faits pour ranimer ses forces abattues n'avaient servi qu'à aggraver ses maux et à la précipiter dans de nouveaux malheurs, la providence nous a offert, contre toute espérance, les moyens non-seulement de la préserver d'une ruine totale, mais encore de l'élever à un degré de prospérité et de splendeur auquel elle n'a pas atteint aux époques même les plus brillantes de son histoire. Par une de ces révolutions politiques qui ne peuvent étonner que celui qui ne remarque pas les évènemens qui les préparent, la maison de Bourbon, dépossédée des trônes qu'elle occupait en Europe, vient de renoncer à celui d'Espagne, le dernier qui lui restait encore après avoir réduit la nation au dernier état de langueur. Privés de l'appui que leur avaient offert les autres branches de leur famille, ne pouvant plus conserver les relations qui les avaient unies antérieurement avec la France, les Bourbons étaient désormais hors d'état de se maintenir sur un trône que les changemens politiques survenus dans ces derniers temps, les obligeaient d'abandonner. Le prince le plus puissant de l'Europe a reçu la renonciation des Bourbons, non

pour ajouter de nouveaux états à son empire (déjà si grand et si fort), mais pour fonder sur de nouvelles bases la monarchie espagnole, et pour faire au milieu d'elle toutes les réformes salutaires, après lesquelles nous soupirons depuis plusieurs années, et que sa puissance irrésistible pouvait seule opérer. C'est dans cette vue qu'il a appelé près de son auguste personne, les députés des villes et des provinces, et des corps municipaux de l'Etat, pour les consulter sur les lois fondamentales qui doivent garantir l'autorité du souverain et le bonheur de ses sujets; il placera le diadême de l'Espagne sur la tête d'un prince généreux qui saura se faire aimer de tous les cœurs par la douceur de son caractère; il développera des moyens que nul autre n'aurait en son pouvoir, et replacera bientôt l'Espagne au rang d'où elle n'est descendue que par la faiblesse de son ancien gouvernement. Quand l'aurore de notre félicité commence à se faire apercevoir, serait-il possible que des hommes incapables de mesurer la hauteur des destinées qu'on nous prépare, qui aspirent au titre honorable de vrais Espagnols, d'amis sincères de leur patrie, cherchassent à vous livrer à toutes les horreurs d'une guerre civile, au moment

même où le héros qui doit être l'objet de nos bénédictions présentes et de l'admiration des siècles à venir, s'occupe tout entier de l'exécution des projets qu'il a conçus pour le bonheur de l'Espagne? Certes, la junte de gouvernement ne devait pas espérer un tel égarement de la part des Espagnols, si recommandables par leur patriotisme; et cependant elle a la douleur d'apprendre aujourd'hui que quelques personnes, entraînées par un zèle indiscret et par les scrupules d'une fidélité mal entendue; que quelques autres, induites en erreur sur les vrais interêts de leur pays, et plus que tout cela, des agens secrets de la nation ennemie par système de la prospérité du continent, sont parvenus à égarer une partie des bons habitans de quelques provinces, et d'y répandre des sémences de sédition et de révolte. Braves Espagnols, vous laisserez-vous séduire par leurs promesses trompeuses? voudriez-vous devenir les victimes d'erreurs si funestes? la générosité de vos sentimens, dont on abuse, doit-elle entraîner votre perte totale, celle de vos biens et de vos familles? ne concevez-vous pas que ceux qui, dans des circonstances aussi délicates, se rendent les apôtres de la rébellion et vous conseillent la désobéissance à vos

chefs, sont les véritables ennemis de votre patrie? quel est le but que se proposent ces auteurs d'agitations et de désordres? Serait-ce le rétablissement de vos anciens monarques? Ils sont hors de l'Espagne: que doivent-ils attendre de vos efforts impuissans? voulez-vous défendre des lois dont vous faites dépendre votre félicité future? qui donc pense à les détruire? au contraire, ne s'occupe-t-on pas de rétablir la nation dans la possession de son ancienne liberté et de sa constitution primitive; bonheur auquel, il y a peu de jours encore, il ne lui était pas permis de songer? que prétendez-vous donc, habitans égarés des provinces? voulez-vous attirer sur vous toutes les calamités de la guerre, voir ravager vos campagnes, brûler vos cités, renverser vos maisons? pensez-vous qu'une levée tumultueuse d'habitans braves, mais indisciplinés, sans chefs, sans argent, sans magasins, sans vivres, sans munitions, pourront résister à des armées aguerries, à des soldats vieillis dans l'habitude de vaincre? la junte se flatte encore que vous réfléchirez sur les fatales conséquences que produiraient infailliblement vos premiers pas, si malheureusement une obstination insensée vous empêchait de reprendre promptement le chemin de

l'obéissance et du patriotisme, qu'un moment d'erreur vous a fait abandonner. Et pour vous convaincre que son seul désir est de vous désabuser; que le prince qui la préside, et que l'empereur des Français, qui tient en ses mains nos destinées, n'ont d'autre but que d'opérer votre bonheur, la junte veut bien vous faire connaître les intentions du nouveau souverain qui vient vous gouverner; écoutez et jugez.

Les Cortes, ces antiques garans de nos libertés et de nos *Fueros* (1), vont être rétablis, plus puissans et mieux constitués qu'ils ne l'ont été en aucun temps; ils seront assemblés tous les trois ans au moins, et toutes les fois que les besoins de la nation rendront leur réunion nécessaire.

La dépense annuelle de sa maison royale sera fixée; la somme qui lui sera assignée sur le trésor royal ne pourra être augmentée; elle n'atteindra pas la moitié de celle qui a été dépensée jusqu'à présent pour le même objet.

Les *Vales* (2) seront reconnus comme dette publique nationale et sacrée.

(1) *Fueros*, lois anciennes, établies par des usages nationaux encore plus anciens.

(2) *Vales*, papier-monnaie.

Les emplois seront occupés par des Espagnols, et aucun étranger ne pourra en obtenir.

Ajoutez à cela que des réformes utiles s'opéreront graduellement dans toutes les parties: le crédit public sera rétabli; la dette sera consolidée et éteinte dans un petit nombre d'années; l'administration de la justice sera soumise à des règles immuables; l'autorité souveraine n'en pourra pas suspendre le cours. L'agriculture sera encouragée; le commerce et l'industrie reprendront une nouvelle vigueur: la population sera augmentée; l'armée et la marine seront rétablies dans leur ancien éclat; tous les moyens qui peuvent assurer la tranquillité publique, seront développés en même temps.

Jugez maintenant s'il est de votre intérêt de prendre les armes pour détruire ce qui doit consolider votre bonheur et celui de vos enfans et de vos neveux, et si ceux qui soufflent parmi vous le feu de la sédition, sont de vrais Espagnols, des amis de leur patrie.

Eh bien! Espagnols, tel est cependant le sort qui vous est préparé: Si vous maintenez parmi vous la tranquillité et le bon ordre, si vous vous unissez de cœur à votre gouvernement et à vos autorités locales, dont tous

les membres sont animés du désir de faire le bien, vous touchez au moment d'être heureux.

Mais si, contre notre attente, vous méprisez cet avis salutaire que vous donne la junte de gouvernement, craignez la juste colère d'un monarque, aussi sévère, quand il faut punir une obstination aveugle et inutile, que généreux et prompt à pardonner un moment d'erreur. Ignorez-vous que déjà de nombreuses armées françaises son entrées en Espagne? ne savez-vous pas que d'autres armées aussi nombreuses s'acheminent vers vos frontières? Les provinces qui ne rentreront pas sur-le-champ dans le devoir, seront occupées par les troupes françaises, et traitées avec toute la rigueur des lois militaires. Déjà le lieutenant général du royaume a donné des ordres pour faire marcher plusieurs divisions et punir les révoltés; mais la junte de gouvernement a voulu soustraire à des dangers inévitables les provinces dans lesquelles il a été commis quelques désordres; elle a demandé pour elles, elle a offert en leur nom de reconnaître leurs erreurs et de rentrer dans l'ordre. Son altesse impériale et royale a daigné accueillir ses prières avec bonté, elle a suspendu le châtiment des cou-

pables; mais il sera terrible, si les insinuations perfides des malveillans ont plus de pouvoir sur l'esprit des Espagnols, que la voix paternelle de leurs magistrats, de leurs ministres, et de tous leurs chefs suprêmes, militaires et civils. Madrid, 3 juin 1808. — *Cette proclamation est paraphée par tous les membres de la junte.*

Suit la lettre du Conseil de Castille. Et après avoir vu toutes ces pièces, décrète l'impression, la publication et la circulation de la consulte, du décret, et de la proclamation, dans la forme accoutumée; ce dont je vous donne avis, par ordre du Conseil, pour la même fin, et vous voudrez bien m'en accuser la réception. — Dieu vous accorde de longues années. Madrid, le 4 juin 1808. — D. Bartolome Muñoz.

Note. La proclamation insérée dans cette lettre a été imprimée dans le tome 2 de ces mémoires, d'après la traduction qui en fut publiée par le Moniteur; mais je la joins ici, pour ne laisser aucune lacune dans ce document. Le commencement de la consulte désigne les personnes qui la votèrent, quoique plusieurs aient ensuite changé de sentiment, et suivi le parti de Cadix, particulièrement Amarillas, Mendinueta, Mon, Granada, Vilches, Sierra, Torres-Consul et Alava.

N.° CXXXII.

Lettre circulaire du Conseil de Castille du 8 juin 1808.

TRÈS-FIDÈLES Espagnols : vous avez obéi avec la fidélité la plus entière pendant l'espace de vingt ans, à l'auguste monarque des Espagnes, à l'exemple de vos ancêtres : vous avez répondu à son amour paternel, et imité le Conseil dans le juste sentiment qu'il exprima à S. M. au sujet de son abdication, le lendemain qu'elle eut pris cette mesure. Si nous avons publié l'avènement de son successeur, nous l'avons fait uniquement pour obéir à ses ordres suprêmes : car, nous lui eussions montré la même fidélité et obéissance pour de longues années, si nous avions pu croire que son abdication et sa renonciation à la couronne n'étaient pas accompagnées de la liberté nécessaire.

Dès que Charles IV eut fait connaître que son abdication avait été extorquée par la violence, et qu'il se croyait dans la plénitude de son droit pour reprendre la couronne, la junte de gouvernement, le Conseil de Castille et la nation entière ont dû se soumettre à la décision d'une affaire de si haute im-

portance; et le Conseil a vu avec le plus sérieux examen les documens sur lesquels s'est fondé l'arbitre puissant choisi pour prononcer sur cette détermination. Les plus importantes de ces pièces sont copiées sans interruption; et dans le jugement que le Conseil a formé il est sûr de ne s'être point écarté de ce qu'aurait pensé l'auguste intéressé lui-même, si d'autres circonstances moins compliquées eussent permis cette convention. Il a été assurément un malheur que cette union des pères du peuple ne se soit point réalisée; toutefois ce malheur sera moins sensible pour leur cœur bienfaisant, maintenant que le résultat offre des espérances flatteuses pour l'avenir, et que la nation va marcher d'un pas assuré vers sa plus grande prospérité.

Ces espérances ont commencé à se réaliser puisque le roi a nommé pour son lieutenant dans le gouvernement de ces royaumes, un prince qui (sans autre intérêt que celui de l'Espagne, déjà connu par ses attentions bienveillantes et continuelles, dans le commandement de son armée) se dévoue avec persévérance et avec les moyens les plus puissans à tout ce qui peut contribuer à la gloire et au bonheur de notre nation.

La junte de gouvernement, qui partage

sans réserve tous les sentimens du Conseil, a envisagé sous le même point de vue la crise des évènemens antérieurs; et dans la résolution prise par la sagesse du tribunal (et qu'elle adopte entièrement), elle voit l'accomplissement des décrets irrévocables de la providence, qui jamais n'abandonne un peuple religieux, affectionné à ses souverains et fidèle aux lois qui le gouvernent.

Voici les principaux documens mentionnés, et que le Conseil a eus sous les yeux dans son assemblée du 5 de ce mois, à laquelle assistaient les très-excell. seigneurs, membres de la junte de gouvernement, savoir, le marquis Caballero; le baylio D. Francisco Gil, et D. Gonzalo Ofarril.

Protestation de Charles IV. Je proteste et déclare que mon décret du 19 mars, par lequel j'ai abdiqué la couronne en faveur de mon fils, est un acte auquel j'ai été forcé pour prévenir de plus grands malheurs et l'effusion du sang de mes sujets bien aimés. Il doit, en conséquence, être regardé comme de nulle valeur.—*Moi le roi.*— Aranjuez, 21 mars 1808.

Lettre de Charles IV. Monsieur mon frère: Votre majesté apprendra sans doute avec peine l'évènement d'Aranjuez; elle ne verra pas sans quelque intérêt un roi qui, forcé d'ab-

diquer la couronne, vient se jeter dans les bras d'un grand monarque son allié, se remettant en tout à sa disposition, parce qu'il est le seul qui puisse faire son bonheur, celui de toute sa famille et de ses fidèles et aimés sujets. J'ai été forcé d'abdiquer; mais, rassuré présentement, et plein de confiance dans la magnanimité et le génie du grand-homme qui toujours s'est montré mon ami, j'ai pris la résolution de me remettre en tout ce qu'il voudra bien disposer de nous, de mon sort et de celui de la reine.—J'adresse à V. M. I. et R. une protestation contre l'évènement d'Aranjuez, et contre mon abdication; je m'en remets et me confie entièrement dans le cœur et l'amitié de V. M. I. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.—M. mon frère—de V. M. I. et R. le très-affectionné frère et ami.—Charles.—Aranjuez, le 23 mars 1808.

Autre lettre de Charles IV. Mon très-cher frère: le 19 du mois dernier j'ai remis à mon fils un décret d'abdication: —le même jour, je fis une protestation solennelle contre ce décret, que j'avais souscrit au milieu du tumulte et forcé par des circonstances critiques.—Aujourd'hui que la tranquillité est rétablie; que ma protestation est parvenue

à mon auguste ami et fidèle allié l'empereur des Français, roi d'Italie; qu'il est notoire que mon fils n'a pu exiger de moi que je le reconnusse sous ce titre, je déclare solennellement que l'acte d'abdication que j'ai signé le 19 du mois de mars dernier, est nul dans toutes ses parties; et pour ce motif, je demande que vous fassiez connaître à tous mes peuples que leur bon roi, ami de ses sujets, veut employer ce qui lui reste de vie à travailler à les rendre heureux. Je confirme provisoirement dans leurs emplois de la junte actuelle de gouvernement, tous les membres qui la composent, et tous les employés civils, et militaires, qui ont été nommés depuis le 19 du mois de mars dernier. Je partirai bientôt pour aller à la rencontre de mon auguste allié, l'empereur des Français, roi d'Italie; après quoi je transmettrai mes derniers ordres à la junte. S. Lorenzo, le 17 avril 1808. *Moï le roi.* — A la junte suprême de gouvernement.

Lettre de Napoléon à Ferdinand. Mon frère: j'ai reçu la lettre de V. A. R.; elle doit avoir acquis la preuve (dans les papiers qu'elle a eus du roi son père) de l'intérêt que je lui ai toujours porté. Elle me permettra, dans la circonstance actuelle, de lui parler avec franchise et loyauté. J'espérais, en arrivant à Madrid, porter mon

illustre ami à quelques réformes nécessaires dans ses Etats, et à donner quelque satisfaction à l'opinion publique. Le renvoi du prince de la Paix me paraissait nécessaire pour son bonheur et celui de ses sujets. Les affaires du Nord ont retardé mon voyage. Les évènemens d'Aranjuez ont eu lieu. Je ne suis point juge de ce qui s'est passé, ni de la conduite du prince de la Paix; mais ce que je sais bien, c'est qu'il est dangereux pour les rois d'accoutumer les peuples à répandre du sang, et à se faire justice eux-mêmes. Je prie Dieu que V. A. R. n'en fasse pas elle-même un jour l'expérience.

Il n'est pas de l'intérêt de l'Espagne de faire du mal à un prince qui a épousé une princesse du sang royal, et qui a si long-temps régi le royaume. Il n'a plus d'amis. V. A. R. n'en aura plus si jamais elle est malheureuse. Les peuples se vengent volontiers des hommages qu'ils nous rendent. *Comment d'ailleurs pourrait-on faire le procès au prince de la Paix sans le faire à la reine et au roi votre père ? ce procès alimentera les haines et les passions factieuses : le résultat en sera funeste pour votre couronne. V. A. n'y a de droits que ceux qui lui sont transmis par sa mère.*

Si le procès la déshonore, V. A. R. déchire par là ses droits. Qu'elle ferme l'oreille à des conseils faibles et perfides. V. A. n'a pas le droit de juger le prince de la Paix. Ses crimes, si on lui en reproche, se perdent dans les droits du trône. J'ai souvent manifesté le désir que le prince de la Paix fût éloigné des affaires; l'amitié du roi Charles m'a porté souvent à me taire et à détourner les yeux des faiblesses de son attachement. Misérables hommes que nous sommes! faiblesse et erreur, c'est notre devise. Mais, tout cela peut se concilier: que le prince de la Paix soit exilé d'Espagne, et je lui offre un refuge en France. Quant à l'abdication de Charles IV, elle a eu lieu dans un moment où mes armées couraient les Espagnes; et aux yeux de l'Europe et de la postérité, je paraîtrais n'avoir envoyé tant de troupes que pour précipiter du trône mon allié et mon ami. Comme souverain voisin, il m'est permis de vouloir connaître la vérité des faits, avant de reconnaître cette abdication. Je le dis à votre altesse royale, aux Espagnols, au monde entier: si l'abdication du roi Charles est de pur mouvement, s'il n'y a pas été forcé par l'insurrection et l'émeute d'Aranjuez, je ne

fais aucune difficulté de l'admettre, et je reconnais votre altesse royale comme roi d'Espagne.

Je désire donc causer avec elle sur cet objet. La circonspection que je porte depuis un mois dans ces affaires, doit lui être garant de l'appui qu'elle trouvera en moi, si, à son tour, des factions, de quelque nature qu'elles soient, venaient à l'inquiéter sur son trône. Lorsque le roi Charles me fit part de l'évènement du mois d'octobre dernier, j'en fus douloureusement affecté, et je pense avoir contribué, par les insinuations que j'ai faites, à la bonne issue des affaires de l'Escurial. *Votre altesse royale avait bien des torts; je n'en veux pour preuve que la lettre qu'elle m'a écrite, et que j'ai constamment voulu oublier. Roi, à son tour, elle saura combien les droits du trône sont sacrés. Toute démarche près d'un souverain étranger de la part d'un prince héréditaire, est criminelle. Quant au mariage de V. A. R. à une princesse française, moi je le considère très-d'accord avec les intérêts de mon empire; et cela m'offrirait une alliance de plus avec une maison qui depuis mon avènement au trône n'a cessé de me donner des motifs de plaisir.* Votre altesse royale doit se défier des effets

des émotions populaires. *On pourra commettre quelques meurtres sur mes soldats isolés; mais la ruine de l'Espagne en serait le résultat. J'ai déjà vu avec peine qu'à Madrid on ait répandu des lettres du capitaine général de Catalogne, et fait tout ce qui pouvait donner du mouvement aux têtes.* Votre altesse royale connaît ma pensée tout entière. Elle voit que je flotte entre diverses idées qui ont besoin d'être fixées. Elle peut être certaine que dans tous les cas, je me comporterai avec elle comme avec le roi son père. Qu'elle croie à mon désir de tout concilier, et de trouver des occasions de lui donner des preuves de mon affection et de ma parfaite estime. Sur ce, je prie Dieu, mon frère, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde. — *Napoléon.* Bayonne, 16 avril 1808.

Postérieurement, et sous la date du 7 et du 8, le conseil a reçu la proclamation royale, la lettre de sa majesté, le décret et l'ordre, ci-après :

Proclamation de Charles IV. Espagnols et bien aimés sujets : des hommes perfides s'occupent à vous perdre, et voudraient vous mettre les armes à la main pour vous les faire tourner contre les troupes françaises, en s'efforçant de vous exciter contre elles; et de les irriter contre vous. Quel serait le

résultat de ces sinistres intentions? elles n'en auraient certainement pas d'autre que le saccagement de toute l'Espagne, et des malheurs de toute espèce.

Cependant, l'agitation règne parmi les esprits les plus factieux, qui m'ont causé tant de peines; et dans ces circonstances aussi importantes que critiques, je suis occupé à me concerter avec mon allié l'empereur des Français, de tout ce qui intéresse votre bonheur. Mais gardez-vous de prêter l'oreille aux insinuations de ses ennemis; ceux qui vous inspirent de l'aversion contre la France, ont soif de votre sang; ils sont les ennemis de notre nation, et les agens de l'Angleterre. *Si vous les écoutez, vous causerez la perte de vos colonies*, la division de vos provinces et une suite de troubles et de malheurs au sein de votre patrie.

Espagnols, confiez-vous en mon expérience, et soyez soumis à l'autorité que je dois au Tout-Puissant et à mes ancêtres. Suivez mon exemple, et soyez persuadés que l'amitié du grand empereur des Français, notre allié, peut seule sauver l'Espagne et assurer sa prospérité.

Donné à Bayonne dans le palais impérial, le 4 mai 1808 — Moi le roi.

Lettre de Charles IV. M. mon frère : l'absence et mes infirmités ne me permettant pas de me vouer entièrement aux soins extraordinaires qu'exige le gouvernement de mes Etats, la tranquillité de mon royaume et la conservation de ma couronne, j'ai pensé que je ne pouvais mieux faire que de nommer un lieutenant-général qui, investi de l'autorité suprême que je tiens de Dieu et de mes prédécesseurs, gouverne et dirige pour moi et en mon nom toutes les provinces de l'Espagne.

En conséquence, après avoir examiné ce qui convient au bonheur de mes peuples; désirant sauver la monarchie du précipice dans lequel les malveillans et les ennemis du repos du continent allaient la précipiter, et plein d'estime pour les vertus éminentes dont votre A. I. et R. nous a donné tant de preuves, et pour les grands services qu'elle nous a rendus, j'ai résolu, de concert et avec l'approbation de mon fidèle et grand allié l'empereur et roi, de nommer V. A. I. mon lieutenant-général, par le décret que je viens d'expédier à la junte de gouvernement, et qui est ci-joint; vous priant (ô prince) de le trouver bon, et d'accepter cette nomination, dont l'effet rendra la tranquillité à mon ame.

Sur ce, je prie Dieu, M. mon frère, qu'il

ous ait en sa sainte et digne garde. — Donné
Bayonne, le 4 mai 1808. — M. mon frère,
. I. et R. le plus affectionné frère —
Charles. — A. S. A. I. et R. le grand-duc de
Berg.

Ordre de Carlos IV à la junte suprême de gouvernement. Ayant jugé convenable de donner une même direction à toutes les forces de mon royaume, à l'effet de maintenir la sûreté des propriétés et la tranquillité publique contre ses ennemis, tant de l'intérieur que de l'extérieur, j'ai cru, pour remplir cet objet, devoir nommer lieutenant-général du royaume, notre aimé frère, le grand-duc de Berg, qui commande les troupes de notre allié l'empereur des Français.

En conséquence, nous ordonnons à notre suprême Conseil de Castille, et aux autres Conseils; aux chancelleries, aux audiences et justices du royaume; aux vice-rois, capitaines-généraux et aux gouverneurs de nos provinces et places, de lui prêter obéissance, et d'exécuter ses ordres et ses mesures; car telle est notre volonté; comme aussi, qu'en sa qualité de lieutenant-général du royaume, il soit reconnu président de la junte de gouvernement. Vous en bien sûrs et faites exécuter de notre souveraine réso-

lution. Donné à Bayonne, dans le palais impérial, dit *du gouvernement*, le 4 mai 1808. — *Moi le roi.*

Ordre de la junte. Illustrissime seigneur : Le sérénissime seigneur, grand-duc de Berg, m'a ordonné de remettre au Conseil, ainsi que je le fais, le décret royal ci-joint du roi Charles IV, expédié à Bayonne dans le palais impérial, dit du *gouvernement*, le 4 de ce mois, par lequel sa majesté a nommé lieutenant-général du royaume S. A. I. et R. ledit seigneur grand-duc, à l'effet que le Conseil en ait connaissance, qu'il l'exécute et le fasse publier dans le plus court délai.

Je remets également au Conseil, par ordre du même seigneur grand-duc, la déclaration de S. M. Charles IV, dans laquelle il exhorte ses sujets à se soumettre aux mesures qu'il doit prendre pour sauver l'Espagne, assurer sa prospérité et prévenir les troubles et les malheurs; afin que ledit Conseil publie aussi et fasse circuler cette déclaration. Dieu vous conserve long-temps. Au palais, le 7 mai 1808, — Sebastian Pinuela : M. le don du Conseil.

Arrêté du Conseil. Vu le tout en plein Conseil, ce jour présent, avec l'assistance de deux membres de la suprême junte

ment, savoir, l'excellentissime Gonzalo Offarril, et l'illus- eur D. Bernardo Iriarte, nommés r S. A. I. et R. le sérénissime d-duc de Berg; et après en , et entendu les seigneurs fis- é de faire exécuter et accom- royal, ainsi que la déclaration qui l'accompagne, et de les comuniquer à tous les capitaines-généraux, présidens et régens des chancelleries et audiences, gouverneurs, maires, intendans et juges ordinaires; aux très-révérends archevêques et aux révérends évêques, et aux autres prélats ecclésiastiques, séculiers et réguliers du royaume, afin qu'ils n'en puissent ignorer, qu'ils les exécutent et les fassent exécuter fidèlement, en obéissant et faisant que chacun obéisse aux ordres et résolutions que S. A. I. et R. jugera à propos de publier, comme lieutenant-général du royaume, sans y contrevenir ni en permettre la contravention en aucune manière. Madrid, le 8 mai 1808. — *Cette pièce MM. les conseillers. u Conseil.* Je vous adresse les , d'après l'ordre du Conseil, y est mentionné, et afin que parvenir aux juges des lieux

de votre district; et vous me donnerez avis de sa réception.

Dieu vous conserve long-temps. Madrid, 9 mai 1808. *D. Bartolome Muñoz.*

Note. Presque tous les documens insérés dans cette lettre circulaire du Conseil de Castille sont imprimés dans le tome second de ces Mémoires, par ordre de dates; mais comme j'ai fait plus tard l'acquisition de cette lettre en espagnol, j'ai cru ne devoir pas en priver le public, afin que l'on voie que le Conseil Suprême de la Nation reconnut ces pièces pour valables, et en ordonna l'envoi dans tout le royaume; d'où il résulte qu'on ne peut regarder comme coupable envers Ferdinand VII, celui qui s'y conformait, quoiqu'il fût intérieurement attaché à la cause de ce malheureux roi.

N.° CXXXIII.

Proclamation des grands d'Espagne, des conseillers, et d'autres Espagnols réunis à Bayonne le 8 juin 1808.

Cette pièce est imprimée dans le tom. II, num. LXX, page 214. Elle avait été reproduite en espagnol sous le présent num. CXXXIII, parce que le texte espagnol du num. LXX n'avait été que la traduction du texte français publié par le *Moniteur*.

N.° CXXXIV.

... août 1808, dans laquelle on ... de l'insurrection de l'Anda... à la bataille de Bayten.

... ami: je vois par votre lettre du 5 de ce mois que les troupes françaises se sont retirées sur l'Ebre, laissant la capitale exposée aux dan... rs de l'anarchie que vous craignez, faute d'un pouvoir reconnu pour gouverner; et vous désirez vivement apprendre ce qui s'est passé en Andalousie pendant les cinq mois qui viennent de s'écouler, l'occupation de Madrid par les Français n'ayant pas permis de savoir la vérité, ni même de l'écrire jusqu'à présent, ce qui vous porte à m'en demander l'histoire pour votre instruction.

Je ne suis pas sans éprouver quelque embarras pour satisfaire à ce que vous me d... ...ndez, parce que mon caractère me porte ...dans toute leur vérité, n'im... ...nmes elle soit favorable ni à ...sse déplaire; mais, si je me ...oin de cette disposition et que ...entre les mains d'un homme ...s contraires, j'ai lieu de crain-

dre que mon récit ne soit regardé comme inspiré par la passion, et non par l'amour de la vérité. Toutefois, dans l'intention de vous faire plaisir, je vais vous apprendre ce que je sais de science certaine, pour avoir été témoin oculaire de quelques-uns des évènemens qui se sont passés à Cadix et à Séville.

Je suppose que vous êtes suffisamment instruit de l'état d'inquiétude, d'alarme, d'agitation et d'influence qui se fit remarquer parmi la populace des principales villes de l'Andalousie, aussitôt qu'on y eut appris les émeutes populaires qui venaient d'avoir lieu à Madrid et Aranjuez, pendant le mois de mars dernier; et vous ne doutez pas que ce ne soit là l'origine de tout ce qui est arrivé dans la suite, puisque, depuis ce moment, le peuple commande, et les autorités, dominées par la crainte, sont forcées d'obéir.

Telle était la situation des Andalousies, lorsque Ferdinand VII, qui avait été reconnu roi d'Espagne, cédant à de mauvais conseils, abandonna le royaume et se mit entre les mains du plus grand envahisseur de [illegible], sans faire attention qu'un souverain comme celui-ci ne pouvait (et je ne crains pas de dire, ne devait même pas, politiquement parlant)

occasion qui se présentait, sans
ir l'intérêt de son ambition.
i roi Ferdinand VII à Bayonne
isternation parmi tous les habi-
alousie, et la confusion fut à
lorsqu'on y eut appris que
...res de la famille royale venaient
d'être conduits en France; que Murat avait
pris le gouvernement de l'Espagne ; et que
les princes de la nation avaient renoncé à leurs
droits, en faveur de Napoléon, parce que,
bien que tout le monde reconnût la nullité
de cet acte, chacun jugeait cependant que
ce vice ne pouvait empêcher l'exécution des
traités, lorqu'ils étaient appuyés par la force;
l'histoire prouvant incontestablement que
toute convention par laquelle un souverain
cède à un autre la totalité ou une partie
seulement de son territoire, ne peut être dictée
que par la force majeure du cessionnaire, dont
la crainte a pu seule engager le plus faible à
... de ses droits.

es affaires les plus importantes
écrit à Bayonne, Madrid fut
te évènement du 2 mai, dont
de calculer les suites. Vous
l'enthousiasme de cette ville;
Cadix, de Séville, Sanlucar

et Xerez, et je suis instruit (aussi bien que si j'y avais été présent) des émeutes qui eurent lieu dans les autres villes de la province. N'en doutez pas, mon ami: l'évènement du 2 mai, entre les mains de ceux qui cherchaient à diriger l'opinion publique contre les Français, anima contr'eux tous les esprits dans l'Andalousie, et procura aux Anglais, leurs ennemis, tous les moyens nécessaires pour vaincre.

Vous savez que nous étions en guerre avec les Anglais; que ceux-ci avaient mis le blocus devant Cadix; que tout notre commerce était anéanti; qu'il y avait dans le port une escadre française à l'ancre, comme alliée; et que la guerre avec l'Angleterre avait eu pour cause très-légitime la prise (avant toute déclaration de guerre) de quatre frégates espagnoles venant d'Amérique, et richement chargées d'or, d'argent et de marchandises, de la valeur de plusieurs millions: mais vous connaissez aussi (mieux que les Français) le caractère espagnol, qui méprise toutes ses richesses et tout les intérêts du monde au moment où son amour-propre est offensé. Vous savez que ni l'argent, ni la mort même, ne sont capables d'arrêter la vengeance d'une insulte faite à son honneur; et cette vérité (que les Fran-

reconnaître, et qui n'a pas [illegible] aux Anglais dans cette occasion) a été la cause véritable de beaucoup d'évènemens qui seront peut-être à l'avenir d'une dangereuse conséquence pour l'Espagne, mais qui pour le moment, étaient vus avec plaisir, et du effet naturel du caractère espagnol. Je crois que vous en êtes persuadé; mais vous le serez encore plus après le récit que je vais vous tracer seulement pour vous faire plaisir.

Vous n'ignorez pas (et il me semble même vous l'avoir écrit) que parmi les vaisseaux anglais qui bloquaient le port de Cadix, il y en avait un chargé de marchandises anglaises, qui cherchait à vendre sa cargaison à des contrebandiers espagnols. En effet, ceux-ci arrivaient en grand nombre des côtes voisines et de Gibraltar; je me rappelle encore que le bruit courut que le général Castaños, commandant-général de la côte de Gibraltar, [illegible] fermait les yeux sur ce trafic, [illegible] rmettait et l'autorisait, au [illegible] soupçonnait d'être d'intelli- [illegible] Anglais.

[illegible] andiers apprenaient tous les [illegible] se passait en Espagne; et [illegible] lais en était bien aise pour

l'intérêt de sa nation. Je ne puis m'empêcher d'approuver en cela la conduite des Anglais, et j'en aurais fait autant si j'avais été à leur place ; au lieu qu'il est permis de s'étonner de la coutume des Français qui, comptant trop sur leurs forces militaires, méprisent la puissance morale des intrigues. J'ignore s'ils reconnaîtront leur défaut à cet égard ; mais l'affaire de Baylen sera pour eux une bonne leçon.

Les Anglais profitèrent de leurs communications avec les contrebandiers, pour savoir quels étaient les Espagnols qui se déclaraient le plus ouvertement contre le prince de la Paix, contre Murat et les Français. Lorsqu'ils furent bien instruits de tout ce qu'ils voulaient savoir, ils cherchèrent à établir une correspondance secrète avec eux, malgré l'état de guerre où l'on était, et ils y réussirent par le moyen de ces contrebandiers, qui leur servaient d'espions et d'émissaires avec d'autant plus de fidélité et d'ardeur, qu'on leur cédait à meilleur prix les marchandises venues d'Angleterre : adresse très-digne d'éloge dans un Anglais, quoique ayant été extrêmement ruineuse pour nos manufactures et nos manufactures.

Ils arrivèrent enfin, par l'effet de leurs

[illegible] vre en état de paix, sans [illegible] guerre eût cessé. Tous les Espagnols qui voulaient monter sur leurs navires en avaient la liberté; ils jouissaient même d'une protection positive à cet égard, dans les ports de Cadix et de Gibraltar, sans autre désagrément que de s'entendre apostropher par les matelots anglais. *Espagnols*, leur disaient-ils, *ôtez de vos pavillons ces lions et mettez-y des poules, puisque vous vous laissez mener par les coqs de Français.*

Le comte de Montijo, grand-d'Espagne, un de ceux qui s'étaient déclarés le plus ouvertement contre le prince de la Paix et les Français, parut parmi les chefs des mouvemens qui furent dirigés contre ces derniers; parce que s'étant embarqué secrètement à Sanlucar de Barrameda, il passa de nuit à bord du vaisseau anglais *l'Amiral*, et traita avec le commandant de l'escadre, de tout ce qui pouvait convenir au plan et aux projets de l'Angleterre; il se rendit ensuite à Madrid, [illegible] Murat, et le trompa autant [illegible] mpé un chef militaire qui ne [illegible] z le caractère d'une nation. [illegible] lit ici que Montijo suggéra à [illegible] voyer des corps de troupes [illegible] ces pour apaiser le peuple

et rétablir l'ordre public, troublé depuis le mois de mars ; qu'à la suite de ce conseil une division de troupes fut envoyée à Valence, une autre à Cuença et dans la Manche, et celle du général Dupont dans les Andalousies; que Murat reconnut depuis le piège, et voulut faire arrêter Montijo, qui, heureusement pour lui, s'était déjà éloigné, et était retourné en Andalousie.

Vous savez que le bruit des évènemens arrivés à Madrid le 2 mai, excita de nouvelles insurrections dans presque toutes les provinces ; mais vous ignorez peut-être que celui de Séville fut le commencement du gouvernement insurrectionnel, lequel, après la retraite des Français, parvint à être celui de la nation ; c'est du moins sur ce modèle que le gouvernement national s'est formé, et nous n'en connaissons pas d'autre aujourd'hui. Cette circonstance mérite d'être connue, ainsi que les suites qu'elle eut bientôt.

Les autorités de Séville ayant voulu apaiser le peuple, celui-ci, qui se sentait le plus fort, désigna des hommes qui pensaient comme lui et qui, méprisant les magistrats actuels, prirent en main la conduite des affaires. Tels furent les comtes de Tilly-Guzman ; le P. Gil, moine de l'ordre de S. Camille de Lellis ; le P. Rame-

membre de l'ordre éteint des Antonins; Jean de Chescas, membre de la municipalité de Séville, et l'avocat Zambrana : ces hommes-là formèrent une junte, qui prit le nom de Junte Suprême de gouvernement *de l'Espagne et des Indes*; elle nomma pour son président, avec le titre *d'Altesse*, le vieux D. Francisco Saavedra, qui avait été ministre d'Etat et des finances du temps de Charles IV.

Je ne m'arrêterai pas à vous tracer au long le caractère et les qualités de cette junte insurrectionnelle; vous savez qu'on ne peut dire que du bien de son président, sous le rapport du savoir et de la pureté des intentions; mais il manquait de cette force de caractère qui est indispensable pour commander. Toute l'Espagne (et même la France) connaît l'immoralité, et le caractère pervers et sans honneur de Tilly-Guzman, qui aurait été capable de déshonorer une nation entière. Il y a peu d'hommes en Espagne qui ignorent les machinations et les intrigues du P. Gil, justement enfermé dans la maison des *Toribios* même il n'eût pas été plus aux îles Philippines : il temps une correspondance Keith, ministre d'Angleterre. is connaissez l'avocat Zam-

brana : il me suffira de vous dire que la ju[illegible]te le déclara fou, après l'avoir fait arrê[illegible]r. I[illegible] été avec Tilly-Guzman à la tête des [illegible] populaires ; voilà en quelles mains était t[illegible]é le gouvernement de l'Espagne et des I[illegible] qui ne pouvait cependant compren[illegible]dr[illegible] l'Andalousie ; encore cett[illegible] province [illegible] elle pas reconnu cette espèce de go[illegible] ment. Saavedra obtint que le préfet de Séville, D. Vincent de Hore, ferait partie de la junte, quoiqu'il eût été insulté par les révoltés.

La junte, qui exerçait l'autorité souveraine, ayant chargé le comte d'Aguila de l'exécution de quelques ordres, et cet Espagnol étant sorti dans sa voiture de l'hôtel de ville, afin de remplir sa commission, il fut insulté par la plus vile populace, qui, en l'accusant de trahison, l'arracha de son carrosse, l'assassina, et exposa son cadavre sur une des portes de la ville, où il resta pendant plusieurs jours. Tous disaient que le comte de Tilly-Guzman, son ennemi et le dictateur du peuple, avait commandé cet assassinat ; mais les juges criminels de la Cour royale de Séville, ni les lieutenants du corrégidor, ne firent aucunes recherches judiciaires, comme si l'événement n'avait pas été de leur compétence.

Le général anglais qui commandait le

[illegible] de Cadix, instruit de la fermentation [illegible] régnait parmi le peuple, et dont il était [illegible] auteur, chercha à augmenter l'in[illegible]die, en excitant le marquis del Socorro [illegible] D. Francisco Solano, à agir [illegible]lement contre les Français, avec les se[illegible]cours de l'Angleterre, qu'il lui offrait. [illegible] Francis[illegible] marquis ne voulut se charger de rien jusqu'à ce qu'il eût reçu des ordres du gouvernement espagnol de Madrid, auquel il prétendait que toutes les propositions du cabinet anglais devaient être adressées; mais la junte insurrectionnelle de Séville, qui s'était approprié l'autorité du *gouvernement d'Espagne et des Indes*, voulut déclarer la guerre à la France, et fit parvenir son décret au marquis del Socorro, par le moyen du comte de Teba, frère du comte de Montijo, lequel, déguisé en postillon, le porta à Cadix: en arrivant dans cette ville, il mit tant d'affectation à faire claquer son fouet qu'il appela sur lui l'attention du peuple, qui voulut savoir le motif de son voyage: il l'annonça, et cette [illegible] augmenta la haine que le peuple [illegible] Français.

[illegible] del Socorro pensa qu'il ne [illegible] que de très-funestes conséquences [illegible] parti que l'on prendrait, soit

d'apaiser les mesures de la junte de Séville, soit de les contrarier : ainsi, n'osant rien entreprendre de lui-même il envoya l'ordre à tous les généraux espagnols de terre et de mer qui étaient à Cadix et dans le voisinage, de se transporter chez lui, pour s'entendre sur la conduite qu'on avait à tenir. Il en arriva onze : de ce nombre était D. Thomas Morla, général d'artillerie. Il fut résolu qu'on publierait une proclamation pour tranquilliser le peuple, et cette mesure s'exécuta si promptement, qu'on n'attendit pas même au lendemain; elle fut lue pendant la nuit dans les rues de Cadix, au milieu des torches allumées, d'une musique militaire et de tout l'appareil propre à appeler l'attention et à exciter la curiosité, afin qu'un plus grand nombre d'habitans accourussent (malgré l'obscurité de la nuit) pour l'entendre; ce qui prouve que ces généraux avaient conçu l'espoir que les réflexions contenues dans la proclamation, produiraient un bon effet.

Cette proclamation se réduisait à annoncer au peuple, que « déclarer la guerre à la France » était une des entreprises les plus difficiles » qu'on pût former, parce qu'on avait affaire » à une puissance plus forte par le nombre » et par la qualité des soldats, et qu'on man-

quait de troupes de ligne espagnoles pour
» cette guerre; que si on prenait le parti de
» réunir au petit nombre de celles qu'on avait,
» d'autres troupes indisciplinées qu'on aurait
» levées parmi le peuple, il pourrait arriver
» aux Espagnols ce qui en Amérique arriva
» aux Tlascaltecas avec Fernand Cortes; que
» le roi, à qui appartenait exclusivement le
» droit de déclarer où étaient les ennemis de
» la nation, avait dit plusieurs fois que les
» Français étaient les amis et ses intimes
» alliés, titre sous lequel ils étaient en Es-
» pagne, sans que sa majesté eût rien ma-
» nifesté jusqu'alors de contraire à cette idée:
» ce qui rendait incertain s'il exigeait des
» Espagnols le sacrifice auquel on voulait
» les entraîner; que si, malgré ces raisons,
» le peuple se décidait à la guerre, il faudrait
» enrôler, enrégimenter et discipliner les
» hommes qui seraient destinés à être sol-
» dats; que ceux-ci devaient savoir que pour
» réussir dans cette entreprise, ils auraient
» de grands sacrifices à faire, comme de
» quitter leurs maisons pour long-temps, et
» peut-être pour toujours; que, dans la sup-
» position où l'on commencerait la guerre, il
» faudrait que le peuple revînt à l'état de
» calme ordinaire, attendu qu'il n'appartient

» qu'aux soldats de se battre, pendant que
» les autres habitans sont neutres et passifs,
» comme le prouvait l'exemple des Alle-
» mands, des Prussiens, des Russes, et des
» autres peuples de l'Europe; que s'il prenait
» une part active à la guerre, il serait cause
» que l'ennemi brûlerait et saccagerait les
» maisons, les effets, et les productions de
» la terre; qu'en outre résulterait la plus
» funeste désorganisation sociale; et que
» l'escadre anglaise étant dans les eaux de
» Cadix, son commandant pourrait profiter
» de la circonstance, et s'emparer de la ville
» et du port pour en faire un second Gi-
» braltar; que toutes ces réflexions étaient
» inspirées par le zèle et par les lumières
» de onze généraux, qui tous s'adressaient
» au peuple, afin qu'il prononçât sur ce qu'il
» était convenable de faire, et qu'il n'accusât
» personne dans la suite de l'avoir trompé
» s'il éprouvait ce qu'on lui aurait annoncé;
» mais que si, malgré tout ce qu'on venait
» de lui exposer, le peuple persistait dans la
» résolution de faire la guerre, les généraux
» étaient prêts à la commencer, et ne s'y re-
» fuseraient jamais, afin qu'on ne pût les
» accuser d'avoir fait les observations par
» crainte, par lâcheté, ou pour d'autres

» motifs indignes de leur patriotisme, de » leur honneur et de leur courage. »

La même nuit, la populace mutinée de Cadix se présenta devant la maison du marquis del Socorro, gouverneur de la ville, avec des torches allumées : un jeune homme, monté sur les épaules d'un homme robuste, lut un écrit au nom du peuple, portant que celui-ci avait décidé la guerre, parce qu'on avait des réponses satisfaisantes aux articles de la proclamation ; et en effet, il les lut dans le même ordre que ces articles. Le peuple donna des signes de son approbation, et demanda que l'escadre française qui était dans le port, fût sommée immédiatement de se rendre : le capitaine-général répondit du balcon de son hôtel, que les vœux du peuple seraient accomplis, et qu'il assemblerait le lendemain tous les généraux pour cela. Le peuple se retira, mais non point pour se livrer au repos ; il se répandit dans la ville avec l'intention d'inquiéter les gens paisibles ; il se présenta devant la maison de M. le Roi, consul de France ; il la força sans respect pour la nation française ; et il est probable qu'il eût assassiné le consul, si celui-ci, qui fut averti à temps, ne s'était réfugié dans le couvent de saint-Augustin, d'où

il passa à bord de l'escadre de sa nation.

Le peuple en insurrection délivra tous les détenus du fort et de la prison; il leur distribua des armes, prises dans le parc d'artillerie, sans que les troupes qui gardaient ce dépôt, fissent le moindre mouvement pour s'y opposer, parce que, depuis le commencement de l'insurrection, elles avaient pris le parti du peuple.

Le lendemain, le marquis assembla les généraux, comme il l'avait promis. Le peuple revint bientôt pour savoir ce qu'on avait décidé; tous les officiers se présentèrent au balcon pour le lui faire connaître. Le marquis du Socorro et D. Thomas de Morla dirent qu'on ferait tout ce que le peuple désirait, et qu'ainsi chacun pouvait se retirer tranquillement chez soi. Un homme du peuple cria : *Nous ne voulons plus voir de pavillons français.* Le gouverneur répondit : Où donc y en a-t-il? La même voix répliqua : *Sur les vaisseaux français ;* le marquis dit : *MM. les généraux de la marine et du génie qui sont ici, sont chargés de faire tout ce qu'il faut pour s'emparer de l'escadre française.* Le peuple alors témoigna qu'il était satisfait, s'éloigna de la maison du marquis, qui fut se mettre à table, car il était trois heures après midi.

Il n'avait pas encore fini son dîner, lorsqu'une troupe de factieux arriva devant sa maison ; elle était commandée par un fanatique qui avait été moine chartreux, et novice à Xerez de la Frontera pendant un an. Cet homme dit au soldat qui était en sentinelle à la porte du marquis, *qu'il voulait parler au gouverneur.* On fut l'annoncer à celui-ci, qui fit répondre *qu'il avait besoin de repos, et qu'il avait promis au peuple d'accomplir ses désirs.* L'ex-moine ne fut pas content de cette réponse, il fit mine d'entrer chez le gouverneur, et entreprit de forcer la sentinelle ; celle-ci tira deux coups en l'air, et ferma la porte de la maison. Les factieux se retirèrent en fuyant, et coururent au parc d'artillerie, d'où ils amenèrent cinq gros canons et des obus, avec des munitions et des artilleurs pour le service, sous le commandement de l'ex-moine. Ils s'emparèrent aussi d'une pièce de 24 qui était placée sur le rempart en face de l'hôtel du gouverneur, et firent feu de tous ces canons, brisèrent les portes de l'hôtel, y entrèrent, et joignirent le marquis dans les appartemens d'en haut.

Le chartreux fut le premier qui se présenta devant lui : *Que rôdes-tu par ici*, lui dit le commandant ; en même temps, il le prit

par une jambe, et le jeta du haut d'un balcon dans une cour, d'où on prétend qu'il fut emporté sans vie. Alors le marquis voyant que les factieux entraient en foule chez lui, abandonna son hôtel, et se retira par une terrasse dans une maison voisine, où il se cacha. Cet asile ne put le sauver : les factieux l'ayant trouvé, l'entraînèrent dans la rue, le conduisirent, le long du rempart, au milieu des violences et des outrages de tous ceux qui pouvaient l'approcher, jusqu'à la place de *S. Juan de Dios*, où ils le massacrèrent.

Cette exécution n'apaisa pas le tumulte. Le peuple nomma, le lendemain, D. Thomas de Morla gouverneur général de Cadix et capitaine-général de la province. Il répondit qu'il acceptait le commandement, à condition que chacun se retirerait chez soi, parce qu'il *ne voulait pas gouverner des vociférateurs.* La junte de Séville, instruite de ce qui s'était passé, approuva le choix du peuple ; et envoya à Cadix un de ses membres, pour arrêter avec Morla un plan de campagne ; en conséquence, cette junte (qui se nommait *Suprême du gouvernement des Espagnes et de l'Amérique*) publia une déclaration solennelle de guerre contre la France ; elle fit attaquer d'abord son escadre, qui se rendit, et adressa

des propositions de paix au général anglais, dont les vaisseaux entrèrent dans le port de Cadix, et depuis ce moment les Anglais ont fait cause commune avec les Espagnols pour la guerre contre la France.

La junte, informée que le général Dupont venait de Madrid avec une destination pour les Andalousies, prit des mesures pour lui résister. Le général Echevarria voulut l'empêcher de passer le Guadalquivir, sur le pont de Alcolea; il avait environ cinq mille hommes de troupes réglées, qu'on avait pu composer de vétérans et de milices. Le reste de son armée ne consistait qu'en un certain nombre de paysans armés, sans discipline. Dupont les mit en déroute, arriva à Cordoue, et envoya des troupes jusqu'à Ecija. Cet évènement fit perdre tout espoir à la junte; ses membres se préparaient à se rendre à Cadix avec leurs familles pour passer en Amérique, si Dupont se fût emparé de cette ville. Le séjour de Dupont à Cordoue (dont nous ne savons pas le véritable motif) vint dissiper leurs craintes, et leur donna le temps de rassembler de nouvelles et de meilleures troupes.

La paix que l'on fit avec les Anglais permit d'employer contre les Français les troupes de ligne qui occupaient Cadix, Malaga,

Gibraltar et d'autres points; celles qui revenaient du Portugal, d'après des ordres antérieurs, et enfin les milices provinciales de l'Andalousie. Ces différentes troupes formaient un corps de trente mille hommes, et il s'y réunit bientôt un nombre considérable de paysans armés. Le commandement général en fut donné à Castaños.

L'armée espagnole se présenta devant les Français à une demi-lieue *d'Andujar* sur los *Visos*, situés sur la rive gauche du Guadalquivir. Les deux armées restèrent quelques jours en présence, sans autre incident remarquable que le mal qu'elles éprouvèrent de l'extrême sécheresse et de la difficulté de se procurer de l'eau, parce qu'elles se disputaient réciproquement l'usage de la rivière, jusqu'à ce qu'une partie de l'armée espagnole passa par le gué de *Mengibar*, sous les ordres du général *Reding*, en repoussant les troupes françaises qui avaient voulu s'y opposer. Ce succès permit à Reding de prendre position avec son corps à *Baylen*, entre la division Dupont (qui était alors à *Andujar*) et la division Wedel, qui occupait la *Carolina*. Les paysans armés garnirent en même temps les hauteurs de la montagne : cette manœuvre coupa le corps du général *Dupont*.

Celui-ci, voyant le danger de sa position, se disposa à attaquer et à battre la même nuit le général *Reding* à Baylen, après avoir chargé le général Wedel d'attaquer en même temps, par derrière à l'insu des généraux *Castaños et Peña*, qui restèrent tranquilles à *los-Visos* jusqu'au lendemain.

La division Wedel n'arriva pas à temps au point qu'avait indiqué le général Dupont, soit que les communications eussent été interceptées, soit par tout autre évènement qui m'est inconnu. Dupont se battit bien; mais privé du secours de Wedel, il fut obligé de se rendre au général Reding par capitulation, à Baylen même, au moment où Castaños et Peña arrivaient avec leurs divisions, qui ne prirent par conséquent aucune part à cette affaire. Dupont avait capitulé lorsque Wedel arriva. Le général espagnol somma celui-ci de se rendre, comme compris dans la capitulation; Wedel refusa et se disposa à se défendre; en sorte qu'il obtint une seconde capitulation plus avantageuse que celle du général en chef.

Vous devinez sans peine la joie et les espérances qu'un succès de ce genre fit naître à Séville et à Cadix. Je vous dirai seulement que la junte affermit son autorité, et espéra

que le titre qu'elle a pris, et les pouvoirs qu'elle s'est attribués, seront reconnus et légitimés dans toute l'Espagne; je doute fort que ses prétentions soient bien accueillies par le Conseil de Castille, et je ne crois point que les provinces de la Couronne d'Aragon reconnaissent son autorité, puisque déjà nous voyons que celle de Valence, d'un côté, et celle d'Aragon de l'autre, ont commencé à se gouverner, en se créant chacune un gouvernement particulier.

Par le récit que je viens de faire, vous saurez tout ce qui s'est passé dans les provinces du Couchant, et j'espère qu'en réciprocité vous instruirez de ce qui se passe dans vos provinces, votre ami affectionné, comme il vous a informé des évènemens qui sont arrivés dans les Andalousies. — Manuel Garcia. — Sanlucar de Barrameda, 13 août 1808. M. le marquis de Perales.

Note. Cette lettre fait connaître clairement que l'insurrection d'Andalousie fut l'effet des intrigues du Cabinet de Londres, dirigées par les chefs militaires qui bloquaient Cadix ou qui commandaient à Gibraltar: sans ces machinations, la province eût été tranquille; la bataille de Baylen n'aurait pas eu lieu: le roi Joseph fût resté à Madrid; le marquis del Socorro et le comte del Aguila n'auraient pas été assassinés; les Amériques

n'eussent pas été perdues ; on n'aurait pas vu la ruine d'un grand nombre de villes ; d'autres n'eussent pas été livrées au pillage ; la population n'eût pas été décimée, ni la nation appauvrie, et divisée en plusieurs partis ; et Joseph eût cessé d'être roi, comme Jérôme en Westphalie, par la chute de Napoléon. Ferdinand VII régnerait pacifiquement sur tous les Espagnols dispersés en Europe, et sur ceux qui gémissent dans les prisons de l'Espagne.

N.° CXXXV.

Fragmens d'un écrit imprimé à Cadix en 1813, *sous le titre :* Le Patriote à l'épreuve.

Si nous jetons un coup d'œil sur le tableau de notre révolution, on rencontrera bien difficilement une époque plus critique que celle où nous sommes et dans laquelle le salut de la patrie ait couru autant de dangers. Notre trésor public épuisé, nos magasins dépourvus, et dans l'impossibilité de les remplir ; l'armée mal équipée et sans solde, réduite à vivre sur le pays qu'elle occupe, faute d'un plan sage dans la branche si importante de la répartition et de la levée des taxes ; les lois sans vigueur, et par conséquent, l'administration de la justice dans l'état le plus dé-

plorable; le gouvernement discrédité au plus haut point et sans force morale pour donner de la vigueur à la grande machine de l'Etat, placée dans le plus imminent danger; l'esprit public éteint, et dans l'impossibilité presqu'absolue d'avoir une nouvelle vie, après la marche rétrograde, effrayante et incroyable qui a été imprimée à notre révolution... toutes ces affligeantes vérités se présenteront à la fois à notre esprit, si nous réfléchissons un moment sur notre malheureuse situation. Sans qu'on eût le droit de nous accuser de découragement ou d'être trop mélancoliques, nous pourrons comparer l'état où nous nous trouvons, à celui d'un vaisseau en pleine mer au milieu d'une horrible tempête, agité par les vents contraires, sans capitaine, sans pilote, sans timon, sans boussole, sans carte, et par conséquent sans nord et sans point de direction. Dans un état aussi lamentable, quel secours pourrait-on attendre de la manœuvre pour se sauver? tout le monde s'abandonne au désespoir, et l'on n'entend plus que des cris pitoyables poussés vers le ciel pour en implorer l'assistance. Telle est, dans la plus exacte vérité, la situation où se trouve notre malheureuse patrie, si digne d'un meilleur sort.

La nation lutte avec un ennemi qui

joint à la force, l'habileté et l'astuce; elle est sans gouvernement ni système qui la dirige dans un combat inégal et sanglant : tourmentée par la divergence d'opinions qui règne parmi ceux mêmes qui devraient tout ramener à l'unité; et, accablée par tant de revers, elle voit son territoire désolé par l'ennemi, et par la mauvaise administration de son gouvernement : ses armées sont désorganisées et sans discipline; et ses lois anciennes et modernes, les plus sages, sont tombées dans le mépris : quelle espérance pourrait-il donc nous rester de sortir d'une crise aussi effrayante, et d'assurer notre salut? A moins qu'un prompt et sûr remède n'y soit apporté, nous deviendrons infailliblement la proie de l'ennemi, ou celle d'un tyran domestique, ou du premier aventurier qui saura joindre la force à l'audace. Si nous devons déduire les effets de leurs causes, nous pourrons avancer, sans témérité, que le jour n'est pas éloigné où le dernier des malheurs fondra sur nous, et où nous perdrons notre existence politique ou notre liberté civile.

Il y a long-temps que vous êtes convaincus que la régence actuelle n'a pas répondu aux espérances que vous aviez fondées sur elle. Vous êtes convenus de sa nullité, et vous

avez reconnu que ses principes, ses idées et ses intérêts sont en opposition avec les vôtres. Sous les voûtes du congrès, nous avons entendu retentir la voix de quelques hommes respectables qui sont parmi vous, et qui annonçait que nous n'avions pas de gouvernement. Or, qu'avez-vous fait? Vous souffrez que des hommes que vous avez perdus vous-mêmes dans l'opinion publique, continuent l'exercice de leurs fonctions!....

Dans la situation terrible où vous vous êtes placés avec la nation, nos yeux ne découvrent aucun parti moyen: ils n'aperçoivent que deux extrêmes, ou de périr ignominieusement, ou de faire un mouvement énergique et de géant qui fasse trembler tous les égoïstes et les malveillans qui se sont opposés, ou qui veulent s'opposer, soit directement, soit indirectement, aux nouvelles institutions que vous avez sanctionnées. Pour réussir dans ce dernier parti, vous avez infiniment à faire; vous devez adopter une marche noble et majestueuse, donner un caractère de grandeur à vos résolutions, et ne point vous arrêter à des détails indignes de votre caractère élevé et du poste éminent que vous occupez.

Si nous portons nos regards derrière nous et jusqu'au commencement du siècle dernier,

nous frémirons à la vue du tableau épouvantable qui va s'offrir à nous. Nous verrons que par l'imprudence et le défaut de prevoyance de Charles II, l'Espagne devient un vaste théâtre de guerre, et que presque toutes les puissances du continent accourent y combattre, celles-ci les droits de Philippe V, et celles-là ceux de l'archiduc Charles; nous voyons que pendant que quelques provinces prennent parti pour le premier, les autres se décident pour le second; que dans une même province, quelques villes sont pour Philippe V, et les autres pour l'archiduc; que dans la même ville, il y a des familles qui se déclarent pour le premier, et d'autres familles qui appellent le second; et que dans la même famille, le mari défend les droits de l'archiduc, et la femme ceux de Philippe; qu'un des frères prend les armes pour celui-ci, et un autre pour celui-là. Il est impossible d'énumérer les malheurs, les incendies, les dévastations des plus riches campagnes, les divisions dans l'intérieur des familles, les massacres, et les cruautés qui désolèrent l'Espagne pendant cette guerre malheureuse. Mais, éloignons-nous d'un spectacle aussi horrible, et qu'il nous serve de leçon pour nous faire éviter le malheur

de nous précipiter dans une nouvelle guerre civile.

Note. Ces fragmens furent publiés dans la Gazette de Madrid du 5 mai 1813, laquelle annonçait que, le 8 mars précédent, les Cortés de Cadix avaient destitué la Régence, pour en créer une autre provisoire de trois membres, laquelle avait été confirmée le 22 du même mois; mais que cette mesure était annoncée depuis long-temps dans les Journaux de Cadix, et particulièrement dans ceux qui avaient paru depuis quatre mois; la confusion étant devenue si grande, que les uns voulaient que l'on nommât un *Dictateur*, comme la chose avait eu lieu plusieurs fois chez les Romains, pendant que les autres demandaient l'infante Charlotte, princesse del Brésil, pour régente; et qu'enfin, il se forma autant d'opinions différentes qu'il y avait de partis subalternes, au point qu'on vit un Espagnol proposer, dans le *Redacteur général*, n. 949, et dans le *Diario Mercantil* du 30 mars, de nommer pour régens le moine hiéronimite, auteur de l'ouvrage périodique intitulé *Atalaya de la Mancha*; le marquis de Villapanes, rédacteur du *Diario de la Tarde*, et un religieux appelé, je crois, *Albarado*, plus connu à Cadix sous le surnom de *Fr. Gérondif.* Ces trois hommes étaient *en butte aux traits malins et bien mérités des écrivains de ce temps-là.*

Cet état du gouvernement de Cadix pendant le mois de mars 1813, est un objet digne de considération, comme postérieur à la bataille de Salamanque, et comme ayant précédé celle de Vitoria, qui décida sort de l'Espagne le 21 juin, par la retraite du roi J..p..,

qui en fut la suite. Cet état peut servir à prouver que tout ce qu'on dit en Europe des Espagnols n'est exact (pour les temps qui ont précédé) qu'autant que, par la dénomination *d'Espagne*, on entend parler d'un parti bien faible de Cadix; puisque la nation n'a fait, n'a voulu ni n'a pu faire la guerre, que lorsque Joseph a quitté la péninsule, après la bataille de Vitoria, perdue le 21 juillet.

Quant à la nouvelle que l'éditeur de *l'Atalaya* et ses deux confrères furent demandés et proposés pour régens, on conçoit aisément qu'il n'est question là que d'une ironie. Un homme aussi barbare que ce moine n'est digne d'habiter que parmi les Cafres ou les Caraïbes, et au fond des cachots de l'Inquisition, qu'il a tant redemandés; car ce monstre a écrit autant d'hérésies qu'il a publié de propositions contraires à la lettre et à l'esprit du saint Evangile; et cependant on ne dit pas qu'il ait été dénoncé par personne, ce qui serait arrivé mille fois si son écrit avait été celui d'un autre qui avait obéi au roi Joseph.

N.° CXXXVI.

Conduite de l'armée Anglo-Portugaise à Saint-Sébastien de Guipuscoa, du 31 août et jours suivans 1813.

La municipalité, le chapitre ecclésiastique, le consulat, et presque tous les bour-

geois et habitans de la ville de Saint-Sébastien de Guipúscoa composèrent un manifeste, le 16 janvier 1814, déclarant qu'ils répondaient, sur leurs têtes, de la vérité des faits qu'ils exposaient, et ils le firent imprimer dans la ville de Tolosa de Guipuscoa, chez D. Francisco de la Lama.

Ils y exposent que la ville, après avoir été occupée par les troupes françaises pendant plus de cinq ans, fut assiégée par l'armée anglo-portugaise, le 28 juin de cette année 1813; que le général français Rey défendit la place avec tant de vigueur, que les assiégeans, après avoir livré, le 25 juillet, un assaut inutile, furent obligés de se retirer. Que les Anglais mirent le feu à soixante-trois maisons du faubourg voisin de la brèche; qu'à la fin, ils entrèrent dans la ville le 31 août, et que les Français se retirèrent dans le château; que les habitans célébrèrent l'entrée de l'armée assiégeante dans la ville, comme de fidèles sujets du roi Ferdinand, et en signe de leur aversion pour la domination française; mais que leur empressement fut si mal accueilli, que la ville fut livrée aux flammes, quoiqu'elle eût été occupée tranquillement; que ses habitans virent mettre leurs maisons au pillage, et que le traitement

qu'on leur fit essuyer est sans exemple dans l'histoire. Ils rapportent ensuite les principales calamités qu'ils eurent à souffrir de la part de leurs amis, et ils disent :

« Les drapeaux qui flottaient aux fenêtres » et aux balcons, en même temps que les » habitans célébraient le triomphe des vainqueurs, prouvaient évidemment le plaisir » qu'on avait à recevoir des alliés : mais » ceux-ci, insensibles à ces démonstrations » décisives, n'y répondirent qu'en faisant feu » sur les fenêtres et les balcons d'où partaient les acclamations; plusieurs habitans » y perdirent la vie, victimes de leurs transports d'amour pour la patrie; présage terrible de ce qui allait arriver.

» Dès les onze heures du matin, qu'l'assaut » fut livré, les membres de la municipalité et » bourgeois les plus distingués étaient réunis » dans la salle consistoriale, avec le projet » d'aller au-devant des alliés. A peine une de » leurs colonnes se fut-elle présentée sur la » place neuve, que les alcades descendirent » avec empressement, embrassèrent le commandant, et lui offrirent tous les secours » qui étaient à leur disposition. Ils demandèrent où était le général, et ils allèrent aussitôt le trouver sur la brèche, ne marchant

» qu'au milieu des morts; mais avant d'y
» arriver, pour s'informer où était le général,
» un des alcades fut insulté, et menacé de
» coups de sabre, par le capitaine anglais
» de la garde de la porte; enfin, ils arrivèrent
» à la brèche, et y rencontrèrent le major
» général Hay, qui les reçut bien, et leur
» donna même une garde suffisante pour
» l'hôtel-de-ville; procédé auquel ils fu-
» rent extrêmement sensibles; mais cette
» mesure leur fut inutile, puisqu'elle ne put
» empêcher que la troupe ne se livrât au
» pillage le plus complet, et aux plus épou-
» vantables atrocités, pendant qu'on la vit,
» non seulement faire quartier à des Fran-
» çais, mais encore les recevoir avec des
» démonstrations de bienveillance, quoi-
» qu'ils eussent été pris les armes à la main.
» Déjà les autres s'étaient retirés dans le
» château contigu à la ville : on ne songeait
» plus à les poursuivre, ni à faire feu sur
» eux, et ce fut uniquement sur les habitans
» que le soldat assouvit sa fureur.

» On a dit déjà que les vainqueurs avaient
» eu la barbarie de répondre par la fusillade
» aux acclamations des habitans; ce prélude
» fut suivi de plusieurs actes d'atrocité, dont
» le souvenir seul fait frémir. O jour désas-

» treux ! ô nuit cruelle ! pareille en tout à
» celle qui vit embraser les murs de Troie !
» Les vainqueurs, oubliant les précautions
» que la prudence et l'art militaire leur com-
» mandaient de prendre dans une place dont
» une extrémité était encore occupée par
» l'ennemi que protégeait le château, se li-
» vrèrent à des excès inouïs, et que la plume
» se refuse à retracer : le pillage, l'assassinat,
» le viol furent portés à un point incroyable,
» et le feu qui parut au coucher du soleil,
» lorsque les Français s'étaient déjà retirés
» dans le château, vint mettre le comble à
» cette scène d'horreur. Des voix plaintives
» se faisaient entendre de tous côtés, au mi-
» lieu des cris perçans que le désespoir arra-
» chait aux femmes, que des soldats barbares
» faisaient servir à leur brutalité, sans égard
» pour l'enfance ni la vieillesse. Les épouses
» étaient violées sous les yeux de leurs ma-
» ris, et les filles en présence de leurs pères
» et mères consternés. Plusieurs qui auraient
» pu se croire à l'abri des insultes par leur
» âge, furent cependant les victimes de la vio-
» lence de cette troupe effrénée. Une mal-
» heureuse fille a vu sa mère succomber, et
» mourir après ces outrages ; bientôt (ô ex-
» cès inouï !) elle souffre elle-même, sur ce

» corps chéri, tous les attentats d'une bête
» féroce sous forme humaine. Une autre
» malheureuse fille, dont les cris lamentables
» ont été entendus jusqu'au matin du 1er sep-
» tembre, au coin de la rue de Saint-Jérôme,
» est aperçue, dès la pointe du jour, entourée
» de soldats, morte, attachée à un tonneau,
» nue, couverte de sang, et percée d'une
» baïonnette à cette partie du corps qu'il
» n'est pas permis de nommer. Enfin, tout
» ce que l'imagination peut concevoir de
» plus horrible a été commis dans ce jour
» d'éternelle douleur. Jetons un voile sur
» cette lamentable scène; mais il vient s'en
» présenter une autre, non moins affreuse :
» nous verrons un certain nombre d'habi-
» tans, non-seulement innocens, mais dignes
» d'estime par leur conduite, cruellement
» massacrés par ces mêmes mains qui ne
» pardonnèrent pas seulement, mais qui em-
» brassèrent encore leurs ennemis, pris sous
» les armes. D. Domingo de Goycoechea,
» prêtre ancien et respectable, dona Xaviera
» de Ortola, D. Joseph Miguel de Magra,
» et un grand nombre d'autres personnes que
» l'on ne nomme point, pour n'être pas trop
» long, furent assassinés. Le malheureu
» Joseph de Larranaga, qui, après avoir été

» volé, cherchait à sauver sa vie et celle de
» son jeune enfant qu'il emportait, fut tué,
» le tenant dans ses bras; et l'on en vit mou-
» rir un grand nombre d'autres, des suites de
» la frayeur, des coups et des blessures qu'ils
» avaient reçus; entr'autres, le prêtre béné-
» ficier D. Joseph de Mayora, D. Ignacio de
» Arpide et D. Phillippe Ventura de Moro.

» Si nous portons maintenant nos regards
» sur ceux qui ont survécu à leurs blessures,
» ou qui n'ont été que légèrement blessés,
» nous en compterons un nombre fort con-
» sidérable. Tels sont le trésorier de la ville
» D. Pedro Ignacio de Olañeta, D. Pedro
» Joseph de Belderrain, D. Gabriel de Bigas,
» D. Angel Llanos, etc., etc.

» Quant à ceux qui ne furent ni tués ni
» blessés, ils n'ont pas laissé de souffrir d'énor-
» mes peines: il y en eut, surtout parmi les
» ecclésiastiques, qui furent dépouillés de
» tous leurs habits et à qui on ne laissa pas
» même la chemise. Pendant cette nuit d'hor-
» reurs, on voyait courir dans les rues des
» habitans effrayés qui fuyaient le glaive des
» soldats. Les uns, entièrement nus, les autres
» n'ayant que leur chemise, offraient le spec-
» tacle le plus malheureux, et faisaient envier

» le sort de plusieurs autres habitans, surtout
» de beaucoup de femmes, qui avaient pris
» le parti de se réfugier sur les toits des
» maisons ou de se plonger dans des cloa-
» ques pour y trouver un asile momentané.
» Mais que devint cette ressource, lorsque
» des pluies abondantes et continuelles
» eurent commencé à tomber, et que le feu
» eut été mis par les alliés à la maison de
» Soto, dans la grande rue, presqu'au centre
» de la population, dans une circonstance
» où cette opération ne pouvait avoir aucun
» avantage militaire, et pendant que d'autres
» maisons étaient déjà aussi la proie des flam-
» mes? il ne manquait que ce nouveau désas-
» tre pour mettre le comble aux malheurs
» des habitans, qui, dépouillés de leurs der-
» niers vêtemens, maltraités, ou blessés,
» croyaient avoir épuisé la férocité de
» l'ennemi. Dans cette horrible nuit, pendant
» laquelle, à l'obscurité qui protégeait les
» crimes, aux averses qui s'échappaient des
» nues, et à la clarté lugubre des flammes,
» venait se joindre tout ce que la perversité
» humaine peut inventer de p[illegible]que:
» on entendait des coups de fe[illegible] partis [illegible]e ces
» maisons; ils semblaient suspendre par le[illegible]

» funestes intervalles, les cris de douleur et » les gémissemens qui, de toutes parts, rem- » plissaient l'air.

» Le matin du 1.er septembre vint éclai- » rer cette funeste scène. Les habitans, » quoique consternés et à demi morts, se » présentèrent au général et aux alcades, les » suppliant de leur permettre de sortir de la » ville. Lorsque cette permission leur eut été » accordée, ceux qui étaient en état de mar- » cher, quittèrent presque tous Saint-Séba- » tien, mais dans un tel abattement et avec » de si étranges figures, qu'ils arrachèrent des » larmes de compassion à tout ce qui fut » témoin de ce triste spectacle. Des riches » qui venaient de tout perdre et qui n'avaient » pu emporter de quoi couvrir leur nudité, » et des femmes nobles et délicates, à moitié » nues, blessées ou maltraitées ; enfin, des » individus de toutes les classes, qui éprou- » vaient tous les malheurs imaginables, sor- » taient de cette malheureuse ville, qui con- » tinuait de brûler, sans que les charpentiers » qui entreprirent d'éteindre le feu dans » [illegible] maisons, pussent en venir à bout, » [illegible] lieu de les écouter (comme » l'ordre en avait été donné aux instances » des alcades) on les maltraita pour les obliger

» d'indiquer les maisons des riches, en sorte » qu'ils durent prendre la fuite. Cependant, » l'incendie s'étendait rapidement, et quoi- » que les Français ne tirassent pas un seul » coup de canon de la citadelle, on ne fit » aucun mouvement pour l'éteindre; au con- » traire les soldats alliés prenaient plaisir à » voir dévorer les habitations ; plusieurs » même, après avoir mis le feu sur les trois » heures du matin du 1.er septembre à » une maison de la grande rue, se mirent » à danser à la lueur des flammes.

» Pendant que la ville brûlait de plusieurs » côtés, toutes les maisons que le feu n'avait » pu atteindre, étaient au pillage. Ce n'étaient » pas seulement les troupes assaillantes qui » pillaient, ni celles qui étaient venues sans » armes du camp d'Astigarraga, éloigné d'une » lieue; on voyait encore accourir les em- » ployés dans les brigades avec leurs mulets » qui emportèrent les effets des malheureux » habitans; et même les équipages des trans- » ports anglais qui étaient à l'ancre dans le » port de *Passage*: ce désordre dura plusieurs » jours sans qu'il fût pris aucune mesure » pour l'arrêter ni pour contenir le soldat, » qui avait l'inhumanité et la barbarie de » voler et de dépouiller, hors de la place,

» les habitans effrayés qui s'enfuiaient ; ce » qui semble prouver que ces excès étaient » autorisés par les chefs. On doit aussi faire » remarquer que les effets volés ou pillés » dans la ville et dans les environs étaient » mis en vente et vendus publiquement, à » la vue même et à côté du quartier géné- » ral de l'armée assiégeante, par les Anglais » et les Portugais. Un soldat de cette der- » nière nation, exposa en vente le saint-ci- » boire de la paroisse de Saint-Vincent, qui » contenait des hosties consacrées, sans qu'on » ait pu savoir ce que devint ce précieux » dépôt. Les vases sacrés de la paroisse de » Sainte-Marie, qui avaient été déposés dans » un lieu secret, furent vendus par les Por- » tugais après que les Français eurent éva- » cué le château. »

» Lorsque le pillage eut été consommé, » l'incendie parut trop lent aux alliés, et, » outre les moyens ordinaires qu'ils avaient » employés pour mettre le feu à la ville, ils » firent usage de certaines compositions in- » flammables, qu'on leur avait vu préparer » rue de Narrica, dans de grands chaudrons, » et qu'ils versaient ensuite dans de grandes » cartouches ; ils s'en servaient ensuite pour » incendier les maisons avec une effrayante

» rapidité, et le feu se propageait par une » explosion subite. En voyant l'effet de ces » artifices désastreux, et l'inutilité des efforts » que l'on faisait pour sauver les maisons, » après que tous les meubles et les effets en » avaient été enlevés; plusieurs personnes » qui étaient restées dans la ville pour aider » à éteindre l'incendie, prirent le parti de » l'abandonner; témoins désespérés de la » rapidité avec laquelle le feu dévorait un » si grand nombre de beaux édifices.

» C'est ainsi qu'a été détruite la ville de Saint-Sébastien : sur plus de six cents maisons, » dont elle était composée dans l'intérieur » des remparts, il n'en existe plus que trente-» six; et il est remarquable que presque » toutes celles qui ont été sauvées, sont con-» tiguës au château que les ennemis occu-» paient, et où ils s'étaient tous retirés long-» temps avant le commencement de l'in-» cendie. Le feu épargna aussi les deux pa-» roisses, parce qu'elles servaient d'hôpitaux » et de quartiers aux vainqueurs, de même » que la file des maisons qui furent préser-» vées (comme il a été dit plus haut), dans » la rue de la *Trinité*, au pied du château, et » dans lesquelles ils s'étaient aussi logés, » tout le reste a été détruit. La plupart des

» maisons qui composaient cette malheu-
» reuse ville avaient trois ou quatre étages;
» beaucoup étaient somptueuses, et presque
» toutes avaient été bâties à grands frais.
» L'hôtel-de-ville était magnifique; la Place-
» Neuve très-belle; maintenant, la vue en
» fait horreur. Le reste de la ville n'offre pas
» un spectacle moins affligeant : des ruines,
» des décombres, des balcons suspendus,
» des pierres qui se détachent, des murs qui
» menacent ruine, voilà ce qui reste d'une
» ville de commerce qui vivifiait tout le pays
» voisin, et d'une population aimable qui
» attirait les étrangers. Le pillage et les autres
» excès que je viens de mentionner rapide-
» ment, quelque horribles qu'ils soient, n'au-
» raient pas mis le comble au désespoir, si
» l'incendie n'avait rendu la ruine complète,
» et les maux sans remède, en laissant quinze
» cents familles sans asile, sans subsistances,
» et réduites à traîner une vie si affreuse,
» que la mort lui est préférable. Les artisans
» se voient sans pains, les commerçans ruî-
» nés, les propriétaires perdus : tout a été
» volé ou brûlé; tout a péri : effets, meu-
» bles, marchandises, riches magasins, bou-
» tiques bien fournies, tout cela est devenu
» la proie d'une insatiable rapacité, ou des

» flammes; enfin, les édifices eux-mêmes ont
» été détruits. Saint-Sébastien, si connu par
» ses relations commerciales dans les deux
» hémisphères; Saint-Sébastien, l'ame de
» cette province, n'existe plus. La perte des
» habitans s'élève à plus de cinq millions de
» réaux : ce coup funeste se fera sentir à
» toute la monarchie espagnole, et doit in-
» fluer sur le commerce des autres nations.
» Mais ce n'est pas tout : non-seulement
» les habitans ont perdu leurs moyens d'exis-
» tence; les commerçans et les propriétaires
» perdront encore les tristes débris de leurs
» fortunes par une suite de l'incendie qui a
» dévoré leurs papiers et les autres docu-
» mens de leur commerce. Tous les regis-
» tres publics, les écritures et les documens
» qui étaient conservés dans les dix *notariats*
» de la ville; ceux qui étaient gardés dans ses
» précieuses archives, et dans celles de l'illus-
» tre consulat, qui contenaient les papiers
» des familles; les livres des commerçans,
» les registres des paroisses, tout, absolu-
» ment tout, a été réduit en cendres. Et qui
» pourrait calculer les conséquences funestes
» que doit avoir une perte semblable? La
» postérité pleurera sur une catastrophe au-
» horrible et sans exemple, qui a presque

» réduit ses malheureuses victimes à la con-
» dition des aliénés : victimes innocentes,
» dignes d'un sort moins affreux ; qui le
» furent d'abord de la tyrannie française, et
» le sont maintenant d'une barbarie et d'une
» rapacité inouie ; qui ne s'est pas bornée à
» ce que j'en ai raconté, mais est allée jus-
» qu'à remuer des décombres, encore fu-
» mans, pour y trouver une nouvelle proie ;
» rapacité qui n'a rien oublié ; et qui, vingt-
» quatre heures après l'assaut, s'assouvissait
» encore sur des objets presque sans va-
» leur. »

Note. Il est inutile de rien ajouter au récit des corporations de la malheureuse cité de Saint-Sébastien ; il suffit d'engager ses habitans à comparer la conduite que les Anglais ont tenue au milieu d'eux et celle des Espagnols qui les appuient, avec la conduite des Français dans la même ville et dans toutes les autres où ils sont entrés en amis ou par capitulation.

L'incendie de la manufacture de porcelaine de Madrid, et de ses magasins de blé, dont les Anglais ont été de sang-froid les auteurs, et toute leur conduite dans l'Extremadure, la Castille, la Galice et Cadix, pendant qu'on les proclamait les alliés, les amis et les libérateurs de l'Espagne, seront d'éternels monumens destinés à prouver à nos descendans, et, peut-être, aux Espagnols qui ont vu ces attentats, qu'il n'a jamais existé de plus noire perfidie, et que les Français se

sont montrés moins ennemis de l'Espagne, dans l'exécution des lois de la guerre à Saragosse, Tortose, Lérida, Tarragona et Valence; puisqu'à l'instant où la capitulation était signée, tous les malheurs cessaient, et les militaires les plus redoutables devenaient des amis et des consolateurs qui prouvaient leurs dispositions par leurs procédés et par leurs paroles.

N.° CXXXVII.

Ecrit imprimé en 1813 *par un Espagnol anonyme, du parti de Cadix, sous le titre de:*
Portrait des Anglais en Espagne.

EXCELLENT esprit que celui de l'auteur du *Vœu d'un Patriote :* instruit des évènemens de sa nation, il combat le crime dans l'intérêt de la justice, avec une vigueur qu'on pourrait appeler témérité. Son écrit renferme des vérités incomparables; mais il attaque avec trop de violence les représentans. Je serai toujours le premier à convenir des erreurs du gouvernement, mais je ne puis approuver la sévérité avec laquelle il le traite. On ne prétend pas dissimuler l'irrégularité qui a présidé à la distribution des places dans l'armée et dans la magistrature : depuis le corps des représentans de la nation jus-

qu'aux dernières classes des employés, tout se ressent de la disproportion des hommes et des emplois. Toutes les branches du service public présentent des hommes droits, savans et éclairés, quoique le plus grand nombre soit composé de sujets dépourvus de lumières, mais dont il est juste de reconnaître les bonnes intentions. Il est vrai que l'Espagne ne compte pas autant de savans que de gouvernans, ni autant de militaires que d'hommes en grade, et qu'il s'est commis pendant les années de notre révolution bien des crimes et des sottises. Cependant je n'en trouve pas moins sa critique exagérée; et la préférence qu'il accorde à nos alliés, flatteuse. Si l'Angleterre nous a fourni des secours, et si Wellington a défendu les Pyrénées, il était juste de reconnaître ces importans services avec une générosité digne des Espagnols; mais elle ne pourra jamais faire valoir comme incontestable le droit de commander en chef à nos autorités. Je ne nie pas que l'Angleterre n'ait directement contribué à l'expulsion des Français: mais la gloire ne lui en est pas exclusivement due, et peut-être conviendrait-il de faire retomber sur l'Angleterre la rigueur avec laquelle l'auteur du *Vœu* traite sa nation. Je suis loin d'approuver les vices de

notre gouvernement actuel, ni d'excuser les fautes que l'ignorance et la malignité ont fait commettre : je pense que notre système est violent, et qu'il est impossible qu'il se soutienne; un changement y est indispensable, si nous ne voulons prolonger nos maux, et arriver à notre ruine. Ceux des Espagnols qui sont éclairés, n'ont pas besoin de leçons étrangères pour reconnaître la mobilité de notre état politique. Le mauvais pied sur lequel leur gouvernement est établi, la divergence des opinions, la lenteur de sa marche lorsqu'elle devrait être la plus active, et les entraves qu'y met la difficulté de se procurer de l'argent, des armes et d'autres objets nécessaires pour faire la guerre, expliquent suffisamment ce défaut de reconnaissance nationale, devenu indispensable aujourd'hui dans l'Europe civilisée. Mais peut-être aussi la coalition est-elle la cause du défaut qu'on nous reproche : car les Anglais ont divisé l'opinion, et affaibli la force morale que donne le premier mouvement aux grandes opérations.

L'Espagne était tombée, depuis une longue suite d'années, dans une si profonde léthargie, qu'elle semblait ne plus exister que dans son histoire. Les vices d'une administration

détestable nous avaient condamnés à perdre notre existence politique. Napoléon croyait, et avec raison, s'emparer facilement du lion affaibli : les hommes sensés, qui connaissaient l'état de marasme où il était tombé, pensèrent qu'il serait impossible d'opposer la moindre résistance, et leur étonnement fut bien grand lorsqu'ils entendirent l'épouvantable rugissement qu'il fit éclater lorsqu'il sentit des chaînes tomber sur lui. Son réveil était inattendu pour les meilleurs politiques; et ils ne purent se persuader que ce mouvement subit fût capable de nous faire sortir de notre profond sommeil avec une nouvelle énergie.

La nation se vit sur le bord du précipice où elle allait être précipitée par une force aussi grande et aussi unie que celle d'une armée française. Au moment du plus imminent danger, nous nous réunîmes, et la fortune jeta sur nous un regard favorable. Nos places étaient occupées; notre armée avait perdu une de ses grandes divisions que le marquis de la Romana avait conduite dans le Nord; nous étions vendus par un monarque et par son favori; nos magasins étaient épuisés, le trésor vide, et toutes nos ressources anéanties, et cependant nous vînmes à bout

de détruire une puissance oppressive, pendant qu'il s'organisait au milieu de nous une représentation nationale et une nouvelle armée. L'Angleterre n'a pas le moindre droit à la gloire d'une mesure qui décida de notre sort, et sans laquelle le pavillon britannique ne dominerait peut-être plus sur l'Océan; c'est à nous que la nation alliée doit son existence actuelle; et notre héroïque opposition a permis aux peuples du Nord de rétablir leur indépendance.

Si l'Espagne n'avait pas résisté avec tant de succès à l'invasion de la France, celle-ci n'aurait pas perdu son escadre de Cadix; elle disposerait aujourd'hui de notre marine; avec le secours des armées espagnoles, elle en aurait imposé aux princes du Nord, et les aurait forcés ou à se soumetre ou à faire alliance avec Napoléon. L'Angleterre n'aurait pas tiré de l'Allemagne les sommes immenses que les guerres de cette contrée lui ont procurées. Sa marine n'égalerait pas celle de l'Europe entière; elle n'aurait pas fait tant d'acquisitions coloniales; et qui sait si Bonaparte n'eût pas signé même dans Londres des décrets impériaux? Personne ne peut nous disputer cette gloire; et l'Angleterre, loin de penser que l'Espagne lui doive

son indépendance, doit avouer que nous nous sommes sacrifiés pour sa conservation; nous avons versé notre or et notre sang en abondance pour l'agrandissement de l'Angleterre: sans les hommes, l'argent et les richesses de la péninsule, cette puissance ne serait pas si forte; et son influence en Europe aurait été aussi nulle que pendant les quarante années précédentes, lorsque, méprisée de la France et de l'Espagne, elle se vit jouée par la Russie et les autres puissances. J'admire l'auteur du *Vœu*, qui fait si franchement dépendre notre sort de l'Angleterre, et qui ne reconnaît d'autre appui pour elle que Wellington et ses soldats. Celui-là annonce pour un Anglais ou pour un salarié de l'Angleterre, celui qui ose avancer de pareilles assertions. Je ne nierai pas que les alliés n'aient rendu des services à notre pays; mais il faut savoir en même temps ce qu'ils ont fait de notre nation. Leurs intentions, leurs vues et leurs projets ultérieurs n'ont jamais eu pour objet notre prospérité. « Le système invariable » de l'Angleterre se fonde sur la maxime » qu'elle doit s'agrandir par la ruine de toutes » les nations. » Cette proposition fera croire, peut-être, que je suis un Français ou payé par la France: *je suis Espagnol, engagé dès*

le commencement dans la révolution ; j'ai connu les différentes formes de gouvernement ; j'ai entretenu des relations officielles avec les Anglais ; j'ai été envoyé auprès de Wellington ; j'ai mangé à sa table à Almeida et à Lisbonne ; mes idées ni ma lettre ne lui sont point inconnues ; mais c'est pour cela même que je ne puis me dispenser de défendre mon pays, lorsqu'après tant de sacrifices faits par lui, je le vois outragé avec la plus grande impudence.

Comment donc a pu disparaître cet esprit national qui avait opéré tant de merveilles au commencement de notre insurrection? qui a éteint ce feu si violent qui s'alluma simultanément dans tous les cœurs espagnols? L'uniformité d'intérêts fut le principe de cet esprit si héroïque; c'est elle qui alluma ce feu aussi noble que redoutable; mais tout est venu finir au milieu des systèmes que les diverses prétentions avaient fait naître. C'est par les Anglais que ce premier coup nous à été porté : ils ont semé avec ou sans dessein, la division qui a amené tant de désastres: il est indispensable d'écouter tout le monde; et s'il est juste de s'instruire de la mauvaise conduite de nos représentans et de nos militaires, il ne le serait pas moins de lire ce que les Anglais ont fait en Espagne.

Le premier soin de leur amitié a été d'envoyer des agens dans nos provinces, avec l'ordre de se présenter dans nos armées et d'offrir ce qu'ils étaient bien résolus de ne jamais accorder. Le peuple espagnol, accablé dans des circonstances aussi critiques, et toujours constant dans son caractère plein d'honneur, a reçu cet oracle comme s'il fût descendu du ciel; mais notre franchise et notre ignorance ont conduit l'Angleterre à nous dominer sans effort. Elle s'est emparée du cœur espagnol; ses paroles douces, ses offres multipliées, sa confiance dans ses trésors, son système de destruction à l'égard des Français, la facilité de les ruiner avec ses secours d'armes, de munitions et d'argent, qu'elle ne cessait de mettre en avant, tout cela nous a trompés pendant long-temps, jusqu'à ce que nous ayons pu recueillir le fruit de quelques-unes de leurs plus grandes impostures. Ses envoyés en Galice ont trompé par leurs vaines promesses le peuple de ce royaume, et, sans lui rien donner, ils ont infecté ses côtes de leurs marchandises avariées depuis long-temps au fond de leurs magasins, et ont reçu des trésors en échange; et afin que les généreux Galiciens ne se plaignissent pas d'une conduite si inconvenante, ces alliés

nous vendirent quelques petits vaisseaux. Depuis Valladolid jusqu'en Biscaye on a vu un autre émissaire parcourir le pays, offrir des secours, s'informer de la richesse du pays, des produits manufacturés dont on avait besoin, et des fonds disponibles pour des paiemens effectifs. Le royaume d'Aragon a eu le malheur de tomber entre les mains du commissaire anglais Charles Doyle, si connu par ses marches rapides, par son registre de caisse, par les différens cas où il risqua de tomber entre les mains des Français; quiconque a parcouru l'Andalousie, Valence, la Catalogne et l'Aragon, aura trouvé des preuves parlantes et bien authentiques de son affection pour l'Espagne. A côté d'un Palafox, et devant un peuple plus brave qu'éclairé, Doyle a voulu persuader que sa seule présence était le plus solide rempart de Saragosse; et les braves Aragonais se sont crus invincibles avec les promesses de cet envoyé. Ce royaume est encore son créancier pour certaines sommes qui lui furent fournies à Séville. L'illusion où nous étions alors plongés, ne nous permit pas de découvrir les combinaisons subtiles de ces prétendus protecteurs, et elles ne sont même encore connues aujourd'hui que d'un très-

petit nombre de personnes à qui la prudence a fermé la bouche. *Des Anglais reconnurent l'impossibilité de nous défendre; et, au lieu de nous parler franchement, en gens d'honneur, ils travaillèrent à fomenter notre résistance, pour en tirer parti, aux dépens de nos intérêts.*

On sera surpris de rencontrer si peu de délicatesse dans des alliés; mais ils n'en ont pas montré davantage lorsqu'il s'est agi de disposer de notre argent. Au reste, s'il n'avait été question que d'intérêt et d'argent, on eût pu fermer les yeux sur leur conduite; mais ils ont fait couler par torrens le sang espagnol; ils ont causé plusieurs déroutes, mis la division parmi les premiers hommes de l'état, et celui-ci à une perte irréparable. Jamais le général Blake ne se fût séparé de Cuesta, si celui-ci n'eût pas été battu dans les provinces de Castille et de Léon, si les Anglais, invariables dans leur projet de défendre les côtes de Galice, n'avaient pas suggéré au gouvernement provincial de ce royaume, l'idée de retenir ses troupes dans leur pays; le maréchal Bessières n'eût pas obtenu tant d'avantages sur l'armée de Cuesta, et nous n'aurions pas tant de victimes à pleurer. La division entre Blake et Cuesta fut l'ouvrage de la mauvaise

politique des émissaires anglais, dont les pouvoirs se bornaient à couvrir ce royaume, si avantageux pour leur trafic : la Castille ne les intéressait nullement, et leur attention ne se portait presque pas sur cette province éloignée. Les pertes qu'un pareil système a fait faire à l'Espagne, sont incalculables. Si les armées avaient été employées d'après le plan que commandaient les évènemens de Valence, Baylen et Saragosse, le coup porté par notre armée eût été si décisif, que nous compterions l'année de 1808 comme l'époque de nos grandes victoires.

La conduite de l'agent d'Angleterre en Aragon a été aussi coupable, et peut-être plus encore : un général sans expérience, comme Palafox, et un peuple comme celui de Saragosse, déconcertés l'un et l'autre par le résultat d'une première résistance, reçurent avec docilité les impressions de l'agent Doyle. Aussi ignorant politique que mauvais général, il inspira des idées de prépondérance qui, agissant par des hommes enivrés des premiers succès, tendaient à constituer ce pays indépendant, à briser les liens qui devaient retenir dans l'union les provinces espagnoles, et à ôter à chacune les ressources, pendant que l'anarchie les aurait plongées

toutes dans la servitude; c'est ainsi que nous avons vu l'esprit public de la Galice et de l'Aragon tendre constamment vers une sorte de supériorité, avec les prétentions des petites républiques.

La conquête de l'Aragon, et la marche de Soult sur la Galice, nous valurent des avantages incalculables : si les Français, négligeant ces deux points, s'étaient dirigés sur d'autres provinces, la Galice et l'Aragon, guidés par le système erroné des agens anglais, eussent renoncé à l'union, établi l'anarchie, succombé misérablement, et entraîné la nation sous le joug de la France. Il n'est pas aisé de pénétrer jusqu'au fond d'une politique aussi dissimulée, et dont les suites furent si désastreuses pour la *junte suprême centrale.*

Il est vrai qu'une tactique aussi contraire à nos intérêts, ne doit pas nous étonner de la part des agens anglais, lorsque leur gouvernement oublie lui-même ce qu'il doit à l'honneur d'une nation illustre. Si mes enfans volaient des millions, je devrais condamner cette immoralité, quoique l'avantage du vol, et l'intérêt de ma famille, me fissent une loi du silence : je conviens que le cabinet de Saint-James a procuré des avantages à mon

pays par son alliance avec lui; mais je ne pourrai jamais approuver la coupable conduite d'une nation qui connaît la nature des traités. Si les causes qui font déclarer la guerre, sont quelquefois d'une nature décisive, celles qui motivèrent une rupture entre les deux nations, offrent ce caractère : peu d'actes paraîtront plus violens, plus injustes et plus scandaleux que la prise de nos frégates chargées, revenant de l'Amérique : on a vu les partisans les plus outrés de l'Angleterre, condamner une violence aussi outrée, et approuver comme juste notre déclaration: les évènemens d'Aranjuez, ni le passage de la couronne sur la tête de Ferdinand, n'étaient pas des motifs suffisans pour terminer la juste guerre dans laquelle nous étions engagés. Le nouveau roi ne pouvait, sans manquer à l'honneur de sa couronne, admettre aucune proposition de paix avant la restitution préalable de nos frégates. Ce sentiment, naturel à tout Espagnol digne de ce nom, fut méconnu par la junte de Séville, qui osa envoyer des commissaires auprès du gouvernement anglais pour implorer leur protection : que cette corporation, dépourvue de moyens pour soutenir la lutte, eût pris le parti d'invoquer l'assistance de quelque gouvernement,

cette démarche eût trouvé sa propre justification dans les circonstances où l'on se trouvait ; mais que l'Angleterre ait reçu le général Apodaca et son collègue comme des envoyés, c'est une faute qui déshonore le cabinet britannique. La junte de Séville était-elle autorisée à faire pour l'Espagne une démarche aussi décisive? Il ne pouvait être ignoré ni des Espagnols ni des Anglais, qu'une pareille mission était nulle, faute de pouvoirs suffisans pour la donner, et par l'excès même de ses attributions, et par la nature des objets qu'elle devait traiter : la junte de Séville reconnue, ne pouvait étendre son autorité au-de-là de la province ; ainsi, elle ne pouvait représenter toute la nation ; elle n'avait pas non plus le droit de décréter l'envoi de commissaires, ni surtout d'entamer des négociations, et de faire amitié et alliance pour l'envoi des secours dont elle devait disposer dans les affaires de la péninsule. La cour de Londres, si difficile quand il s'agit de recevoir des ambassadeurs et des ministres-plénipotentiaires, n'ignorait pas le défaut de formes qui avait accompagné cette délégation, et, qui plus est, l'absence de tout droit de la part de la junte et de ses agens ; elle ne put donc se dissimuler qu'avec de tels hom-

mes on ne pouvait ni terminer la guerre, ni faire de traité de paix : mais elle aima mieux être constante dans sa maxime fondamentale : au mépris des droits les plus inviolables reconnus par toutes les nations, elle ferma les yeux, pour ne pas voir tout ce que le droit des gens et l'honneur d'une couronne pouvaient lui dicter pour agir avec plus de délicatesse et sans s'écarter des maximes universellement suivies. Le cabinet britannique ne pouvait faire valoir un seul motif pour reconnaître comme légitimes les avances de la junte de Séville, ni pour accéder à des propositions d'alliance, sans blesser ce que la politique a de plus délicat, et s'exposer au mépris des hommes sages. Mais comme l'Angleterre s'aperçut que cette démarche allait terminer l'affaire de nos frégates, ouvrir nos frontières et nos ports aux produits de ses manufactures et de ses colonies, faire passer notre or dans ses mains et la mettre en état d'influencer l'Espagne qu'elle ne peut voir qu'avec des yeux d'envie, à cause de la richesse de son sol, de l'étendue et de l'importance de ses colonies de l'Amérique et de l'Asie, elle foula aux pieds toutes les considérations qui importaient le plus à sa dignité.

Les souverains de l'Europe firent entendre clairement qu'une pareille conduite ne pouvait avoir pour principe que le plus vil intérêt, et non une fausse politique; et ce jugement fut confirmé par le parti que prit l'Angleterre de réaliser ses projets sur l'Espagne aux dépens de son honneur. Soit qu'elle regardât les envoyés comme des représentans de la nation espagnole, soit qu'elle ne vît en eux que les députés d'une province, rien ne pouvait l'autoriser à les admettre à des conférences ni à rien signer avec eux : dans le premier cas, elle connaissait l'impuissance de la partie contractante; dans le second, cette négociation était furtive, offrait le caractère de la rébellion, puisqu'on négociait avec une partie de la nation à qui on faisait la guerre. Il ne sera pas facile de justifier un procédé qui compromet aussi gravement la loyauté du cabinet allié; et les souverains ont de justes sujets de craindre des machinations dans leurs états, en voyant l'Angleterre protéger tous les genres de prétentions lorsqu'elle en attend quelque avantage, alors même qu'il faut violer pour cela les principes constamment reçus chez tous les peuples.

Junot et Dupont, vaincus à Lisbonne et

à Baylen, Moncey faisant sa retraite de Valence, et les autres généraux français se repliant des divers points de la Catalogne sur Barcelonne, laissèrent la nation presque indépendante. Nous profitâmes de ce moment pour reconnaître une autorité suprême. L'Angleterre, qui ne s'était point attendue à cet évènement, prit le parti de nous flatter pour en tirer avantage, sans aucun danger pour elle : ses forces n'allèrent pas se réunir avec les nôtres sur l'Ebre, mais elle envoya un ministre auprès de la junte centrale. Le caractère, la politique, les prétentions et les négociations de cet envoyé, exigeraient de longs développemens et un talent plus distingué que le mien, pour que l'histoire en fût dignement faite; un million de protestations, revêtues d'un caractère favorable à notre cause, avec autant de moyens offerts pour son triomphe, donnaient à son ministère toute l'apparence de la réalité et de la franchise. Rien n'était alors plus universellement connu que notre enthousiasme, notre amour pour la patrie et notre ardeur pour l'indépendance, et le ministre anglais n'aurait osé nous humilier ouvertement : il se résignait à souffrir, mais il travaillait secrètement : le but de son alliance était *de nous commander*

en chef; c'est le terme qui a réglé toutes ces opérations, et il ne l'a pas perdu de vue un seul moment. Il a commencé par gagner les premiers personnages de la nation, afin d'entraîner les autres Espagnols avec eux; ses intrigues à cet égard sont connues: la protection de son roi, les emplois, l'argent, et jusqu'aux viles flatteries ont été les moyens employées par lui pour se créer un parti: il s'est trouvé dans la junte centrale des hommes de bien, mais qu'il était facile de faire tomber dans le piège.

Le digne Jovellanos, l'honneur de son siècle et la gloire des lettres, ne fut point circonvenu par le ministre anglais; il craignait trop ses lumières et s'attendait bien qu'il répondrait à ses insinuations d'une manière digne de lui. Mais l'Angleterre fut plus heureuse avec le respectable marquis de la Romana, qui se montra entièrement dévoué à sa politique; l'amour de la vérité et le respect dû aux qualités brillantes d'un si digne Espagnol, m'obligent d'avouer que son attachement à l'Angleterre était motivé par la persuasion intime où il était que nous avions besoin d'elle, et qu'elle était incapable d'une infâme trahison: toutefois il passa dans le doute, à cet égard, la dernière année de sa vie.

Moi, qui ai eu l'honneur de l'accompagner à Lisbonne, de le voir jusqu'à sa mort, et qui dois à son amitié de connaître quelques-uns de ses sentimens, je puis assurer qu'il penserait aujourd'hui bien autrement; il n'est plus; et peut-être sa mort doit-elle être imputée à l'Angleterre: toutefois bannissons nos doutes; ils irritent l'ame, et ne peuvent conduire à la certitude d'un fait capable de révolter les Espagnols, et de leur faire vouer une haine éternelle à ces dominateurs des mers.

La plupart des membres de la junte centrale se réunirent pour obéir aveuglément aux ordres venus de Londres. Que voulait cette nation alliée? Si son projet se bornait à maintenir l'union, à nous secourir et à ne point dépasser les limites de notre pacte fédératif, le soin extrême qu'on mit à s'emparer des premiers hommes de cette assemblée, était aussi impolitique qu'extravagant, et elle se mettait trop à découvert, en intriguant contre ceux qui voulaient l'indépendance de la junte.

Cuesta et Calvo, défenseurs ardens de la nation, s'opposèrent aux vues de la Grande-Bretagne: ils devinrent l'objet de ses vengeances, et, sans considérer ce qu'il avait

de bas dans les moyens qu'elle indiquait à ses créatures, elle fit attenter à leur réputation : du sein du ministère anglais sortit une voix qui diffamait ces deux sujets recommandables ; et du même atelier de crimes sortit le projet de leur destruction, qui fut exécuté, au risque de perdre l'Espagne même tout entière.

L'intrigue qui fit périr Cuesta, est un de ces coups pleins de cruauté, que la mauvaise foi, l'hypocrisie et l'envie réunies, ont porté quelquefois à l'homme de bien qui dort tranquille, protégé par sa propre franchise et ses vertus. Le caractère décidé, ferme et véritablement castillan du général Cuesta, avait excité plus d'une jalousie, et faisait ombrage aux alliés : ils aspiraient au commandement général ; mais ils n'étaient pas en mesure pour le demander ; il aurait fallu auparavant détruire l'opinion favorable au vieux Cuesta et la confiance qu'il avait acquise : or, toute tentative ouverte eût été difficile contre un homme aussi distingué. Le peuple avait fondé ses espérances sur cet ancien général, et une armée nombreuse était prête à le seconder contre les manœuvres de l'intrigue.

Malgré les nombreux obstacles que présentait l'exécution d'un dessein si perfide,

les amis de la junte centrale, réunis au ministère, ne désespérèrent pas d'en venir à bout. Ils donnèrent une couleur spécieuse à leur tentative, et Wellington eut bientôt trouvé un expédient propre à la faire réussir. Le duc d'Alburquerque, chéri de l'armée pour sa valeur, et respecté à cause de sa grande naissance et de son patriotisme, fut l'instrument dont on se servit pour consommer l'œuvre en fatigant la patience de Cuesta, et en l'obligeant à se retirer. Les promesses et les flatteries que les Anglais et Wellington lui-même prodiguèrent au duc d'Alburquerque vinrent à bout de tout. Ce jeune homme, à qui cette fumée avait fait tourner la tête, eut la faiblesse de se croire aussi propre à commander l'armée que Cuesta lui-même; sa correspondance, celle de Wellington, et la présence du ministre anglais à Séville, seront un monument éternel de la conspiration anglaise.

Le manifeste du général Cuesta, les écrits périodiques qu'il cite, et les pièces qui existent dans la secrétairerie d'Etat, ne laissent pas subsister le moindre doute à cet égard. On calomnie effrontément; on avance des faits qui n'ont jamais existé; on fait violence aux expressions les plus naturelles, et l'on tra-

vaille bientôt ouvertement à destituer le vieux Cuesta, pour confier l'armée à d'Alburquerque. Lord Wellington, qui doit connaître la guerre, pense-t-il réellement que son candidat Alburquerque fût plus capable que Cuesta de commander notre armée d'Extremadure? Il n'est pas assez ignorant pour le croire. Mais il aspirait à être le chef suprême des armées espagnoles. Cuesta avait l'ame grande, et son intégrité était à l'épreuve des caresses et de la fortune; il était, certes, en état de commander une armée, et doué de toute la fermeté nécessaire pour soutenir son autorité et les droits d'un général en chef. Il touchait au dernier terme d'une longue vie, trop grand pour ne pas résister à la séduction; et sa tête, blanchie dans les emplois les plus distingués, était loin de se déshonorer par une infâme sumission. Alburquerque, sans expérience dans les intrigues diplomatiques, s'arma contre celui qu'il aimait. Plaignons ce jeune homme, estimable sous plusieurs rapports, et pardonnons-lui la faute qu'il commit alors; ne lui imputons pas d'avoir exposé le salut de toute l'Espagne, car bien d'autres eussent succombé comme lui.

Un cabinet comme celui de Saint-James, qui n'a pas de rival en Europe pour l'ambi-

guité de ses propositions ; ce cabinet, dont les ministres et les envoyés n'hésitent pas à offrir son alliance pour détrôner un prince tranquille et pacifique (comme ils l'ont promis à Catherine II de Rusie, en voulant faire couronner Constantin dans la capitale de la Turquie) ; ce cabinet, dont le talent pour un traité de commerce s'est fait connaître à Paris dans le siècle dernier ; dont la politique échappa à nos ancêtres pendant la guerre de la succession ; en un mot, ce cabinet (dont il est à peu près impossible de se séparer avec quelque avantage quand on traite avec lui) s'adresse au jeune Alburquerque, qui, étranger dans le monde diplomatique, se voit pressé (par des considérations de patriotisme, de fidélité, d'amour du peuple, et par le tableau de sa patrie, qui court le plus grand danger) à travailler d'acord avec tout le monde pour éloigner Cuesta, qu'on lui présente comme un homme sans talent: lorsqu'à ces motifs viennent se joindre l'exemple de la junte centrale, et l'espoir de se couvrir de gloire en battant les armées françaises, son ame ne peut résister plus long-temps, et Alburquerque s'engage à servir les projets (en apparence si utiles de nos alliés.

Wellington prévit que notre sort pouvait facilement changer par l'évènement d'une bataille décisive, et qu'alors il lui serait impossible d'être le maître à cause de l'ascendant que les forces espagnoles auraient acquis. Il réfléchit pendant long-temps sur le projet de livrer bataille à Talavera: il vit bien qu'il ne pouvait refuser de prendre part à cette affaire, mais il le différa autant qu'il put: il informa, en même temps, son gouvernement que si les alliés gagnaient la bataille, Cuesta serait maître de Madrid, et que l'armée anglaise ne représenterait alors qu'un allié. Rarement le cabinet britannique s'est montré aussi actif dans sa correspondance; et peut-être aucun ministre anglais n'a fait valoir un plus grand nombre de raisons pour retarder l'exécution d'un projet, ni mieux combiner les jours et l'arrivée des ordres contraires: toutefois, malgré les motifs mis en avant par les Anglais pour retarder leur arrivée, la jonction s'opéra, et l'on se battit à Talavera. Il est bien connu que l'armée française, repoussée et mise en déroute jusqu'à Valdemoro, aurait dû être entièrement détruite, parce que, pendant que les Anglo-Espagnols auraient chargé l'arrière-garde, le général Venegas, avec l'armée de la Manche,

les aurait reçus de front. Tel était le plan de Cuesta, telle était aussi l'idée qu'on en avait à Madrid; et le roi Joseph, qui savait que Venegas était sur le bourg de Pinto, désespérait de pouvoir sauver une seule de ses divisions: le résultat eût répondu à tout ce qu'on s'était proposé, et le corps du maréchal Virtor eût été perdu six jours avant que l'avant-garde du maréchal Soult ne fût arrivée; celui-ci se serait vu engagé avec des forces quatre fois plus considérables que les siennes, telles que l'armée d'Extremadure, l'armée anglaise, et celle de la Manche: nous étions alors en état d'anéantir ces deux armées françaises: leur déroute nous ouvrait les Pyrénées à une époque où l'Autriche faisait la guerre à la France, et nous eussions conservé les places de Gironne, Tortose, Lerida, Tarragone et Mequinenza, outre Morella, Peñiscola et Murviedro. Cette opération, si bien combinée, a manqué; et pourquoi? La junte centrale, cédant aux instances du ministre anglais, envoya l'ordre à Venegas de se retirer sur la Manche. Le secours ayant manqué, Wellington fit sa retraite à son aise, laissant Cuesta sur le Tage pour tenir tête à deux armées: et s'il manque quelque chose à cette conduite pour signa-

complètement un grand acte de trahison, nous ajouterons que l'armée de Wellington ravagea dans sa retraite l'Extremadure de la manière la plus horrible, contribuant ainsi à l'affreuse disette que l'armée espagnole éprouva dans les plaines de Ibor.

Lord Wellington, ce général anglais que le *Vœu d'un patriote espagnol* nomme notre libérateur, notre appui unique, et qu'il qualifie par d'autres dénominations dignes du plus grand homme de guerre de l'univers, ce même Wellington, avec son gouvernement britannique, ses ministres et ses amis de la péninsule, sont les auteurs des maux indicibles que nous avons soufferts depuis le mois de juillet 1809; ces alliés si intimes sont responsables de tous les désastres qui sont arrivés.

Pourquoi ne leur impute-t-on pas la perte de tant de places qui ont été prises depuis? Pourquoi ne les signale-t-on pas comme auteurs de la ruine de nos armées en Catalogne, dans le royaume de Valence, dans la Manche et la Castille? Les Catalans n'ont-ils pas droit de se plaindre de tout ce qu'ils ont souffert et de ce qu'ils souffriront dans leurs places, et de demander justice contre ceux qui en furent la cause? Ce beau

royaume de Valence se tairait-il sous les maux qu'il a éprouvés? Ciudad-Rodrigo et Badajoz pourront-ils oublier les pertes et les désastres de leur première et de leur seconde invasion? Cette terre de promission, la fertile Andalousie, n'aura-t-elle pas droit de faire des représentations, en se voyant dépouillée de ses richesses? La nation entière en appelle au tribunal de la raison et de la justice humaine, contre les hommes qui ont causé tant d'infortunes.

Et quels sont-ils, ces hommes? L'auteur du *Vœu* va s'en scandaliser, si je lui dis que ce sont les Anglais, coalisés avec quelques Espagnols sans caractère national: mais peu importe que la vérité scandalise. Si Wellington et le ministre anglais n'eussent point travaillé à faire manquer le plan de bataille de Talavera, par la retraite de Venegas et par celle du général anglais lui-même en Portugal, nous eussions évité un nombre infini de maux; mais aussi Wellington ne serait pas duc de Ciudad-Rodrigo, ni surtout généralissime des troupes espagnoles. L'Angleterre ne montrerait pas tant de hauteur lorsqu'elle traite avec nous, et son influence ne serait pas aussi grande sur nos députés, nos régens, nos administrateurs et nos ministres. M.

nation, toute guerrière qu'elle est, ne serait pas condamnée à être le jouet de la France ou de l'Angleterre. Si c'est là ce qu'ont voulu obtenir nos alliés, ils y ont complètement réussi. Le peuple espagnol est la proie de trois nations : *la France pille tant qu'elle peut ; l'Angleterre pille et dégrade ; et notre gouvernement actuel pille, dégrade et anéantit.*

Il faut avoir tout le front d'un Anglais victorieux pour nous insulter d'une manière aussi violente que le fait *le Vœu d'un patriote ;* et il ne faut pas moins que toute la patience des Espagnols pour entendre et pour ne pas exterminer de la péninsule tous les Anglais, et défendre, sous peine de bannissement, de jamais prononcer le nom de l'Angleterre au milieu de nous. Il suffirait de faire l'exposition des évènemens que je viens de raconter, pour nous porter à tirer des alliés la juste vengeance de tant d'horreurs ; mais soyons toujours patiens, et apprenons à connaître la politique et les intentions de l'Angleterre.

Depuis la bataille de Talavera, Cuesta se plaignait du général Venegas. Cependant ce brave et habile Andalousien, appelé à Séville, se justifia complètement, et il fut nommé gouverneur de Cadix. Wellington

et le ministre anglais, qui avaient voulu et obtenu sa retraite, le mirent ainsi en sûreté. Il ne leur fut pas difficile de dégoûter Cuesta; ils en vinrent si complètement à bout, que ce respectable vétéran, fatigué de tant d'intrigues, se démit de son commandement, et alla vivre tranquille à Malaga; mais il fut encore en butte, dans des brochures, aux traits de la calomnie. Cette victoire obtenue par les Anglais devint complète par la ruine du député Lorenzo Calvo, et par l'ascendant qu'ils obtinrent dans la junte, aidés du crédit de la Romana et de quelques autres, aussi respectables pour leurs bonnes intentions qu'indignes de toute confiance comme membres d'un gouvernement. Calvo peut jouir dans sa chute de la satisfaction de s'être constamment opposé aux desseins ambitieux des Anglais. Pendant qu'on aurait pu leur demander compte de leur conduite à Talavera et de leur retraite en Portugal, ils se livraient à des intrigues qui découvrirent complètement leurs vues dans l'organisation de l'alliance.

Ils demandèrent à mettre garnison anglaise dans Badajoz et Cadix, et le droit d'introduire dans la péninsule leurs marchandises de coton. Quel était le projet de nos alliés.

en s'emparant de ces deux villes? Il n'est pas aussi aisé de fixer nos idées sur Badajoz que sur Cadix. Cependant, si l'on se rappelle que notre armée d'Extremadure fut envoyée dans la Manche, à l'exception de douze mille hommes que commandait le duc d'Alburquerque; si l'on considère la situation topographique de Badajoz, son importance sur la rive gauche du Tage; et si l'on fait réflexion, en même temps, sur le sort que devait attendre notre armée de gauche, commandée par le duc del Parque, on en conclura aisément que Wellington veillait à soutenir et à conserver son armée et le royaume de Portugal, aux dépens des Espagnols; à tout disposer pour que nous fissions la campagne, et pour rester maître de la victoire: par ce moyen, il établissait sa nouvelle colonie portugaise, augmentait ses propres rentes, et faisait disparaître nos capitaux.

Serions-nous donc assez aveugles ou assez stupides, pour mépriser une semblable leçon, et pour ne pas voir que les alliés ne cherchent qu'à s'agrandir, et qu'après y avoir réussi, ils se rient de nous voir pleurer sur nos malheurs? En même-temps qu'ils nous demandaient Badajoz, ils prévirent de loin le si[illegible] corps de Castille et d'Extremadure

étaient battus, leurs débris se réuniraient à l'armée anglaise plutôt qu'aux troupes de la France. Il faut avouer que nos motifs de reconnaissance à l'egard de Wellington sont bien faibles: les habitans de Cadix surtout doivent abhorrer éternellement le nom de l'Angleterre et de ses agens.

Cadix, cette ville opulente, magnifique et le centre d'une si belle civilisation, fût devenue malheureuse, horrible et barbare, si elle avait eu le sort de tomber entre les mains des Anglais; réduite à n'être qu'une colonie, elle pleurerait aujourd'hui sa dépopulation et sa pauvreté; tristes conséquences de la rigueur avec laquelle l'Angleterre traite toutes ses possesions coloniales; son système à cet égard est bien connu: elle s'empare du numéraire, inonde les provinces de son papier, établit à son gré les conditions du commerce, force à ce qu'elle demande, et demande ce qu'il lui plaît; en un mot, son régime est le tableau du despotisme et de l'avilissement.

Cet exposé n'est point imaginaire ni une chose inconnue au monde; eût-on perlu tous les documens qui prouvent ce que je viens de dire, l'histoire des Etats-Unis d'Amérique suffit pour nous faire connaître les vues

ambitieuses de l'Angleterre sur ses établissemens d'outre-mer. O Cadix! ils voulaient te plonger dans un chaos d'obscurité, de misère et de désolation. Tu seras riche tant que tu seras unie avec l'Espagne; tes maisons sont le dépôt de nos richesses commerciales, et tu réunis les ressources du continent et celles des colonies; tu seras opulente, parce que l'Espagne, l'Amérique, et les Indes-Orientales t'apportent leurs tributs réunis; tu nous reçois dans ton port pour nous enrichir; mais nous prenons le plus vif intérêt à ton agrandissement; ainsi tu es libre et respectée; les fonds te sont prodigués pour t'embellir, et tu jouis d'avantages qui ne sont qu'à toi; ils charment l'ame de quiconque a eu l'honneur de parcourir ton enceinte et de connaître tes délices. Tout cela eût disparu comme l'éclair, et la ville, enviée de toute l'Europe, ne serait plus qu'une abominable réunion de sectes, de partis, de fraudes et de vexations. Gibraltar nous montre ce que serait Cadix, si le même pavillon flottait sur tes tours.

Les Anglais songeaient bien moins à sauver Cadix qu'à soumettre cette ville à leur empire et à s'enrichir des dépouilles d'une cité aussi opulente. Si les Anglais prétendaient que leurs vues ne s'étendaient pas au-delà

d'une défense purement militaire, leur calcul est vraiment inconvenable. Cadix n'a eu besoin ni de soldats anglais, ni de troupes espagnoles pour conserver sa liberté.

L'île de Léon est le boulevart qui couvre cette place. Pourquoi Wellington et le ministre anglais à Séville ne proposaient-ils pas de garnir cette île? Sur ce point ils auraient pu se battre avec héroïsme, et les divisions anglaises eussent trouvé de fréquentes occasions de se couvrir de gloire: cependant, ni le gouvernement britannique ni son général dans la péninsule, ne parlèrent d'y exposer la vie de leurs soldats; leurs calculs avaient un objet bien différent: ils cherchaient un autre Gibraltar, aussi fort, et sans comparaison plus puissant, qui eût pour eux le double avantage de grossir leurs trésors et de les mettre en état de dominer toute la côte. Si cette conduite n'est pas criminelle, j'ignore à quelle chose ce nom doit être appliqué.

Voilà les sentimens de ceux qui sont appelés à notre secours; leur amitié profonde nous révèle la générosité et le désintéressement dont ils ne cessent de nous parler. Mais, que découvrons-nous ici, sinon des preuves décisives de leur système frauduleux qui les pousse au milieu de nous, et qui, sous les ap-

rences de l'union, veut nous sacrifier impunément? Ce n'est pas le soin de nous rendre indépendans qui les occupe, mais l'objet bien plus sérieux d'établir des points militaires et mercantiles, qui augmentent leurs acquisitions, et qui leur offrent des agrandissemens propres à fonder leur prépondérance dans le commerce européen, et à assurer leur projet de monopole universel. Ces bons amis avouent franchement qu'il leur importe peu de voir régner en Espagne la dynastie française, pourvu qu'ils restent maîtres des points du royaume, les plus avantageux dans le centre et sur les côtes de l'océan et de la Méditerranée.

Une sollicitude aussi chèrement payée, et qui ne pouvait convenir qu'à un gouvernement tortueux, tel que celui de l'Angleterre, fut sur le point d'obtenir un plein succès. La simplicité, l'ignorance ou la passion d'un grand nombre de députés de la junte centrale, se laissèrent égarer par la politique ténébreuse des Anglais, et nous fûmes à la veille de voir paraître un décret qui eût ordonné la [illegible] de ces places intéressantes, dont les [illegible] nous ont sauvés : c'en était fait de la liberté de la nation, et le nom espagnol allait tomber dans un éternel oubli, si Cadix

avait été occupé par les Anglais. Il fallait connaître le bien immense qui s'était fait dans cette enceinte, et les services incalculables que les Espagnols ont rendus de cette extrémité de la péninsule au reste du royaume, pour sentir le prix que nos alliés attachaient à cette possession, et de quelles ressources une décision patriotique privait ces conservateurs de notre indépendance.

Cadix, occupé par les troupes de Wellington, eût été forcé d'obéir à ses ordres; et les Anglais, s'appuyant sur Lisbonne et Gibraltar, n'y auraient pas souffert la présence de tant d'Espagnols qui composaient les Cortès, la régence, les conseils, les bureaux et les autres dépendances d'un gouvernement en activité. Les Anglais conviendront eux-mêmes que toutes ces autorités eussent gêné dans une ville gardée par leurs soldats. Si la politique leur eût commandé (ce qui n'est pourtant pas croyable) de souffrir leur présence, notre gouvernement, livré à l'arbitraire d'une force armée étrangère, se fût dissous, ou ses décrets n'eussent été que ceux que l'Angleterre aurait présentés à sa signature. La lutte se fût terminée à notre honte et à l'avantage de la France et de l'Angleterre: après tant de peines et de sacrifices, la riche Espag-

lût devenue la proie de son ennemi et de ses alliés.

Le ciel n'a pas permis que nous fussions témoins d'un évènement aussi tragique ; nous devons cet important service au député Calvo, à cet homme représenté comme mauvais patriote et ami de Napoléon ; seulement il eut le courage de combattre le projet favorable aux Anglais, qu'on allait adopter : il présenta une note officielle pleine de feu, de clarté et d'énergie, dans laquelle il combattait les prétentions exagérées de nos alliés ; la junte centrale ouvrit les yeux, et, convaincue des raisons concluantes de son honorable membre, elle rejeta la proposition des Anglais.

Le caractère impérieux des alliés ne put supporter une pareille résolution : le coup l'intéressait trop, et il était trop violent pour qu'ils n'en tirassent pas une entière vengeance. Dès ce moment commença une persécution ouverte contre Calvo ; ils repandirent les plus noires calomnies contre son opinion, le persécutèrent de toutes manières, et excitèrent tellement le peuple contre lui, qu'il fallut l'arrêter à Cadix. Nous ignorons (et ce n'est pas sans en être affligés) les suites de cette mesure pour ce qui concerne ce député ; grâces lui soient rendues pour le calme

imperturbable de son ame. Sans son courage, il eût sans doute cessé de vivre. Nous devons certainement une extrême reconnaissance aux Anglais pour le désir qu'ils ont eu de nous conserver notre première forteresse, et pour le bien qu'ils ont fait à Calvo ainsi qu'aux autres soutiens de l'opposition; je crus, à cette époque, que les alliés qui venaient d'être si justement et si fortement déjoués, ne songeraient désormais qu'à cacher leur ignominie, et ne reviendraient plus sur leur défaite; mais cette nation ne sait point rougir, et une bonne pensée n'est rien pour elle, à côté de la cupidité qu'elle veut assouvir.

Depuis la déroute d'Ocagna, ils savaient, comme tout le monde, que l'ennemi pénétrerait jusqu'à Cadix, lorsqu'il le voudrait. Notre armée de la Manche ayant été battue, ou repoussée jusqu'à Grenade; et Alburquerque se repliant sur Truxillo, pour obéir aux ordres de la junte, il n'y avait plus de forces pour défendre l'île de Léon. Les Anglais, jaloux de conserver ce point si célèbre dans notre histoire, offrirent [illegible] mille hommes pour la garnison. [illegible] était temps, car Soult était presque [illegible] tes de la ville. *Les habitans furent convaincus que leur bonheur était inséparable de leur*

avec l'Espagne, commandée par une autorité quelconque. Dans l'alternative de se soumettre aux Anglais, ou d'obéir à l'empereur, ils étaient disposés à repousser l'Angleterre. Témoin de leurs discussions, je les vis décidés pour le parti espagnol; et peut-être n'auraient-ils pas tardé à se déclarer, sans un évènement qui vint tout décider.

Le duc d'Alburquerque, contre l'ordre formel de la junte, après avoir surmonté mille difficultés, et exécuté un grand nombre de marches forcées, arriva dans l'île de Léon, et soutint les premières attaques de l'ennemi, fit reprendre courage à l'armée, et les affaires changèrent de face. Cependant les six mille Anglais ne parurent point, parce qu'on avait décrété de ne laisser d'autre garnison dans Cadix que « des gardes nationaux et les *Guajacamayos* et les *Cananeus:* » le régiment de la *Patrie* avait déjà évacué la ville. Cette disposition était amère pour des Anglais; nos alliés en eurent cependant tout le déboire, quoiqu'il leur en coûtât beaucoup de fournir [illegible] troupes; comme ils étaient [illegible] parole, ils débarquèrent un [illegible] qui se rendit du port dans [illegible] arrêter à Cadix. Comme cette [illegible]tion était le but de l'offre qu'ils avaient

faite, ils ne se crurent pas obligés de se trouver avec nous au pont de Suazo.

Le mauvais succès de ces deux tentatives ne les a pas déconcertés; ils ont jeté les yeux sur cette belle ville, ils ne la perdront pas de vue qu'ils ne l'aient prise ou qu'ils n'aient été battus par les Espagnols, ce qui sera plus sûr et bien mieux fondé en principe. Un troisième effort a été fait sur elle par une armée puissante, et dans des circonstances favorables; mais elle a échoué devant la constance et le courage du peuple illustre et fidèle de cette belle cité. Le duc de l'Infantado (dont la mémoire est odieuse aux hommes francs et désintéressés) a été l'instrument dont on s'est servi..... Ce grand d'Espagne (enivré de la faveur de l'auguste Ferdinand VII, et persuadé que ce prince ne le connaissait pas) a joué le rôle le plus ridicule; plein d'ardeur à Madrid, et faible à Bayonne, il a été un des premiers à s'avilir, oubliant son roi et les devoirs que lui imposait la confiance publique. Dévoué à Joseph, on l'a vu passer dans le parti de Madrid, et *si l'affaire de Baylen n'avait pas obligé les Français d'évacuer la capitale, il serait aujourd'hui un de leurs partisans.* Après la défaite de notre armée sur l'Ebre, et l'[illegible]

tation du général Castagnos, et lorsque la junte centrale eut abandonné Aranjuez, Infantado arrive à l'armée qui était près du Tage, et en prend le commandement, sous le titre de colonel-général des gardes royales et de président de Castille, nommé par le roi Ferdinand, qu'il avait abandonné. Cette mesure suffisait pour faire ouvrir les yeux aux moins sages : aussi, au milieu des risées ou du mépris que cette grande équipée, digne de D. Quichotte, excita, la junte centrale fut indignée, et lui ôta le commandement. Cet homme resta à Séville sans aucun caractère public, et sans l'espoir de reparaître sur la scène, jusqu'au moment où la junte étant dissoute, il voulut s'insinuer auprès de la première régence. Incapable de dévorer l'humiliation qu'il venait de recevoir, il se jeta dans le parti des Anglais; l'état où était alors leur armée et quelques autres circonstances, leur avaient procuré un très-grand ascendant sur les Cortès. Infantado obtint une ambassade extraordinaire pour Londres, où il trahit *pour son profit et pour celui de l'Angleterre*, *après avoir oublié l'Espagne qui l'envoyait.* L'histoire diplomatique n'a pas conservé le nom d'un agent plus infidèle, et notre nation doit l'effacer

de la liste de ses ambassadeurs. Sa nomination à la place de président de la régence, pendant son séjour en Angleterre, fut un bonheur pour la nation. Comme les gens attachés à l'ambassade n'étaient pas tous asservis à son ambition, il a transpiré quelque chose des propositions que se firent réciproquement le prince régent, deux des ministres, et son excellence M. l'ambassadeur. Arrivé à son nouveau poste, celui-ci s'aperçut, au milieu des Cortès, que les amis de l'Angleterre ne se décidaient pas à approuver l'occupation de Cadix; mais la bataille de Salamanque, livrée le 22 juillet, l'évacuation de l'Andalousie à la fin du mois d'août, la présence de Wellington à Cadix, dans les derniers jours de décembre, ses promesses pour le printemps de 1813, les nouvelles de la Russie, et le projet de changer la députation du royaume au mois de septembre suivant, donnèrent une nouvelle activité aux intéressés dans l'intrigue de Cadix : Wellington attendait avec impatience le moment de pouvoir l'annoncer à sa cour; Infantado se croyait déjà au jour de son plus grand triomphe, sans craindre de retomber dans sa première infamie; [illegible] le peuple, en ne suivant que l'impulsion de-

ses véritables intérêts, sut déjouer cette grande trame, et abattre le traître qui vendait la liberté et l'existence politique d'une ville respectable à tant de titres. N'ouvrirons-nous pas enfin les yeux, et ne pourrons-nous pas demander aux alliés une explication directe sur cet évènement? Sachons enfin quel en est le motif, et qu'il ne reste plus d'incertitude sur un point de cette importance. D'un autre côté, chaque fois que l'armée anglaise reçoit des renforts, nous sentons redoubler nos sujets de crainte, et chacune de ses victoires enfante une frayeur nouvelle. Cette conduite est excessivement suspecte; et d'autres circonstances que tout le monde connaît, ne sont propres qu'à aggraver une situation aussi pénible.

L'état présent de Lisbonne est un mystère impénétrable : la maison de Bragance ne revient pas dans sa capitale, et le gouvernement de ce royaume est entre les mains de nos alliés. Les évènemens de la Sicile annoncent évidemment la haute influence des Anglais. Wittingan, payant une division à Majorque, et Roche en habillant une autre à Alicante, commandées l'une et l'autre par des généraux anglais, font soupçonner des objets semblables à celui de Cadix. J'ai vu

Roche refuser de laisser partir la troupe, lorsque D. Joseph Odonell a réclamé ces régimens, et ne pas faire un mystère du projet de commander à Alicante avec des Anglais et des Espagnols à sa solde. J'ai parlé moi-même à un premier adjudant espagnol de l'état-major de la division Witingan, envoyé par celui-ci pour demander des chevaux des divisions espagnoles. Cet officier, qui connaissait ma franchise, s'ouvrit à moi et me fit connaître les idées et le système des Anglais; tout me fait soupçonner que les alliés cherchent à s'emparer de nos ports et de nos îles de la Méditerranée, sans perdre de vue Cadix, Lisbonne et Santogna. S'ils réussissent dans leurs projets, peu leur importe que l'empereur Napoléon fasse la loi à toute l'Europe; il dominera sur le continent, mais ils seront maîtres du commerce du monde. Je me souviens des guerres de la succession et de l'île de Minorque, et n'ai point oublié un mylord Wellesley, dont le souvenir durera éternellement dans les annales de l'empire des Marates. Que lord Wellington soit revêtu d'un caractère ministériel, et qu'il suive les leçons de son oncle, il n'y aura rien là d'étonnant; mais que nous, Espagnols, nous soyons assez bons ou assez stupides

pour nous confier à des hommes qui, par principes et par point d'honneur, sont capables de pareils procédés, c'est ce qui ne se concevrait pas de la part d'une autre nation que la nôtre. Les plus sages parmi nous gémissent de voir notre marche aussi lente dans la carrière des lumières; mais qui aurait cru que nous serions assez insensés pour nier ce qui se présente aussi clairement à nous? La conduite des Anglais à notre égard offre tous les caractères de la perfidie : ils ont semé le schisme, dissipé notre argent, persécuté les gens de bien, gagné le gouvernement, rejeté nos plans de batailles, causé la perte de nos places et de nos armées, et mis la main sur nos propriétés; et comme si tout cela n'était rien, nous restons muets semblables à des chiens que la crainte empêche de crier. J'aurais bien d'autres vertus à signaler dans nos alliés.

Si la principauté de Catalogne n'avait pas montré dans cette guerre l'énergie et la fidélité qui la distingue, *l'année* 1808 *eût décidé la question.* Sa résistance sauva nos provinces méridionales; et elle sut, au prix des plus énormes sacrifices, conserver sa liberté, lorsque l'ennemi s'approcha des colonnes d'Hercule; elle a été, elle sera invincible, tant

qu'il existera un Catalan. Les services qu'elle a rendus à la patrie sont si grands, que le gouvernement a jeté des regards de prédilection sur cette province, en excitant son armée et sa population à poursuivre sa marche dans cette carrière de gloire. Cette contrée, dont la position fait une rivale de la France, qui est le boulevart de l'Espagne par ses places, par la disposition de son territoire et le caractère de ses habitans, ce pays si intéressant par sa population et son industrie, les Anglais ont entrepris de le ruiner. Des milliers de familles employées dans des fabriques de coton, n'ont pas d'autre moyen que ce travail pour subsister; ses toiles, inférieures non-seulement à celles d'Angleterre, mais même à celles de la France, trouvaient des débouchés, par l'effet de la prohibition des toiles étrangères; des capitaux considérables étaient en circulation, et le prix des ventes ne sortait pas de l'Etat; l'argent refluait dans toute la province; y facilitait l'établissement de nouvelles fabriques, le perfectionnement de leurs produits, et l'emploi de mille bras qui profitaient des ressources de cette industrie. L'Angleterre, qui, pour l'intérêt de ses manufactures, a consacré le principe que toutes les fabriques étrangères doivent se

crouler ; et qui en a fait l'application en Espagne en corrompant un ministre ou en achetant les bâtimens et les usines d'un propriétaire fabricant ; l'Angleterre a cru faire tomber nos produits de coton, en obtenant la libre introduction des siens. Les avantages de la qualité, de la quantité et du prix, nous les eussent fait préférer aux nôtres, quoique pendant la première année cette mesure nous eût fait perdre plusieurs millions. Que serait alors devenue la Catalogne ? elle eût vu fermer ses fabriques ; les fabricans et les ouvriers eussent été infailliblement perdus, et la misère affectant une partie aussi considérable de la population, on eût vu baisser sensiblement les fonds de toute la province. Les Anglais ne pouvaient ignorer que leur projet tendait à la ruine de ce pays, dont la misère devait nécessairement refluer sur le reste de la nation. Alliés, est-ce là le bien que vous vouliez nous faire ? quand vous signez quelque alliance, établissez-vous comme article fondamental que vous ruinerez, pour votre profit, l'autre partie contractante ? est-ce la justice de vos traités ? avec vos prétentions, vous condamniez à la dernière misère des milliers d'hommes qui, abandonnant leurs familles, s'en allaient verser leur

sang et sacrifier leurs intérêts pour vous procurer l'agrandissement auquel vous êtes parvenus : pendant que ces braves défendaient, avec le feu et la baïonnette, leurs propriétés et leur tranquillité ; vous, alliés, vous vous concertiez avec la plus inepte assemblée pour décréter irrévocablement leur destruction. Braves Catalans ! savez-vous ce qui s'est tramé contre vous et votre prospérité, pendant que vous vous êtes sacrifiés si généreusement ? vous êtes maintenant avertis de cette guerre cachée et ruineuse que ces prétendus amis vous ont faite et vous feront encore. Si les Catalans avaient connu cette trame au moment où elle fut ourdie, je n'aurais pas été surpris qu'ils se fussent rendus à l'ennemi ; cette défection avait un juste motif, et les suites en eussent été désastreuses : il n'y aura pas un seul Espagnol, ami de ses compatriotes, qui n'ait horreur d'un coup aussi cruel ; mais il est temps de se désabuser, et de reconnaître que les Anglais voulaient faire tomber notre industrie pour nous vendre leurs marchandises et emporter notre argent. Nous perdions et ils gagnaient : n'était-ce pas là une raison suffisante pour entreprendre quelque spéculation ? ont-ils fait un seul pas en Espagne sans cette pen-

sée ? Messieurs les Anglais, si vous vous contentiez de gagner comme tout le monde, on pourrait vous souffrir ; mais votre système, votre morale, vos lois et votre goût, vous portent à ne pas vous contenter de gagner, vous voulez encore perdre et ruiner ceux qui vous donnent leur argent.

Cent fois j'ai entendu réclamer les conventions signées entre l'Espagne et l'Angleterre, et jamais elles n'ont été publiées. On nous dit d'un ton pompeux que le peuple espagnol a recouvré sa dignité et que la souveraineté est entre ses mains ; ce n'est là qu'un échantillon du langage flatteur et exagéré que l'on nous tient. Et pourquoi ne nous communique-t-on pas les traités stipulés entre les deux nations alliées ? je découvre que nos représentans manquent ici à leur devoir, et leur silence me porte à croire que ces conventions ne sont guère honorables pour nous ni conformes à nos intérêts. Il me semble que nous avons traité comme certains joueurs qui empruntent à des marchands usuriers. J'ai vécu près de notre gouvernement ; j'ai accompagné quelques-uns des premiers officiers de Wellington ; je ne manquais ni d'amour de la patrie ni de curiosité pour demander quelles étaient nos obligations mu-

tuelles, et jamais je n'ai pu savoir rien de clair sur un seul point important; ces articles sont aussi cachés et aussi incompréhensibles que des articles de foi, et si la connaissance en était nécessaire pour être sauvé, aucun Espagnol n'obtiendrait son salut. Condamnés à respecter ce profond mystère, nous ne pouvons prononcer sur le bien ou le mal qui nous attend. La réflexion sur tout ce que j'ai avancé, et quelques autres petits détails que je dirai, me font soupçonner certains arrangemens qu'il nous faudra payer un peu cher. Depuis la découverte des Indes orientales et occidentales, où l'Angleterre a paru comme partie intéressée, il a été publié une infinité de relations de sa conduite dans les traités qu'elle a faits en Europe : tous se ressentent de son esprit ambitieux, mercantile et intrigant; elle n'a pas rougi de puplier solennellement les dépêches de mylord Wellesley qui commande dans les Indes, et qui ne peut qu'offenser l'homme qui respecte la justice et la bonne foi à l'égard de tout le monde, et qui n'est point aussi esclave d'un vil intérêt que le cabinet anglais et ses ministres, qui sont accoutumés à mépriser la probité, et s'applaudissent de la dévastation étrangère lorsqu'ils en recueillent le fruit.

Quels contrats auront-ils donc stipulés avec nous ? L'Espagne, troublée et engagée dans une guerre avec la France, sans chefs, soupirant après des secours, cherche, prie, sollicite, et se jette dans les bras de l'Angleterre, sa rivale et son éternelle ennemie; nation constante dans son système d'exclusion, jalouse de notre marine, envieuse de nos colonies, avide de nos métaux, de nos laines, et de nos autres matières premières. Qu'aura-t-elle exigé de notre malheureuse Espagne prosternée à ses pieds, implorant avec larmes son secours pour échapper à la destruction, et lui prodiguant les soumissions et les offres de tous genres ? Croira-t-on qu'un loup affamé pardonne à un mouton, lorsque, sans avoir faim, il le dévore? de même, je ne me persuaderai point que l'Angleterre, qui ne peut se décider à être équitable dans ses négociations avec les puissances indépendantes du premier ordre, n'ait pas suivi son système en traitant avec l'Espagne abattue, épuisée et prête à tous les sacrifices; son opposition est trop ancienne pour qu'elle laisse échapper une occasion si favorable à sa vengeance; et jamais, non, jamais, il ne s'en offrira de plus décisive pour humilier une nation qui a su la contenir et empê-

cher l'établissement de son pouvoir colossal.

Qu'ils soient donc publiés ces traités convenus entre les deux nations; que le peuple espagnol puisse juger si les cabinets ont arrêté sa perte ou son salut: qu'il soit déchiré le voile qui couvre la loi qu'on a faite pour nous! Il faut que nous sachions si nous sommes libres ou esclaves; si nos propriétés, nos vies, nos enfans et nos femmes sont à nous, ou si tout cela est devenu une hypothèque de l'Angleterre. Ils nous disent bien que les temps du despotisme sont passés, ces temps où les princes nous menaient comme des troupeaux de mulets, nous vendaient suivant leur caprice, et nous faisant passer d'une main à l'autre pour être éternellement des bêtes de somme, réduites à la plus stricte nourriture, ou maltraitées pour la moindre résistance, ou à la volonté capricieuse du maître; mais je vois que, sous ce nouveau règne, nous avons bien moins de liberté. Jamais il n'y eut autant de sang versé, autant d'impôts et de charges de toute espèce : jamais l'Espagne ne s'est vue si pauvre ni avec moins de dignité qu'à présent; en sorte que depuis notre alliance l'Angleterre dispose de plus d'escadres, de plus d'armées, de plus d'or, et enfin d'une

considération et d'une influence bien au-dessus de tout ce que nous découvrons dans son histoire. Je proteste devant toutes les nations contre la faiblesse de mes compatriotes, qui ne demandent pas à grands cris qu'on leur fasse connaître les traités; après un laps de six années, ces mystères ne devraient plus être cachés. Si l'Angleterre a traité honorablement, et s'il n'y a pas un seul article qui offense la bonne foi, la justice et une sage conciliation des intérêts mutuels, je serai le premier à faire éclater ma reconnaissance, et je presserai tous mes compatriotes d'imiter mon exemple, pour rendre immortel le souvenir d'un si important service; mais je dois craindre que les conventions ne soient excessivement avantageuses à nos alliés, et que leur publication ne cause un bouleversement général des idées qui les rende inutiles. Ils n'ont pas considéré que s'ils ont publié leurs prétentions sur les articles dont il s'agit, et gardé ensuite le silence sur les traités signés, il faut en tirer cette conséquence qu'ils sont déplorables et honteux pour nous. Lorsqu'ils ont fourni quelque armement à l'Espagne, des munitions ou d'autres secours, ils ont mis un soin tout particulier à nous le faire savoir; on eût dit

que toutes les gazettes étaient à leur solde pour publier ces authentiques témoignages de la générosité anglaise ; mais il est bon de savoir que plusieurs fois on n'a vu arriver que la vingtième partie de ce qu'ils avaient fait annoncer, quelquefois rien, et je puis l'attester, pour deux circonstances ; concluons-en naturellement que les conventions des Anglais n'auront rien de généreux, à moins qu'ils ne donnent ce nom à ce qu'ils ont fait pour des partisans et pour quelques autres personnages plus élevés.

Les offres que les Anglais ont faites à plusieurs de nos compatriotes, sont si particulières, que si elles s'étaient réalisées sans intérêt de leur part, elles me forceraient de suspendre le jugement que je crois devoir porter de ces alliés ; mais le temps en a emporté le plus grand nombre, et on sait ce qu'ont dû coûter les autres. Qu'on demande à la junte de Galice quelles promesses lui ont été faites, et si celles qu'on a tenues, l'ont été à bon marché. Je suis sûr que si ce fidèle royaume avait compté sur les paroles des alliés, les services qu'il a été en état de rendre pour sa part à l'Espagne, auraient été bien moins considérables. La principauté des Asturies n'oubliera pas que ses réclamations pour avoir

des armes et des habillemens ne furent pas écoutées; elle oubliera encore moins ce qu'il fallut donner pour payer certains fusils débarqués à Gijon. Je ne conçois pas comment le général Diez Porlier a pu souffrir tant de fourberies. La junte provinciale Basque reçut mille assurances d'un agent anglais, et se décida à écrire, par l'intermède de Wellington, au prince régent. Tout s'est réduit à un ordre expédié à Mendizabal pour qu'il eût à remettre une partie des armes qui appartenaient à sa division. Les habitans de Guipuzcoa se plaignent vivement de ce que les Anglais ont gagné beaucoup d'argent avec leur héros, le berger Jaureguï: j'ai lu quelques lettres où il était question de cette affaire. J'ai vu moi-même, fréquenté, parriculièrement à la Corogne, les agens commissionnés des fameux partisans Mina et Longa: les offres qu'on leur fit ainsi qu'à leurs chefs, surpassent tout ce qu'on peut imaginer. Il n'y eut cependant qu'un petit équipement de fourni, avec quelques armes et une faible quantité de munitions, contre lesquelles il fallut échanger un reçu en forme pour règlement de compte avec le cabinet de Londres. Je partis pour Murcie, laissant les commissaires mécontens du brigadier Dowgler, l'agent anglais

dans cette ville. Pendant mon séjour en Catalogne, je vis un navire anglais qui apportait des millions de notre gouvernement, et quoique notre armée fût dans un grand dénuement, il n'en fallut pas moins payer le fret avant toute autre chose. Après la prise de Lérida, les alliés mirent à notre disposition un certain nombre de fusils pour l'armée de la province, sans que son chef, le marquis de Campo-Verde, en eût fait la demande: peu de temps après arriva à Tarragone mon bon ami l'immortel D. Charles Doyle; il venait demander le paiement effectif de cette fourniture. Ce procédé indigna Campo-Verde et tous ceux qui, comme moi, étaient avec lui: le résultat de cette apparition fut que Doyle s'en retourna chargé de tout l'argent qu'il avait demandé: il laissa la caisse sans moyens pour payer les troupes et satisfaire à d'autres dépenses. Il n'existe pas une province qui n'ait eu des preuves de la conduite intéressée et mercantile des Anglais; tous les partisans qui sont allés les trouver, sont revenus pleins d'espérances; mais jamais elles ne se sont réalisées qu'en échange de beaucoup d'argent. D. Julien Sanchez est le seul qui soit bien servi; mais il est notoire qu'il s'est vendu aux Anglais: ce qui n'empêche pas qu'il n'en ait

été mécontent ; et s'il est vrai que ce patriote avait les fonds à Lisbonne et à Londres, on devine le motif de son dévouement et celui de la générosité britannique : je puis garantir qu'à l'installation de la première régence, les Anglais étaient entièrement payés, et qu'ils n'avaient pas la moindre dette à réclamer.

Si c'est là ce qu'ils appellent de la générosité, plût au ciel que nous n'eussions jamais connu cette vertu si belle des Anglais : il n'est pas facile de vérifier quelles sommes le gouverneur anglais a tirées de nos provinces, où elles ont été considérables et en grand nombre. Les Amériques ont rapporté depuis la révolution jusqu'au 1.er février 1810, de quarante à quarante-deux millions de piastres, suivant le compte du trésorier général D. Vincent Alcala Galiano, qui était employé à cette époque : l'argent qui fut monnoyé dans quelques provinces, s'éleva à des sommes assez considérables. En Catalogne, on a battu monnaie dans quatre villes ; et Valence en a fourni beaucoup. Malgré toutes ces ressources, notre trésor est presque vide, plusieurs divisions manquent d'équipemens, et la solde de la plus grande partie de l'armée est arriérée.

Il est vrai que notre numéraire s'est écoulé

en France ; mais il nous est arrivé beaucoup d'argent de ce pays, et l'on peut croire avec fondement que l'un a compensé l'autre ; enfin, nos ressources pendant la révolution ont surpassé la quantité de monnaie qui circulait en 1807. Or, je le demande, qu'est devenu notre argent? Les Anglais sont nos trésoriers ; leurs dépenses sont quatre fois plus grandes ; ils les couvrent, et il leur reste encore des fonds pour les plus vastes projets : combien d'argent ne leur aurait-il pas fallu pour fomenter la révolution de nos colonies d'Amérique, qu'on leur attribue, et avec tant de raison? pour préparer et soutenir leur guerre actuelle avec les Etats-Unis? pour leur entreprise scandaleuse sur la Sicile? et surtout, pour les subsides des puissances du nord de l'Europe? La proportion de la monnaie d'Espagne avec la monnaie étrangère est en Espagne le rapport du cent à un ; et je dois ajouter, comme une particularité remarquable, que je n'ai pas vu une seule guinée dans le royaume! Telle est donc la générosité anglaise, que sur cinquante pistoles qui se lèvent au milieu de nous, elle en emploie cinq pour nous tromper, vingt pour nous détruire, et garde les vingt-cinq autres pour son trésor ; il ne lui reste plus qu'à in-

troduire en Espagne le papier fédératif du Nord; pour nous laisser sans un sou. Il est vrai que l'argent ne fait pas lui-même la richesse d'une nation ; mais il n'est pas moins vrai que si le numéraire en circulation n'est pas en proportion avec les besoins, la ruine de la société doit s'ensuivre ; et vouloir suppléer au numéraire avec du papier-monnaie; c'est préparer la chute du commerce, faire naître partout la misère et perdre un Etat. Que les Espagnols y prennent garde, une pareille invention consommera notre ruine, déjà si avancée par les coups qui nous ont été portés.

Le mal que l'on a fait à notre marine n'est pas un des moins sensibles. Notre force navale, sous le rapport tant militaire que commercial, fut un des objets importans dont l'Angleterre avait cherché à nous priver; cependant, nos escadres étaient encore respectables, et, réunies à celles d'une autre nation, elles pouvaient en imposer à notre alliée : elles étaient pour celle-ci un obstacle à l'établissement de son empire sur les mers et à ses projets de conquêtes. Le commerce n'était pas exclusif, et le trafic de l'Angleterre rencontrait des obstacles pour s'établir universellement. L'amitié sincère

commandait à l'Angleterre, comme un devoir rigoureux, de favoriser le développement de notre force maritime, comme nécessaire au succès de notre défense ; mais cette prospérité même était pour elle un motif de jalousie, et elle pensait d'avance à la rendre impossible, en affaiblissant notre marine. Le manque de bons officiers et l'augmentation dont notre armée de terre était susceptible par le moyen de nos soldats de mer, furent deux considérations qui entraînèrent notre gouvernement. Le général Valdès, qui connaissait bien ses troupes, fut un de ceux qui accueillirent avec le plus d'empressement l'idée que nos amis venaient de suggérer. Les lumières, la bravoure et la franchise nationales sont des qualités qu'on ne peut refuser aux officiers de notre marine, et cette réunion de forces à notre armée de terre procura à celle-ci des hommes dignes du nom espagnol. Cette disposition laissa nos vaisseaux sans équipages, et nous fit perdre plus de monde que les journées de Trafalgar et du Cap Saint-Vincent. De long-temps on imaginera de moyen plus destructeur de notre puissance ni plus favorable à nos alliés. L'escadre française saisie à Cadix et la nôtre qui mouillait dans le même port, manquaient presqu'en-

tièrement de monde pour mettre à la voile, et leur inaction nous privait d'avantages incalculables. J'ai vu à Carthagène, dans le même état de dénuement, trois bâtimens et quatre frégates de guerre dont les Anglais eurent la bonté de disposer, et dont j'ignore entièrement la destinée. D'autres navires ont eu le même sort au Ferrol et à Cadix, où ils ont été livrés comme appartenant à l'Espagne et comme devant lui être rendus lorsqu'elle les réclamerait. Est-il possible que notre gouvernement soit assez faible pour être forcé de consentir à de semblables mesures?

La prépondérance anglaise est si violente qu'elle abuse de notre situation pour nous retrancher un bras. Je n'espère pas que l'Angleterre nous rende nos vaisseaux, parce que si l'Espagne est victorieuse dans la guerre où elle est engagée, ce serait nous fournir les moyens pour pacifier l'Amérique, conserver nos colonies et la liberté du commerce; toutes choses qui n'entrent pas dans les calculs du cabinet de Saint-James. Si, au contraire, les Français viennent à bout de conquérir l'Espagne, l'Angleterre consacrera comme un droit incontestable la saisie de notre escadre. Dans l'une et l'autre alternative, les alliés deviendront plus forts, et

l'Espagne aura fait de nouvelles pertes. O mes compatriotes, voilà l'utilité de notre alliance ! que le sort nous favorise ou nous accable dans cette guerre, nous sommes déjà condamnés à être victimes.

Quels que soient les évènemens, nous courons le risque de perdre les Amériques, notre commerce et nos richesses. Si notre constitution était la même qu'avant l'époque de la découverte de Mexico et de Lima, cette perte serait supportable ; mais le désordre où nos passions ont plongé l'Espagne, par la dépopulation de son territoire et par l'abus que nous avons fait de l'or et des productions trop recherchées du Nouveau-Monde, a tout changé dans notre situation. Nous ne pouvons nous dispenser d'avoir des escadres ; et si nous n'en avons pas, il faut que nous disions un éternel adieu à nos fidèles et nobles frères de l'autre continent.

Nos descendans profiteront-ils de ce qu'aura fait notre application, notre frugalité, et le changement de notre système? L'espoir en est trop loin de nous, et ne saurait adoucir les maux présens. Cette compensation ne calmera pas la douleur de nos négocians mis hors d'état de continuer leurs spéculations, faute de puissance maritime, et parce

qu'ils seront exposés, soit à l'arbitraire des Anglais, ou à perdre leurs capitaux en Amérique. La génération présente connaîtra les malheurs d'un semblable bouleversement; et l'Espagne, qui avait pu jusqu'à nos jours satisfaire avec tant de facilité les caprices de son luxe, se trouvera sans moyens de pourvoir à ses premiers besoins. Que les alliés continuent donc d'améliorer chaque jour leur système, puisque cela est inévitable pour nous, à moins d'une explosion qui fera trembler l'Europe.

Une décision franche et amicale ou une déclaration de guerre, voilà ce qui nous reste. Nous vivons dans l'incertitude de l'évènement; mais bien convaincus que la victoire et la défaite sont aussi à craindre l'une que l'autre pour l'Espagne, il est important d'examiner avec impartialité lequel de ces deux malheurs serait le moindre, et de choisir: l'alliance des Anglais est pour nous une source de calamités dont il est impossible de prévoir la fin. La plus grande partie de nos capitaux passe en Angleterre sur les vaisseaux de cette nation: il ne nous est pas permis d'embarquer trois régimens; c'est cette nation qui nous fournit les denrées coloniales, et le jour où il lui plaira d'empêcher nos relations ma-

ritimes, elles cesseront, et la correspondance même sera interceptée. On sent les funestes conséquences d'une force aussi extraordinaire; notre dépendance ne peut être plus grande, ni notre abattement plus profond. La liberté n'est qu'apparente, et rien n'est plus réel que la servitude; nos sacrifices sont sans nombre; mais notre misère est extrême, le gouvernement précaire, l'armée sans vigueur, le peuple accablé, et toute la nation avance rapidement vers le gouffre du néant.

Comment l'auteur du *Vœu* pourra-t-il accorder ce qu'il avance avec les faits que je viens de citer? Son esprit décidé en faveur de l'Angleterre a besoin de rentrer en lui-même, de prendre du calme, et de réfléchir de sang-froid sur ces vérités. Il cessera alors de dire aussi hardiment que notre situation, qu'il croit heureuse, est due à l'Angleterre, puisque c'est le contraire qu'il faut soutenir. Loin d'avoir été ruinée, la coalition a eu pour elle des avantages qu'elle n'aurait pu espérer par deux siècles d'efforts persévérans; ses travaux ont obtenu une énorme récompense; elle a été complètement secourue, et ne peut nier que ses services n'aient été bien payés: le parlement britannique, Wellington et tous

les Anglais, pourront en parler comme bon leur semblera. Nous autres Espagnols, qui avons pour nous la conviction, nous rendrons justice à qui de droit.

L'on nous menace de la retraite du général anglais; misérable expédient ! De bonnes têtes s'arrêteront-elles un moment à ces impertinentes puérilités? ne sont-ce pas là des craintes ridicules, incapables de faire impression, même sur des enfans? Nous savons trop que Wellington et son armée n'abandonneront pas ainsi la lutte : leur intérêt, mais non celui de l'Espagne, les retient dans les Pyrénées; ils craignent notre réveil, et que nous ne retrouvions notre vigueur naturelle; car alors ils ne seraient plus que de simples alliés, et non des maîtres. Que le ton et l'assurance de la dignité nationale renaissent donc au milieu de nous; répondons avec franchise au cabinet de Londres; que notre armée et notre marine recouvrent enfin leur indépendance; disons sans détour aux Anglais qu'ils peuvent s'en aller quand ils voudront; mais je suis bien sûr qu'ils ne songeront ni à se retirer, ni à renoncer à leur projet. *Ils combattent pour leur interêt; et pourvu qu'ils n'agissent pas contre ce qui a été arrêté dans le cabinet de Londres, ils se bat-*

tront, fallût-il se laisser commander par un sergent espagnol. Sachons, qu'ils nous ont assez long-temps menacés de nous abandonner; il est temps de signaler cette absurde politique.

L'Espagne a trop d'honneur pour vouloir qu'une nation alliée périsse pour elle dans la misère; sa droiture et sa générosité ne lui permettront jamais de laisser l'Angleterre se perdre pour sa cause; que nos alliés s'en retournent donc; car notre nation aime mieux tomber sans déshonneur dans la servitude, que d'exposer, d'une manière infâme, le sang, les vaisseaux, l'or, et les ressources de la Grande-Bretagne : peu nous importe de périr, si nous laissons un souvenir honorable; l'univers rendra justice à l'Espagne, et approuvera qu'elle ait préféré les chaînes de l'esclavage au danger de perdre sa dignité, et d'exposer le salut d'une puissance alliée. Les coups ont été déjà si terribles, et en si grand nombre, qu'il est impossible de résister plus long-temps : on s'est fait une trop longue violence; la patience touche au terme d'une entière justification; elle s'épuise, et les insultes font un devoir de le dire. Pour moi, j'aime mieux que l'Espagne résiste avec ses propres forces, et qu'elle perde, s'il le faut,

jusqu'au dernier de ses hommes, plutôt que de la voir dépendre d'un allié qui, après nous avoir anéantis pour son propre agrandissement, nous outrage avec autant d'imposture que d'insolence; mais avant qu'elle se mette en marche, je veux lui apprendre quelle gloire ses armes ont acquise.

Il ne manquait plus à l'Angleterre que de figurer sur le continent d'Europe : la constitution du Hanovre lui donnait bien une espèce de représentation dans la constitution ancienne de l'empire germanique; mais cette faculté ne l'éleva jamais au rang des plus petits états de l'Allemagne; depuis notre révolution, elle est arrivée à un degré de puissance inattendu; elle a dans la Péninsule une armée nombreuse, disciplinée, bien pourvue, et qui nous fait la loi, en tenant tête à la France. Cet agrandissement monstrueux a inspiré au cabinet britannique la pensée de se constituer l'arbitre des affaires générales. A qui l'Angleterre doit-elle cette élévation et cette influence? C'est nous qui avons favorisé ce développement, et qui lui avons procuré l'ascendant qu'elle a pris dans tous les cabinets. L'or de l'Espagne a servi à confédérer le nord; sa marine, au transport de tout ce qui a été nécessaire; et c'est nous aussi qui

lui avons fourni une force effective et bien réelle.

Quelle espèce d'hommes composent l'armée anglaise? Son état, lors de la bataille de Talavera, n'offrait qu'un petit nombre d'Anglais; le reste était composé d'Irlandais, d'Ecossais, d'Allemands et de Hollandais. Ses forces ayant été réduites dans cette bataille, et sa retraite s'étant effectuée en Portugal, le corps que nous connaissons y fut organisé. Comment se fit cette opération? Les prisonniers amenés par nos partisans, ceux de l'armée et tous les déserteurs qui se présentèrent, voilà les élémens de cette grande masse qui nous opprime. Le sang des braves Espagnols, prodigué le plus généreusement, a servi à obtenir ce résultat. C'était le canon espagnol qui se faisait entendre; et la séduction travaillait pendant nos combats. L'Espagne entière faisait des sacrifices pour affaiblir l'ennemi, pendant que les Anglais, tranquilles en Portugal, en recueillaient le fruit: de toutes parts arrivaient des gens qui avaient été faits prisonniers, ou des volontaires; ceux-ci étaient incorporés dans l'armée anglaise; ceux-là étaient visités dans ses dépôts; et ses agens disposaient de ceux que les bannières anglaises épouvantaient moins que l'état déplo-

rable où ils étaient réduits; ceux qui étaient conduits en Angleterre aimaient mieux se battre que d'éprouver de barbares traitemens. Tel a été le sort des garnisons françaises de Saint-Sébastien et de Pampelune, après la prise de ces deux places. Dans ce plan d'organisation connu de tout le monde, les alliés firent entrer les Portugais sur le pied où ils sont maintenant; ils voulurent aussi avoir sous leur commandement vingt mille Espagnols qu'ils devaient soudoyer. Telle est la manière dont ils ont formé une armée respectable.

Nous sommes tellement stupides, que, sans y penser, nous avons créé nous-mêmes la force qui nous écrase, en faisant de notre alliée une des premières puissances contractantes : notre aveuglement et notre défaut d'énergie sont si grands que nous mettons entre les mains des Anglais tout ce que nous avons acquis au prix de nos sueurs, au lieu de le faire servir à recouvrer notre indépendance ; et cette triste concession n'aura d'autre effet que de nous livrer plus tard aux attaques de nouveaux ennemis. ¡Avec quelles intrigues l'Angleterre voit sa politique devenir de jour en jour plus respectable appuyée sur nos ressources! elle ne pourra

pas dire qu'elle ait exposé et perdu ses enfans pour la défense de notre liberté. Réduite auparavant à n'avoir d'influence que par la voie des négociations, elle parle aujourd'hui les armes à la main, parce que nous lui avons fourni des soldats; elle n'est pas en état de nous payer ce service; il est vrai qu'avec les moyens de s'acquitter elle n'en serait pas mieux disposée à faire son devoir.

Analysons les hautes opérations de notre alliée et les importantes victoires de ce général anglais qui par ses grands talens s'est élevé, (à ce que dit l'auteur du *Vœu d'un patriote*) à la hauteur des grands hommes de son siècle; portons la lumière sur les événemens, et voyons ce qu'il en est. Après la bataille de Talavera, livrée le 29 juillet 1809, ce général se retire en Portugal, où il se contente d'augmenter ses forces et d'être simple spectateur de nos désastres, jusqu'à ce que le général Masséna vient le forcer de se mettre en mouvement.

Pour se faire une juste idée de sa conduite, il est bon de se rappeler quelques événemens postérieurs à la bataille de Talavera, et qui appartiennent à la même armée. Le maréchal Suchet faisait tous ses efforts pour conserver l'Aragon, et nous étions

maîtres en Catalogne, de la place de Girone assiégée depuis le 4 mai : notre armée du centre, réunie à *Despeña-perros*, et composée de celle de la Manche et de la presque totalité de celle de l'Extremadure, comptait près de soixante mille soldats complètement organisés et équipés; Alburquerque envoyait en Extremadure un corps de douze à quatorze mille hommes; le duc del Parque disposait d'un corps de trente à trente-quatre mille hommes, qui avait pris le nom d'armée de gauche. Le maréchal Soult, avec Mortier et les autres généraux, offraient un effectif égal à celui du duc del Parque, mais qui s'étendait du Duero au Tage: le maréchal Victor (concentré dans Madrid, la Manche et la province de Tolède avec une partie de Guadalaxara) n'en avait pas autant. Dans cet état de choses, Parque attaqua l'ennemi à Tormes, le 19 octobre, avec tant d'avantage, qu'il le poursuivit jusqu'à Salamanque en lui causant beaucoup de perte.

Pourquoi Wellington n'accourait-il pas d'Almeida avec son armée, égale ou supérieure à la notre? Si, réduits à nos propres forces, nous pûmes vaincre, que n'aurions-nous pas fait s'il eût été avec nous? l'ennemi

devait être battu: or, comment aurait-il effectué sa retraite ? s'il l'avait exécutée par la droite du Duero, il s'exposait à une charge qui lui aurait fait perdre la moitié de ses troupes avant d'être à Burgos, sans pouvoir troubler notre marche sur Guadarrama et Somosierra. Si nous avions formé un demi-cercle avec Alburquerque et Areizaga, Victor, au lieu de se battre, ne devait songer qu'à revenir sur la droite de l'Ebre, en nous abandonnant Madrid, qui fut devenu le point de réunion de nos quatre armées. Cette force de cent trente mille hommes au moins, ne devait plus trouver de résistance; elle pouvait marcher sur l'Aragon ou la Rioja; par une conséquence immédiate de ce mouvement, nous n'aurions pas perdu la bataille d'Ocaña, première cause de tous nos malheurs; Masséna aurait trouvé sur l'Ebre ce qu'il rencontra en Portugal : peut-être qu'Astorga, Ciudad-Rodrigo, Almeida et Badajoz n'eussent pas vu le feu dans leurs murailles.

Tous ces avantages dépendaient de l'armée anglaise; mais elle ne jugea pas à propos de les procurer à l'Espagne. Wellington se tint tranquille, et ne vit notre position qu'avec indifférence; notre armée de gauche réclama

son secours, et il répondit qu'il n'avait pas d'ordre de son gouvernement pour quitter le Portugal et entrer en Espagne.

Toute autre nation que la nôtre se serait convaincue dans cette circonstance, de l'esprit et de la duplicité des Anglais, sans attendre des réponses claires et précises sur leurs véritables intentions, et jugeant par un seul fait, de leur respect ou de leur mépris pour notre alliance. Je fis observer moi-même au gouvernement une conduite qui méritait une si sérieuse attention. Notre pusillanimité et notre excessive déférence ne nous permirent pas de prendre des mesures aussi énergiques que notre position l'exigeait; nous perdîmes du temps, et les Anglais virent notre ruine. Parque ne put avancer; Alburquerque n'était point assez fort pour faire résistance; et Areizaga seul se dirigea par la Manche. Sur ces entrefaites, le maréchal Soult remonta le Tage, et, commandant en chef toutes les forces, défit en une heure notre belle armée du centre, rendant son nom immortel par ses savantes manœuvres, dans les champs d'Ocaña. Il est vrai que Areizaga se conduisit en brave soldat plein de bonnes intentions, mais non pas comme un général capable de conduire au combat

soixante mille hommes. Si Wellington s'était réuni à Parque, le 19 octobre, le maréchal Soult n'aurait pas marché sur Madrid, ni gagné le bataille du 19 novembre. L'affaire de Talavera était trop récente pour que Wellington ne craignît pas avec Parque ce qu'il avait craint de la part du vieux Cuesta; ses vues étaient aussi personnelles en octobre qu'elles l'avaient été en juillet, et il trouva les mêmes inconvéniens à se réunir à notre armée: ce qu'il y a de vrai, c'est que son inaction nous perdit; il vit détruire notre meilleure armée, celle de Castille s'affaiblir, et les Français pénétrer à Chiclana, profondément tranquille jusqu'à l'arrivée de Masséna, qui le tira de son inaction.

La campagne de Portugal depuis le printemps de l'année 1810 jusqu'à celui de 1811, à été le théâtre des faits si vantés de Wellington; toutefois je ferai quelques observations, afin que l'on puisse bien juger si ce général est aussi habile qu'on l'a dit, ou si les évènemens sont dus à d'autres causes. Celui qui a porté le plus haut l'armée de Masséna, l'a supposée de cent sept mille hommes; mais il est bien prouvé qu'elle ne s'élevait pas au-delà de quatre-vingt mille soldats. Cette masse se trouva affaiblie considérablement

lorsqu'il en eut été détaché vingt-cinq mille hommes destinés à nettoyer le pays depuis Burgos, Santander, les provinces Basques et la Navarre, jusqu'à Ségovie. Deux autres colonnes de cette armée étaient employées à protéger les convois. Après la prise d'Astorga et la jonction de Junot, toutes les forces de Masséna, devant Ciudad-Rodrigo, ne s'élevaient pas à cinquante-cinq mille combattans. Les places d'Almeida et Ciudad-Rodrigo avec l'entrepôt de la Conception nous offraient l'avantage pour livrer bataille. Pourquoi Wellington ne demanda-t-il pas notre armée pour arrêter et affaiblir Masséna? Le gouverneur Errasti fit la plus glorieuse résistance et se maintint au milieu d'un feu épouvantable pendant soixante jours. Nous voulûmes secourir la place; le maréchal de camp Mendiri résolut d'y pénétrer, plein de confiance dans la parole que lui avait donnée la Romana que la ville serait secourue. Nous pouvions avoir un quart de combattans de plus que l'ennemi, qui ne se serait pas engagé sans avoir un nombre égal d'assiégeans. Wellington, inébranlable dans son système, ne jugea pas à propos d'exécuter un mouvement, persuadé qu'il serait temps de le faire en Portugal. La place se rendit et

Wellington se trouva en danger de périr avec toute son armée. Le gouverneur d'Almeida, révolté de l'inactivité de Wellington, et voyant l'abandon où on avait laissé Ciudad-Rodrigo, les efforts qu'elle avait faits et ce qui lui était arrivé, prit le parti de préserver Almeida d'un grand malheur en faisant la capitulation que tout le monde sait. Nous ne pouvions comprendre le vertige du général anglais, qui ne découvrait pas le seul moyen qu'il eût de se sauver. Cet homme, irrésolu pour le plan et l'attaque, retranché derrière des places fortes avec la probabilité d'une chance heureuse, commit la faute impardonnable de paraître dans la plaine avec son armée; si l'ennemi avait pu charger avec vigueur, il ne se sauvait pas un seul homme de l'armée de Wellington. Masséna fit avancer une division d'infanterie avec deux ou trois régimens de cavalerie. Cette poignée d'hommes incommoda extraordinairement les Anglais, qui ne durent leur salut qu'à l'impossibilité où le maréchal se trouva d'agir.

Dans ces affaires, on ne voit briller que bien faiblement les talens militaires si vantés du général anglais; les officiers subalternes connaissaient la force combinée des deux armées, les renforts qu'elles auraient pu rece-

voir, appuyées sur deux places, et notre avantage sur les forces disponibles de l'ennemi. Pourquoi donc Wellington ne mit-il pas les momens à profit? je répète que la Romana était prêt; si Wellington ne conçut pas l'importance de cette position, il est en arrière des connaissances militaires; s'il la comprit et ne voulut pas en profiter, il sait, et son gouvernement aussi, les motifs de son inaction; mais personne ne l'excusera d'avoir offert la bataille en rase campagne après la perte de deux forteresses et sans le concours de notre armée. Son gouvernement n'est ni assez ignorant ni désintéressé au point de lui avoir donné l'ordre de faire une tentative qui exposait son armée à une déroute inévitable si Masséna avait pu déployer son activité. Concluons de là que le général anglais commit une grande imprudence dans cette journée, ou qu'il n'est pas capable de commander. Pour moi, je ne puis croire que cette affaire lui fasse beaucoup d'honneur dans l'histoire.

Wellington revint à lui, et, jugeant mieux sa position, il prit la route de Lisbonne. Je ne garantirai pas que la division se soit mise entre les maréchaux Masséna et Ney, et le général Junot; mais on ne peut douter qu'ils aient eu à souffrir horriblement de la faim

et des maladies. Wellington, qui avait montré si peu d'empressement à se réunir aux Espagnols, et qui avait vu nos défaites de sang-froid, changea d'idée ; il parut se dépouiller de ce caractère de majesté qui avait jusqu'alors affecté tant de mépris pour ses alliés : il nous appela avec instance auprès de lui : et nous, toujours fidèles, ou plutôt toujours imprudens, nous courûmes à son secours sans en calculer les conséquences. Le bon accueil fait à la Romana a eu pour témoins tous ceux qui accompagnaient le respectable marquis, et nous pouvons l'attester. Les acclamations dont ce général espagnol était l'objet, n'étaient pas un concert propre à flatter Wellington ; mais il a le tact et la réserve qui font mépriser un pareil devoir. Cette opération est celle qui a le plus exposé le sort de notre patrie. L'armée anglo-portugaise était assez forte pour la guerre défensive qu'elle faisait dans ses lignes, et il était inutile d'y employer nos soldats.

Quel était donc le but de Wellington dans l'appel qu'il fit à notre armée ? il espérait tout d'une guerre des subsistances, et il eut soin de dévaster tout le pays plusieurs lieues à la ronde. Que le duc de Ciudad-Rodrigo me permette de lui rappeler l'observation que

fis à notre général la Romana : « Si Masséna
[illegible] songeant à attaquer les lignes, avait ravagé
» la moitié du Portugal pour tourner ensuite
» ses armes contre la Galice par une contre-
» marche sur le Tage et la Guadiana ; quand
» la peste et la famine auraient-elles détruit
» son armée ? La province la plus riche et la
» plus peuplée de l'Espagne tombait entre
» ses mains ; Badajoz, Yelves, Olivenza et
» Campo-Mayor eussent été emblées, et
» il nous eût été impossible de marcher sur
» l'Aguéda, faute de vivres, de transports,
» et par l'opposition d'une puissante armée. »
Malgré ces considérations, nous sacrifiâmes ce qui nous restait de forces, aux transes de l'armée anglaise : le maréchal Soult vit abandonner Badajoz et les autres places de la province ; il réunit ses forces disponibles, et s'en empara ; et s'il avait pu s'éloigner de l'Andalousie, il eût couru tout le pays de la gauche du Tage, attaquant nos divisions qui retournaient en Extremadure. Il est inconcevable qu'on ait laissé dans le pays une simple poignée de soldats commandés par Mendizabal, qui se vit exposé à un péril auquel il ne tarda pas de succomber.

La gauche du Tage se trouvant à découvert, les maréchaux pouvaient passer faci-

lement le fleuve, et fournir des vivres à l'armée de Masséna qui était alors en état d'exécuter une invasion. Si l'on suppose que l'armée Anglo-Portugaise suffisait pour la défense des lignes; puisqu'on voyait l'opiniâtreté du général français, et qu'on était sûr que Soult était en Andalousie ¿ pourquoi, avec le projet de faire mourir de faim l'armée française, le marquis de la Romana ne fut-il pas chargé d'occuper la droite du Tage et les rivières de l'Aguéda ? il ne serait pas passé un seul convoi d'Espagne en Portugal, et en peu de jours on eût fait plus qu'en cinq mois. Si D. Julian Sanchez réussit avec sa brigade à couper tant de vivres et de munitions, la Romana avec son armée n'eût pas laissé passer un sac de farine. Soult devait échouer devant Badajoz, avec un corps aussi faible que le sien, ou du moins cette prise lui eût-elle coûté beaucoup de monde.

Il me semble que Wellington ne fit pas preuve dans cette circonstance, de l'habileté qui distingue un bon général; avec un talent médiocre on découvre les défauts de son système de guerre, et pour trouver les moyens qu'il fallait employer pour assurer d'abord la défense et préparer ensuite l'attaque. L'opération du général anglais fut la plus

irrégulière qu'on puisse concevoir ; elle est condamnée par tout ce qu'il y a de militaires instruits, malgré l'avantage qu'elle a procuré aux Anglais en nous ruinant et en assurant leur prépondérance au milieu de la Péninsule.

Quant au motif qui porta Wellington à nous appeler auprès de lui, il n'est pas difficile de le deviner. Il craignit que Masséna n'eût l'audace de forcer ses lignes ; il lui fallait donc des Espagnols, et des Portugais, pour soutenir les assauts dans les forts et les retranchemens, pendant que, cherchant son salut vers la mer, il eût ramené ses Anglais sur les embarcations, qui l'attendaient ; il nous eût laissés dans les postes pour mettre bas les armes et passer sous les fourches caudines ; il eût sauvé ses troupes et son argent. Plan admirable et vraiment digne de la Grande-Bretagne !

N'est-il pas bien juste d'appeler notre sauveur celui qui, pour ne pas compromettre la vie de ses soldats, laisse nos places sans défense, rend inutiles plusieurs de nos divisions, et expose toute notre armée ? Telles [illegible] les conceptions sublimes de nos alliés ! Voilà le bien que nous réservaient la politique anglaise et le talent de l'honorable

Lord. Tant d'humiliations, de sacrifices et de pertes causées par le système tortueux des Anglais, me firent prendre le parti de les quitter ; mon ame désespérée de trouver en eux si peu de droiture, a souffert en silence, jusqu'à ce que l'auteur du *Vœu* l'a forcée de parler. Plût-à-Dieu que les Espagnols fussent bien pénétrés de ce qu'ont été nos amis!

Quelques-uns de leurs triomphes pourraient être comparés à ceux d'un homme robuste qui lutte contre un nain : La bataille de Salamanque, tant célébrée, a prouvé que les talens de ce général sont loin de ce degré de supériorité qu'on leur suppose: Wellington expédia l'ordre à Mendizabal d'attaquer les corps français de son district, pendant qu'avec une armée trois fois plus nombreuse, il se proposait de livrer bataille. Le maréchal Marmont fut blessé au commencement de l'action, et pendant trois quarts d'heure son armée se battit sans général en chef. Il n'est pas très difficile de remporter une victoire avec trois fois plus de monde que l'ennemi ne peut en mettre en ligne; et Wellington put découvrir dans le désor de l'ennemi le moment décisif pour s déroute.

L'espoir général de détruire complètemen

l'armée de Marmont acquit une nouvelle force, lorsqu'on la vit dispersée et presqu'en fuite jusqu'à l'Ebre. Le duc de Ciudad-Rodrigo n'avait pas à balancer, et devait la poursuivre et ne pas lui permettre de se rallier; et cependant, il se dirigea sur Madrid. Nous vîmes qu'il ne voulait pas détruire l'ennemi, ou qu'il ne savait pas profiter des circonstances toujours si utilement employées par ces partisans que l'auteur du *Vœu* a jugés si dignes de son mépris.

Tout autre que Wellington aurait mieux tiré parti du moment : mais l'idée d'entrer en libérateur dans la capitale de l'Espagne, lui fit tourner la tête ; nous crûmes d'abord qu'il avait le projet de détruire ou faire prisonnier le corps français de l'Andalousie; depuis le 22 juillet jusqu'au 27 août, il aurait pu empêcher le maréchal Soult de sortir de cette province.

C'est en vain qu'on accuse ici le général Ballesteros, quand il est notoire que cette opération dépendait des Anglais, leur armée occupant tous les points depuis la Sierra de Segura jusqu'à l'Almaden, et s'étendant vers l'Andalousie par la ligne de Cordoue à Huescar, sa gauche appuyée sur notre armée de Murcie. Dans le cas où le maréchal Soult

aurait fait sa retraite par le royaume de Grenade, comme cela arriva, il était impossible qu'il ne fût pas mis en déroute ou fait prisonnier: cette expédition ne fut pas tentée. On ne fit rien, parce que Wellington ne le voulut pas; on n'aperçut pas l'importance de ce mouvement. Son ignorance empêcha le coup le plus décisif à l'époque même où Napoléon commençait à éprouver ses plus grands désastres; ce fut dans le même temps que les nouvelles de Russie et d'Espagne arrivèrent à Paris.

Lord Wellington aima mieux annoncer officiellement à sa Cour qu'il avait fait brûler la manufacture de porcelaine de Madrid: héros digne de l'Angleterre! il se contente de notre perte; la France et lui y trouvent à gagner. O malheureuse Espagne! La bataille de Salamanque que ton gouvernement appelle *mémorable*, l'est et le sera éternellement, moins pour la perte que tu fis dans le Retiro que par l'esprit indigne que firent éclater tes alliés, en voyant les flammes dévorantes, et en publiant officiellement une action aussi honteusement barbare. C'est une couronne d'épines et non de lauriers qu'il faut donner à ce fameux général; et si les Français, dans le mois de novembre, avaient marché par

autre chemin, Wellington serait retourné dans son île, ou serait tombé entre les mains des Français. Il s'en faut bien que je trouve des connaissances militaires dans cet homme; certains évènemens fortuits bien connus l'ont favorisé.

Lorsque déjà nos soldats et nos habitans avaient affaibli l'armée française, et qu'au prix de leur sang il ne restait plus qu'une poignée d'ennemis, on a vu Wellington recueillir le fruit d'une facile victoire; onze millions d'ames exaspérées sacrifiant tout ce qu'elles avaient, ont procuré la victoire à ce général.

Wellington aura peut-être un jour à se mesurer avec les Français sans nous et à nombre égal de soldats de part et d'autre; nous verrons alors ce qu'il faut penser de ses talens si vantés par ses amis. J'observe que ses progrès sont fort lents de l'autre côté de Bidasoa: c'est que l'Espagne n'est point pour lui préparer des lauriers.

Je n'oublierai point son arrivée sur l'Ebre. Une petite armée ennemie, cernée à Vitoria, mise en désordre, poursuivie par la peur, embarrassée dans son matériel et ses équipages, aurait pu être attaquée par la droite bien assurée de Wellington, et c'était le moment favorable pour mettre tous ses corps

en déroute; mais notre généralissime laisse échapper l'ennemi, et se contente de faire ramasser le butin qu'il a abandonné.

On a vu toutes sortes d'applications de cette grande tactique, lorsque les Français ayant pris leur direction par la vallée de Burunda à Pampelune, Ronces-Valles, et Saint-Jean de Pied-Port, Wellington se dirigea sur les mêmes points. Pourquoi ne prit-il pas le chemin royal de Tolosa à Irun? qui l'en éloignait? Il n'y avait qu'un corps de huit mille Français depuis Vitoria jusqu'en France, chargé d'accompagner une multitude de chariots, de malades et d'Espagnols de leur parti. Wellington aurait dû annoncer lui-même en personne aux Français la déroute de Vitoria. Mauvais géographe, mauvais politique, et général plus mauvais encore, tel se montra le duc de Ciudad-Rodrigo dans cette journée: le chemin le plus commode et le plus court lui permettait de pénétrer inopinément en France, de surprendre le pays, de changer l'opinion publique, de ruiner une armée en déroute et étourdie de voir son ennemi aux portes de Bayonne; il eût pu bouleverser la moitié de la France, en se dirigeant, comme il le devait, sur Bidasoa.

Tel est le guerrier si prôné de la Grande

Bretagne, que nous avons jugé à propos de nommer généralissime. Il y a peu de nos généraux qui eussent manqué de profiter des occasions décisives dont je viens de parler. Que l'on examine de sang-froid leur mérite et celui de Wellington, et qu'on prononce avec impartialité: je suis persuadé que nous possédons des généraux meilleurs maîtres que lui dans l'art des batailles; c'est une chose déplorable de voir cette préférence accordée à un étranger moins distingué par ses talens, et qui n'a d'autre titre que le pouvoir plus étendu dont il est investi. Sa politique et son ambition se sont montrées avec audace. Demander le commandement de nos troupes; mettre à leur tête un Anglais; confier nos armes, cet unique instrument de notre indépendance, à un étranger moins propre au commandement que plusieurs généraux de la patrie; c'est là le dernier terme de la dégradation pour l'Espagne, et l'insolence la plus excessive de la part de l'Angleterre. Ces nouveaux Carthaginois peuvent se vanter de nous fouler plus impunément encore que les anciens; leur conduite frauduleuse, despotique, intéressée et tyrannique, a commencé à Lisbonne, et a eu pour dernier terme, le pillage, l'incendie, les assassinats et les autres horreurs

de la malheureuse ville de Saint-Sébastien. Nous ne perdrons jamais la mémoire des maux que les Français nous ont causés; mais nous mettrons sur la même ligne les Anglais, en nous rappelant qu'ils étaient nos amis, et les autres nos ennemis ; et la postérité jugera laquelle des deux nations fut la plus infâme.

Voilà ce qu'on peut dire de l'alliance que les deux nations avaient jurée, et des triomphes exagérés du lord Wellington. La Grande-Bretagne a influé sur la division qui s'est mise entre les provinces et les généraux; elle a oublié ce qu'elle devait à son honneur; elle a intrigué avec notre gouvernement pour désunir les bons patriotes, et a vu couronnés d'un plein succès ses projets scandaleux sur nos places, nos escadres, nos soldats, notre commerce, et notre régence. Sa politique nous a forcés de sacrifier nos trésors, nos armées, nos villes, et des royaumes entiers, pour s'agrandir à nos dépens ; elle nous a réduits à une humiliation profonde, d'où nous ne pourrons sortir que par une résolution des puissances étrangères; notre indépendance n'est plus rien, puisque notre sort est entre les mains de la France ou de l'Angleterre; nous n'avons plus ni existence ni pou

voir, ni ressource, parce qu'elle a été donnée à l'Angleterre, qui tient aujourd'hui en Europe la place que nous y occupions autrefois. Le général anglais apprendra que ses talens militaires son fort au-dessous de l'opinion; et il faudrait oublier Lisbonne, Almeida, Salamanque, Madrid, Vitoria et les Pyrénées, pour avoir moins de choses à lui reprocher. Monstrueuse conduite que celle des Anglais, qui font des victimes tous ceux qu'ils veulent protéger! Mais, quel sera le dernier coup des Anglais? seront-ils capables de nous délivrer de la France? C'est la solution de ces problêmes qui doit fixer notre sort, et le temps éclaircira tout pour l'Espagne.

Note. Si l'on retranche de cette pièce ce qu'on y dit de l'enthousiasme de la nation espagnole et de la valeur que ses troupes ont montrée dans plusieurs circonstances, tout le reste est juste et incontestable: mais, ces évènemens avaient été prévus par ceux qui reconnurent la Constitution de Bayonne; ils jugèrent que la guerre et l'alliance de l'Angleterre ne suffiraient pas pour nous faire éviter la domination française: et qu'il en résulterait ce que nous voyions, c'est-à-dire, les maux qui sont inséparables de toute guerre, et ceux que nous causeraient les Anglais avec leur qualité d'alliés. L'impossibilité de résister à la France s'est définitivement confirmée par l'évènement même qui sem-

blait devoir la détruire ; puisqu'il a fallu pour obtenir cette indépendance, que l'hiver de 1812 arrivât deux mois avant l'époque ordinaire, et que Bonaparte refusât d'accepter la paix qui lui fut offerte à Dresde en 1813, et dont une des conditions fut qu'on laisserait à son frère Joseph l'Espagne, s'il abandonnait l'Italie et la rive droite du Rhin : Si Bonaparte eût accepté, tiendrait-on aujourd'hui le langage que l'on fait entendre à Madrid ?

N.° CXXXVIII.

Lettre du marquis Caballero, du 15 *mai* 1805, *à l'auteur de ces mémoires.*

M. D. Jean Nellerto : monsieur et cher ami, j'ai lu les Mémoires que vous avez écrits et publiés pour servir à l'histoire de la Révolution d'Espagne, et connaissant la franchise de votre caractère et votre amour pour l'exactitude des faits, je ne puis me dispenser de vous adresser cette lettre pour en rectifier deux très-importans, dont l'un pourrait compromettre mon honneur, et que par conséquent je ne puis laisser passer sans réclamation en ajoutant quelques observations sur la note

de la page 164 du tom. 2, et j'espère que vous ne le trouverez pas mauvais.

Dans le tom. 2, pag. 145, on lit ce qui suit : « Quant à la question de savoir si la ré-» volution d'Aranjuez fut dirigée ou non avec » l'intention de dégoûter Charles IV du » trône, je citerai comme digne d'avoir sa » place dans l'histoire, un fait qui a été ra-» conté par le marquis Caballero, ministre » de Grâce et de Justice, et l'un des con-» fidens de tous les évènemens extraordi-» naires et secrets qui arrivaient dans le sein » de la famille royale. Le marquis raconte » que le premier tumulte d'Aranjuez ayant » eu lieu dans la nuit du 17 au 18 mars, et » personne ne sachant dans la matinée du » 19 ce qu'était devenu le prince de la Paix, » chacun croyant au contraire qu'il s'était » enfui secrètement, les capitaines des gar-» des du corps, le comte de Villariezo, le » marquis d'Albudeyte, celui de Ruchena, et » je ne sais qui encore, se trouvèrent avec lui » le 19 au matin, et lui dirent que le soir » ou la nuit de ce même jour, il y aurait un » second mouvement plus sérieux que le » premier. Le marquis Caballero (qui avait » approuvé ce qui s'était passé, pour faire re-» noncer au voyage de Séville et pour éloigner

» du timon des affaires le prince de la Paix)
» dit alors : *Comment, Messieurs ! ceci est tout*
» *autre chose : et pourquoi ce second mouve-*
» *ment? il me paraît qu'il est dirigé contre*
» *leurs majestés ; qu'il n'en soit pas question,*
» *je n'en veux pas venir jusque là ; et il faut*
» *l'empêcher, s'il est possible.* Les capitaines
» des gardes dirent : si quelqu'un peut l'em-
» pêcher, c'est le prince des Asturies ; si le
» prince ne l'arrête, il est inévitable, parce
» que tous les ordres ont été donnés pour
» qu'il ait lieu. Le marquis se rendit alors
» auprès du roi et de la reine, leur raconta
» la conversation à laquelle il venait d'assis-
» ter, et leur conseilla de mander le prince.
» Ils le firent : lorsqu'il fut arrivé, ils lui
» apprirent ce que les capitaines avaient dit :
» le prince répondit qu'il ne savait rien. La
» reine (*ajoutez-vous*), dans sa lettre du 26
» mars, s'exprime d'une manière qui se rap-
» porte à cette circonstance ; et toutes les
» lettres de Charles IV, et de son épouse (de
» même que la relation du général Monthion,
» et d'autres que je trouve dans cette collec-
» tion de documens justificatifs), contiennent
» des articles fort clairs, qui ne confirment
» pas seulement la verité du récit du marquis
» Caballero, mais fournissent encore d'abon-

» dans matériaux pour l'historien qui voudra
» prendre sur lui de raconter ce qu'il saura
» de cet évènement. »

Sans doute, vous m'avez entendu quelquefois raconter cette affaire, et comme ce sont ici des choses confiées à la mémoire, il n'est pas étonnant que vous en ayez oublié une partie, et surtout que vous ne les ayez pas rendues dans toute l'exactitude avec laquelle *elles ont été racontées ; et si l'historien qui se chargera d'écrire l'histoire de la révolution d'Espagne n'a pas d'autres antécédens du fait en question que le propos que vous me prêtez, et ce qu'en contiennent les lettres du roi et de la reine, dans la relation du général Monthion, il ne pourra se dispenser d'établir (entre autres choses dont je ne dois pas parler ici) que j'eus part au mouvement de la nuit du 17 au 18 mars, de même que le prince des Asturies ;* mais à l'égard du premier fait, je dois vous déclarer, ainsi qu'au public, qu'il est faux; c'est ce que j'ai prouvé dans la réclamation insérée dans le Moniteur, du 19 mai 1808, pour répondre à ce que Monthion avait publié dans le même journal du 3 de ce mois, et que vous avez copié pag. 32, tom. 2. Quant au second fait, je n'ai pu alors ni ne puis aujourd'hui le regarder comme certain ; je

le crois, au contraire, sinon impossible, au moins fort invraisemblable. Leurs majestés furent trompées par les récits exagérés que des malveillans (espèce d'hommes qui n'est pas rare à la cour) leur firent de ce qui se passait; mais la vérité finit par triompher et par dissiper tous les nuages dans lesquels les ames basses et adulatrices s'efforcent de l'envelopper.

Pour ce qui me concerne, il est certain que je ne me suis jamais inquiété où était le prince de la Paix, D. Manuel Godoy. Je regarderai toujours cet homme comme la première cause de tous les malheurs de l'Espagne. Il avait cessé d'être en faveur lorsque je fus appelé au ministère de Justice et de Grâce; mais étant bientôt revenu à la cour, ayant repris plus d'ascendant que jamais, je me vis engagé dans une lutte continuelle avec lui. Je n'ai jamais cherché à lui nuire personnellement, quoiqu'il m'en eût donné plusieurs exemples, en cherchant, par plusieurs moyens, à m'éloigner du ministère, et même sous des prétextes honorables; et s'il ne réussit point, ce fut l'effet d'un mystère que je ne veux pas dévoiler ici. En voyant l'impossibilité d'empêcher le mal qu'il faisait par l'abus de son énorme crédit, il était de mon devoir de solliciter ma retraite. C'est

ce que je fis à Barcelonne. Mais une personne à laquelle je ne pouvais me dispenser d'obéir et de témoigner toute sorte de respects, m'obligea de renoncer à mon dessein : aucune autre considération n'aurait pu m'arrêter : ma détention même dans un château (ce moyen que je devais craindre et qui fut employé si injustement contre les dignes Jovellanos et Urquijo après leur retraite du ministère), ne m'aurait pas retenu plus long-temps à ma place ; encore moins l'ambition que je n'ai jamais connue, comme tout le monde peut l'attester, et dont je puis donner une excellente preuve, en disant que mon haut emploi n'a procuré aucun avantage à ma famille, excepté un canonicat de Salamanque à un de mes parens ; et qu'après avoir exercé les premières places de l'Espagne et des Indes pendant dix années, j'ai mis en vente mon patrimoine pour acquitter un demi-million de dettes contractées pour soutenir l'éclat du rang auquel le roi m'avait élevé. Il ne me resta donc d'autre parti que de lutter contre la puissance du favori, en employant la ruse et certaine adresse que l'honneur pouvait bien avouer. Ce n'est pas ici le lieu d'exposer combien j'empêchai de mal par ce moyen, et de dire le bien que je fis et celui que je ne pus

faire : mais je dois déclarer que cette divergence et cette opposition qui existaient entre le prince de la Paix et moi, n'étaient pas ignorées de leurs majestés, et que cette circonstance fut peut-être le motif du jugement défavorable qu'elles portèrent de moi dans l'évènement dont il s'agit.

J'ajoute à cette révélation, que plusieurs jours avant l'émeute d'Aranjuez, j'obtins de leurs majestés les révocations des ordres qu'elles avaient donnés pour leur voyage en Andalousie ou plutôt en Amérique; cette conduite me fit regarder par le prince des Asturies, par la famille royale et par tout le royaume, comme une espèce de génie inspiré, et comme un libérateur qui avait préservé la patrie des plus grands malheurs; et fut cause que dans la première affaire d'Aranjuez ma maison fut respectée pendant qu'on menaça celles du ministre Soler et de plusieurs autres personnes. J'étais alors élevé jusqu'aux nues, pendant que plusieurs personnages étaient voués à l'exécration par le peuple. Je dois dire aussi que cette dernière circonstance ne contribua pas peu à prévenir contre moi leurs majestés.

Ce qu'il y a de certain, c'est qu'aussitôt que je fus informé que le roi et la reine

devaient partir secrètement avec toute leur famille et avec le seul ministre Soler, je ne me mêlai de rien et n'appris que par la voix publique ce qui se passait. Personne ne pourra dire que j'aie parlé du dessein d'empêcher ce voyage à personne, et encore moins au prince des Asturies. Je savais bien que j'avais accompli mon devoir en faisant renoncer au projet du premier voyage; il ne me restait plus qu'à pleurer dans le fond de mon cœur sur les malheurs dont ma patrie était menacée, et que pour deux raisons je ne pouvais ni ne devais empêcher, quand même la première émeute dirigée contre les jours du prince de la Paix, aurait eu son effet: la première, *parce que la révolte d'un peuple ne saurait jamais être justifiée* (quel qu'ait été le motif de ce mouvement, c'est toujours un crime de rompre un anneau de la chaîne qui constitue l'ordre); et la seconde, parce que je devais beaucoup à mon roi Charles IV. Il m'avait appelé au ministère de Justice et de Grâce sans me connaître personnellement; je n'avais jamais été à la cour, et je trouvai dans la personne du roi, celle de mon bienfaiteur. Je fus aux pieds du monarque pendant dix ans, dépositaire de sa plus intime confiance, particulièrement honoré par S. M., témoin de ses ver-

tus et plein d'admiration pour elles. Et j'aurais pu porter l'ingratitude assez loin pour entreprendre contre la vie de son favori! j'aurais causé à mon souverain le plus profond chagrin, par le coup le plus horrible! Ah! Sa majesté l'a dit! mais non; on le lui a fait dire. Elle a pu le croire pendant quelques momens, d'après l'exposé que je viens de faire; mais, je ne puis croire que son cœur soit persuadé, ni qu'on ait réussi alors à le persuader entièrement; il sait bien avec quelle fidélité je m'étais devoué à son service; il se rappelle les preuves nombreuses que j'en ai données à sa majesté, et qui eussent été bien plus loin, si la politique et la morale n'eussent arrêté l'essor et l'activité de mon zèle. Le devoir que l'une et l'autre m'imposaient, arrêtèrent mon bras prêt à arracher le voile qui lui couvrait la vue: c'était le vœu le plus ardent de mon ame; mais ce sacrifice me fut encore commandé. Je n'attends rien de sa majesté; je ne suis pas de ceux qui soupirent sans cesse après ses faveurs; je ne vois dans ce parti qu'une pure chimère, et quand même je ne devrais pas en juger ainsi, j'ai souffert trop de peines, comme sujet fidèle, dans les premières fonctions de l'Etat, pour ne pas mettre un terme à mes désirs,

presque à la fin de ma carrière : ils se bornent désormais à recouvrer l'honneur, et à vivre oublié près des foyers paternels pour préparer mes comptes dans le calme, et me disposer à paraître devant le Dieu qui doit nous juger. Mon amour pour la personne royale de sa majesté et pour le repos (amour dont je me suis toujours vanté) me fait un devoir de m'expliquer ainsi ; et de déclarer à tous les Espagnols et au monde entier, que, si quelqu'un peut dire autre chose sur l'évènement dont je viens de parler, je l'invite à m'accuser ; je consens à être jugé en Espagne ou en France, et partout où l'on voudra ; et s'il m'arrive d'être condamné, je saurai me réfugier dans ma conscience qui ne me reproche rien. Mais je ne dois pas rester sous le poids d'une pareille diffamation ; je soupire après la justice, pour paraître ensuite devant Dieu, qui ne peut ni tromper ni être trompé.

Après avoir prouvé qu'il n'y a rien de vrai dans ce que vous dites de la prétendue approbation que je donnai au premier mouvement d'Aranjuez, je vais le raconter comme je l'ai toujours fait, et comme il eut effectivement lieu le matin du 19 mars.

Tous les secrétaires d'Etat et du ministère passèrent la nuit du 18 au château, après

l'ordre qu'ils en avaient reçu du roi. Le lendemain matin, entre huit et neuf heures, je montai dans la chambre de la reine pour lui demander la permission d'aller voir ma famille; le roi y arriva un moment après, et me l'accorda parce que tout paraissait tranquille. En sortant de chez la reine je rencontrai le prince Castelfranco et les capitaines des gardes du corps, le comte de Villariezo et le marquis de Albudeyte, qui ne voulurent pas me laisser aller plus loin, et me firent revenir avec eux sur mes pas, en m'annonçant qu'il y avait une grande nouvelle, mais sans m'en apprendre davantage. Lorsque nous fûmes devant leurs majestés, ils rapportèrent que deux officiers des gardes leur avaient dit, sous le secret et sur leur parole d'honneur, que la nuit suivante serait plus mauvaise que la première. A ces mots je ne pus maîtriser le mouvement de ma fidélité; et quoique je soupçonnasse déjà que leurs majestés se méfiaient de moi, je leur dis: *Messieurs, l'autorité du roi a été hier gravement compromise; mais on a su que le prince de la Paix en était l'objet; il n'est plus ici.* (Leurs majestés le croyaient fermement ainsi que moi, qui avais ordonné de leur part au commandant des carabiniers Espejo de le protéger, en suppo-

sant, comme nous le croyions, qu'il eût pris la route de l'Andalousie.) *D'après cela*, ajoutai-je, *le mouvement de la nuit prochaine ne peut être dirigé que contre les personnes de leurs majestés ; je vous ferai donc une question : Répondez-vous, messieurs, de votre troupe ? Si vous en répondez, vingt hommes à cheval suffisent pour dissiper cette canaille ; si vous n'en répondez pas, il faut faire venir les six cents carabiniers qui sont à Ocaña, et qui certainement n'auront pas été gagnés : avec l'artillerie que commande le maréchal de camp Cevallos, dont on est sûr, je me charge d'occuper les points importans et de garantir les personnes de leurs majestés.* A cette question je les vis serrer les épaules, et ils répondirent *qu'il n'y avait que le prince des Asturies qui pût tout apaiser.* Alors le roi m'ordonna de me rendre avec ces messieurs chez son altesse, pour lui parler, et après lui avoir raconté tout ce qui venait de se passer, j'ajoutai que c'était le moment de donner une nouvelle preuve plus éclatante que toutes les autres de son affection pour ses augustes père et mère. Il me répondit *qu'il ne savait rien : et qu'il désirait s'instruire de ce qu'il avait à faire pour eux : je répondis qu'il était nécessaire d'appeler les officiers des gar-*

des et les autres chefs, et de leur commander de se ranger autour du trône. Il promit de le faire, et se rendit aussitôt dans la chambre où étaient leurs majestés, afin de leur donner cette consolation. Je me retirai. En passant par le corps-de-garde, ceux qui le composaient me dirent: *Nous autres, nous sommes fidèles au roi.* Je répondis durement et plein de colère, à cause de ce qui venait de se passer, *qu'ils ne l'avaient pas prouvé*; qu'ils devaient se réunir au trône, et qu'alors on le verrait: un quart d'heure après que je fus arrivé à mon bureau, on vint me dire que le prince de la Paix avait reparu après avoir quitté le galetas de sa maison, où il s'était caché comme un lâche. Alors commença le second mouvement séditieux, et je ne pus me tromper sur son véritable motif.

Voilà l'exacte vérité des faits, qui diffèrent beaucoup de ce que vous me faites dire: je pourrais m'occuper déjà d'autre sujet, si je ne craignais qu'en lisant mon récit, on ne portât un jugement erroné de la conduite que le prince des Asturies a tenue dans cette circonstance, et sur celle des garde-du-corps et du reste de la force armée; et surtout, si l'on rapprochait de ces détails certains faits consignés dans les lettres que vous avez publiées. Je pense

donc nécessaire, pour prévenir toute méprise, d'exposer ici le jugement que je portai de cette affaire, et à l'égard duquel je n'ai jamais varié.

Pour apprécier convenablement la conduite du prince des Asturies dans cette circonstance, il importe beaucoup de savoir comment était montée la maison du roi Charles IV, à l'époque dont je parle. Tous les membres de la famille royale avaient des appartemens séparés ; ils ne pouvaient ni se parler ni communiquer les uns avec les autres, si ce n'est lorsqu'ils allaient voir leurs majestés ; ce qui avait lieu deux fois par jour, et sans être jamais perdus de vue par les chambellans attachés à leur service particulier. Nul ne pouvait venir les voir sans être observé, excepté aux heures des repas, et les jours d'étiquette, et toujours, en présence du chambellan qui ne se retirait qu'à dix heures du soir ou un peu plus tard, pour être remplacé par l'aide-de-chambre qui couchait à côté de la personne royale et ne la quittait que le lendemain matin à l'arrivée du chambellan.

Le prince des Asturies devait se méfier des gens attachés à son service, parce que tous, depuis le premier jusqu'au dernier, avaient été placés auprès de sa personne par le prince

de la Paix dont ils étaient les espions, lorsqu'il eut été arrêté pour l'affaire de l'Escurial; ainsi *je regarde comme impossible ce qui est rapporté dans le tom. 1, pag. 16, que le prince des Asturies dit à un garde-du-corps le matin du 17 mars, « c'est ce soir que se fait » le voyage; moi, je ne partirai point.* » Deux minutes ne se seraient pas écoulées, sans que ces paroles eussent été rapportées au roi: et certainement depuis cet instant jusqu'à onze heures ou minuit, où commença la révolte; on aurait eu tout le temps nécessaire pour la prévenir: j'ajoute que j'ai des preuves évidentes que leurs majestés et le prince de la Paix étaient bien éloignés cette nuit-là d'entreprendre le voyage. Godoy était alors, suivant sa coutume, dans un tranquille tête-à-tête avec une de ses nombreuses maitresses; au moment où celle-ci sortit, escortée par ses gardes d'honneur, la patrouille voulut la reconnaître; elle fit résistance, et les gardes tirèrent en l'air: *le trompette qui devait avertir de l'instant du voyage, prit ce coup pour le signal, et monta à cheval pour obéir à l'ordre qu'il avait reçu*; ce qui fut cause que toute la troupe se mit en mouvement pour occuper tous les postes sur les chemins par où il était possible de partir; et cet accident im-

prévu (non un plan combiné) porta un certain nombre de paysans à se rendre chez le prince de la Paix, dont ils forcèrent la maison. Le manque d'expérience du prince des Asturies, et la contrainte où il était réduit et qui ne lui permettait pas de parler ni d'écrire un mot sans être vu, le mettaient hors d'état de combiner un plan, ce qui aurait été cependant nécessaire pour une entreprise aussi hardie; d'ailleurs, l'affection qu'il avait toujours portée à son père, et celle que le monarque avait pour son fils, eussent été des motifs suffisans pour le retenir dans le devoir. Cette disposition mutuelle est si vraie, qu'aucun de nous tous, qui étions tous les jours au palais, ne pouvait l'ignorer, et qu'elle perçait à tout moment, même au milieu des nuages par lesquels le prince de la Paix aurait voulu l'obscurcir et la troubler. Lorsque je parlerai de la conduite de la troupe, on verra plus clairement, pourquoi, nonobstant ce qui a été publié, le prince de Castel-Franco et les capitaines des gardes pensèrent que le prince des Asturies pouvait seul empêcher une seconde insurrection.

Je n'approuverai jamais, ainsi que je l'ai déjà dit, aucun mouvement qui serait dirigé contre l'ordre public ou la volonté du sou-

verain, et par conséquent, *je ne puis me dispenser, en ma qualité d'homme d'Etat, de reprocher à la troupe la conduite qu'elle a tenue à Aranjuez.* Il m'a été rapporté que les chefs de ce mouvement pensèrent à me faire part de leur dessein; je les excuse de n'en avoir rien fait; mais jamais je ne leur eusse pardonné de prendre un parti favorable à la sédition: ils me rendirent justice en supposant, d'après mon caractère, que si leur projet m'avait été communiqué, j'aurais mis tout en œuvre pour le faire échouer; *et en cela même ils reconnurent qu'ils n'étaient pas irréprochables:* mais ils le sont (ainsi que tout le peuple espagnol, qui applaudit avec enthousiasme à la chute du prince de la Paix) à l'égard de l'inculpation qui leur a été faite d'avoir voulu attenter à la vie du roi et de la reine. Il serait impossible de trouver un peuple et une armée plus pénétrés de respect pour la personne de leurs souverains et même pour leurs images: au milieu de l'exaltation du tumulte, pas un seul individu n'osa se porter à la moindre insulte; de toutes parts, les acclamations pour le roi se firent entendre; et si sa majesté avait pu en ce moment monter à cheval et paraître au milieu de son peuple, elle eût commandé à

celui-ci de délivrer son premier ministre, et elle eût été obéie, sans que personne eût osé s'opposer et (à l'exemple de Pierre d'Aragon, qui dans une affaire semblable arrivée à Valence fit rentrer les mutins dans l'ordre) elle n'aurait vu que des sujets soumis et obéissans. La fidélité à son roi est fortement gravée dans le cœur de la nation espagnole: plus d'une fois dans cette déplorable nuit du 17 au 18 mars, je fus sur le point de conseiller au roi de prendre ce parti: si sa majesté m'avait cru, si elle n'avait pas renoncé, comme elle le fit, pour contenter le peuple, peut-être serait-elle encore sur son trône, mais une considération m'arrêta: c'est qu'on n'aurait pas manqué de lui dire qu'elle y perdrait la vie.

Ce qu'il y a de vrai, c'est que la troupe (que le prince de la Paix avait si imprudemment fait venir de Madrid à Aranjuez, au nombre de près de dix mille hommes) ne pouvait douter que leurs majestés ne fussent prêtes à partir secrètement avec toute la famille royale pour l'Andalousie: on ne l'ignorait pas non plus à Madrid; et en voyant leurs majestés dans la résolution d'abandonner leurs sujets, tout le monde crut sauver la patrie en retenant la personne du prince des As-

turies: à cela se bornaient les désirs du peuple; et si le voyage avait eu lieu, il eût respecté ses souverains, et aurait laissé passer le prince de la Paix, *mais se serait emparé du prince des Asturies* qu'il regardait comme son unique consolation dans l'état de viduité où le monarque laissait la patrie. *S'il y a des délits qui ne soient pas entièrement incompatibles avec l'honneur, celui-ci est de ce nombre.* Les monarques mal conseillés par l'homme qui seul avait à craindre, veulent quitter leur peuple, l'abandonner et lui ôter jusqu'à l'espérance du secours qu'il a fondé sur le prince héritier du trône; l'armée, en ne s'opposant pas à ce départ, se couvrait d'opprobre aux yeux de la nation: est-il donc étonnant qu'elle ne voulût pas se priver de sa personne royale, en même temps qu'elle respecterait celles de ses père et mère? l'imperfection des lois humaines est cause que l'honneur choque quelquefois par trop de rigueur, et, dans des cas semblables, le ministre de la loi accuse et punit même, si aucune autre volonté ne s'interpose: mais s'il est homme d'honneur, il excuse ceux qu'il est forcé de condamner; le prince seul, s'il a l'ame grande et généreuse, peut sortir de cet embarras, et fixer le point où il con-

vient d'arrêter la justice; il y parvient pour l'ordinaire en dissimulant et en éloignant en même temps l'idée qu'il soit possible d'avoir recours une seconde fois à ce moyen.

Personne dans le palais ni ailleurs ne pouvait ignorer, après tout ce qui s'était passé, que le prince des Asturies n'approuvait pas ce voyage: il l'avait pour ainsi dire démontré à toute la famille royale, lorsque l'ordre en fut révoqué; et la troupe pouvait supposer que le parti que l'on prenait à son égard, lui serait agréable par la même raison: et quand même il n'aurait égard qu'à l'affection qu'un pareil projet devait faire supposer, on ne pouvait douter que le prince n'eût, dans cette circonstance, beaucoup d'empire sur l'esprit des soldats; voilà ce qui fut cause que le matin du 19 mars, on fit dire aux souverains que son altesse pouvait seule arrêter le mouvement qui se préparait pour la nuit suivante, sans qu'on puisse supposer l'existence d'un plan combiné et arrêté avec son consentement. Si l'on n'examine pas les choses sous tous leurs rapports, si l'on n'a pas toutes les circonstances présentes à l'esprit, et que l'on ne réfléchisse pas à ce qu'impose le dessein de soutenir la proposition que l'on avance, que

l'on publie avec un but particulier, et qui ne doit le jour qu'aux affaires du moment, il ne sera pas aisé d'établir la vérité des faits, ni le jugement qu'il convient de porter des détails qui ont été donnés sur cet évènement, et dont vous vous êtes emparé. La protestation du roi Charles IV, et l'arrivée du grand-duc de Berg, mirent la Cour d'Aranjuez, composée du roi Charles et son épouse, en opposition de conduite et de principes avec celle de Madrid, où régnait déjà le prince héréditaire; il est très-important de ne pas perdre de vue cette circonstance, si l'on ne veut pas s'égarer dans le jugement que l'on portera de ce que la Cour d'Aranjuez fit publier alors sur ce qui s'était passé.

L'autre fait qu'il importe de rectifier, c'est celui qu'on lit, pag. 5, tom. 1, et qui est ainsi conçu : « Le roi Charles IV fit arrêter son » fils Ferdinand, dans son appartement, et » plusieurs autres personnes; et il signa le » 28 octobre un décret qui ordonnait d'ins- » truire sur cet évènement. La déclaration du » prince et les papiers qui furent trouvés dans » sa chambre, prouvèrent la fausseté des » horribles imputations que son père Char- » les IV avait faites contre lui en écrivant à » Napoléon, et qui furent consignées dans

» toutes les gazettes de l'Europe ; ils firent
» voir aussi que tout se réduisait à la lettre
» que ce prince avait écrite à l'empereur sans
» le consentement de son père ; à l'expédi-
» tion d'un titre de généralissime en faveur
» del Infantado, avec des pleins-pouvoirs
» pour faire tout ce qu'il conviendrait, en cas
» que Charles IV vînt à mourir, et que quel-
» qu'un entreprît d'empêcher Ferdinand de
» faire valoir ses droits à la couronne, ce qui
» suppose qu'il avait conçu des craintes à
» l'égard du prince de la Paix. »

Il est incontestable que le décret commençant par ces mots : *Dieu qui veille, etc.* (Dios que vela, etc.) et que vous rapportez pag. 16, tom. 2, était calomnieux : il est vrai aussi que le prince de la Paix fut l'auteur de cette pièce, ainsi que l'attestèrent plusieurs secrétaires du roi, et comme le prouve l'article rédigé pour la gazette extraordinaire qui fut publiée le 31 mars 1808 ; mais il n'est pas vrai que l'on ait trouvé chez le prince des Asturies les papiers dont vous parlez, *au moment* où on alla le surprendre dans son appartement et où son emprisonnement fut décrété. La seule pièce qu'on découvrit chez lui et qui fait seule un corps de délit dans le procès de cette époque, est une *exposition*

en douze feuilles, écrite par ce prince, et dans la quelle il met légalement sous les yeux de son auguste père, les excès du prince de la Paix, son luxe et sa vie scandaleuse, le priant de se faire rendre compte de tout, ou de lui procurer une entrevue pour qu'il puisse l'instruire plus particulièrement, afin d'éviter les malheurs qu'il craint, si sa majesté ne prend pas, quand il en est temps encore, les moyens qui peuvent les prévenir; la condition nécessaire pour qu'elle vive tranquille, et soit aimée de ses sujets, dépendant du renvoi du favori et de sa famille. On trouva aussi un *écrit* de cinq feuilles et demie, de la main du prince des Asturies; *une lettre*, datée de Talavera, d'une écriture inconnue, et sans signature; *une clef* et ses règles pour écrire en chiffres; *une demi-feuille*, avec des numéros, des chiffres et des nombres; et un *billet* sans nom.

Dans *l'écrit* de cinq feuilles et demie, où les noms sont supposés, il est question des moyens à prendre pour rompre le projet de mariage de son altesse royale avec une belle-sœur du prince de la Paix; si cette union n'offrait pas cet intérêt politique que l'on se propose de trouver dans cette sorte de transactions pour le bien de l'Etat, elle n'était

nullement indifférente pour le prince de la Paix, dont elle aurait assuré la haute fortune.

La *lettre* de Talavera est de Escoiquiz; il y répond à différentes questions que son altesse lui avait faites concernant l'objet dont le prince parle dans la lettre qu'il a écrite à S. M. I.

Le *chiffre* et la *clef* leur avaient servi pour s'écrire sur l'affaire en question; le *billet* fut écrit par un domestique de son altesse, et n'a aucun rapport avec l'affaire du prince. C'est ce qui est prouvé par le procès et par ce qui en fut publié dans la Gazette extraordinaire; et, si vous vous en rappelez bien le contenu, vous remarquerez qu'on y avait omis la *demi-feuille* des numéros, des chiffres et des nombres, parce qu'alors le respect pour la défunte princesse des Asturies et pour la reine de Naples sa mère ne permettait pas de dire que ces chiffres servaient à cette malheureuse princesse, pour écrire à celle qui lui avait donné le jour, depuis qu'elle eut commencé à partager la cruelle oppression où le prince des Asturies fut réduit, par les artifices du prince de la Paix, aussitôt après son mariage.

Voilà les faits (et il n'y en a pas d'autres), que Charles IV reprocha à son fils devant

les ministres et le gouverneur du Conseil, que j'avais fait venir à l'Escurial par ordre de sa majesté. Il n'y a pas eu d'autre complot que celui-là contre les jours de Charles IV, quoiqu'on ait cru trouver la preuve et la certitude d'un horrible attentat dans le fatal décret *Dios que vela, etc.* Voilà tout ce qu'il y a de vrai dans cette imputation, aussi incroyable qu'injuste, et qui fait elle seule le procès à Godoy, sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à toutes les autres inductions qu'on peut tirer de cette affaire.

Au reste, je laisse aux plus prévenus à décider si c'est commettre un délit que de vouloir calmer la colère d'un père, en lui apprenant des vérités aussi notoires et que lui seul ignore, surtout quand c'est l'héritier du trône qui entreprend de le faire; que le jurisconsulte le plus novice décide s'il y a eu crime ou faute dans un fait qui n'a eu d'autre existence que dans la pensée; mais qu'il sache que d'après la loi romaine et celle de toute société bien organisée, le juge ne peut atteindre et punir la pensée. Un écrit, tant que son auteur ne s'en dessaisit pas, et aussi long-temps qu'il peut le modifier ou le supprimer, ne sort point de cette sphère, et

c'est faire injure à celui qui l'a écrit, de lui imputer ce qu'il n'a pas encore approuvé. L'arrestation de son altesse eut lieu entre sept et huit heures du soir, le 29 octobre 1807; elle se fit avec tout l'appareil d'une force imposante. Le roi, s'étant mis à la tête de sa garde et de celle de son fils, et ayant avec lui les ministres secrétaires d'État, conduisit le prince dans un appartement dont on avait fait une véritable prison; il lui demanda son épée, le laissa gardé par des sentinelles, avec de nouveaux domestiques et entouré de personnes auxquelles le prince ne pouvait se fier, parce que c'était le prince de la Paix qui les avait placées auprès de la personne. Que de transes le prince éprouva cette nuit! De combien d'idées pénibles son imagination dut être tourmentée! On peut supposer qu'une de ces pensées fut de croire sa vie en danger, puisqu'il était entre les mains de son plus grand ennemi, le prince de la Paix: en effet, ce tableau le frappait vivement, et ne sachant sur qui porter ses regards, à qui s'adresser pour demander des conseils, il n'est pas étonnant que dans ces funestes momens il n'ait pas trouvé d'autre moyen d'adoucir la rigueur de son sort, que de faire connaître ce que nous ignorions tous, et ce que nous

n'aurions jamais su sans cette circonstance.

Le lendemain de son arrestation, à une heure après midi, le bruit du tambour de l'infanterie de la garde ayant fait croire au prince que le roi était parti pour la chasse, il envoya un message à la reine, la suppliant de se rendre auprès de lui, ou de lui permettre de se rendre auprès de sa majesté, pour des choses très-importantes qu'il avait à lui communiquer. S. M. lui fit répondre que l'un et l'autre étaient impossibles; mais qu'il pouvait me communiquer tout ce qu'il avait à dire: en effet, la reine m'ordonna d'aller trouver le prince; j'obéis, et ce fut alors que son altesse déclara, sous sa signature, ce qui concerne la lettre à S. M. I. dont vous parlez; *le Brevet de généralissime*, expédié en faveur de l'Infantado, qu'elle avouait n'avoir pas eu le droit de signer; elle dit qu'Escoiquiz était l'auteur de l'écrit dirigé contre le prince de la Paix, et qu'elle l'avait copié. Le prince exposa aussi les moyens qu'il avait employés pour correspondre avec Escoiquiz et d'autres personnes. C'est cette déclaration qui fit décréter l'emprisonnement d'un certain nombre d'individus; mesure dont tout le monde fut instruit dans ce temps-là.

Dans tout le cours du procès, et jusqu'à sa conclusion et au jugement, il n'y a rien de plus que ce que j'ai dit, relativement à la calomnie qui servit de prétexte au prince de la Paix pour se disculper du scandale que causait l'emprisonnement du prince des Asturies; bien que cette mesure ne répondît pas à son attente, ni surtout celle des lettres qu'il imagina, et que vous avez rapportées au n.° 18, tom. 11, et dans lesquelles il faisait avouer à son altesse qu'elle s'était rendue coupable le 5 novembre, sans spécifier en quoi, et en lui laissant ignorer que le 30 octobre il avait été annoncé à toute l'Europe que son altesse avait voulu commettre le plus grand crime dont un prince puisse concevoir l'idée, en entreprenant de monter sur le trône par la mort de son père, ou en le plongeant dans une profonde humiliation. Toutes les fois que je me rappelle cet évènement, qui alors me pénétra d'horreur, je me sens saisi d'un tremblement universel, et je crois qu'il est impossible de s'en défendre, si l'on a conservé seulement les semences de vertu que tout homme apporte en venant au monde.

Dans le recueil que vous publiez des lettres des souverains au grand-duc de Berg, je vois

que celle qui remplit les pages 65 et 66 du tome 2, parle d'une déclaration du prince des Asturies, écrite par un gentilhomme, et signée seulement par son altesse. Cette circonstance est entièrement nouvelle pour moi, et je serais bien étonné que le prince m'eût caché le fait qui est l'objet de cette pièce, pendant qu'il m'en confiait d'autres d'une nature si grave ; et qu'il eût choisi, pour faire cette révélation, un gentilhomme dont les fonctions n'avaient rien de commun avec son service, et surtout sans que ce chambellan eût marqué si son altesse signa toutes les feuilles de cet écrit, comme elle le fit à l'égard des déclarations que je reçus d'elle. Ce qu'il y a de certain, c'est que, lorsque les juges s'occupèrent de ce procès, on ne trouva rien de semblable parmi les pièces ; que celles-ci me furent demandées par le roi, qui les enferma et les scella en ma présence, et qu'ensuite je les trouvai décachetées dans une cassette du prince de la Paix, ce qui fut légalement constaté. Ainsi, ce ne peut être que dans cet intervalle que le prince de la Paix ait imaginé de falsifier ces pièces, ou d'exiger de son altesse quelque déclaration qui pût lui servir dans un temps plus opportun et avec des juges qui lui seraient

vendus, à calomnier et à avilir la conduite si juste et si courageuse des onze ministres conseillers qui furent les juges de ce procès. C'était en effet là son dessein, et il le fit voir plus d'une fois; car son orgueil était incapable de cette tenue et de cette dissimulation si nécessaires à toutes les têtes politiques. La première faute en ce genre en fait toujours commettre d'autres; vérité trop bien prouvée par la faiblesse humaine, et qu'on découvre si souvent dans ceux qui tiennent les rênes du gouvernement.

Comme je n'étais occupé, dans ces momens de trouble, qu'à maintenir le calme de l'Etat, que je voyais menacé de tous côtés, et qu'il m'eût été impossible de supposer qu'il pouvait y avoir une ame assez perfide pour oser toucher à la moindre chose dans un procès qui commandait le respect le plus absolu, par la qualité des personnes intéressées et par toutes ses circonstances, il ne me vint pas même l'idée d'examiner ces pièces, et je les remis au Conseil, telles que je les avais trouvées. Ce fait particulier doit mettre en état de juger l'autre; et, quoiqu'il soit certain qu'on obtint la signature du prince sous un autre prétexte, pour le tromper ainsi que ses parens, je soutiendrai toujours que la

déclaration faite par son altesse ne peut être considérée que comme un effet de la violence. Le prince avait sans cesse présente à l'esprit l'idée d'un jugement à mort, et il n'est pas étonnant qu'il consentit à ce qu'on lui demandait, ne trouvant pas d'autre moyen d'échapper aux projets sinistres du favori.

Il ne me reste plus qu'à vous parler de la note pag. 151, tom. 2, où vous faites quelques observations sur la conduite de M. Escoiquiz et du duc del Infantado. Si je ressemblais à ces Espagnols qui, dans cette révolution, n'ont connu aucune vertu morale ni politique; qui ont cédé aux passions de l'intérêt personnel, et se sont montrés les ennemis de ceux de leurs compatriotes qui, comme nous, sont réfugiés en France, je devrais sans doute me taire, puisque ces deux hommes, que je ne connaissais pas personnellement, que j'ai sauvés de l'échafaud par un pur effet de mon amour pour la justice, n'ont songé qu'à me faire du mal depuis ma disgrâce; le premier en me dénigrant dans son *Exposé véritable des raisons qui ont motivé le voyage de Ferdinand VII à Bayonne*; procédé dont j'ai prouvé l'injustice dans la lettre que j'ai fait imprimer à Limoges; qui a été distribuée en Espagne, et que je lui ai adressée

à lui-même; le second, en exerçant des violences sur le régisseur de mes biens et en séquestrant ceux-ci, que le digne général Cuesta avait respectés sans m'être redevable d'aucun service, mais qui ne savait pas, à la vérité, ce que c'est que les *traîtres à la mode*. Tout cela néanmoins ne m'empêchera pas de leur faire voir que j'ai d'autres pensées et d'autres sentimens.

Escoiquiz, ayant été consulté par le prince des Asturies, ne crut pas que celui-ci manquait à son père par le tableau qu'il mettrait sous ses yeux, des excès de Godoy, sans les exagérer et sans toucher à aucun point qui pût offenser la morale la plus sévère; précaution qui fut religieusement observée par le prince. Ma politique ne me permettait pas d'approuver cette mesure, parce que j'étais convaincu qu'elle serait inutile; mais cette considération n'était pas à la portée de tout le monde, et l'expérience pouvait seule en démontrer l'inutilité. Ainsi, je ne puis voir dans la démarche d'Escoiquiz qu'un de ces désirs que tout bon Espagnol éprouvait au fond de son ame, et que chacun aurait volontiers mis à exécution s'il en avait eu le pouvoir.

Quant à l'acceptation de la place de généralissime par le duc de l'Infantado (en sup-

posant que Charles IV vînt à mourir, et dans un moment où il y avait des raisons de le croire long-temps), si on veut la juger suivant ce qu'elle est en elle-même, il faut nécessairement consulter le procès de l'Escurial, où il existe des indices que le prince de la Paix songeait à s'emparer du gouvernement, même du vivant de sa majesté. En vérité, les preuves manquent; mais qui peut dire que la suite du procès n'en aurait pas fait découvrir? Et si on rapproche de ceci les prétentions de cette altesse à être régent, dont le public s'est entretenu, je ne vois dans cette conduite du prince des Asturies qu'une mesure de précaution pour n'être pas surpris, si le roi venait à mourir.

Deux raisons m'auraient empêché de faire cette démarche; la première, c'est que ma qualité de ministre m'eût imposé le devoir d'une fidélité sans bornes à mon souverain; la seconde, parce que cette crainte m'aurait paru sans fondement, connaissant l'aversion du peuple et surtout celle de l'armée pour le prince de la Paix et pour son despotisme. Ces suppositions, et d'autres que j'avais aperçues plus d'une fois, ne m'inspirèrent jamais la moindre crainte; puisqu'en supposant même qu'elles fussent fondées, elles n'au-

raient été pour moi que les symptômes de la chute du colosse, et non des motifs de craindre son triomphe.

On s'imagina voir du danger dans des circonstances qui n'en offraient aucun ; voilà la faute, et il n'y en a pas eu d'autre; nul délit là où il n'y a pas d'atteinte portée au bien, et lorsqu'on ne se propose que d'éviter un mal.

Je vous prie, monsieur, de vouloir bien insérer cette lettre dans votre troisième volume, dont on m'annonce la publication comme prochaine. Je prie Dieu de vous accorder de longues années. Bordeaux, le 13 mai 1815. — B L. M. de V. — son fidèle et dévoué serviteur — *le marquis Caballero.*

Notes. Lorsque j'eus reçu cette lettre, je répondis à M. le marquis Caballero que je ferais imprimer tous les articles qui me seraient adressés pour rétablir la vérité des faits : quelque temps après, il craignit que je ne publiasse pas sa lettre tout entière, et que les vérités qu'il croyait y avoir consignées ne fussent tronquées; en conséquence, il la fit imprimer sous le titre de : *Lettre à D. Juan Nellerto, écrite par le marquis Caballero, pour la défense de son honneur, de son roi, de sa nation, et de la force armée qui*

s'est trouvée à Aranjuez. L'auteur a mis à la tête de cet écrit une espèce de note qui tient lieu de préface; il y dit: « Je me vois cité » par M. D. Juan Nellerto d'une manière qui » compromet gravement mon honneur; je » vois mon roi, ma nation, la troupe et » des officiers aussi distingués que respec- » tables, offensés dans son ouvrage au sujet » des évènemens d'Aranjuez; j'y vois des » erreurs capitales sur le procès de l'Escu- » rial, et j'y trouve compromis des gens » d'honneur sur des points dont j'ai toujours » soutenu la justice. Il est donc de mon de- » voir de ne pas approuver, par mon silence, » les erreurs avancées sur des articles dont » on me suppose bien instruit. — Mon au- » torité est fort peu de chose, si on la com- » pare à celle des personnes qui ont fourni » les documens contre lesquels j'ai réclamé, » et que l'auteur, M. Nellerto, reproduit; je » ne puis donc espérer de triomphe pour » la vérité que par la force de la raison » qui découle de tous les faits et des cir- » constances qui ont précédé et suivi, et » qui sont rapportés avec toute l'exactitude » possible. »

En voyant cette note et un titre aussi choquant, j'ai pris le parti de publier la lettre

entière, et telle que je l'ai reçue, avec l'attention d'en conserver l'original, afin de tout éclaircir, s'il s'élevait quelque doute, pour une suppression que la note prétend avoir été faite sur un point qui n'est pas essentiel. Je prie les lecteurs, après qu'ils auront lu la lettre du marquis Caballero, de vouloir bien prendre la peine de relire le premier chapitre du 1.er volume de mes *Mémoires ;* ils verront que l'on a pris sujet d'un fait extrêmement peu important, cité en passant et comme par incident, pour donner à cette lettre un titre qui peut faire croire, au premier moment, que ma narration est offensive. Les véritables fondemens de mon récit sont les lettres mêmes de Charles IV, de la reine Louise, son épouse, de la reine d'Etrurie, sa fille, et du général français Monthion, que j'allégue dans mon 2.e volume, après les avoir copiées sur le Journal français *le Moniteur Universel,* qui les a publiées, et d'où elles sont passées dans toutes les autres feuilles publiques de l'Europe. Je fais ici cette déclaration, pour que l'on ne croie pas que j'ai publié des choses capables d'offenser mon roi, ma nation, l'armée, et les plus distingués comme les plus respectables officiers ; ce qui est cependant la première idée qui s'offre à l'esprit,

en lisant le titre de cette lettre. Ce qui doit surtout paraître singulier, c'est de voir le marquis nous apprendre aujourd'hui les faits dont il n'est point parlé dans les lettres imprimées de mon second volume, et qui compromettent le peuple d'Aranjuez, les gardes du corps, la troupe et les chefs qui avaient donné l'ordre d'occuper les chemins par où le roi Charles IV devait passer; de s'emparer de la personne du prince des Asturies, et de laisser passage libre au roi et à la reine pour se rendre en Amérique. L'auteur de la note s'en sert pour accuser de peu de loyauté les gardes du corps; pour traiter comme coupable le peuple d'Aranjuez, et la troupe comme criminelle; c'est ce qu'on peut voir dans les phrases et les mots imprimés en lettres italiques. Je crains que les parties intéressées ne trouvent de l'ironie dans le titre de la lettre; car celui qui s'y annonce comme défenseur, joue dans le texte le rôle d'accusateur.

Quant à mon récit, le marquis prétend qu'il pourrait faire croire qu'il eut part à l'émeute d'Aranjuez, ce qui serait une insulte faite à son honneur. Il a raison de vouloir prévenir l'effet d'une semblable interprétation; mais il me semble que les paroles que

je rapporte comme lui, ne mènent pas à cette conséquence; et tout ce qu'il est permis d'en conclure, c'est que prévenu qu'un second mouvement devait avoir lieu, il voulut l'empêcher.

Il dit qu'il lui semble impossible que le prince des Asturies ait dit à un garde du corps, le 17 mars 1808, que *ce jour était celui du départ de ses parens, mais que lui ne voulait point partir.* Pour répondre à cette observation, je crois qu'il est bon de prouver que ce n'est pas moi qui ai rapporté le fait comme témoin, mais D. J. A., qui suivait la Cour à Aranjuez comme le marquis, et qui publia, à Madrid, pendant la retraite des Français à Vitoria, un ouvrage qui fut réimprimé en quarante-deux pages in 4.° (petit caractère), par D. Benoit Monfort, à Valence, cette même année, sous le titre de: *Manifeste impartial et exact sur ce qui est arrivé de plus important à Aranjuez, à Madrid et à Bayonne, depuis le 17 mars jusqu'au 15 mai 1808, relativement à la disgrâce du prince de la Paix et à la rupture de l'amitié et de l'alliance des Français et des Espagnols.*

Après avoir parlé du procès de l'Escurial et de l'entrée des troupes françaises, il dit,

pag. 9: « Les troupes marchent ; *l'intime ami* » cache toujours l'objet *à son fidèle allié*, et » il fait conduire son armée jusque près de la » Capitale. Déjà D. Manuel Godoy commen- » çait à s'inquiéter, lorsque son agent Iz- » quierdo arriva de Paris avec la nouvelle » (dit-on) du projet de la ruine prochaine » des Bourbons ; et alors tout fut disposé » pour la fuite de la famille royale. *L'évè-* » *nement a prouvé que c'était le moyen que* » *la prudence dictait dans ce moment.* Mais » comme c'était le prince de la Paix qui le » proposait, il n'eut pas un seul partisan: » on ne fit pas réflexion que les projets » du scélérat de France ne pouvaient être » connus que d'un autre scélérat, qui trou- » vat la possibilité de la chose dans sa capa- » cité même. Personne ne s'aperçut que » l'accusateur de l'Escurial était le seul en » état de soupçonner le parti que l'usurpa- » teur des nations se proposait de tirer de » la division qu'on supposait exister entre » le père et le fils ; chacun ne calcula que » par ses intérêts ; personne enfin ne se » souvint de la nation.

» Un ministre qui (quoiqu'assez méchant » pour n'être pas trompé) n'a pas pris la » peine d'étudier les élémens de Machiavel

» pour se perfectionner, ou (pour mieux
» dire) qui, avec la volonté d'être un scélé-
» rat du premier ordre, n'en a pas les moyens,
» n'a pu démêler les intentions de Bonaparte;
» ou, s'il les a devinées, il ne s'est occupé
» que de contrarier le prince de la Paix.
» Il a représenté à Charles que le héros con-
» quérant de l'Autriche et de la Prusse, après
» avoir laissé leurs monarques sur le trône,
» ne dépouillerait pas du sien le roi fidèle,
» généreux, qui s'était sacrifié même à ses
» caprices; que son évasion plongerait l'Es-
» pagne dans un abîme de maux; et que,
» dans tous les cas, avant de prendre ce
» parti, il fallait chercher un asile et sa sûreté
» dans les bras et dans les cœurs de ses braves
» sujets. Charles se persuada de ce qu'on lui
» disait, moins par ces réflexions, que parce
» qu'il reçut dans le même temps une lettre
» fort *amicale* de l'empereur, dans laquelle il
» lui confirmait la nouvelle de cette prochaine
» visite. Il parla aussi de l'arrivée de quatorze
» beaux chevaux normands de parade, et
» celui qui apporta ces deux moyens de sé-
» duction, fut un chambellan, grand'croix
» de la Légion-d'Honneur.

» Cependant le prince de la Paix, qui

» préparait les voies au grand-duc de Berg,
» n'insistait que sur un point, celui de l'éva-
» sion; et enfin, il parvint à convaincre le
» roi qu'elle était nécessaire. Il donna les
» ordres convenables: *sa première femme*
» sortit de Madrid, *avec ses enfans*, et une
» partie de ses trésors (1). Il assembla à
» Aranjuez les corps de la maison royale,
» et il ordonna que notre armée quitterait le
» Portugal, sans doute pour assurer l'arrière-
» garde des infortunés Bourbons, qu'il ne
» cherchait à conserver que pour son propre
» intérêt. Tout avait été secrètement préparé
» *pour partir dans la nuit du 17 mars*, suivant
» ce que plusieurs bonnes raisons avaient
» fait présumer.

» Ferdinand ne voulait pas s'éloigner de
» l'armée française, dans laquelle il croyait
» voir un vengeur. Le peuple ne pouvait
» supporter l'absence de son roi, surtout
» lorsqu'on lui faisait un mystère des motifs
» et de l'objet de ce départ, et comme l'un

(1) L'auteur veut désigner par cette expression, Doña Joséphine Tudò, comtesse de Castillo-Fiel, maîtresse du prince de la Paix, qui en avait eu deux fils, dont ce prince parle dans une de ses lettres, comme de deux enfans naturels.

» et l'autre désiraient que le prince de la
» Paix fût la seule victime de la colère de
» Napoléon, ils ne pensaient pas qu'il pût
» éviter le châtiment que l'empereur lui pré-
» parait pour sa correspondance avec l'em-
» pereur Alexandre, qu'on supposait avoir
» été mise sous les yeux, dans la bizarre et
» ténébreuse paix de Tilsitt.

» Bonaparte, par des procédés équivo-
» ques, avait préparé l'évasion de la famille
» royale, pour avoir un prétexte d'occuper
» le royaume quand elle fuirait, en venant
» comme ami; Godoy favorisait ses inten-
» tions, mais sans avoir en vue le même
» objet. Ferdinand et le peuple les contra-
» riaient en croyant les servir; mais les uns
» et les autres couraient ensemble à leur
» perte, et ne faisaient que varier et rendre
» plus cruelle la manière dont on allait
» mettre en pièces, les victimes.

» Ferdinand, entouré d'espions très-vigi-
» lans, put les éviter un moment, pour dire
» à un garde du corps, dans la matinée du 17
» mars: *C'est cette nuit que se fait le voyage,*
» *mais je ne veux point partir.* La foudre
» n'est pas plus prompte dans son mouve-
» ment et dans ses effets que l'impression
» que firent ces paroles sur l'esprit d'un

» peuple qui craignait déjà que Godoy ne
» fût d'accord avec Napoléon, et qui ne
» pouvait plus supporter l'oppression d'un
» favori méprisable, depuis qu'il ne voyait
» en lui qu'un traître à son roi et à sa patrie,
» sacrifiés par cette évasion.

» Telle est l'origine, le nœud et la trame
» de ce qu'on a appelé *révolution d'Aran-*
» *juez. Témoin impartial des évènemens que*
» *je rapporte*, étranger à tous les partis,
» mais dévoué à la vérité, je puis offrir mon
» témoignage à la nation, au monde entier
» et à la postérité la plus reculée, à laquelle
» doivent arriver des faits qui me semblent
» à moi-même échappés de la région des
» songes.

» Les habitans d'Aranjuez, alarmés comme
» des enfans qui craignent l'absence d'un
» père tendrement chéri, rôdaient cette nuit
» de côté et d'autre, sans autre projet que
» de remplir les rues, réunis et sans armes,
» et afin d'attendrir le roi par leurs larmes
» et leurs gémissemens. Ils aperçoivent quel-
» que mouvement dans la maison du traître.
» Les hussards qui la gardaient s'avancent
» vers le peuple par curiosité; ils ont l'im-
» prudence de faire feu sur ce peuple in-
» quiet et empressé, et à l'instant l'indigna-

» tion générale éclate, et la maison est assaillie.
» Il y avait si peu de malveillance dans l'es-
» prit des habitans qui circulaient, *qu'un de*
» *mes domestiques me demanda instamment*
» la permission d'aller faire un tour; je la
» lui accordai, parce qu'il me dit que si le
» roi voulait s'échapper secrètement, le
» peuple pourrait le presser de ne pas l'aban-
» donner. »

Je suis fâché de n'avoir pas sous les yeux un autre écrit imprimé que j'ai lu à Madrid; il fut publié par le comte de Montijo, qui se vantait d'avoir été l'auteur des évènemens d'Aranjuez, et d'être venu en poste des Andalousies pour l'exécution de ce projet, qu'il avait, dit-il, préparé pendant long-temps; au reste, je n'ai qu'une réflexion à ajouter, c'est que je n'ai rien dit contre le peuple d'Aranjuez, contre la troupe, contre Montijo, ni contre le corps d'officiers le plus distingué et le plus respectable, quoique les deux textes m'eussent permis de le faire; encore moins contre mon roi et ma nation, parce que je ne suis capable de penser, d'avancer, de rien faire ni de rien écrire, qui puisse offenser mon souverain et ma patrie.

N.° CXXXIX.

Harangue des magistrats de Valence, adressée au maréchal comte Suchet, le 24 janvier 1812, à son entrée dans cette ville.

Général conquérant, soyez le bien-venu. La ville la plus riche et la plus opulente de l'Espagne, affligée, abattue et mourante, attendait cet heureux jour; entrez dans ses murs, illustre comte, et rendez-lui la vie: que les lois et les statuts gothiques, mosarabes et barbares qui ont réduit le royaume le plus fertile à la plus grande misère, soient à l'instant abolis et détruits au milieu d'elle; que l'abondance reparaisse sur cette terre si fertile, si féconde et si belle! Soyez sensible au sort de ses habitans, général vainqueur; protégez-les, et les encouragez. Le gouvernement ignorant qui les a si long-temps tyrannisés (quels temps furent plus affreux!) allait mettre le comble à leurs malheurs, si ce jour si désiré ne fût enfin arrivé. Le caractère de ce peuple n'est ni trompeur, ni perfide, ni grossier. Les Valenciens, illustre comte, sont dociles, loyaux, et industrieux; ils vous aiment et sauront vous le prouver. Aimez-les, général vainqueur, accordez-leur votre

protection, vos encouragemens, et recommandez-les à leur auguste roi, Joseph Napoléon. Ah! plût au ciel que leurs ardentes prières fussent entendues! Demandez à sa majesté son affection pour ce peuple; assurez-la qu'elle n'aura jamais de sujets plus dignes de son cœur; excitez sa pitié et sa commisération en faveur de ce peuple désolé: je vous promets que sa fidélité, sa reconnaissance et sa loyauté seront un jour bien reconnues. J'ai tout dit, je ne vous retiendrai pas plus long-temps; entrez, et soyez témoin des vœux du peuple.— D. Joseph Prat y Quadras, alcade majeur; D. Armengol Dalmau de Cubells, alcade majeur; le marquis de Carroz, consul; le marquis de Valera, consul; D. Mariano Rubio y Ferrer, consul; D. François Castillo, consul; D. Vincent Pasqual de Bonanza, consul; D. Vincent Juan Escoto, consul; le baron de Saint Vincent y Giner, consul; D. Joseph Insa y Bello, consul; D. Augustin Abas Vibes de Portes, consul; D. Joachim Vilaroya, consul; D. Nicolas Mañez, consul; D. Antonio Jos, député du commun; D. Antonio Gregorio Nogués, député du commun; D. Ramon Cubells, député du commun; D. Théodore Rollo de Lledo, syndic, procureur général de la ville;

D. Pasqual Antonio Ferrando y Gil, procureur-syndic du commun; D. Manuel Joachim Sancho, secrétaire de la municipalité; D. Antonio Gonzalez, alguazil mayor de la ville; D. Antonio Mayò y Serra, sous-syndic; D. Cajetan Bayos, sous-syndic; D. Ramon Vibes, aide-greffier.

Note. Cette harangue devrait être accompagnée ici de celle que les commissaires des habitans et du clergé de Valence, adressèrent à Joseph, dans la ville de Madrid, lorsqu'ils lui présentèrent les procès-verbaux du serment de fidélité, par tous les habitans, dans les églises, devant le Saint-Sacrement; mais nous ne pouvons l'insérer, faute d'avoir les gazettes de Madrid où les adresses des principales villes du royaume furent publiées. Nous y renvoyons ceux des lecteurs qui seront bien aises de comparer le ton avec lequel parlaient toutes les commissions, avec celui qu'on observe chez les courtisans depuis le rétablissement de Ferdinand VII.

N.° CXL.

Lettre écrite de la Corogne, le 15 août 1808, dans laquelle on annonce l'Insurrection de la Galice.

La Corogne, le 15 août 1808. — D. François, mon cher ami: voici enfin le jour où je puis vous apprendre quand et comment a commencé dans ce royaume de Galice, l'insurrection qui a fait tant de bruit en si peu de temps. Plaise à Dieu que les Français n'y reviennent plus pour couper notre correspondance! si ce malheur n'arrive pas, je vous raconterai des choses qui vous étonneront bien.

Le 30 mai, jour de Saint-Ferdinand, arriva la première explosion de la Corogne; le motif en fut, en apparence, fort léger et insignifiant. Jusqu'alors la Galice avait été entièrement soumise à la *Junte suprême de gouvernement* établie dans cette ville par notre roi Ferdinand; tout le monde s'était soumis à ses ordres, et ses décrets étaient exécutés: les gens du peuple étaient uniquement occupés de leurs travaux ordinaires, et les autres se contentaient de murmurer dans les réunions particulières.

Le bruit de ce qui venait de se passer dans la capitale, le 2 mai, fut un nouveau sujet de mécontentement pour le peuple, et donna lieu à la circulation de deux nouvelles qui échauffèrent peu à peu les esprits, et les préparèrent à un mouvement semblable à celui de Madrid : la première fut publiée par les officiers d'un régiment; l'autre par des prêtres et des moines. Les premiers annoncèrent que Napoléon voulait faire partir pour le nord toutes les troupes espagnoles, et laisser en Espagne les troupes françaises; et qu'il allait arriver des chariots chargés de menottes de fer pour ceux qui refuseraient de marcher. Les prêtres disaient que la vente des fonds des chapelles, suspendue par un décret de Ferdinand VII, allait s'effectuer avec la plus grande célérité. Pendant que l'exagération donnait une nouvelle consistance à ces rapports et les faisait circuler de bouche en bouche avec un grand nombre d'autres, la province des Asturies, notre voisine, se mit en insurrection complète contre les autorités établies, en accusant de trahison et d'être vendus aux Français, les chefs militaires et les magistrats: le peuple les dépouilla tumultueusement de leurs fonctions pour nommer une junte provinciale,

laquelle commença à gouverner à sa manière, proclama l'indépendance des Asturies, et déclara la guerre aux Français. Cette junte envoya un député en Galice pour engager la province à imiter son exemple, en faisant entendre que les deux pays pourraient ne former qu'un gouvernement et être plus en état, par leur réunion, de résister à ceux qu'elle appelait les *ennemis communs*. Les insurgés des Asturies n'y réussirent pas à cause que leur envoyé ayant fait connaître le but de son voyage à la Corogne, un des principaux magistrats lui signifia de quitter la ville sans délai, et de ne parler à personne de l'objet de sa mission, s'il ne voulait être arrêté comme malfaiteur, et condamné à payer cher sa commission.

L'Asturien profita de l'avis qu'on venait de lui donner; mais il s'arrêta à Mondoñedo, et s'y réunit à d'autres personnes qu'il informa de l'objet de son voyage, à l'occasion de la nouvelle qu'on y reçut de l'insurrection de Léon, qui venait de tomber dans le piège dont la Galice avait su se garantir jusqu'alors. Notre tranquillité fut de bien courte durée. Le royaume de Léon fit ce qu'avaient fait les Asturies: son émissaire, qui trouva l'Asturien à Mondoñedo, se joignit à lui; et ils

s'abouchèrent avec plusieurs habitans. A la suite d'une discussion, on vit partir pour la capitale de la Galice un jeune étudiant, qui se dit chargé par la ville de Mondoñedo de venir consulter sur la conduite qu'elle devait tenir, à raison de sa proximité d'Oviedo et de Léon. L'étudiant arriva à la Corogne le 28 mai; notre insurrection y commença le 30, et en trois jours elle s'étendit jusqu'au bout de la province. Le motif (ou, pour mieux dire, le prétexte) de ce mouvement général fut l'effet des circonstances fortuites du moment.

D'après un usage général, on arborait le drapeau dans toutes les places fortes du royaume le jour de Saint-Ferdinand, roi d'Espagne, depuis 1789 (où Ferdinand VII fut reconnu avec serment comme prince des Asturies, et héritier présomptif de la couronne), et peut-être même depuis le règne de Ferdinand VII; et des salves d'artillerie annonçaient la solennité de cette journée. Le capitaine général, commandant du royaume de Galice, D. Antonio Filangieri, était né dans la ville de Naples; son origine n'était point espagnole, mais il était bien plus dévoué à la maison des Bourbons qu'à la cause de Bonaparte. Instruit des mesures que la famille royale venait de prendre relativement au

trône, et dont elle avait ordonné partout l'exécution, il se conforma aux instructions que la junte suprême du royaume lui adressait de Madrid. Dans la situation critique où l'on se trouvait, il jugea qu'il était prudent de ne point arborer dans les places d'armes le drapeau, et cette disposition suffit pour faire naître la révolution.

Plusieurs vaisseaux anglais croisaient devant la Corogne, et bloquaient le port du Ferrol. Leurs commandans étaient instruits chaque jour de ce qui se passait en Galice, dans les Asturies et même dans le reste de l'Espagne, par les contrebandiers et les pêcheurs qui fréquentaient la côte. Il suffisait que nous fussions en guerre avec eux pour qu'il leur parût intéressant de savoir quelle était notre situation, surtout celle des Français, à qui ils désiraient faire tout le mal possible. On peut juger par là qu'ils ne devaient pas négliger les occasions qui leur étaient offertes par les contrebandiers et les pêcheurs, pour répandre dans le pays des idées favorables au système de leur gouvernement.

Il y avait aussi *une certaine classe de gens dans la Corogne*, extrêmement irrités contre le commandant général Filangieri, depuis qu'il avait fait partir de cette ville le régi-

ment de Navarre pour l'envoyer au Ferrol, quoiqu'il fît partie depuis long-temps de leur garnison.

Cette mesure n'était pas le seul motif qui inspira de l'aversion aux habitans de la Corogne contre Filangieri; le bas peuple en trouvait un autre dans le préjugé, à demi barbare, qui lui faisait donner le nom de *juif* à tout étranger, persuadé, par la plus absurde ignorance, qu'il ne peut y avoir de bon chrétien catholique ailleurs qu'en Espagne, quoique, par la plus insigne inconséquence, il témoigne de l'estime pour les Anglais lorsque ceux-ci savent flatter son caractère et ses passions.

A peine eut-on remarqué que le drapeau n'avait pas été arboré dans la place d'armes, et qu'il n'y avait pas de salve d'artillerie, qu'une voix cria dans la ville que c'était un *coup des juifs*: on voulait faire entendre par là que le général Filangieri, en sa qualité d'étranger, n'était qu'un juif, et refusait de célébrer la fête de Saint-Ferdinand, afin de se rendre agréable aux Français, qu'on désignait aussi sous le même nom. Ce mot fut bientôt répété parmi le peuple, et en peu de minutes il y eut des milliers de personnes attroupées. Le mouvement arriva sans qu'il

parut avoir été provoqué par aucun instigateur ni par aucun chef. Les circonstances que j'ai rapportées plus haut fournissent un vaste champ aux réflexions.

Les séditieux se présentèrent chez le général, demandant à grands cris et avec menaces qu'il fît arborer le drapeau. Filangieri en donna l'ordre, mais le peuple n'en parut pas plus tranquille. La concession qu'on venait de lui faire, lui inspira le désir d'en exiger d'autres. Il demanda que le régiment de Navarre fût rappelé de la Corogne; que les armes qui étaient dans le parc d'artillerie, fussent distribuées aux habitans; que Ferdinand VII fût proclamé et reconnu roi; et qu'on déclarât immédiatement la guerre aux Français.

Cette dernière proposition n'ayant pas été favorablement accueillie, le peuple insulta le général, et oublia le respect qu'il lui devait comme gouverneur de la province; il força sa maison, en brisa les vitres, et s'empara de tous les papiers de la secrétairerie du gouvernement de la province, pour les livrer aux flammes. Il poursuivit le général Filangieri, qui n'eut que le temps de se sauver par une porte du jardin, et de se réfugier dans le couvent des dominicains.

Un grand nombre de séditieux se trans-

porta ensuite au parc d'artillerie, et s'empara des canons et d'une quantité d'armes assez considérable pour armer quarante mille personnes. Cette expédition se fit sans que la garnison s'y opposât; ce qui fit soupçonner les dispositions qu'elle manifesta bientôt, en se déclarant ouvertement pour le peuple, au mépris des autorités constituées, et en cédant à la voix de l'audacieux qui usurpait l'autorité au nom du peuple, quoiqu'elle fût composée de cinq régimens, et en état de maintenir, si elle l'avait voulu, la tranquillité publique.

Le maréchal-de-camp D. Francisco Biedma, qui cherchait à ramener la multitude, fut atteint d'un violent coup de pierre; Fabro, colonel du régiment de Tolède, fut attaqué en trahison par un clerc de notaire, qui lui donna plusieurs coups de bâton sur les épaules; d'autres officiers de différens grades furent aussi maltraités, au milieu des efforts qu'ils faisaient pour rétablir le calme dans la ville. Il serait difficile de compter tous les genres d'excès auxquels le peuple se livra.

Les factieux ne négligèrent rien pour découvrir le consul de France; et il est certain qu'ils l'eussent immolé, s'il n'avait été sauvé par quelques personnes prudentes, qui lui

firent gagner le château de Saint-Antoine, qui est au milieu de la mer. Ils se portèrent ensuite sur différentes maisons de particuliers, entre autres, sur celle d'un garde-magasin (que le peuple n'aimait point depuis qu'il était riche), sous prétexte qu'on avait déposé chez lui les menottes de fer, apportées, disait-on, par les Français, pour emmener, comme prisonniers, les jeunes gens propres à la guerre, et pour les faire servir en France.

Dans ce dernier mouvement, les chefs qui se montrèrent à la tête de la populace, furent un sellier natif de Madrid, nommé Simphorien Lopez, et un marchand de bas en laine; le premier eut l'heureuse idée de promener dans la ville le portrait du roi, accompagné de la musique de la garnison, et le peuple ne fit que crier, au milieu des chansons, *vive Ferdinand! à bas les Français et les traîtres!*

Le capitaine général Filangieri, le régent de l'audience royale de Galice, et les autorités constituées de la ville, se réunirent pour délibérer sur les moyens de rétablir l'ordre; ils convoquèrent les curés et les prélats des communautés religieuses. Les circonstances où l'on se trouvait, firent naître l'idée de se constituer *junte permanente de gouvernement.* Mais on remarqua bientôt une différence

essentielle entre les anciens magistrats et les prêtres qu'on leur avait adjoints : les premiers voulaient ramener la subordination, rétablir l'ordre et les moyens de réprimer les attentats ; tandis que les seconds se montraient comme des partisans très-zélés des prétentions de la populace. La junte se trouva sans force pour faire exécuter les mesures qu'elle voulait prendre contre la sédition.

Le peuple demanda et obtint de la junte l'envoi de commissaires à Santiago, Tui, Orense, Lugo, Betanzos et Mondoñedo ; ils devaient annoncer à ces villes ce qui venait de se passer à la Corogne, les engager à y envoyer un de leurs consuls pour faire partie de la *junte permanente* qui gouvernerait toute la Galice, et à faire savoir dans toutes les communes de leurs arrondissemens respectifs, la formation de cette junte, et l'obligation où l'on était d'exécuter ses ordres et ses mesures. Le troisième jour toute la Galice fut en insurrection, et il serait difficile de se faire une juste idée des troubles qui éclatèrent dans toutes les villes ; je dirai seulement qu'à Orense les séditieux se portèrent sur la maison commune, et massacrèrent un des consuls de la ville qui jouissait de l'estime de tous les honnêtes habitans.

Lorsque les consuls de toutes les villes de la province furent réunis à la Corogne, leur assemblée prit le nom de *junte souveraine de Galice*. Le clergé parvint à y faire entrer comme membres, les évêques d'Orense et de Tui.

Un des objets que la populace désirait le plus vivement, était de voir déclarer la guerre aux Français, et d'établir des rapports d'amitié avec les Anglais qui bloquaient le Ferrol. Les curés et les moines appuyaient le peuple, et ils l'emportèrent sur les membres de la junte, qui ne pensaient pas comme eux. La résolution dans laquelle on adopta ces mesures, fut publiée, et on commença à insulter comme *traîtres* tous ceux qui avaient voulu persuader qu'il n'y avait rien de plus dangereux qu'une guerre avec le vainqueur de toutes les puissances de l'Europe.

Deux nobles de la Corogne, officiers de marine, en retraite, allèrent traiter avec le commandant de la division anglaise du blocus, et lui faire part, au nom de la junte, de la résolution qu'elle venait de prendre; les Anglais en avaient été déjà instruits par les pêcheurs, les contrebandiers et d'autres personnes. Ils reçurent les commissaires au bruit des fanfares et des démonstrations de joie. Le

lendemain nous vîmes arriver ici deux vaisseaux de ligne, qui escortaient nos députés, et il faut convenir que depuis ce moment nous avons reçu beaucoup d'Anglais. Peu de temps après, le colonel anglais Doyle arriva, avec les fameuses frégates espagnoles dont la prise en temps de paix avait été la cause de notre guerre: il nous en fit la restitution solennelle, qui fut le sujet d'une grande fête, quoiqu'on n'y eût pas trouvé les millions qu'elles avaient apportés de l'Amérique.

Pendant que le colonel Doyle était à la Corogne, il y eut une aggression à laquelle la populace n'avait pas pensé pendant sa plus grande effervescence, soit que l'influence de cet Anglais y ait donné lieu, soit qu'on doive attribuer le fait à quelque autre cause: elle insulta les Français qui depuis fort long-temps s'étaient fait naturaliser dans cette ville, et qui étaient intéressés dans le commerce et les manufactures; elle força leurs maisons, pilla et détruisit leurs fabriques, et les poursuivit eux-mêmes, au point que, pour les soustraire à sa fureur, on fut obligé de les mettre en prison.

Le capitaine général Filangieri eut une fin tragique. Un sergent et quelques soldats du

régiment de Navarre l'assassinèrent à Villafranca de Bierzo, hors des frontières de la Galice. Sa mort parut avoir pour motif, le ressentiment qu'avait excité l'envoi du régiment au Ferrol, contre le vœu de plusieurs officiers de ce corps, dont la présence à la Corogne était un sujet d'inquiétudes pour plusieurs familles respectables. Il est possible que les ennemis de Filangieri aient profité de ce moment de trouble général pour exécuter leur projet de vengeance; d'un autre côté, on ne voit pas quel intérêt pouvaient avoir un sergent et quelques soldats à commettre un si horrible assassinat. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'on ne pouvait accuser Filangieri de manquer de patriotisme, car (outre beaucoup d'autres mesures extraordinaires qu'il avait prises pour la défense du pays, et qui prouvaient ses grands talens et sa profonde instruction) aussitôt qu'il vit la guerre déclarée contre les Français, il se comporta comme un homme convaincu qu'il était temps de faire les plus grands efforts contre un ennemi formidable, afin de sauver la patrie. Il commença à faire exercer au maniement des armes quarante mille Galiciens, et à élever des retranchemens formidables à Manzanal pour empêcher l'entrée de

l'ennemi dans la Galice. Sa mort fut suivie de malheurs incalculables. Sans cet événement, le général Cuesta n'eût pas fait venir les Galiciens pour la funeste bataille de Rioseco, avant qu'ils fussent en état de manier l'épée et le fusil.

Je n'entreprendrai pas de faire ici l'histoire des malheurs de la province pendant les trois mois qui suivirent notre insurrection ; mais on peut croire qu'elle a été marquée par le sang non-seulement dans les grandes villes et les cantons populeux, mais dans presque toutes les grandes communes, particulièrement dans les cités maritimes.

Maintenant, nous sommes au milieu des intrigues les plus actives pour avoir part au gouvernement, parce que l'ambition s'est emparée de toutes les ames. Ceux qui se donnent le plus de mouvement, sont le nouveau comte de Maceda, et D. Juan Caamaño, et un autre sujet de mauvaise mine, dont les intentions ne valent pas mieux, et qui manœuvre dans un parfait accord avec l'archevêque de Santiago, D. Raphael de Muzquiz. Ils ont essayé de dissoudre la *junte souveraine* et de s'emparer de l'autorité. Cette conjuration a été découverte ; mais on ne s'attend pas à des mesures énergiques, parce qu'en

Espagne on ne sait jamais les prendre à propos. Tous ces hommes pensent bien plus à gouverner les Galiciens qu'à les préserver de l'ennemi qui s'approche.

Je vois par le contenu de plusieurs lettres, qu'ils se croient aussi sûrs des Français que Madrid et que la Castille: Dieu veuille qu'ils ne se trompent pas! mais j'en doute beaucoup. Si les Français repassent les Pyrénées, je le croirai; mais s'ils restent en Biscaye, c'est qu'ils attendront des renforts, et, dans cette supposition, que deviendrons-nous? malheurs sur malheurs, et ruine sur ruine pour les villes et les familles, voilà ce qu'il faut craindre. En attendant, je vois la Galice comme une puissance indépendante, dans l'anarchie, séparée du gouvernement de Madrid et du reste de l'Espagne. Qui sera notre roi au nom de Ferdinand VII? Apprenez-moi quelque chose sur tout cela, et demandez-moi sans restriction tout ce qui pourra vous intéresser à l'égard de notre province. Votre ami et votre serviteur, qui vous baise les mains.—*Francisco Bouzas.*—M. D. Francisco Somoza.

Note. Cette lettre doit être à la suite du n° 134, où il est parlé de l'insurrection de l'Andalousie. En combi-

nant les deux textes, on verra quelle a été l'influence de l'Angleterre par le moyen des contrebandiers et des pêcheurs; sans son intervention, qui a été secrète dans les commencemens, et publique plus tard, il ne serait arrivé aucun malheur en Espagne. On n'y verrait pas des villes en cendres, des familles dans la misère; ses colonies ne seraient pas perdues, ni ses manufactures ruinées. La famille des Bourbons remontant sur le trône de France, Ferdinand VII fût rentré en Espagne, comme son oncle Ferdinand IV à Naples, le prince d'Orange en Hollande, l'Anglais dans le Hanovre, et d'autres souverains dans leurs états d'Allemagne et d'Italie. L'Espagne aurait été rendue à ses princes dans toute son intégrité, comme les autres monarchies l'ont été à leurs rois légitimes: le roi Joseph eût été dans l'impuissance de se soutenir en Espagne, comme Jérôme en Westphalie et Murat à Naples. Cependant, aujourd'hui on rend malheureux les Espagnols qui, ayant prévu ces funestes conséquences, et n'ayant pas voulu coopérer aux désastres de leur patrie, ont fui l'anarchie et obéi aux ordres de Ferdinand VII. La postérité leur rendra justice; mais, en attendant, l'Espagne gémit sous le poids des maux que lui cause l'influence de l'Angleterre, qui ne trouve d'avantages que dans la destruction de la marine et des manufactures de la Péninsule, comme il n'est plus permis d'en douter depuis qu'elles n'existent plus.

N.° CXLI.

Lettre sur le véritable auteur des malheurs de l'Espagne.

M. D. Juan Nellerto.

Dans la préface du premier volume des *Mémoires pour servir à l'Histoire de la révolution d'Espagne*, vous dites que « le sort » de plus de douze mille familles bannies » de leur patrie, et de plus de cent mille » autres qui gémissent en silence dans la » Péninsule, est un effet des opinions poli- » tiques, et qu'il importe que celles-ci soient » bien connues; mais que vous vous pro- » posez d'en faire l'histoire avec tant d'im- » partialité, que vous ne serez que le simple » rédacteur des faits et des jugemens qui en » ont été portés.

Si j'avais vu dans vos *Mémoires* tous les faits rapportés et tous les jugemens qui en ont été formés, cette lettre m'eût paru inutile; mais je m'aperçois, en les lisant, que plusieurs faits y manquent, et que beaucoup d'opinions qui me paraissent importantes y sont passées sous silence. Quoique vous n'écriviez que des *Mémoires*, on pourrait

reprocher un grand défaut à votre travail, s'il n'offrait pas tous les matériaux nécessaires à ceux qui se chargeront d'écrire avec impartialité une histoire dont une partie très-importante sera la recherche des véritables causes qui ont amené notre révolution; des auteurs qui l'ont produite; et des principaux ressorts qui ont fait mouvoir, pendant cette époque, la machine politique.

Vous avez vu plusieurs ouvrages imprimés, qui contiennent des choses très-dignes d'être rapportées, au moins avec l'indication de ce qu'elles supposent par elles-mêmes, et des conséquences qu'il est rigoureusement permis d'en déduire, afin qu'un jour l'historien critique puisse en parler avec sagesse et vérité.

Vous avez réuni plusieurs écrits relatifs à ce qui s'est passé en Espagne depuis l'invasion des Français, mais vous avez laissé un vide immense pour le temps qui l'a précédée; ce qui a fait regretter à plusieurs écrivains français de n'avoir rien de certain sur les causes de la révolution; de ce nombre est surtout le dernier traducteur de l'ouvrage publié par M. Escoiquiz, sous le titre de: *Exposé véritable des raisons qui ont motivé le voyage du roi Ferdinand VII à Bayonne.*

Cet ouvrage mérite une attention particulière parmi ceux qui ont été publiés sur le même objet, parce que l'auteur assure connaître tous les faits importans de la manière la plus authentique, et être même le seul qui en ait pu rapporter un certain nombre. Celui de D. Pedro Cevallos, intitulé : *Exposition des moyens dont Bonaparte s'est servi pour usurper le trône d'Espagne*, se recommande de lui-même en ce que l'auteur a été ministre de Charles IV, de Ferdinand VII, de Joseph Bonaparte, de la junte centrale, de la régence, et pour la seconde fois, de Ferdinand VII; ce qui fait de ce personnage un des principaux acteurs du grand drame politique de la révolution d'Espagne. On peut en dire autant des *lettres* qui ont été écrites, soit à vous, soit à M. Escoiquiz, par le marquis Caballero, ministre et confident de Charles IV, avant et pendant l'affaire de l'Escurial, et les émeutes d'Aranjuez et de Madrid (circonstances qui embrassent presque tous les évènemens les plus importans), et qui a été ensuite ministre de Ferdinand VII; je joins à cette liste le *Mémoire* de MM. Michel Joseph de Azanza, et D. Gonzalo de Offarril, parce qu'ils furent l'un et l'autre ministres de Ferdinand avant

le voyage de Bayonne, et celui que M. le marquis d'Almenara, ambassadeur de Charles IV à la Cour de Constantinople, et depuis ministre du roi Joseph, a publié pour la défense de feu son fils, D. Joseph Hervas; toutes ces pièces et les lettres publiées par D. Mariano Louis de Urquijo, ministre du roi Charles IV, et ensuite du roi Joseph, contiennent des faits très-importans, que vous auriez dû consigner dans votre ouvrage, comme des matériaux précieux pour l'histoire.

Je me propose de suppléer à cette omission, si vous voulez bien accorder à mes lettres une place dans vos Mémoires; je commencerai par ce que M. Escoiquiz avance dans son ouvrage, relativement aux véritables causes de la révolution et aux évènemens qui se lient à cette grande époque.

Pour en découvrir l'origine vous ne remontez pas plus haut que la division qu'on suppose avoir commencé dans la famille royale d'Espagne, peu de temps après le mariage du prince Ferdinand avec sa cousine germaine, Marie-Antoinette Bourbon de Naples; ici, vous avez fait de grandes omissions. La révolution d'Espagne et les malheurs qui l'ont suivie, ont été le résultat de causes particulières qui préparèrent insensiblement la

catastrophe, et qui méritent d'avoir une place distinguée dans vos *Mémoires*.

La mort de Louis XVI, en 1792, mit l'Espagne dans le plus grand danger. Tout le système politique de Louis XIV, fondé sur la possession des deux couronnes de France et d'Espagne par des princes d'une seule famille, se trouva détruit par l'établissement de la république française. Le monarque espagnol ne pouvait plus compter que sur ses propres forces, dans tous les évènemens possibles, et ces forces diminuaient progressivement, à mesure qu'on voyait triompher les idées erronées d'une fausse liberté, dont le nom n'attire à elle les hommes que pour les briser sous son sceptre de fer. Pourquoi, depuis ce moment, l'Espagne n'eut-elle pas cent mille hommes sur ses frontières de France? Pour quels motifs, et par quelles personnes, la division fut-elle semée parmi les serviteurs de Charles IV et ceux du prince des Asturies son fils? Quels furent et la raison et les auteurs d'une conspiration qui força Charles IV, de remettre sa couronne (mesure à laquelle il n'avait jamais pensé, quoiqu'on dise aujourd'hui le contraire) à un fils, son successeur naturel; qui était bien loin lui-même de prétendre régner avant la mort de son père?

Pourquoi le père et le fils cherchent-ils, chacun de leur côté, un appui en France? Dans quelle vue et par quels moyens persuade-t-on à l'un et à l'autre qu'une résolution aussi dangereuse doit leur être utile?

L'examen de ces questions est important pour l'histoire; il doit apprendre aux peuples à se tenir en garde contre les desseins politiques des étrangers, pour signaler l'aveugle confiance dans laquelle certains Espagnols sont tombés, et les pièges que d'autres ont tendus à leur patrie. Il fera connaître les hommes qui n'ont suivi d'autre impulsion que celle de l'intérêt particulier, et ceux qui ont véritablement aimé leur patrie, soit qu'ils aient réussi, soit qu'ils aient échoué dans ce qu'ils ont fait pour la servir. Alors on pourra reconnaître quels ont été les titres des uns et des autres à l'estime ou à la censure publique, au milieu d'une révolution qui n'a offert ni centre où l'on pût se réunir, ni guide pour se conduire, ni roi pour obéir, ni d'autre code que la conscience, d'autres lois que celles de l'honneur, et d'autres recours que la providence. Alors, on saura juger ces horribles proscriptions qui ont fait oublier celles de Marius et de Sylla.

On ne doit pas oublier que Charles IV

soutint avec honneur la guerre contre la France, et que néanmoins il se vit obligé de signer la paix en 1795. Le cardinal archevêque de Tolède avait publié une lettre pastorale, dans laquelle il disait: « Les prê- » tres français ont trouvé un asile au milieu » de nous; et le clergé espagnol sera forcé de » se réfugier dans le nouveau monde. » Ce mandement fut supprimé, pour avoir seulement indiqué à la nation le projet vague de passer en Amérique. Le gouvernement a toujours regardé ce pays comme un point de retraite. Telle était alors la situation des affaires politiques! Cette paix ne saurait être blâmée par quiconque se rappellera l'état critique où était alors l'Espagne, et la conduite des Anglais à l'égard de notre marine. Mais bientôt on s'aperçut que l'influence active de la France dirigeait notre cabinet; et il faut convenir que sans cet ascendant, il eût été impossible d'exécuter le traité d'alliance offensive et défensive, conclu en 1796.

Depuis cette fatale époque, le trône d'Espagne n'eut qu'une existence précaire. Tout Français arrivant en Espagne, avec la recommandation d'un directeur de la République ou de quelqu'autre membre de son gouvernement, était reçu avec autant de distinction

qu'un souverain. Tel fut le résultat des conquêtes et des moyens militaires de la république nouvelle; et l'on ne s'en étonnera pas, si l'on se rappelle qu'à cette époque tous les souverains étaient dominés par la crainte de perdre leurs couronnes. Les ambassadeurs étrangers ne pouvaient faire leur Cour au directoire de la république, sans essuyer la mortification d'entendre dire à côté d'eux que les rois allaient tomber et leurs trônes s'écrouler.

Telle était, en 1797, la situation critique de l'Espagne. Je fixe cette année comme la véritable époque de notre révolution et de nos malheurs: il n'est pas dans ma pensée d'imaginer des faits ni de les appuyer sur des textes suspects, mais sur ceux dont l'auteur semble fier de l'avoir été. M. Escoiquiz, dans l'ouvrage qu'il a fait répandre, occupé à tracer le tableau de ses services, pour échapper aux accusations extra-judiciaires (quoique publiques) dont il était l'objet pour avoir précipité son roi dans l'abîme de Bayonne, s'exprime ainsi: « Quelle autre conduite pouvait-on at-
» tendre, et quelle imprudence criminelle
» pouvait-on craindre d'un homme que les
» circonstances et son faible mérite, *et non*
» *l'ambition*, avaient poussé dans la carrière

» politique? d'un homme qui, précepteur
» (sans l'avoir sollicité) de son roi lorsqu'il
» n'était encore que prince, *s'est dévoué pour*
» *la nation*, en osant faire, en 1797 et 98, à la
» reine et même au roi Charles IV, des repré-
» sentations les plus énergiques, de vive voix
» et par écrit, pour *obtenir la fin des maux qui*
» *accablaient la monarchie*, sans espérer autre
» résultat que celui qu'il avait prévu, c'est-
» à-dire, sa destitution et son exil? Quelle
» autre chose aurait-on pu croire d'un homme
» qui fut le seul défenseur de son maître,
» autant que sa faiblesse le lui permettait,
» contre l'oppression tyrannique de Godoy?
» qui s'avança le premier pour combattre ce
» monstre, découvrir ses infamies, le regar-
» der en face, et l'accuser aux yeux de l'uni-
» vers d'être un tyran et un traître? et qui a
» combiné et employé tous les moyens *com-*
» *patibles avec la fidélité due au roi régnant*,
» pour abattre ce colosse, et sauver son au-
» guste prince, et sa patrie, en s'exposant au
» danger le plus imminent de perdre la tête
» sur l'échafaud comme un traître? Tous ces
» faits sont connus du peuple espagnol, qui a
» récompensé avec surabondance, par son
» admiration et son amour, le zèle qu'il a
» montré et les travaux qu'il a supportés,

» comme il est constaté dans le procès de » l'Escurial. »

Parlant ensuite de la part qu'il eut au voyage de Bayonne, il dit: « Mes connais- » sances et mes productions littéraires, ma » réputation, mon âge et mon inviolable » affection pour mon roi, pour mon élève, » que je ne puis comparer qu'à l'amour pa- » ternel le plus tendre,.. que dis-je? ma » gloire, mon propre intérêt (même en » supposant que je n'aimasse que moi), ne » me commandaient-ils pas d'examiner et de » peser avec le plus grand soin les raisons » dans une affaire aussi éminemment impor- » tante? »

Dans ses entretiens avec l'empereur Napoléon à Bayonne, au sujet de ce qui s'était passé avant l'abdication de Charles IV, il dit (s'il faut l'en croire) à S. M. I.: « Personne » ne peut parler mieux que moi de cet évène- » ment, puisque *je fus le principal acteur de* » *toutes les démarches* qui servirent de pré- » texte au ridicule procès criminel de l'Escu- » rial » (1).

Au sujet de sa correspondance secrète avec le prince des Asturies, il avait déjà dit:

(1) Escoiquiz. *Idea sencilla*, cap. 3, pag. 61 et suivantes; pag. 140.

« D. Manuel Godoy, pour son ambition » effrénée, fit naître le juste soupçon parmi » les Espagnols, et particulièrement dans » l'esprit du prince des Asturies, qu'il as- » pirait au trône; c'est ce qui obligea son » altesse (qui n'avait pas d'autre appui) à » me charger de prendre tous les moyens » possibles pour empêcher un si grand atten- » tat, et elle employa, pour me faire parve- » nir sa lettre, datée d'Aranjuez du commen- » cement de mars 1807, une voie secrète » qui nous servait depuis plus de deux ans » pour notre correspondance » (1).

Il faut se rappeler ici que Ferdinand VII. est né le 14 octobre 1784; qu'il s'est marié en 1803, et qu'il a été veuf en 1805 : que D. Juan Escoiquiz n'a jamais été gouverneur, ni confesseur, ni directeur de la conduite morale ou politique du prince des Asturies, ni même chargé de surveiller ses études, mais seulement maître ou professeur de son altesse pour les belles-lettres et les élémens de mathématiques; place dont il a été redevable au prince de la Paix, dans des circonstances qui donnaient un nouveau prix à cette distinction : en effet, Escoiquiz, alors chanoine de Sara-

(1) Chap. 1, pag. 9.

gosse, était persécuté et humilié pour certaines liaisons qu'on l'accusait d'avoir avec sa gouvernante, qu'il emmena ensuite à Tolède, en la faisant passer pour sa parente, et même en France, à une époque plus éloignée. On se souviendra aussi que le prince de la Paix est tombé en disgrâce en 1797, quelque temps après que dona Joséphine Tudò fut déclarée publiquement son amie à Aranjuez par les qualités et les ornemens de sa maison et par le nombre de serviteurs; que la faveur du monarque pour Godoy s'affaiblissant de jour en jour, les choses en vinrent au point qu'il fut obligé de quitter le ministère d'état, lequel fut donné à D. Francisco Saavedra, dans le même temps que M. Jovellanos était appelé à celui de grâce et de justice; que cette disposition changea vers la fin de 1798, lorsque D. Mariano Louis de Urquijo succéda à Saavedra, que ses infirmités éloignaient du ministère, et le marquis Caballero à Jovellanos, sans que le prince de la paix eût aucune part à ces quatre nominations. Cet ancien favori vivait dans la retraite à Madrid; et ne suivait plus la cour dans ses voyages. En 1799, il commença à rentrer en faveur; l'année suivante, son crédit augmenta; il fit la guerre en Portugal en 1801;

et, jusqu'en 1808, il ne cessa de venir plus puissant à la cour.

La combinaison de tous ces faits doit nous guider dans l'examen des plans et des vues d'Escoiquiz en 1797, pour découvrir quelles devaient être, et quelles furent en effet, les conséquences de sa conduite politique. Son auguste élève avait alors douze à treize ans; il était incapable de former aucun projet qui eût pu déplaire à ses parens, dont il était adoré, et qu'il affectionnait tendrement. D. Juan Escoiquiz, qui n'avait d'autre emploi auprès du prince que de lui enseigner les mathématiques, se vante d'avoir eu le courage « en 1797 et 98, de faire à la reine et » au roi Charles IV, les plus énergiques » représentations, de vive voix et par écrit, » pour mettre fin aux maux qui désolaient » le royaume, quoiqu'il n'en attendît d'autre » résultat que de perdre sa place, et de re- » cevoir sa retraite. »

De qui avait-il reçu mission pour en agir ainsi avec ses maîtres? du prince des Asturies? Son altesse conservait toute la candeur de l'enfance; et sa jeunesse, ainsi que son inexpérience, ne lui auraient par permis de comprendre ce que c'était que ces *maux qui accablaient la monarchie*; ni de charger, par

conséquent, son professeur d'humanités de jouer le rôle de ministre, de conseiller d'état ou d'administrateur politique. Il est donc naturel de penser qu'Escoiquiz n'agissait dans cette circonstance que de son propre mouvement.

Quels étaient les maux? Etait-ce le système des contributions arbitraires que les ministres établissaient par de simples lettres administratives? ou le mode de perception et d'administration des finances, ruineux pour les sources de l'impôt, et inutile pour augmenter les revenus du fisc? Etait-ce l'inconvénient de laisser mener les affaires politiques par un seul ministre? ou même de les soumettre à des gens de lois qui n'avaient d'autre talent, pour la plupart, que de plaider devant les cours de justice? Etait-ce celui de convertir les tribunaux en commissions d'affaires pour les réduire ensuite à se conformer exclusivement aux volontés des ministres? d'abuser du nom du roi dans les bureaux ministériels, au point de compromettre le respect dû à la majesté royale? (Dans la secrétairerie de grâce et de justice, on annonça un jour que le roi avait ordonné qu'un particulier, qui ne demeurait à Madrid que sous de faux prétextes, et dont la présence était

nécessaire ailleurs, fût à l'instant renvoyé à son poste; et cela eut lieu en même temps que dans les bureaux de la première secrétairerie d'état on disait que sa majesté n'accordait point à ce particulier la permission de quitter Madrid, ni de renoncer à la commission qui lui avait été donnée.) Etait-ce de voir avec indifférence l'exécution des bulles obtenues de Rome pour la vente des biens immeubles du clergé séculier, pendant qu'il était important que ces biens devinssent promptement la propriété des familles? Etait-ce de laisser sans exécution d'autres bulles dont l'objet était de diminuer le nombre des couvens et des moines? ou l'inaction à l'égard de certains décrets de Rome qui permettaient la vente de leurs biens pour payer la dette publique?

Il faut convenir que si M. Ecoiquiz se fût avisé de faire des représentations sur tous ces objets, il eût commis une grande indiscrétion en se mêlant d'affaires qui ne le regardaient pas; mais du moins il eût frappé au but, car ces maux étaient incontestablement la grande plaie de l'état, depuis les désastres de la dernière guerre. Malheureusement nous avons la preuve que ce ne fut pas là l'objet de ses plaintes; puisqu'à peine Ferdinand VII remonta

sur le trône, et M. Escoiquiz devint maître d'exercer une grande influence, qu'il donna à son prince le conseil de rétablir les choses sur le pied où elles étaient au mois de mars 1808. Or, cet état, conforme à celui de 1797, avait aggravé la situation de la monarchie, parce qu'il n'était qu'une suite nécessaire de la continuation du même système.

Quels furent donc les maux indiqués par M. Escoiquiz? Parla-t-il de ceux que causait le favori? l'accusa-t-il de cumuler les honoraires de plusieurs emplois? de disposer par des moyens indiscrets, des fonds du trésor public? et de distribuer, à son gré, les places en abusant de la confiance du roi? Voilà ce que M. Escoiquiz n'a pas jugé à propos de déclarer dans son *Exposé véritable*, etc.; mais il a voulu nous le faire entendre, en imputant à Godoy une multitude d'autres maux dans plusieurs passages de son ouvrage. M. Escoiquiz a manqué de mémoire ou de bon sens en écrivant. Si l'objet de ses représentations était d'engager les souverains à éloigner du gouvernement celui qu'il accusait d'être l'auteur de tous les maux, cette démarche était fort inutile, puisque Godoy avait quitté les affaires. Il s'agissait donc d'autre chose;

et de quoi? quel était son objet? Il ne pouvait en avoir d'autre que de justifier son renvoi, et de prouver la grande utilité de cette mesure, en rapportant des détails de son administration que la passion faisait regarder comme de véritables malheurs pour l'état, et en protestant que le prince de la Paix en était l'auteur, afin que leurs majestés continuassent de tenir éloigné d'elles celui que M. Escoiquiz ne regardait plus comme leur favori.

Avait-il donc besoin d'un si grand courage pour cela? Il ne lui fallait pour l'entreprendre que de l'ingratitude à l'égard de celui qui l'avait mis en état d'oser ouvrir la bouche en présence de ses souverains. Il dit qu'il n'attendait d'autre avantage de cette démarche que d'être privé de son emploi et éloigné de la Cour. Mais, si ce qu'il voulait représenter était bon, utile au royaume, et conforme à l'intention où étaient leurs majestés que Godoy perdit toute considération publique, pourquoi donc s'attendait-il à être exilé? Il faut croire que dans ses observations il y eût quelque autre chose qui méritât châtiment, puisque le prince de la Paix ne pouvait plus rien ni contre lui, ni contre personne.

Devons-nous croire M. Escoiquiz, lors-

qu'il affirme en 1814 qu'il n'attendait en 1797 d'autre résultat de la démarche qu'il allait faire, que l'exil et la perte de son emploi? Je crois fermement que s'il avait eu à cet égard la moindre crainte, il n'eût pas ouvert la bouche. C'eût été assurément une grande folie de sa part, de faire le sacrifice de sa fortune en n'attendant pas d'autre effet de ses représentations. La conduite postérieure de M. Escoiquiz a prouvé qu'il n'était pas insensible au plaisir d'avoir de l'influence à la Cour.

Il est temps de dissiper les nuages et d'exposer la vérité. Escoiquiz vit son bienfaiteur à terre; il observa dans le cœur noble et royal de son élève le prince des Asturies, de l'estime pour lui; il se persuada que l'éloignement de Godoy venait lui offrir l'occasion de se rendre agréable au roi et à la reine, et d'initier son auguste élève dans l'administration, en le faisant assister aux délibérations du Conseil, pour l'accoutumer à la discussion et au maniement des affaires du gouvernement; il crut qu'il allait s'ouvrir par ce moyen la voie à tous les secrets du ministère, sous prétexte d'éclairer et d'instruire son altesse; peut-être lui fit-il espérer d'obtenir cette faveur de son père et sa mère comme convenable à sa qualité de prince, héritier du trône, et

il s'imagina en même temps que les souverains seraient toujours disposés à écouter ce qu'on voudrait leur débiter contre l'homme qu'ils avaient disgracié.

Sa pénétration n'alla pas jusqu'à soupçonner que le roi et la reine pouvaient avoir des raisons particulières pour éloigner le prince de la Paix, sans cesser pour cela d'avoir encore de l'estime pour lui. Il ne craignit pas d'être ingrat et brouillon par ambition, par ce sentiment qu'il proteste n'avoir jamais éprouvé, alors même qu'il nous fournit la preuve évidente qu'il en était tourmenté: disons donc que c'est la fortune qui lui a été contraire.

Charles IV et Louise aimaient véritablement Godoy. Ils l'éloignaient du gouvernement pour des motifs particuliers; mais ils ne purent voir sans chagrin qu'un prêtre ingrat prît la liberté de faire servir sa langue et sa plume contre son bienfaiteur. Cette audacieuse malveillance ne dut qu'à la bonté des souverains de n'être pas sévèrement punie. Ils jugèrent à propos de lui ôter l'emploi de professeur d'humanités qu'il remplissait auprès du prince, dans la crainte qu'un ambitieux de cette espèce n'influât d'une manière dangereuse sur le jeune héritier du

trône: au reste, ce renvoi fut accompagné de ces égards pleins de noblesse qui étaient si naturels au roi et à la reine. Il eut pour retraite la ville de Tolède, et pour conditions un canonicat et une dignité dans l'église de cette métropole. Ce sort ne convenait point à Escoiquiz: son ame fut navrée d'avoir si mal calculé. Ses actions, et les propos qui lui échappèrent, et dont nous citerons quelques-uns un peu plus loin, prouvent évidemment la haine qu'il conçut contre ses maîtres, qui avaient deviné son plan et qui le déconcertèrent en l'empêchant de semer plus longtemps dans le cœur du jeune prince des Asturies, des idées analogues à ses principes. Escoiquiz se retira à Tolède, lorsque le prince des Asturies allait entrer dans cet âge où les lumières commençant à pénétrer dans l'esprit, en même temps que la puberté se déclare, la jeunesse est plus disposée à écouter ceux qui prennent à tâche de lui plaire. M. Escoiquiz profita de cette circonstance, et il réussit à pénétrer l'ame de son auguste élève de l'idée que personne ne l'aimait autant que lui, et ne serait plus dévoué à son service.

Pendant son séjour à Tolède, Escoiquiz eut soin d'entretenir avec le prince ce pré-

tendu commerce d'amitié, et profitait de toutes les occasions pour bien inculquer à son elève que s'il lui arrivait quelque affaire secrète, il devait se méfier des personnes qui l'entouraient, et de s'adresser à lui, malgré l'obstacle que son absence semblait présenter, parce que son amour pour son altesse, et l'extrême envie qu'il avait de se vouer à son service, suffiraient pour lui faire vaincre toutes les difficultés. La candeur du prince et le genre de vie des membres de la famille royale d'Espagne, les exposaient au danger de tomber dans le piége, et d'être trompés : Ferdinand se persuada qu'un amour véritable de son maître pour sa personne était le principe de ses fréquentes lettres dont les expressions allégoriques étaient une énigme, même pour ceux qui les remettaient au prince des Asturies.

Six ans s'écoulèrent ainsi, jusqu'en 1803, époque du mariage de son altesse avec la princesse de Naples, lorsque déjà le prince de la Paix était rentré en faveur auprès du roi et de la reine, et jouissait d'une plus grande faveur que jamais; preuve évidente qu'il n'avait pas été contraire à ce mariage, puisqu'il aurait pu l'empêcher, s'il ne l'avait pas approuvé. La reine de Naples mit beau-

coup de soin à découvrir s'il existait des intrigues à la Cour d'Espagne, et de quelle nature elles étaient; elle avait besoin de les connaître pour régler les conseils qu'elle voulait donner à l'épouse de Ferdinand. Celui-ci montra bientôt une véritable affection pour elle. Escoiquiz, quoique absent, avait si bien réussi à entretenir les premières dispositions du prince, que celui-ci n'hésita pas à se servir de son précepteur, qui lui apprit comment ils pouvaient s'écrire, sans que ses père et mère pussent le savoir ni s'en méfier. Escoiquiz, parlant de la lettre du commencement de mars 1807, dit que son altesse se servit, pour la lui faire parvenir, *d'une voie secrète*, qui favorisait leur correspondance depuis plus de deux ans. Ce mot *plus* doit s'étendre et remonter au moins jusqu'à 1804, vers l'époque du mariage.

Voyez maintenant, monsieur, s'il convient de remonter plus haut que l'époque du mariage de Ferdinand, pour trouver la cause de la division qui se mit parmi les membres de la famille royale? Voyez si ce fut en 1797 que la semence en fut jetée par un ambitieux que la seule envie de se pousser, et non aucun autre motif, portait à murmurer contre son bienfaiteur alors en disgrâce; pour parvenir

à le remplacer, avec l'appui du prince des Asturies, qu'il voulait introduire dans la chambre de ses rois, lorsque les ministres s'y assemblaient pour y traiter des affaires de l'Etat. Ne voyez-vous pas clairement, monsieur, que tout le déplaisir de Charles IV et de son auguste épouse, vint de ce qu'ils découvrirent l'excessive ambition d'Escoiquiz? ne voyez-vous pas que celui-ci avait su gagner la confiance d'un prince que sa simplicité et son âge encore tendre, n'auraient pu mettre en garde contre ses conseils, en lui persuadant qu'on le ferait passer à une autre école bien plus élevée, où il apprendrait la science du gouvernement, et jouirait bientôt de l'honneur de partager le pouvoir de son père? Si cela n'était pas, pourquoi un simple professeur d'humanités s'avisait-il d'entretenir son disciple, encore si jeune, de la science du gouvernement des états? Escoiquiz avoue lui-même qu'il avait fait de ces matières l'objet de ses entretiens *avec son élève, dès sa première éducation ;* et non seulement il s'en applaudit, mais il nous apprend aussi qu'il a supplié le roi de daigner certifier cette vérité: procédé inconnu peut-être jusqu'à présent (1). Quels pouvaient être les

(1) Escoiquiz, appendix, n. 3, pag. 128.

sujets de ses leçons, avec un prince de l'âge de Ferdinand? ne sont-ils pas indiqués un peu plus haut? et quels résultats devaient-elles produire? La nature humaine obéit constamment aux lois de l'impulsion du tempérament. Persuader à un jeune enfant que ses parens vont le distinguer de tous les autres, même de ses propres frères; l'honorer de leur confiance; le présenter au public comme l'objet de son amour et de son respect; lui faire connaître par les voies de l'expérience la science qui lui sera nécessaire un jour; partager avec lui leur gloire, leur majesté et leur puissance, tout cela était si agréable et si flatteur, que si jamais de telles espérances (semblables à ces représentations qu'on voit se former dans les nuages et se dissiper dans un instant) venaient à être déçues, il paraissait impossible qu'il n'en résultât pas dans l'esprit du prince une impression funeste et dangereuse. Lui apprendre ensuite que ses parens non-seulement lui ont refusé cette faveur, mais qu'ils ont aussi puni celui qui la demandait pour lui, était un autre piège, dont les conséquences immédiates pouvaient être l'aversion d'un fils pour son père, et sa compassion pour celui qui s'était sacrifié par amour pour lui. Le bon caractère de Fer-

dinand VII a bien pu le préserver de ces funestes impressions ; Escoiquiz s'est vu engagé à soutenir qu'elles eurent leur effet, puisqu'il se vante d'avoir supplié Napoléon, dans les conférences de Bayonne, de « prendre, à l'égard du roi Ferdinand, la place » d'un père et d'une mère qu'il n'a jamais connus que par leur aversion in» juste et contre nature » (1). Cette demande n'était qu'une atroce calomnie contre Charles IV et son auguste épouse, puisque tous les Espagnols savent le contraire, et que le fait est attesté par un témoin oculaire, qui en vaut mille, à cause de ses relations continuelles avec les monarques ; je veux parler de M. le marquis Caballero, qui s'en est exprimé dans la lettre imprimée qu'il vous a adressée. Au reste, ce n'est pas là la seule calomnie que ce prêtre ingrat ait avancée contre leurs majestés ; mais, s'il y avait ici quelque chose de vrai, il fallait, par une conséquence forcée, qu'il en arrivât ainsi entre Ferdinand et ses parens, puisque tel devait être l'effet du plan de l'ambitieux Escoiquiz, et des mauvaises impressions qu'il avait faites sur l'ame *de son auguste élève, depuis sa première éducation.*

(1) Escoiquiz, Exposé véritable, ap. n. 3, pag. 161.

Elle n'a donc pas existé, cette haine du père et de la mère pour leur enfant, ni cette aversion du fils pour ses parens; mais, à mesure que le prince de la Paix recouvrait son ancienne faveur, et que les intrigues d'Escoiquiz lui furent connues, il dut nécessairement se former deux partis opposés et ennemis l'un de l'autre. Le premier et le plus puissant était celui de Godoy; le second (et le plus faible alors) était celui d'Escoiquiz. Celui-ci travaillait dans l'obscurité; l'autre méprisa son ennemi jusqu'à une certaine époque. Les courtisans qui observaient ce qui se passait, et qui ignoraient les causes, les véritables agens et les ressorts de tous ces mouvemens, voyaient qu'il existait des partis, et ils nommaient l'un *le parti de la chambre du roi*, et l'autre, *le parti de la chambre du prince des Asturies*; mais, dans le fait, il n'y avait *ni parti du roi, ni parti du prince*, parce que l'amour et l'union existaient entre les membres de la famille, quoique les personnes qui étaient attachées à leur service respectif, fussent animées par la haine les unes contre les autres, et travaillassent à se nuire mutuellement.

Il n'en fallait pas davantage pour produire tout ce qu'on vit arriver, parce que les évè-

nemens s'enchaînant les uns avec les autres, les ennemis du prince de la Paix crurent qu'ils parviendraient enfin à le perdre, s'ils pouvaient le compromettre avec le prince des Asturies, en faisant passer dans l'esprit de celui-ci, comme un acte de mépris pour sa personne, le refus qu'on faisait de lui apprendre la science du gouvernement, quoique la chose fût extrêmement facile, puisqu'il n'y avait pour cela qu'à admettre le prince au conseil général des ministres. Il n'était pas difficile de faire pénétrer cette idée dans l'esprit de Ferdinand; la raison semblait être de son côté, depuis son mariage; il avait vingt ans, et il se rappelait encore les plans du maître Escoiquiz. Ce fut alors que celui-ci commença sa correspondance secrète avec le prince; et, sans être présent ni à Madrid ni dans aucune des résidences royales, il se trouva à la tête du parti *de la chambre du prince* contre le parti *de la chambre du roi*, c'est-à-dire, contre Manuel Godoy. Depuis ce moment (qui fut en 1804), on se fit une guerre continuelle, au point que, dans ses conférences avec Bonaparte, Escoiquiz assura que la conquête de Naples avait servi à resserrer l'union de S. M. I. avec Charles IV, quoique le prince dépouillé fût son frère, et

qu'il vît dans le fils et la fille de ce frère, un gendre neveu et une belle-fille (1).

Qui fut l'auteur d'une guerre intestine aussi funeste à la nation? Escoiquiz se vante de l'avoir été, en s'efforçant de prouver qu'il n'en voulait qu'au favori du roi: « Le » premier, dit-il, *en parlant de lui-même*, il » osa combattre ce monstre, en découvrant » ses infamies, en le reprochant face à face, » et en l'accusant aux yeux de l'univers » d'être un traître et un tyran; et en com- » binant et employant *tous les moyens com- » patibles avec la fidélité due au roi régnant*, » pour abattre ce colosse, et sauver l'auguste » prince, et sa patrie, au péril le plus immi- » nent de perdre lui-même la vie sur l'écha- » faud, comme un traître » (2). Escoiquiz, en écrivant ceci, reconnut que, même en admettant une intention louable, il fallait n'employer, pour arriver au but, que *des moyens compatibles avec la fidélité qui était due au roi régnant*. Mais, observa-t-il cette mesure? Est-il possible d'accorder la fidélité avec une désobéissance positive dans une matière aussi grave que celle d'entretenir une correspon-

(1) Escoiquiz, pag. 156.

(2) Escoiquiz, pag. 62, chap. 5.

dance avec l'héritier du trône? et dans quelle intention? pour contrarier la puissance du souverain, et forcer sa volonté à se priver d'un ministre qu'il aimait. Lorsque Ferdinand VII aura un fils, héritier présomptif de son trône, âgé de vingt ans, approuverait-il qu'il y ait auprès de sa personne un homme qui imite Escoiquiz? c'est cette règle qu'il faut consulter pour juger le procès; mais avançons, et nous découvrirons de nouvelles lumières sur les véritables auteurs de la révolution et de ses désastres.

Après la mort de la princesse des Asturies, le prince de la Paix songea à se préparer un appui à la Cour pour le temps où Charles IV ne serait plus; il proposa le mariage de Ferdinand avec la fille cadette de feu l'infant D. Louis de Bourbon-Espagne; cousine-germaine du roi et de la reine, et petite sœur de la comtesse de Chinchon, sa femme. Escoiquiz en est instruit; aussitôt il intrigue avec l'ambassadeur de France, pour faire rejeter la proposition de Godoy, et prendre des mesures pour que Ferdinand se mâriat à une parente de l'empereur, afin de détruire par là son ennemi.

Godoy ne s'en tient pas à ce projet de mariage, et à l'agréable espérance de le voir se

réaliser; il travaille encore à se faire investir, par Napoléon, de la souveraineté des Algarves en Portugal, que l'empereur possède à titre de conquête; et il se propose de se créer ainsi un asile indépendant après la mort de Charles IV. Escoiquiz, de son côté, ne pense qu'à perdre Godoy, par le moyen des représentations qu'il suggère au prince des Asturies; et pour cela, il fait de fréquens voyages à Madrid, à Alcobendas et ailleurs, contre les ordres qu'on lui intime de la part du roi lorsqu'il a quitté les fonctions de maître du prince des Asturies.

En supposant que Godoy eût obtenu une pleine victoire à Paris, il n'y avait aucun malheur à en craindre pour l'Espagne. Son roi acquérait une autre partie du Portugal avec le titre d'empereur du Mexique; et la nation voyait joindre à son territoire une étendue considérable de pays; et sur celui des Algarves elle aurait eu le droit de haute souveraineté. Cette intrigue ne supposait aucune trahison, et ne pouvait faire aucun tort ni à l'État ni à Ferdinand. Il n'en était pas de même de la part d'Escoiquiz; sa conduite était en elle-même une véritable trahison à l'égard de Charles IV; capable de causer des troubles dans l'État, et même une guerre civile, parce

que s'il avait obtenu, sans l'intervention du roi, que Napoléon promît une princesse de sa famille, et que Charles IV eût ensuite refusé d'en faire la demande avec toutes les cérémonies et les usages de la Cour, il était infiniment à craindre que Escoiquiz, aidé de ses partisans, n'excitât une insurrection semblable à celle qui arriva plus tard à Aranjuez.

Bonaparte, recherché par Godoy et par Escoiquiz, vit entre ses mains les deux instrumens qui devaient servir à l'exécution du projet qu'il avait formé de détruire la branche espagnole de l'auguste famille des Bourbons. Il accorda à Godoy la principauté qu'il désirait, pour s'en faire un rempart contre les attaques éventuelles de ses ennemis; en même temps, il chargea son ambassadeur à Madrid de se conduire de manière à faire concevoir à Escoiquiz l'espérance de voir le prince des Asturies marié à une princesse de sa famille, et d'avoir S. M. I. pour protecteur de sa personne et de ses droits. Il signa immédiatement après, à Fontainebleau, le traité du Portugal, parce que, bien que les autres souverains de l'Europe dussent en être instruits, il ne croyait pas qu'il pût se compromettre ni avoir à rougir d'une pareille stipulation, après avoir accoutumé les princes de

l'Europe à le voir donner et ôter les couronnes au gré de ses caprices. Cependant il ne se montra pas aussi docile à promettre une de ses parentes pour épouse à Ferdinand; se sagacité lui fit découvrir qu'il compromettait les droits de tous les souverains s'il autorisait la perfidie d'un homme qui venait lui proposer un mariage pour l'héritier d'une couronne pendant la vie du souverain son père, et sans être envoyé par lui. Il reconnut, dès le premier instant, qu'on avait manqué à tous les égards dus à un père, et violé tous les droits d'un souverain, et il craignit pour lui-même un évènement semblable s'il approuvait une mesure si perfide et si scandaleuse: il refusa donc d'autoriser une conspiration qui l'eût rendu l'objet de l'exécration générale, et laissa son ambassadeur livré à ses propres conseils, afin de pouvoir désavouer sa conduite (comme il le fit en effet), si cela convenait à sa politique. Il s'abstint également de répondre à Ferdinand, pour un motif semblable, et pour agir suivant les circonstances; charmé cependant de voir que la haine de deux ambitieux divisés, lui fournissait d'avance des armes pour l'invasion qu'il méditait. Voilà comment se concilie l'envoi d'une armée en Espagne avec les traités qu'il fait pour céder

le Portugal à celle-ci, et avec la promesse qu'il envoie de protéger Ferdinand.

Pendant qu'Escoiquiz et Godoy espèrent de triompher l'un de l'autre avec le secours du même personnage, Escoiquiz redouble d'intrigue, et forge la plus affreuse calomnie contre Godoy, pour engager le prince des Asturies à le seconder vivement dans l'accomplissement des desseins qu'il prétend avoir formés pour le bien de l'Etat. Il suppose avoir appris que Godoy travaille à s'emparer de la couronne, ou au moins du souverain pouvoir, dans le cas où Charles IV viendrait à mourir. « Godoy, dit Escoiquiz, fit naître » dans l'esprit de tous les Espagnols, et surtout » chez le prince des Asturies, le juste soup- » çon qu'il aspirait au trône (1). » Quel homme inspira ce soupçon à Ferdinand, si ce n'est Escoiquiz lui-même? Celui-ci, pour mettre de l'ordre dans ses manœuvres, eut la hardiesse, dans ses entretiens avec l'empereur, de représenter Godoy comme un homme *vil et perfide* (2). Cependant il est très-vrai que le prince de la Paix ne fut jamais traître, vil, ni perfide, malgré l'ambition

(1) Escoiquiz, chap. 1, pag. 9.
(2) Id. pag. 175.

qui le dominait : Escoiquiz, au contraire, s'est rendu coupable de plusieurs trahisons à l'égard de Charles, et s'est conduit comme un sujet très-infidèle depuis 1797.

Le marquis de Caballero (qui en savait plus que personne sur ces affaires) dit que, malgré l'opinion qui attribuait à Godoy le projet de se saisir du gouvernement de la monarchie, jamais il n'avait pu croire que ce favori fût capable d'une pareille tentative, parce qu'il savait bien qu'il n'était pas aimé de l'armée, et qu'elle l'abandonnerait dans son entreprise téméraire (1). Le traité de Fontainebleau prouve suffisamment que les bruits répandus à cet égard avaient été inventés par la calomnie, pour rendre le prince de la Paix plus odieux; puisque, bien loin de penser à ce que lui imputait le calomniateur Escoiquiz, son ennemi, il cherchait à se procurer un asile indépendant, et séparé de la monarchie espagnole, pour le temps où son protecteur Charles IV viendrait à lui manquer (2). Dans ses entretiens avec Napoléon,

(1) Lettre du marquis Caballero à D. Juan Nellerto.

(2) En effet, c'est ce que marquait le prince de la Paix dans une lettre qu'il écrivait à Izquierdo. *Note de l'Editeur.*

Escoiquiz dit à ce souverain que tous les faits qui donnèrent lieu au procès de l'Escurial, se réduisaient aux conversations qu'il avait eues avec l'ambassadeur Beauharnais, et à la lettre qu'il écrivit à S. M. I. au nom du prince des Asturies (1). Outre cette lettre, vous avez parlé dans vos mémoires d'un brevet de généralissime des armées espagnoles, en faveur du duc de l'Infantado (2). Le marquis Caballero va plus loin, et dit qu'il fut trouvé dans la chambre du prince des Asturies, *un écrit de cinq feuilles et demie*, où il était question des moyens à prendre pour éviter le mariage qu'on voulait lui faire contracter avec la belle-sœur du prince de la Paix, et où les noms des interlocuteurs étaient supposés : *une lettre*, sans signature, datée de Talavera de la Reina, d'une écriture inconnue, et qui était pour Escoiquiz : *une clef et des règles* pour suivre une correspondance en chiffres; *une demi-feuille* de papier avec des numéros, des chiffres et des nombres; et *un billet* sans signature. Voilà toutes les pièces dont il fut parlé dans la gazette de Madrid de ce temps-là.

M. le marquis Caballero s'efforce en vain,

(1) Escoiquiz, append. n. 3, pag. 140.

(2) Tom. 1, chap. 1, n. 6.

pour plaire à la cour, de présenter à sa manière le procès de l'Escurial. Ce qu'il y a de vrai, relativement à ces papiers et à d'autres pièces, se trouve constaté au procès. Le marquis a écrit, ignorant ou affectant d'ignorer, ce qui se passa relativement à cette affaire dans le mois de décembre 1808; j'en fus instruit de bonne part, parce que les détails de mon emploi m'avaient mis en relation avec des Français qui étaient bien informés: ils me racontèrent que le maréchal Grouchi, qui n'était encore que général, ayant reçu, ou prétendant avoir reçu des ordres de Napoléon pour cela, fit retirer des archives le procès de l'Escurial, à cause du bruit qu'il avait fait, et de l'envie qu'on avait de le connaître; et qu'il en disposa comme il jugea à propos, car on ne sait s'il en fit sa propriété, comme amateur des papiers curieux, ou s'il les remit à l'empereur. Ayant appris qu'un de ses aides-de-camp en avait fait un extrait, je ne négligeai rien pour m'en procurer une copie: je ne pus y parvenir; mais j'obtins que cet écrit me serait confié pour l'espace de deux heures, qui me suffisaient pour en prendre lecture. Afin de mettre à profit un temps si court, je rédigeai quelques notes, qui, quoique très-courtes, sont utiles

dans ce moment-ci pour éclaircir ce que M. Caballero a laissé dans la plus grande obscurité. En effet, les ayant mises sous les yeux de M. Viegas, qui exerça dans cette circonstance les fonctions de procureur du roi, il me dit que tout ce que j'avais noté était véritable, et il me donna même plusieurs explications. Mais ne nous éloignons pas de l'ordre chronologique, et donnons auparavant une idée des commencemens de cette affaire.

Un incident, auquel Escoiquiz ne s'attendait pas, fit découvrir toutes ses intrigues. On avertit la reine que son fils passe les nuits à à écrire; qu'il pénètre dans le palais des lettres dont le but est criminel; et qu'il paraît impossible qu'il ne se trame pas quelque intrigue dans le mystère et l'obscurité, contre les intentions et les volontés du roi. Le monarque s'émeut à cette nouvelle. Godoy, qui craint pour lui-même les suites d'une pareille entreprise si elle vient à réussir, propose à son maître d'employer un prompt remède contre le complot, et bientôt le prince des Asturies est arrêté, ses papiers sont saisis, on reçoit ses déclarations, et le reste se passe comme le raconte M. Caballero, acteur prin-

cipal dans cette expédition, en vertu d'un ordre de Charles IV.

Que l'on considère avec soin la situation terrible où se trouvaient les deux premiers personnages de la monarchie, par suite des manœuvres d'Escoiquiz. Charles IV, roi et père, plein de tendresse pour son fils, se croit obligé d'ordonner à celui-ci de tenir les arrêts dans son appartement, et de remettre son épée. Ferdinand VII, fils soumis, humble, obéissant, et plein d'amour pour son père, entend sortir de la bouche de celui-ci un ordre qui le déshonore; il livre son épée, qu'il n'avait jamais songé à tirer que contre les ennemis de son père et de sa patrie! Qui a fait passer pour ennemis aux yeux de toute l'Europe ces deux princes, si affectionnés l'un à l'autre? Qui a osé le faire, si ce n'est celui qui, ne pouvant souffrir l'éminente faveur dont jouissait Godoy (laquelle aurait dû lui être tout-à-fait indifférente), a conspiré pour sa ruine, sans songer que les moyens qu'il employait étaient criminels, et pouvaient faire un tort incalculable au prince Ferdinand qu'il prétendait servir? La faiblesse de ses talens, d'autant plus grande qu'il se croit plus habile, lui servirait d'excuse, s'il pouvait y en

avoir dans une tentative de ce genre. Depuis dix ans il poursuivait le cours de ses intrigues ambitieuses, et les résultats nous font voir quel esprit, quelles idées, et quelles maximes morales et politiques il avait cherché à graver dans le cœur de son auguste élève. Heureusement le bon naturel de Ferdinand VII le préserva de la dépravation, et prenant l'avantage dans ce combat de ses pensées, l'éclaira complètement sur les faits, sur les personnes, et sur la nature des pièces écrites qu'on lui avait adressées, et qu'on lui avait fait signer; et tout ceci s'accorde bien avec ce que j'appris de personnes que je voyais en décembre 1808.

Il résulte des déclarations faites par le prince des Asturies et par D. Juan Escoiquiz devant le conseiller Campomanes, qu'il y avait un brouillon de lettre préparé par Escoiquiz, que Ferdinand devait copier et adresser à son père : il y disait que Godoy ambitionnait la couronne, et que ceci devait faire craindre qu'il n'attentât aux jours de sa majesté, et à ceux de la reine et de tous les membres de la famille royale, que, pour éviter ce malheur, il convenait que Charles IV confiât à son fils le commandement de l'armée, l'associât aux délibérations du grand-conseil d'état,

lui permît de mettre Godoy en état d'arrestation, et enfin qu'il prît le parti de ne voir personne, pas même la reine son auguste épouse, si ce n'est en présence de son fils, parce que ce moyen ferait bientôt découvrir les crimes du favori, dont la puissance fermait la bouche à ceux qui pourraient les dire. La lettre ne parle point des indices du crime qui y est dénoncé : si, pour les connaître, il fallait que Charles IV renonçât au commandement de son armée, qu'il ne parlât à personne, pas même à la reine, sans témoin, n'était-ce pas exiger qu'il cessât d'être roi, au moins quant à l'exercice de la souveraine puissance? Tout le monde en aurait ainsi jugé, excepté le seul et véritable auteur des malheurs dont l'impéritie et l'ambition n'apercevaient rien qui pût le détourner de son entreprise. Il n'en fut pas de même de Ferdinand, puisqu'il n'eut pas lieu de faire usage de cette lettre; et on ne peut, par conséquent, lui reprocher la calomnie qu'Escoiquiz y avait insérée contre Godoy. Dans quel abîme tombent les méchans qui ne réfléchissent pas sur les moyens qu'ils emploient pour parvenir à leurs fins! D'un côté, Escoiquiz représente Godoy comme un être méprisable, odieux à l'armée et à toute la

nation, et qu'il suffira de le disgracier pour que personne n'en fasse plus aucun cas; de l'autre, on en fait un personnage si important, on le suppose à la tête d'un parti si redoutable, que personne n'osera se déclarer contre lui s'il n'est arrêté, et qu'il trouvera des moyens d'usurper la couronne, ou du moins de conserver l'autorité, lorsque Ferdinand sera sur le trône. Que d'inconséquences! mais, en même temps, quel outrage fait au peuple espagnol! Escoiquiz suppose que Godoy trouvera des bras pour l'aider dans l'exécution des détestables projets qu'il lui suppose, même pour commettre un régicide. Où a-t-il trouvé, dans notre histoire, des exemples qui l'autorisent à faire une si horrible supposition, depuis le meurtre de Pierre Ier, commis par son propre frère Henri II?

Toutefois il ne faut pas s'étonner qu'Escoiquiz traite la nation espagnole avec tant d'audace, puisque, dans les déclarations qu'il a faites à l'occasion du procès, il n'a pas craint d'imputer des fautes à son prince même, en disant qu'il avait écrit ce projet de lettre, parce que son altesse le lui avait demandé: circonstance qui est démentie par le témoignage de Ferdinand, qui dit avoir été

poussé par Escoiquiz lui-même à cette mesure et à tout le reste. Cette déclaration du prince mérite d'autant plus de confiance, que les efforts les plus constans d'Escoiquiz tendaient à lui inspirer tout ce qui pouvait favoriser l'exécution de ses projets.

L'autre écrit dont le marquis Caballero a cité, quoique confusément, le contenu, renfermait certaines *instructions* qu'Escoiquiz reconnut pour son ouvrage, et qu'il avait remises au prince des Asturies ; il y avait désigné les personnes sous des noms supposés. J'ai vu, dans l'extrait de l'aide-de-camp du maréchal Grouchy, ceux de ces noms qui servaient à désigner le roi Charles IV et la reine Louise, le prince des Asturies et le prince de la Paix, la fille adulte de l'infant D. Louis, cousine du roi et de la reine, et plusieurs autres personnages.

D'après ces instructions, Ferdinand devait faire entendre à sa mère que Godoy était indigne de la protection dont sa majesté voulait bien l'honorer; qu'elle ne devait voir en lui qu'un homme criminel à tous égards, même dans un [illegible] qui pouvait blesser son honneur comme [illegible], et son amour-propre comme femme. C'était à genoux devant sa mère que Ferdinand devait prononcer un discours si

indigne de personnages aussi éminens et aussi respectables. Escoiquiz terminait ses instructions en promettant que *si les moyens qu'il proposait n'avaient pas l'effet désiré, il en connaissait d'autres plus efficaces.* Quels étaient ces moyens? il n'est pas téméraire de supposer qu'ils étaient révolutionnaires. Et voilà celui qui traite d'homme vil et perfide Godoy, pendant qu'il se rend lui-même coupable d'une perfidie la plus détestable contre la *fidélité qu'il doit au roi régnant!* Cette vertu, qui lui était étrangère, se trouva dans le cœur de Ferdinand, qui ne fit aucun usage de cette pièce, et déclara toutes les autres circonstances de cette intrigue.

Interrogé par le juge, Escoiquiz répondit qu'il n'avait jamais cru que le prince de la Paix voulût usurper la couronne, mais qu'il l'avait entendu dire à plusieurs personnes, et que, dans des affaires d'une si grande importance, il valait mieux s'exposer à être injuste à l'égard de celui qu'on accusait, que de ne pas prendre les précautions nécessaires contre [redacted]r. Il avoua qu'il était une [redacted]e de la Paix; qu'il devait [redacted]; [redacted] l'éloge de son bien-[redacted]disant qu'il possédait de grandes [redacted], et il demanda pardon pour son im-

prudence, par considération de sa vieillesse et de ses bonnes intentions.

Que ce langage d'Escoiquiz livré à la justice, ressemble peu aux orgueilleuses prétentions qu'il affiche dans son *Exposé véritable*, etc.! Il a l'audace d'y avancer « qu'il a » été le seul appui de son prince contre l'op- » pression tyrannique du prince de la Paix; » qu'il s'est avancé le premier pour com- » battre ce monstre, en découvrant ses in- » famies, en le reprochant face à face, et en » l'accusant aux yeux de l'univers, d'être un » traître et un tyran; qu'il a préparé et exé- » cuté tout ce qui lui a paru propre (sauf la » fidélité qu'il devait au roi régnant) pour » renverser ce colosse, et sauver l'auguste » prince, et sa chère patrie, en s'exposant au » danger le plus imminent de perdre la vie » sur l'échafaud, comme un traître; et que » tous ces faits ont été connus de la nation, » qui a surabondamment récompensé, par » son admiration et son amour, le zèle qu'il » a montré et les efforts qu'il a faits, ainsi » que le célèbre procès de [illegible] » rement prouvé. » ([illegible] découvre dans [illegible]

(1) Escoiquiz, chap. 4, pag. 62

son ouvrage, doit servir de thermomètre pour établir la mesure de confiance qu'il mérite pour beaucoup d'autres détails invraisemblables qu'il nous donne.

Ce n'est pas parce qu'il a été acquitté par les conseillers de Castille, qu'Escoiquiz puisse se livrer à toutes ses jactances. Ces deux objets n'ont aucune liaison entre eux. Les juges de ce procès reçurent certains ordres du roi, d'après lesquels ils ne pouvaient pas examiner *génériquement* si Escoiquiz et ses affidés étaient coupables dans leur conduite respective : ils durent se borner, et se bornèrent en effet, à examiner s'ils étaient coupables ou non du crime dont ils avaient été accusés par Viegas, c'est-à-dire, du crime de lèze-majesté, en conspirant contre la personne sacrée de Charles IV. L'acquittement judiciaire qu'ils ont obtenu sur ce point, ne prouve ni ne peut prouver leur innocence politique. Si l'affaire avait été réduite à la question légale de savoir si la conduite d'Escoiquiz était, ou non, criminelle contre le respect dû à un roi et à un père, les juges n'auraient pas prononcé qu'elle n'avait pas ce caractère. Dans cette discussion délicate se mêlait l'objet du mariage du prince des Asturies avec une parente de l'empereur Na-

poléon, et l'ambassadeur Beauharnais s'y trouvait compromis. Ici se présentaient des dangers de la plus grande conséquence. La prudence de Charles crut devoir les éviter, en ordonnant aux juges de ne pas s'occuper de ce qui pouvait avoir des rapports directs avec la conduite de son fils, déjà rentré en grâce auprès de lui. Le fiscal et les juges virent leurs pouvoirs bornés à un point où il n'y avait pas de crime. Escoiquiz se plaint d'avoir été exilé depuis par le roi, avec plusieurs autres personnes. Que demandaient-ils donc? Escoiquiz voulait-il abuser de la bonté de Charles IV, qui avait biffé tant de points sur lesquels il pouvait être trouvé coupable? Croyait-il être innocent, lorsqu'il demandait pardon de son imprudence, en invoquant le respect dû à ses cheveux blancs, et qu'il faisait valoir, pour se disculper, ses bonnes intentions? Il ne se regardait pas comme tel; sa conscience l'accusait, en lui rappelant sa perfidie [illegible] auté à l'égard de Charles IV, dans tout ce que je viens de rapporter, et dans l'insinuation faite au prince des Asturies de nommer le duc de l'Infant[illegible] ralissime de l'armée, si prématurément.

L'exil d'Escoiquiz n'éteignit point le feu de la discorde qu'il avait allumé. Il se vante

qu'on n'a pu lui rien imputer de l'insurrection d'Aranjuez, parce qu'il était dans le monastère del Tardon, très-loin de la cour. Mais, quoiqu'il n'influât pas directement, il n'y a pas de doute qu'il n'ait été le véritable auteur de cette calamité et de toutes celles qui la suivirent. Ses intrigues, après la mort de la princesse des Asturies, avaient eu des suites favorables à l'amour que tout le monde devait à Ferdinand, mais elles avaient été extrêmement contraires à la tranquillité publique. Pendant que les émissaires d'Escoiquiz semaient partout les plaintes contre Godoy, en le représentant comme l'auteur de tous les maux de la monarchie, l'esprit de révolte faisait tant de progrès, qu'à peine eut-on appris l'arrestation de Ferdinand, qu'un grand nombre d'habitans de Madrid et des autres *sitios royaux* en rejetèrent la mesure sur Godoy, et furent prêts à se livrer à tout mouvement d'insurrection qu'on eût voulu leur proposer. S'il ne se trouva personne alors pour commander une révolte, les esprits n'en étaient pas moins dans la plus vive agitation.

L'arrivée de deux nombreux corps de troupes françaises presque dans le voisinage de la capitale, commença à faire naître des craintes sur les desseins de Bonaparte.

Charles IV parla de se retirer à Séville. Escoiquiz avait persuadé à Ferdinand que Napoléon le protégerait. Il fallait, par conséquent, s'opposer au projet de s'éloigner de Madrid et des autres maisons royales. Les partisans d'Escoiquiz sont instruits des intentions du roi; les mouvemens d'Aranjuez et de Madrid arrivent, et Charles IV, qui craint de plus grands malheurs, abdique la couronne et la remet à son fils. La révolte s'apaise, et Charles proteste contre son abdication, en déclarant qu'il l'a faite malgré lui, et parce qu'il craignait d'être assassiné avec la reine.

Qui est le véritable auteur des nombreuses, des grandes et funestes conséquences de cet évènement? Qui peut l'être, si ce n'est Escoiquiz? qui peut l'être, si ce n'est celui qui a tout préparé pour la sédition, depuis les *instructions* qui ont paru dans le procès de l'Escurial? En supposant que Napoléon n'eût pas répondu, Escoiquiz devait regarder comme tout-à-fait perdu l'espoir du prétendu mariage, et inspirer au prince des Asturies une soumission sincère et cordiale à la volonté du roi son père, alors Ferdinand ne se fût point opposé au voyage de Séville, et cet accord eût suffi non seulement pour prévenir l'insurrection populaire et ses suites, mais

encore pour préparer l'organisation d'une armée qui se fût opposée aux Français, s'ils avaient commencé à nous traiter en ennemis, ce qui peut-être ne serait pas arrivé. Quel inconvénient y avait-il à se retirer en Andalousie? ce parti n'offrait-il pas à Charles IV les moyens les plus favorables pour ses relations avec les puissances de l'Europe?

L'issue des évènemens a fait voir que Charles IV avait raison; et Escoiquiz le reconnaît lui-même, sans y penser, dans son *Exposé véritable*, lorsqu'il avoue qu'un des moyens que Ferdinand pouvait préférer au voyage de Bayonne, était d'abandonner Madrid et d'aller se fortifier dans quelque province (1).

Mais, en supposant même le contraire, était-il permis, en conscience et aux yeux de la politique, à des sujets de s'opposer à la volonté du souverain, avec les bras d'un peuple mutiné? Faudra-t-il que nous fassions l'éloge de l'attentat commis à Aranjuez? Les personnages et les grands qui en aidèrent de leur or, de leurs conseils ou par d'autres moyens, l'exécution du complot, sont-ils exempts de blâme pour avoir excité la sédition, quand même ils n'auraient eu d'autre

(1) Escoiquiz, chap. 2, p. 29.

intention que d'empêcher le voyage, comme l'a avancé le marquis Caballero? La désobéissance, de quelque prétexte qu'elle prétende couvrir ses attentats, ne pourra jamais se concilier avec la soumission délicate qui est due au souverain.

Escoiquiz, seul auteur des maximes dont la pratique a causé la perte du royaume, a entrepris de faire l'apologie de l'évènement d'Aranjuez, puisqu'il se vante d'avoir dit à l'empereur à Bayonne, que les troupes n'étaient pas obligées d'obéir à Charles IV dans la circonstance de son voyage. « Il est cer-
» tain, dit-il, que les troupes auraient refusé
» d'assassiner *ce bon peuple*, si on le leur
» avait commandé, pour faciliter un funeste
» voyage; mais, enfin, l'ordre ne leur en
» fut pas donné, et s'il l'avait été, *auraient-*
» *elles dû l'exécuter?* Était-il juste d'exiger
» qu'elles contribuassent à la ruine de leur
» patrie, ce qui en était la conséquence iné-
» vitable? J'en appelle à l'ame magnanime
» de votre majesté impériale. (1) Je sais aussi
» que les chefs de ces corps militaires, con-
» sultés par le roi et la reine en commence-

(1) A qui en appelait-il pour justifier l'insubordination militaire?

» ment de l'insurrection, sur les moyens de
» l'apaiser, leur parlèrent dans le même
» sens, c'est-à-dire, en appuyant les instances
» du peuple, qui demandait que ses maîtres
» abandonnassent tout projet de voyage, et
» qu'ils renvoyassent le prince de la Paix,
» après l'avoir dépouillé des faveurs qu'il
» avait obtenues de la bonté du roi d'une ma-
» nière sans exemple. Je suis également per-
» suadé que les chefs de la troupe montrè-
» rent une invincible répugnance à employer
» la force contre un peuple qui *ne connettait*
» *d'autre faute que celle de manifester son*
» *amour pour ses monarques*, en demandant
» les choses les plus justes et les plus néces-
» saires pour le bonheur même de leurs
» majestés et de leur famille, et pour celui
» de leur nation. » (1)

Je suis fort éloigné de croire qu'Escoiquiz ait dit tout cela à Napoléon. Au premier mot mal sonnant sur la subordination militaire, la conversation eût été brusquement interrompue, et avec raison. Mais, l'histoire des conférences de Bayonne nous fait connaître les opinions d'Escoiquiz; les maximes qu'il était capable d'inculquer; et la doctrine qu'il

(1) Escoiquiz, append. pag. 144 et suiv.

prêchait à cette époque. Même en mettant des bases aussi immorales qu'impolitiques, il s'en faut bien qu'Escoiquiz ait gain de cause; il est obligé d'avoir recours à un moyen plein de malice, c'est de confondre la seconde insurrection d'Aranjuez avec la première. Il suppose que les révoltés *ne commettaient pas d'autre faute que de témoigner l'amour qu'ils portaient à leurs souverains, en demandant les choses les plus justes et les plus nécessaires pour le bonheur même de leurs majestés, de leur famille, et pour celui de leur peuple.* Quelles étaient ces choses si nécessaires? Ce n'était pas l'éloignement du prince de la Paix, puisqu'ils le croyaient déjà mourant et prisonnier dans le quartier des gardes-du-corps. Ce n'était pas sa destitution de toutes ses places et dignités, puisque, le jour précédent, un décret royal lui avait ôté celle de généralissime et grand-amiral. Tout ce que cette populace pouvait demander, Charles IV l'avait déjà fait. Toutefois ils continuent de menacer : que demandent-ils? Ils ne répondent pas par leurs discours, mais leurs actions parlent d'elles-mêmes. Charles renonce à sa couronne, et le tumulte cesse. Voilà *les choses les plus justes et les plus nécessaires*, dans l'opinion

d'Escoiquiz; et voilà comment ce bon peuple peut manifester son amour pour ses monarques!

Et quel est ce peuple dont Escoiquiz se constitue le défenseur? Ce n'est pas celui d'Aranjuez, puisqu'il n'y a pas de peuple dans ce lieu, qui n'est habité que par des cultivateurs, des jardiniers et d'autres employés de ce *Sitio-real.* Ce peuple insurgé se réduit aux domestiques de l'infant D. Antonio et à quelques grands d'Espagne qui ont séduit et payé un certain nombre d'individus du bas-peuple des lieux voisins. Charles IV reconnut les chasseurs de son frère. Lorsqu'on ne pensait pas que les choses pussent être poussées jusqu'au point où elles en sont venues depuis, on disait publiquement que l'infant D. Antonio avait fait distribuer deux millions de réaux; que quelques grands d'Espagne avaient aussi répandu beaucoup d'argent; et que tout cela avait eu lieu pendant les six jours où l'on craignit le départ du roi pour Séville. Le marquis Caballero prétend savoir qu'on se décida enfin à laisser partir le monarque; mais qu'on voulut retenir Ferdinand à Aranjuez. Je ne puis croire ce qu'on a dit de l'infant D. Antonio dans cette circonstance; et je ne doute pas que les mal-

veillains n'aient emprunté son nom pour couvrir leurs desseins criminels. Mais il manquerait quelque chose à vos *Mémoires*, s'ils laissaient ignorer aux historiens qui viendront, tous ces faits et toutes ces opinions. Le point fixe où je m'arrête, c'est que tout ce qui se passa dans cette affaire, ne fut que l'effet et la conséquence des doctrines propagées, recommandées et réduites en pratique par Escoiquiz, qui s'est vu en conséquence obligé de les soutenir dans son ouvrage.

Charles IV signe son abdication. Escoiquiz est appelé à la cour; il y arrive au moment où (suivant ce qu'il nous apprend) il était presque sûr que le roi et la reine avaient protesté contre leur abdication, et s'entendaient avec le gouvernement français, par l'entremise de la reine d'Étrurie et du grand-duc de Berg. (1) Le fait est certain ; mais il prouve que celui qui l'avance, est un menteur; puisqu'il se vante d'avoir composé et écrit la proclamation de Ferdinand VII, expédiée de Bordeaux le 12 mai (2), et dans laquelle il dit que lorsque Ferdinand arriva à Bayonne avec son frère, « il apprit la nouvelle *inat-*

(1) Escoiquiz, chap. 1, pag. 15.
(2) Le même; ibid. chap. 4, pag. 59.

tendue que le roi son père avait protesté » contre son abdication, en prétendant que » celle-ci n'avait pas été volontaire, et que ce » prince déclara que n'ayant accepté la cou- » ronne que parce qu'il croyait, dans la bonne » foi de son ame, que cet acte avait été par- » faitement libre, à peine eut-il connu l'exis- » tence de la protestation, que son respect » filial le détermina à rendre la couronne à » son père. » (1) Dans son *Exposé véritable*, Escoiquiz convient aussi que lorsqu'il revint du Tardon, il trouva la capitale prête à se soulever, et il ajoute : « Ce n'était pas seu- » lement les ennemis des Français qui fo- » mentaient cette agitation, il était impos- » sible de ne pas s'apercevoir que le feu était » aussi attisé par un grand nombre d'agens » et *de partisans* du roi et de la reine, de » Godoy, et même des Français qui étaient » intéressés à voir naître l'insurrection, afin » d'avoir un prétexte d'effrayer l'Espagne » en faisant couler le sang du peuple, et » d'envelopper peut-être le roi Ferdinand et » son parti dans sa destruction. » (2)

Cette contradiction, qui, jointe à beaucoup d'autres, nous empêche de croire en rien

(1) Escoiquiz, append. chap. 8, pag. 186.
(2) Lui-même, chap. 11, pag. 101.

Escoiquiz sur parole, confirme l'idée que l'abdication de Charles IV et les évènemens qui en furent la cause étaient son oûvrage et celui de son parti, et la conséquence de ses maximes et de ses doctrines; car, autrement, aussitôt qu'il fût arrivé du Tardon à la cour, et qu'il eût vu qu'il était *presque certain* que Charles IV avait protesté et s'était mis en relation avec le gouvernement français, il aurait combiné toutes ces circonstances avec le refus que faisaient l'ambassadeur et le grand-duc de Berg de reconnaître Ferdinand, afin d'arrêter à sa source même une guerre civile et une guerre étrangère, puisqu'il en avait le pouvoir entre les mains, en persuadant à son auguste élève la doctrine, aussi sainte et juste qu'obligatoire, qu'il avait exposée (quoiqu'en manquant à la vérité) dans la proclamation dont j'ai parlé, en disant que n'ayant accepté « la couronne que parce qu'il croyait, dans » la bonne foi de son ame, que l'abdication » de son père avait été volontaire, à peine » était-il informé de sa protestation, que son » respect filial le portait à la lui rendre. »

Si Escoiquiz eût donné ce conseil, on ne verrait pas planer sur sa tête [illegible] d'Arfut l'apôtre de la doctrine reconnaît[illegible]

dont les évènemens d'Aranjuez furent les résultats. Mais, loin de faire à sa patrie le sacrifice de son ambition (quoiqu'il assure plusieurs fois le contraire), il a été le véritable auteur de toutes les calamités qui ont suivi cette époque, pour n'avoir pas conseillé, à Madrid, et lorsqu'il pouvait le faire dans l'intérêt de son honneur, ce que Ferdinand ne pouvait exécuter à Bayonne sans s'exposer à un grand péril. Bien loin de prendre ce parti, il épuise ses faibles moyens pour obtenir d'autres succès. Ainsi, s'il faut l'en croire, après avoir entendu Napoléon lui opposer l'insoluble difficulté des abdications de Charles V et de Philippe V, il lui répondit que, pour que l'abdication de Charles IV fût valable, « il suffisait qu'il eût été libre » de la faire, et que la solennité prescrite » par les lois dans cette circonstance eût été » observée, ce qui avait eu lieu en effet. » (1) S'il eût dit que ces deux conditions avaient manqué, il se fût exprimé avec plus de vérité : ce qui le prouve, ce sont, d'une part, l'insurrection et la protestation, et de l'autre, ce qui arriva aux conseillers de Castille. J'ai entendu dire à l'un d'eux que le conseil

(1) [illegible] iz, append. pag. 150.

n'ayant pas jugé à propos de faire publier le 20 mars tout de suite l'abdication de Charles et l'acceptation de Ferdinand sans entendre les procureurs fiscaux, on expédia le lendemain, 21, un ordre très-sévère de la part de Ferdinand pour obéir sans contredit. Que M. Escoiquiz vienne maintenant, avec de nouveaux sophismes, nous prouver que les formalités prescrites par les lois furent bien observées!

Il assure également avoir dit à l'empereur que la protestation de Charles IV ne méritait pas qu'on y eût égard, « puisque l'acte » de l'abdication ayant été complet et légal, » Charles n'avait plus le droit ni le pouvoir » de le révoquer; que, par conséquent, la » protestation devait être regardée comme » nulle et sans valeur, et comme un pur effet » de la faiblesse et de l'inconstance (1). » Sur quoi Escoiquiz pouvait-il donc établir une proposition aussi hardie? Ne savait-il pas que l'abdication s'était faite au milieu d'une garde en insurrection, et d'un peuple en émeute, comme Charles IV n'a pas manqué de le dire dans ses lettres? ne savait-il pas que ses partisans, qu'il appelle eux-mêmes *le parti de Ferdinand*, n'avaient excité le second mouvement [illegible]

(1) Escoiquiz, chap. 1, pag. 13.

ranjuez (lorsque déjà Godoy ne pouvait plus en être l'objet), qu'afin de forcer le roi à cette renonciation ? ne dit-il pas lui-même que les ministres de Charles IV étaient devenus ceux de Ferdinand (1) ? Or, comment aurait-on pu regarder comme nulle la protestation contre un acte qui avait eu lieu dans de pareilles circonstances ? Mais, quand même la supposition (sur laquelle Escoiquiz fait de si misérables raisonnemens) serait exacte, que deviennent la doctrine si hautement annoncée du *respect filial*, et le sacrifice qu'il fait de sa personne à sa patrie ? La guerre civile et la guerre étrangère dont l'Espagne était menacée, n'étaient-elles pas un motif suffisant pour qu'Escoiquiz fît le sacrifice de son ambition, en élevant son élève au rang des héros, par la noble démarche qu'il lui aurait inspirée de rendre la couronne à son père, et de ramener par là tous les Espagnols à l'union ? La passion a tellement aveuglé le malheureux Escoiquiz dans cette occasion, qu'il s'est laissé aller à écrire un blasphême politique souverainement offensant, pour son roi : « Le » malheur le plus horrible, dit-il, pour l'Es» pagne, c'eût été de rétablir Charles IV sur

(1) Escoiquiz, pag. 161.

» le trône (1). » Il est vrai que cette proposition scandaleuse se trouve liée avec l'hypothèse que le roi « n'aurait ni voulu ni pu re- » fuser le trône à Napoléon (2). » Ce qu'il a répété dans une autre occasion, en disant « qu'on *ne devait* pas douter que le père ne » cédât sa couronne, en déshéritant tous ses » enfans. » Mais ceci, bien loin de diminuer le crime, ajoute à sa gravité, en imputant à Charles un projet qu'il est impossible qu'il songeât à exécuter pendant qu'il était en Espagne, quoiqu'il l'ait réalisé en France dans des circonstances entièrement différentes.

Escoiquiz ne fait rien pour prévenir les malheurs dont il prétend qu'on est menacé, et il préfère l'espoir de commander en Espagne sous le nom de son auguste élève, à la tranquillité de toute la nation, qu'il aurait pu et dû ramener, en déterminant Ferdinand à rendre le sceptre à son père. S'il pensait que ce serait, pour ainsi dire, le remettre à Napoléon, qu'il nous dise quel moyen il avait d'empêcher un pareil évènement, en allant à Bayonne? Arrêtons-nous ici, et discutons l'objet de ce voyage pour prouver, avec la dernière évidence, qu'Escoiquiz est l'auteur

(1) Escoiquiz, chap. 2, pag. 18.
(2) Idem, pag. 29.

de tous nos malheurs. Ne parlons plus des moyens criminels qu'il a employés pendant plus de dix ans pour préparer une révolution contre Charles IV, (inséparable de Godoy) en faveur de Ferdinand, dont le nom servait à couvrir les desseins de son ambition. Il parvint au but qu'il s'était proposé, mais cette victoire fut un malheur pour lui; ce qui mériterait bien peu de considération; et la patrie n'eût rien perdu, si la sottise, la présomption, et la malice réunies, n'eussent sacrifié en même temps Ferdinand VII et onze millions d'Espagnols.

Escoiquiz nous dit: « Qu'étant arrivé à Madrid le 28 mars, il trouva Ferdinand entouré de toutes parts par l'armée française; » qu'il apprit que l'ambassadeur français » avait refusé de le reconnaître comme roi » d'Espagne; que le grand-duc de Berg avait » pris sous sa protection Charles et son » épouse; et que l'ambassadeur et Murat » demandaient, même avec menace, la » personne du prince de la Paix (1). » Il pouvait ajouter que Ferdinand n'avait pas reçu de réponse de l'Empereur à la lettre qu'il lui avait écrite le 21 octobre précé-

(1) Escoiquiz, chap. 1, pag. 14.

dent, pour lui demander en mariage une de ses nièces. Quel autre qu'Escoiquiz pouvait ignorer, à l'égard de Ferdinand, qu'abandonner son royaume, et mettre le pied en France, n'était autre chose que se rendre le prisonnier de celui qui ne répondait pas à ses lettres? qui ne le reconnaissait pas pour roi? qui ne cessait de protéger ses parens et leur favori? et qui ne le laissait tranquille à Madrid qu'avec la précaution de le faire cerner par ses soldats? « Tout cela me donna, dit-il, » ainsi qu'au public, les plus vifs soupçons » contre les Français, et je pensai que tou- » tes ces manœuvres irrégulières cachaient » des projets funestes au roi et à la patrie. » Mais quels étaient ces projets? et jusqu'où » pouvaient-ils aller? C'est ce que j'ignorais, » et sur quoi il ne m'était guère possible » d'acquérir des lumières (1). » Ce langage ne peut convenir qu'à un homme qui veut nous cacher les véritables motifs d'un voyage, nullement honorable pour lui, comme l'événement l'a prouvé. D'ailleurs, quoiqu'il ne fût pas possible de deviner les véritables intentions de Bonaparte, il suffisait à Escoiquiz de savoir qu'elles étaient certainement (ainsi

(1) Chap. 1, pag 14 et suiv.

qu'il le dit lui-même) funestes à la nation, et cachées avec perfidie, pour qu'il ne dût pas effectuer le voyage. Mais ses torts ne se bornent pas à cela; et Escoiquiz dut encore se sentir coupable au tribunal de sa conscience pour avoir fait un mystère de ce qu'il craignait.

Vous racontez dans vos *Mémoires*, d'après le père Salmon, que le jour même de l'arrivée d'Escoiquiz, un inconnu avertit le roi des véritables projets de Napoléon. D. Joseph Hervas, fils du marquis d'Almenara, fit la même communication par le canal de M. Gonzalo Ofarril, ministre du roi Ferdinand. D. Manuel Mazon l'annonça aussi à Miranda de l'Ebre; et D. Marianno Louis de Urquijo, ministre de Charles IV, en fit autant à Vitoria. Tout cela est connu d'Escoiquiz (1). Pourquoi feint-il d'ignorer des argumens si concluans, lorsqu'il dit qu'il ne fit aucune attention à *certaines rumeurs vagues qui commençaient à se répandre dans le public*? « Il » ajoute qu'elles n'avaient pas plus de fon- » dement ni d'objet que les bruits d'une

(1) Nellerto, *Mémoires*, tom. 1, part. 2, et tom. 2, n. 34, 59 et 67: M. le marquis d'Almenara: Défense de D. Joseph Hervas.

» haine nationale *récemment réveillée*, et » d'une méfiance générale qui ne pouvait se » fixer ». (1). Mais il ne devait pas mépriser des bruits qui acquéraient une véritable importance lorsqu'on les rapprochait de beaucoup d'autres données particulières. Le fait même qu'il cite de cette haine nationale qui *venait de naître*, annonçait une cause toute récente. Le peuple de Vitoria fit bien voir qu'il la connaissait. Escoiquiz détourne les yeux de tous ces faits parce qu'il sait bien qu'il ne peut y répondre. C'est en vain qu'il se retranche dans le vote des autres conseillers intimes. C'était lui-même qui leur arrachait ces complaisances, en ne cessant de leur vanter son crédit auprès du roi, et la préférence que S. M. donnait toujours à son opinion.

Il est temps de dire la vérité tout entière. Les résultats de onze années d'intrigues de la part d'Escoiquiz et la révolution d'Aranjuez qui en fut la suite, mirent leur auteur dans la nécessité critique de ne pouvoir éviter de choisir entre deux partis également funestes pour lui; c'est-à-dire, ou de conseiller à son élève de remettre la couronne entre les mains de son père, par une récon-

(1) Escoiquiz, chap. 1, pag. 19.

ciliation digne de si bons princes ; ou de tenter le sort d'un voyage à Bayonne, quelque méfiance qu'il dût avoir de sa fortune. Le premier parti était facile ; mais il ne lui convenait pas, parce qu'il craignait qu'on ne revînt sur le procès de l'Escurial, ce qui l'exposait à des conséquences très-dangereuses, et lui aurait fait perdre infailliblement l'autorité dont il lui était si douloureux de se dépouiller ; le second parti pouvait avoir pour toute la famille royale la funeste issue que l'on craignait, mais il était possible aussi qu'il ne fût suivi que de la perte de la Navarre. La première démarche était bien peu de chose pour lui, à côté de son intérêt personnel : il préféra donc de faire la seconde, quoiqu'il dût en coûter une partie intéressante de notre territoire, et jusqu'à la liberté même de la famille royale, parce qu'il ne fallait pas s'exposer à la juste colère de Charles IV. Voilà la véritable solution du problême à l'égard du voyage à Bayonne. Lorsqu'il a eu le courage d'écrire « *qu'aucun homme sensé* ne pouvait croire » au projet de mettre une nouvelle dynas- » tie sur le trône d'Espagne » (1), il a dit ce qu'il ne pensait pas, ou se donne lui-même

(1) Escoiquiz, chap. 2, pag. 28.

pour un insensé. M. Cevallos en a assez dit à cet égard; il est inutile d'y rien ajouter (1).

Il conduisit son élève à Bayonne pour le sacrifice dont celui-ci devait être la victime, afin d'éviter celui qu'il craignait pour lui-même; et lorsqu'il vit qu'il n'y avait plus de remède pour l'objet essentiel, il songea à s'insinuer auprès de Bonaparte, pour adoucir sa disgrâce personnelle, en adoucissant celle du roi Ferdinand. C'est ce qu'il est aisé de voir par la proclamation du 12 mai, et par la lettre où il est recommandé de prêter le serment de fidélité au roi Joseph; deux pièces dont il se fait gloire d'être l'auteur, pendant qu'il donne la plus faible idée de son adresse en cherchant à nous persuader que le sens de ces deux écrits est contraire au texte littéral; je n'en parlerai pas, puisque vous les avez insérées toutes les deux dans vos *Mémoires*.

Le voyage de Bayonne réalisé, je pardonnerais à Escoiquiz toutes les condescendances et les faiblesses dont il s'est rendu coupable en France, si je ne le voyais pas poursuivre ensuite son système en Espagne et y causer de nouveaux malheurs. Cet homme qui avait

(1) M. Cevallos: Exposé des faits. — Observations sur l'écrit de M. Escoiquiz.

confidentiellement écrit de Bayonne qu'il était sincèrement partisan de la nouvelle dynastie; qui fit tenir à Ferdinand le même langage dans les lettres que ce prince écrivit à l'infant D. Antonio, à l'empereur, au roi Joseph, et aux Espagnols; (1) cet homme se voit à peine dans Madrid à la tête des affaires, qu'il se montre ouvertement le persécuteur d'une multitude infinie d'Espagnols de deux partis opposés, qui ne méritaient pas cet indigne traitement, et qu'il devait protéger, en supposant même qu'ils fussent coupables, au moins pour ne pas augmenter la somme des malheurs du royaume, qui ne sont dus qu'à ses intrigues. Ce nouveau trait nous fait découvrir dans Escoiquiz un cœur dénaturé.

Ma lettre passe les bornes que je m'étais prescrites; c'est ce qui m'empêche de faire remarquer beaucoup d'autres contradictions de l'ouvrage de M. Escoiquiz, et de le convaincre qu'il a manqué bien souvent encore à la vérité. Ce que j'en ai dit, suffit pour démontrer que son auteur est la source et la cause des désastres de l'Espagne et de ses familles; et qu'il faut regarder comme dignes de compassion (s'ils ne méritent pas

(1) Nellerto, *Mémoires*, art. 4, pag. 80, tom. 1 et tom. 2, numéros 54, 61, 74, 75, etc.

notre mépris) les Espagnols qui, avec l'espoir imaginaire d'adoucir leurs infortunes particulières, ont déserté lâchement la cause de la justice générale, en flattant M. Escoiquiz et d'autres qu'ils excusent et louent même dans des écrits imprimés. M. Carnerero joue ici un rôle peu honorable. M. le marquis Caballero (qui est d'ailleurs un homme très-digne d'estime) n'a pas parlé dans cette circonstance comme il eût convenu à son caractère; ce qui arrive aussi à M. Sempere Guarinos; je veux les accuser de faiblesse et non de perfidie.—Paris, 1 mai 1816. T. G. S.

Note. Le texte de cette lettre prouve qu'elle a été écrite avant la publication des *Mémoires* de M. de Pradt, et la troisième traduction de *l'Exposé véritable* par un anonyme français; puisque si l'auteur eût lu ces ouvrages, il est probable qu'il aurait opposé quelque chose à la crédulité des écrivains qui ont admis comme vrai tout ce qu'Escoiquiz a raconté de ses conversations avec Bonaparte; pendant qu'il est facile de reconnaître la fausseté de la plupart de ces détails inventés depuis la chute de ce souverain, la réunion des cortès et la publication d'idées nationales, inconnues jusqu'à ce jour dans la diplomatie espagnole. La crédulité de M. de Pradt doit surtout nous étonner, parce que l'intimité dans laquelle il a vécu avec Bonaparte pendant plusieurs années, l'avait mis en état de s'apercevoir que celui-ci n'était pas homme à permettre à Escoiquiz de prolonger si long-temps la discussion, et de multiplier les répli-

ques avec une diffusion si extraordinaire. Quelqu'un a soupçonné M. de Pradt d'avoir montré aussi peu de franchise dans cette circonstance, que lorsqu'il a dissimulé que les quatre cinquièmes de ses mémoires n'étaient qu'un plagiat de mes deux premiers volumes, calcul qu'il est aisé de faire, et qui a été même fort avancé par le troisième traducteur de l'ouvrage d'Escoiquiz.

N.° CXLII.

Lettre sur les manifestes de D. Pedro Cevallos.

M. D. Juan Nellerto.

Monsieur: je vous ai promis dans ma première lettre de vous parler de deux ouvrages publiés sur la révolution d'Espagne. Je vais accomplir ma promesse, pour ce qui regarde les *Manifestes* de D. Pedro Cevallos, ministre d'Etat actuel et des Affaires Etrangères à Madrid.

Je vois dans sa personne un antagoniste politique de D. Juan Escoiquiz, aspirant comme lui aux honneurs et au commandement, mais plus prudent, pour ne pas dire plus hypocrite, dans le choix des moyens.

Ferdinand VII fut à peine monté sur le trône que Cevallos remit entre les mains de

sa majesté le ministère de la première secrétairerie d'Etat, qu'il avait occupé sous Charles IV; mais il eut la satisfaction de voir non seulement que sa démission n'était pas acceptée, mais que sa conduite hostile à l'égard du prince de la Paix allait augmenter la faveur dont il avait joui jusqu'alors. Il semble nous le faire présumer dans ses *Observations*, (1) lorsqu'il se vante que personne ne l'insulta dans les révoltes d'Aranjuez des 17, 18, et 19 mars 1808, quoique le peuple n'eût pas épargné d'autres parens de Godoy et des individus qui passaient pour lui être dévoués, comme ses plus intimes amis. C'est comme si M. Cevallos nous disait que les auteurs de ces mouvemens le regardaient comme un de leurs partisans, quoiqu'il eût épousé une cousine germaine du prince de la Paix, et qu'il fût entièrement redevable de toute sa fortune à la protection que le prince lui avait accordée. Il se vante d'avoir été appelé *traître* par Napoléon, et il se croit fondé à croire que cette opinion avait sa source dans les rapports que l'empereur avait avec Charles IV. Comment cette épithète n'a-t-elle pas été appliquée à M. La-

(1) Observations sur l'ouvrage de M. Escoiquiz, pag. 9.

brador, qui n'opposa pas moins de résistance que lui aux projets de Napoléon ? Comment se fait-il que celui-ci n'ait adressé ce reproche à aucun autre des concurrens ? Charles IV savait qu'ils étaient tous opposés à ses vues, et cependant il ne fit pas connaître à Napoléon des dispositions de perfidie et duplicité que celles d'un homme dont la qualité de ministre du roi Charles devait l'éloigner davantage du parti ennemi de son prince. Mais examinons de plus près l'objet de ses ouvrages.

M. Cevallos a publié une *Exposé des faits et des machinations qui ont préparé l'usurpation de la couronne d'Espagne, et des moyens que l'empereur des Français a mis en usage pour l'effectuer.* Dans cet ouvrage, M. Cevallos a dénaturé plusieurs faits importans, comme je le ferai voir bientôt, malgré le ton de jactance avec lequel il affirme, dans son recueil plus récent d'*Observations*, qu'il a respecté *les sévères lois de la vérité historique* (1).

Pour prouver le contraire, il convient de se rappeler que Ferdinand VII quitta Bayonne le 9 mai 1808, et que M. Cevallos resta dans

(1) Pag. 3.

cette ville jusqu'au 9 juillet suivant, où il partit avec Joseph pour Madrid; que celui-ci fut déclaré roi d'Espagne le 6 juin; que M. Cevallos assista comme membre à l'assemblée de Bayonne; et qu'il prêta, en cette qualité, serment de fidélité à sa majesté le roi Joseph, et à la constitution; qu'il le renouvela d'abord comme chambellan; et ensuite comme ministre des affaires étrangères, après avoir été appelé à cette place par le nouveau souverain le 4 du mois de juillet, et qu'il en remplit les fonctions jusqu'au 31 de ce mois, jour du départ du roi pour Vitoria.

Il nous apprend dans son *Exposé* qu'il se décida à reconnaître Joseph, parce que son refus l'eût fait retenir en France, et qu'il eût été alors dans l'impuissance de servir Ferdinand, et la patrie; mais que jamais il n'avait eu l'intention d'adhérer au système français, et que ce fut ce motif qui le décida à accepter le ministère, puisque toutes ses démarches à Bayonne eurent pour but de faciliter son retour en Espagne, afin de servir le parti qu'on l'a vu embrasser plus tard.

Si telle a été l'intention de M. Cevallos, il est impossible d'excuser son silence. Il serait tellement criminel, qu'il aurait eu par ses

résultats toute l'apparence du crime positif de trahison. M. D. Michel Azanza était son collègue au ministère: il était, comme lui, à Bayonne; il était extrêmement affectionné à Ferdinand VII, qui, peu auparavant, l'avait appelé à la cour. Pourquoi M. Cevallos ne dit-il pas alors à M. Azanza que tout ce qu'il lui voyait faire à Bayonne, n'était qu'une farce ou une intrigue comique, qu'il avait imaginée pour revenir en Espagne? Il ne lui était pas permis de craindre que son secret fût trahi par M. Azanza. Cette confidence eût fait répandre avec adresse dans toute l'Espagne, une vérité si importante pour tous les Espagnols de bonne foi, et aucun d'eux n'eût voulu faire plus tard le voyage de Vitoria: tous seraient restés à Madrid, ou au sein de leurs familles, en attendant les résultats de la guerre; le roi Joseph se serait trouvé sans des Espagnols à Vitoria, avec le seul titre de général d'une des armées de son frère. Personne alors n'aimait les Français; tout le monde cédait aux circontances de la force majeure et irrésistible. Ceux qui se déclarèrent le plus ouvertement pour le nouveau système, auquel on croyait qu'était attaché le sort futur de l'Espagne, ne le firent que parce que les

autorités constituées en donnaient elles-mêmes l'exemple par leur conduite.

Il ne tenait qu'à M. Cevallos de changer entièrement l'état de la question politique, en disant seulement à M. Azanza, et ensuite à M. Ofarril, qui était aussi ministre de Ferdinand, et fort attaché à sa personne : « Messieurs, faisons entendre prudemment, et » sous le secret, à tous ceux qui sont allés à » Bayonne, que les proclamations et les ordres de Ferdinand n'ont pour objet que de se » tirer d'affaire avec Napoléon, mais que son » intention véritable est que la nation s'arme » et résiste de toutes ses forces à l'usurpateur : je suis convenu avec Ferdinand et » son Conseil de ce point important, et il aura » son exécution lorsque le danger d'être retenu en France n'existera plus pour moi. »

En effet, si le roi et ceux qui l'accompagnèrent à Valencey avaient embrassé ce système, ils auraient chargé M. Cevallos, le duc de l'Infantado et d'autres Espagnols, ses confidens, de le faire savoir quand le danger serait passé. Le silence de M. Cevallos dans ce moment là était un crime horrible : la désobéissance avait lieu en matière infiniment grave; il ne fallait rien moins qu'une extrême per-

versité, et la plus noire ingratitude, pour ne pas remplir un semblable devoir.

Mais, si Ferdinand VII et ses conseillers ne communiquèrent rien à M. Cevallos qui fût contraire au sens de leurs paroles; si les véritables dispositions de ce temps-là étaient conformes au texte des écrits que l'on publiait, M. Cevallos ne se trouvait pas moins coupable de s'opposer à la volonté de Ferdinand, en supposant qu'il prévît les dangers auxquels serait exposé le roi prisonnier. Et s'il se flatta de tout concilier par les espérances qu'ils avaient fondées sur le courage de la nation, son silence n'était qu'une coupable omission qui pouvait faire naître la diversité de sentimens qui éclata dans la suite, mais qui n'existait pas alors.

Mais tout ce discours est purement hypothétique parce que M. Cevallos en fit une supposition. Ce qu'il y a d'incontestable, c'est qu'il a manqué à la vérité dans son *Manifeste*, pour persuader aux Espagnols de son second parti, et aux ministres étrangers, après que les opinions politiques eurent changé, et pour s'applaudir, comme d'un brillant mérite, de s'être opposé, autant qu'il lui fut possible, aux abdications qui furent faites à Bayonne, en nous peignant

cette négociation avec des couleurs bien différentes de la vérité historique, dont il a prétendu avoir respecté les *sévères lois*, et à laquelle je vais démontrer qu'il n'a eu aucun égard.

Le 8 juin, il écrivit de Bayonne à D. Eusèbe Bardaxi Azara, en ces termes : *J'ai eu l'honneur de me présenter au roi, qui est arrivé hier de Naples, et j'ai conçu l'espoir que sa présence, sa bonté et la noblesse de son cœur (qu'on découvre au premier abord), suffiront sans le secours des armées, pour calmer les provinces.* L'original de cette lettre, que vous avez fait connaître dans le premier volume de vos *Mémoires*, existe entre les mains d'un personnage élevé, qui le produira si l'occasion s'en présente; elle ne laisse pas douter un seul instant que M. Cevallos n'y exprimât ses véritables sentimens, puisqu'elle a été écrite dans la confiance de l'amitié, et qu'elle est remplie de détails purement domestiques et personnels.

Et en supposant même que cette lettre ne fût pas propre à lever tous les doutes, il suffirait, pour les dissiper entièrement, d'en comparer le contenu avec la conduite de M. Cevallos. Qu'on réfléchisse sur la commission très-secrète qu'il donna à D. Evariste

Perez de Castro, le 6 mai, lorsque déjà Ferdinand avait rendu la couronne à son père, à la suite des menaces qui lui furent faites le jour précédent; cette commission fut verbale, parce qu'on craignait qu'une correspondance écrite ne fût interceptée. Son objet pour Castro était de dire aux ministres Azanza et Ofarril, et aux autres membres de la junte de gouvernement, qu'il n'était plus question d'exécuter ce qui avait été commandé par un certain décret rendu le matin de ce jour (le 5), avant la séance comminatoire qui amena la renonciation. Le décret avait ordonné d'assembler les Cortès, de réunir des troupes, et de commencer la guerre, et il parvint en Espagne, malgré la vigilance des espions de Bonaparte. M. Cevallos se vanta de ce succès, pour donner la plus haute idée de ses ressources, de ses talens, et de son zèle. L'exprès étant parti, la terrible séance ayant eu lieu, la renonciation ayant été promise, on commença à craindre d'être puni de mort, si le décret était mis à exécution. C'est ce qu'il fallut prévenir en dépêchant Perez de Castro avec des ordres contraires. L'envoyé part de Bayonne, et, arrivé à Irun, il écrit à M. Urquijo, ex-ministre d'Etat de Charles IV, en ces termes:

J'arrive de Bayonne, et je continue en toute hâte ma route pour Madrid; j'ai passé quelques heures à Bayonne, et j'ai vu la mort de notre bien aimé: grâce à la grandeur du mal et à l'impéritie des docteurs qui l'ont traité; maintenant Dieu veuille nous tirer d'embarras heureusement; nous donner les moyens d'éviter les troubles; et nous garantir du précipice dans lequel nous sommes prêts à tomber par un malheur que nous n'avons pu empêcher.

Perez de Castro arriva à Madrid, remplit sa commission, et voyant que le décret porté dans la matinée du 5, et qui avait été révoqué le soir, n'était pas encore exécuté, on sait qu'il dit, transporté de joie: *Combien je me félicite d'être arrivé à temps! Nous étions tous tremblans à Bayonne sur les suites de ce décret; nous ne comptions plus sur la vie du roi ni de personne, si vous eussiez fait quelque chose.*

Comment M. Cevallos pourra-t-il concilier cet évènement avec l'idée qu'il veut nous faire admettre que sa conduite à Bayonne n'avait pour motif que le désir d'obtenir sa liberté? Si telle avait été sa véritable intention, pourquoi agissait-il suivant d'autres principes le lendemain? Pourquoi écrivait-il confidentiellement, le 8 juin, contre sa ma-

nière de penser? Pourquoi ne fit-il pas éclater son opinion, aussitôt qu'il eut mis le pied sur le sol espagnol? Pourquoi servit-il le ministère pendant vingt-quatre jours, et jusqu'au moment où il connut les suites de la bataille de Baylen?

Cette bataille, qui changea l'opinion de la plupart des grands d'Espagne, opéra la même révolution dans l'esprit de M. Cevallos, qui a manqué aux sévères lois de la vérité historique en voulant nous faire croire que son ame n'était pas d'accord avec les sentimens qu'il faisait semblant de professer.

Il n'a pas moins manqué à la vérité sur plusieurs autres points, et il s'est ôté tout droit à notre confiance, pour tout ce qu'il nous raconte et qui n'a d'autre garant que son témoignage. Dans l'appendix de son *Exposé*, il a publié une prétendue lettre de Ferdinand VII à son père, écrite de Bayonne, le 6 mai 1808; c'est lui-même qui l'a forgée, et avec le malheur de ne pas prévoir qu'un jour la véritable lettre pourrait bien être connue. Sa mémoire le trahit dans cette circonstance, puisqu'elle ne lui rappela pas que Ferdinand en avait inséré une copie dans celle qu'il adressa le même jour à son oncle D. Antonio, et une autre au président

de la junte de gouvernement du royaume.

Vous avez publié le texte de ces deux lettres dans les numéros 54 et 55 du second tome de vos *Mémoires*. En appelant l'attention sur la différence des copies, quiconque lira ces deux pièces et réfléchira sur les circonstances critiques où Ferdinand se trouvait, reconnaîtra facilement, qu'il ne pouvait écrire à son père avec la fermeté que M. Cevallos lui prête (sans doute afin d'être lui-même un héros dans sa condition de secrétaire d'Etat), et qu'au contraire la copie insérée dans la lettre à l'infant D. Antonio, porte avec elle les caractères et tous les indices de la vérité. Ce fait prouve évidemment que M. Cevallos n'a point suivi *les lois sévères de la vérité historique*, comme il le prétend.

Il a publié dans l'appendix de son *Exposé* l'écrit par lequel il donna sa démission de ministre d'Etat, sous la date du 28 juillet 1808, en la motivant sur des faits incertains, et d'une nature si singulière qu'il n'était pas même vraisemblable que le roi Joseph pût les connaître, puisque cette pièce indiquait que Cevallos n'exerçait pas le ministère avec plaisir, ni d'après ses vues propres et personnelles; mais cet écrit a été forgé, depuis que les temps n'ont plus été les mêmes, ainsi que

la lettre supposée de Ferdinand VII, du 6 mai, avec l'intention de faire croire aux Espagnols et aux cabinets de l'Europe, qui ne connaissaient pas la vérité, que depuis le commencement de la révolution, il n'avait pas cessé de se conduire d'après les mêmes principes sans jamais céder véritablement à Napoléon.

Mais tout cela est faux et choque la vérité historique. MM. Azanza et Urquijo savent, ainsi que beaucoup d'autres personnes respectables, que M. Cevallos aspira au ministère pendant qu'il était à Bayonne, et qu'il employa pour y parvenir des moyens indirects qui réussirent; il en a été de même à l'égard de sa démission; il est faux qu'il l'ait donnée le 28 juillet et dans les termes de son écrit imprimé. M. Azanza, M. Urquijo, et M. Ofarril, attesteraient, s'il le fallait, la vérité de ce que vous rapportez dans le premier volume de vos *Mémoires* comme s'étant passé dans le conseil des ministres du 31, trois jours après la fausse date de l'écrit supposé. Je sais aussi que le roi Joseph dit à Vitoria, que Cevallos lui avait promis au moment du départ « qu'il le servirait mieux en restant » à Madrid, qu'en le suivant dans sa retraite, » parce qu'il parlerait à tout le monde de

» manière à faire préférer le parti de la paix » à celui de la guerre, en effrayant sur les » résultats funestes que devait avoir une ré- » sistance téméraire et inutile. » Cevallos tint mal sa parole, puisque la Junte centrale ayant été formée peu de temps après, il voulut en être membre pour gouverner la multitude, et il obtint au moins d'être son ministre d'Etat. Cette circonstance prouve l'infidélité de celui qui promettait, mais non l'incertitude du fait de la promesse.

Dans son manifeste, M. Cevallos s'exprime comme un homme qui a ignoré les négociations du traité de Fontainebleau sur le Portugal, et qui croyait que cette affaire n'était qu'une intrigue de Godoy et d'Izquierdo. Il n'a pas fait réflexion que s'il en eût été ainsi, on aurait pu l'accuser d'un des plus grands crimes qu'un ministre puisse commettre, et qui consiste à donner sa signature et à livrer les sceaux de l'Etat, sans savoir pourquoi. Au reste, nous savons aujourd'hui à quoi nous en tenir à cet égard, d'après des papiers authentiques qui sont à Paris entre les mains d'un neveu de Izquierdo, et dont la publication serait bien utile pour désabuser plusieurs personnes qui sont dans

l'erreur (1) sur cette affaire. On y voit que D. Pedro Cevallos contresigna, comme premier secrétaire d'Etat, les pleins-pouvoirs du négociateur, et qu'il combla d'éloges Izquierdo pour les services qu'il avait rendus dans cette circonstance. S'il est vrai qu'il ignorât les menées secrètes de Godoy et d'Izquierdo, qu'il choisisse entre deux extrêmes. Croyait-il qu'elles fussent utiles à la patrie? Il n'avait aucune raison de nous citer son ignorance, à cet égard, comme une chose méritoire. Soupçonnait-il le contraire? Il nous prouve donc qu'il sait fermer les yeux, et autoriser par sa signature les erreurs et même les crimes d'un favori. Il ne suffit pas de dire, comme il l'a fait, que les princes voient avec d'autres yeux que les sujets, et que ceux-ci doivent s'en tenir au devoir de l'obéissance : ce principe est faux quand il s'agit d'un ministre obligé de ne conseiller à son maître que le bien. L'objet que M. Cevallos avait ici en vue, était de nous persuader qu'il ne savait rien des négociations.

(1) L'auteur de cette lettre ignorait qu'il m'avait été déjà remis une copie de ces pièces, pour être imprimée. *Note de l'éditeur.*

Quelle confiance un écrivain peut-il mériter aux yeux de l'histoire, lorsque, non content de raconter les choses avec inexactitude, il se permet encore d'altérer le texte des pièces justificatives? Qu'on ajoute donc les réticences, qui toujours, dans un historien exact, font supposer que les faits sont incertains: et ici, M. Cevallos pourra-t-il nier qu'il ait envoyé de Bayonne à Madrid, le 6 mai 1808, D. Evariste Perez de Castro pour engager à une soumission pacifique, afin d'éviter de plus grands maux pour la nation, et des dangers personnels pour Ferdinand? Pourquoi n'a-t-il rien dit dans son *Manifeste* d'une démarche aussi importante? Il était d'autant plus obligé d'en faire mention, qu'il prenait plus de soin de faire connaître à l'Europe la déclaration de guerre, signée le 5 au matin avant la terrible séance qui obligea Ferdinand à rendre le sceptre à son père.

Cette omission, de la part de M. Cevallos, suppose le dessein de nous persuader que la déclaration de guerre fut le dernier acte d'autorité de Ferdinand avant son départ pour Valencey: or, cette assertion est un outrage fait à la vérité de l'histoire; premièrement, parce que Ferdinand cessa d'être roi en rendant la couronne à Charles IV, peu

d'heures après avoir signé le décret de guerre ; et secondement, parce qu'il révoqua cette mesure. Les devoirs qu'impose la qualité d'historien, devaient faire déclarer que les mouvemens des provinces commencèrent et furent continués contre la volonté de Ferdinand, de tous ses conseillers, et même contre celle de M. Cevallos, quoiqu'il ait eu depuis des raisons politiques pour faire croire le contraire.

Que Ferdinand VII ait cessé d'être roi le 6 mai, c'est une vérité plus claire que la lumière du jour, quelque mouvement que M. Cevallos se donne pour persuader le contraire. En supposant la nullité des cessions faites à Bonaparte, il n'y avait pas d'autre roi d'Espagne que Charles IV, depuis que son fils lui eut remis la couronne. M. Cevallos ne prouvera à personne la nullité de l'acte par lequel un fils rend à son père la puissance souveraine que celui-ci possédait auparavant; et dont il ne s'est dépouillé qu'au milieu des troubles; et qu'il a réclamée en Espagne même, par la voie des protestations, et les autres moyens de droit, aussitôt qu'il a pu le faire. Le défaut de liberté dans l'acte par lequel Ferdinand rend la couronne à son père, n'est pas plus frappant

dans sa cause ni dans ses effets, que dans l'abandon que Charles en fait à son fils. Si cette dernière mesure a été valable, l'autre a dû l'être, et à plus forte raison. Si une affaire semblable existait entre le duc de Medinaceli et son fils aîné, il ne faudrait pas être jurisconsulte pour savoir quelle en serait l'issue, dans les tribunaux du souverain conseil, des chancelleries, et des audiences royales. Et bien, la qualité des personnes ne met aucune différence dans le droit, si ce n'est pour donner plus de force à celui de Charles IV. C'est ainsi que lorsque Ferdinand VII est remonté sur le trône d'Espagne, son véritable titre a été le consentement de son père, qui le lui a permis, et non point l'abandon que lui en avait fait Napoléon par le traité de Valencey.

M. Cevallos se vante, dans ses *Observations*, d'écrire sans faire injure à personne, et cependant il attaque violemment la mémoire respectée de D. Joseph Martinez de Hervas, qui, loin de mériter cet outrage, a bien plus fait pour Ferdinand que M. Cevallos lui-même, puisqu'il se mit au-dessus de tous les rapports dont parle ce ministre, et sonna l'alarme sur le danger que courait Ferdinand d'être frappé de mort politique; événement

qu'on pouvait et qu'on devait éviter, et qu'on aurait effectivement éloigné sans *l'impéritie des médecins*, dont parle D. Evariste Perez de Castro. — La délicatesse de ce chevalier ne lui permit pas d'indiquer la véritable cause dont j'ai parlé dans ma précédente lettre; mais il en a dit assez pour qu'il fût permis de s'en occuper. L'imputation de M. Cevallos contre M. Hervas est d'autant plus injuste, qu'elle contraste plus fortement avec ce qu'il dit en même temps de D. Juste Ibar Navarro. Je reconnais (peut-être mieux que M. Cevallos) l'importance du service rendu par ce conseiller; et je puis assurer que, si j'avais été ministre secrétaire-d'état, j'aurais récompensé D. Juste Ibar Navarro beaucoup mieux qu'on ne l'a fait. Il est au-dessous de ceux qui voyaient journellement le grand-duc de Berg pour obtenir des places de conseillers de la Chambre de Castille, et cependant il mérite bien plus qu'eux, cette distinction, par la noblesse de caractère qu'il a montrée en s'exposant souvent pour servir son roi. Mais puisque M. Cevallos voulait citer avec éloge un homme, pour le bien qu'il avait fait, il devait au moins se montrer historien plus fidèle et plus exact, et ne pas faire du mérite l'objet de

malignes interprétations. Vous rapportez dans le premier volume de vos *Mémoires* les faits qui honorent la fidélité de M. Joseph Martinez de Hervas; et la *Défense* qu'a publiée M. le marquis d'Almenara, ne laisse pas subsister le moindre doute à cet égard; c'est ce qui me dispense de repousser la malveillance de l'auteur des *Observations sur l'ouvrage de M. Escoiquiz.*

Dans une autre occasion, M. Cevallos a également prouvé que l'intérêt personnel guidait sa plume, en imputant à d'autres ministres du roi Joseph d'avoir dit que lui, Cevallos, n'était point à la hauteur des plans de l'empereur Napoléon. Une assertion de cette nature n'aurait pas dû trouver place dans un ouvrage qui semblait n'avoir été composé qu'en vue du bien public, parce qu'elle annonce par elle-même un mouvement de vengeance personnelle; et, partout où cette disposition se fait remarquer, il est rare que les rapports soient sincères et dignes de confiance.

Enfin, M. Cevallos a laissé dans ses opuscules, des traits qui prouvent qu'il a manqué de sincérité comme historien; qu'il y affirme des choses dont il connaît la fausseté, et qu'il

en passe sous silence d'autres qu'il aurait dû dire, pour empêcher le public de tomber dans l'erreur. Néanmoins il a réussi à en imposer aux Espagnols qui ignoraient ce qui s'était passé, ainsi qu'aux cabinets étrangers, en empruntant le masque de la franchise; et en supposant qu'il existait alors un corps de nation, quoiqu'il eût été impossible de le montrer, et qu'il n'ait été vu de fort longtemps encore. Il a su tout disposer pour être ministre-secrétaire d'Etat, sous Charles IV, sous Ferdinand VII, sous Joseph, sous la Junte centrale, sous la régence des Cortès, et une seconde fois sous Ferdinand, pendant qu'aujourd'hui il se montre l'ennemi des partisans des Cortès et du roi Joseph. Tout cela prouve qu'il a su faire le protée. Toutefois il est permis d'espérer qu'il partagera le sort de tous les autres, qui depuis ont commencé à subir, par leur disgrâce, une partie de l'immense châtiment dont ils sont dignes par l'esprit abominable de persécution qui les anime; par les horribles proscriptions qu'ils ont fait commander; et par l'inflexible dureté qu'ils ont apportée dans leurs mesures sanguinaires. Dieu a vengé en partie les victimes par le malheur qui poursuit les bourreaux;

nouvelle preuve de l'action d'une providence divine.

Dieu vous accorde de longues années. Paris, 4 juin 1816. — T. G. S.

Note de l'Editeur. La disgrâce de M. Cevallos, que l'auteur de la lettre précédente prévoyait, est aussi arrivée ; et il est le septième disgracié parmi ceux qui ont persécuté l'innocence. Je mets dans ce nombre, ces monstres barbares, l'opprobre de l'Etat religieux et du sacerdoce (s'il était possible de déshonorer ces deux états), dont la plume, digne des cabarets, a essayé d'imprimer à la religion chrétienne un caractère sanguinaire et vindicatif, non moins contraire à la lettre qu'à l'esprit de l'Evangile, au point que l'Inquisition condamne en Espagne comme *hérétiques* un très-grand nombre de propositions qui sont loin d'être aussi opposées au texte et au sens littéral de l'évangile, que celles qui fourmillent dans les feuilles du féroce auteur de *l'Atalaya*, et du vil, du bas et de l'infâme libelliste F.M.M. M. C., dont je pourrais tirer vengeance si je voulais imiter sa tactique, en déclarant seulement son nom, et en faisant le tableau de sa vie. Enfin, si *la guerre des emplois* continue, comme la seule véritable cause et la source des injustices, on peut espérer de voir de nouvelles disgrâces, parce que, suivant un proverbe espagnol, *Dieu punit sans gibet ;* et alors on pourra composer un nouveau traité *de morte persecutorum*, à l'instar de celui de Lactance.

N.° CXLIII.

Lettre sur l'insurrection de l'Andalousie, qui explique celle du n.° 134.

M. D. Juan Nellerto, j'ai lu, par hasard, la lettre que vous avez fait imprimer sous le n.° 134, dans le troisième volume de vos *Mémoires* pour servir à l'histoire de la révolution d'Espagne, et j'y vois que l'auteur dit que « je portai à Cadix, déguisé en postillon, » la correspondance de la junte de Séville; » et qu'en arrivant sur mon mulet, je fis » claquer si vivement mon fouet, que j'atti- » rai sur moi l'attention de la populace, qui » voulut savoir le motif de mon voyage; » qu'elle le sut, et qu'elle en devint plus » furieuse que jamais contre les Français. »

L'auteur de cette lettre est tombé dans une erreur manifeste, lorsqu'il a dit que j'étais *déguisé en postillon*, puisque je portais l'uniforme d'officier du corps royal d'artillerie; il ne s'est pas moins trompé dans le motif qu'il me suppose en faisant beaucoup de bruit avec un fouet à mon arrivée; tout le monde sait que, sans avoir l'intention de rassembler la populace autour de soi, il est assez ordi-

naire que tout jeune homme qui arrive en postillon dans une ville, en fasse autant.

Je n'ai jamais été révolutionnaire, mais toujours ennemi de l'anarchie, et ami de l'ordre et de la tranquillité publique : c'est ce qui ne me permet pas de rester indifférent sur un article qui pourrait donner de moi une idée peu favorable, en me faisant passer pour un des hommes qui ont excité les troubles et causé les malheurs de Séville et de Cadix. Pour l'empêcher autant qu'il est en mon pouvoir, je crois utile de vous apprendre ce qui s'est passé relativement à moi, et j'approuve d'avance que vous le fassiez connaître au public de la manière qui vous conviendra le mieux.

La junte de Séville s'installa tumultuairement, ainsi que le marque l'auteur de la lettre, et elle chargea aussitôt quatre officiers d'artillerie de porter ses dépêches aux capitaines et commandans-généraux des camps de Saint-Roch, de Grenade, de Badajoz et de Cadix; elles contenaient l'ordre de reconnaître la junte comme chargée du gouvernement *de l'Espagne et des Indes*, de se soumettre en conséquence à toutes ses mesures, dont l'une était la déclaration de guerre à la France et la paix avec l'Angleterre. La

junte voulut que les porteurs de ces dépêches fussent des officiers d'artillerie, parce que cette arme supposant des connaissances, on nous crut capables de recevoir des instructions verbales trop au-dessus de la portée des courriers ordinaires ; et en effet, on nous communiqua ce que nous avions à dire aux généraux sur le contenu des dépêches.

Je m'excusai deux fois de me charger de cette commission ; mais on ne jugea pas mes motifs suffisans, et il fallut obéir. La profession des armes ne permet pas de délibérer ni de faire des observations politiques sur la *légitimité de la puissance qui ordonne ;* il suffit de trouver celle-ci *en possession du commandement* et de l'autorité, pour qu'il y ait obligation d'obéir ; si l'on n'admettait pas ce système, il n'existerait bientôt plus de discipline militaire.

D'ailleurs, quand même j'aurais refusé d'obéir à la junte, cette résistance n'aurait servi de rien pour faire manquer l'effet de ses résolutions ; un autre s'en fût chargé, et je me serais inutilement sacrifié. Il est vrai que cette crainte ne m'aurait pas arrêté ; car je crois avoir assez prouvé que les dangers ne m'effraient pas : je n'acceptai la commission qui m'était donnée que parce que je crus

qu'un militaire, homme d'honneur, doit remplir avec exactitude le devoir de l'obéissance à l'égard de celui qui est maître de l'autorité pour commander. Il n'y avait pas alors d'autre gouvernement reconnu à Séville.

La manière dont j'exécutai les ordres qui m'avaient été donnés, fut aussi honorable pour moi que mon état le comportait. L'illustre marquis del Socorro n'aurait pas été victime, comme il le fut, de son propre honneur, s'il n'eût pas donné un sens trop borné aux lois de ce guide suprême. Il crut qu'il ne lui était pas permis de s'éloigner du danger que je venais de lui faire connaître par un effet de mon affection pour lui, et de ma reconnaissance pour la grande amitié dont il m'honorait.

Le marquis se persuada que c'était un crime de reconnaître l'autorité de la junte de Séville, attendu qu'au lieu d'avoir pour elle l'assentiment de toute la nation, elle ne pouvait compter que sur celui d'une ville en insurrection. Il assembla les généraux qui étaient à Cadix; il en résulta la proclamation dont parle l'auteur de la lettre; et il faut supposer qu'on y savait alors tout ce qui s'était passé à Séville, non pas précisément parce que je l'avais raconté, comme le fe-

rait croire la lettre dont je parle, mais parce que plusieurs négocians de Séville avaient expédié, pour leur propre compte, des courriers à leurs correspondans de Cadix, qui apportèrent ces nouvelles.

Cette publicité et la haine que plusieurs personnes portaient au marquis del Socorro, eurent bientôt mis la tranquillité publique dans le plus grand danger. Je l'annonçai aussitôt au marquis, en ajoutant qu'il pouvait se mettre en sûreté, en confiant provisoirement le commandement au général Morla, et en partant avec moi pour Séville, après avoir donné pour motif qu'il n'avait pas trouvé dans mes dépêches et dans mes communications verbales assez de lumière pour se guider dans une circonstance aussi importante que celle où l'on était.

Le marquis goûta beaucoup mon avis et le conseil que je lui donnais; mais il refusa de le suivre, en disant, premièrement, que ses ennemis dénonceraient son départ comme un acte de lâcheté, et qu'il ne pouvait supporter cette idée; secondement, que les Anglais chercheraient peut-être à s'emparer de Cadix, en profitant du trouble qui régnerait dans la ville et de quelques intelligences qu'ils pouvaient y avoir; si ce malheur arrivait, on ne

manquerait pas de l'accuser d'être la cause de cet événement, ou même d'avoir formellement trahi son souverain; que ce motif ne lui permettait pas de quitter Cadix, et qu'il voulait y attendre, même au péril de sa vie, les suites de la proclamation.

Je me hâtai d'arriver à Séville, chargé par le marquis del Socorro d'annoncer à la junte qu'une proclamation avait été publiée dans la ville, et que si elle n'approuvait pas sa conduite, elle pouvait envoyer à sa place un autre général. J'étais déjà bien loin de Cadix, et sur la route de Séville, lorsque la populace commit contre le marquis les horribles attentats dont il est parlé dans la lettre qui a été publiée ; mais on ne peut lui refuser, sans injurier sa mémoire, les qualités d'un excellent patriote, d'un homme d'honneur et d'un bon militaire. J'ai la consolation d'avoir pu allier dans cette circonstance ce que mon devoir m'imposait à l'égard de la junte, avec les sentimens d'amitié que le marquis m'avait inspirés.

Voilà l'exposé véritable de ce qui me concerne personnellement; ma conscience ne m'accuse pas d'avoir manqué un seul instant aux lois de l'honneur. J'ai servi fidèlement le gouvernement de Séville tant que j'ai été sous

ses ordres ; plus tard, j'ai prêté serment de fidélité au roi Joseph, comme toute l'Espagne, à l'exception de Cadix et d'Alicante, et je me suis montré fidèle à mes promesses, comme doit l'être toute personne qui a engagé sa parole d'honneur et promis sa foi ; je n'y ai jamais manqué, et j'eusse été constant si mes devoirs n'eussent pas changé. Nous autres militaires, nous ne devons pas penser autrement, ni nous occuper d'autre chose.

Je vous prie, M., de vouloir bien l'annoncer encore une fois au public. Paris, 28 novembre 1816. *Cipriano Palafox.*

Note. J'ai reçu avec une satisfaction particulière la lettre qu'on vient de lire, et je n'en éprouve pas moins en la publiant, parce qu'elle porte la lumière sur l'histoire des évènemens qui se sont passés en Andalousie, et démontre clairement que le comte de Teba s'est comporté dans ce pays d'une manière aussi sage et honorable que dans tout le cours de sa brillante carrière militaire, où il a donné de fréquentes preuves de bravoure et de loyauté.

N°. CXLIV.

Lettre de M. le marquis d'Almenara sur l'histoire de la guerre d'Espagne, publiée à Madrid l'an 1818.

A M. B.....e, l'un des rédacteurs de la Gazette de France.

La Ferté-sur-Marne, le 30 novembre 1818.

MONSIEUR,

Veuillez bien agréer mes sincères remercîmens et ceux de toute ma famille. Sans autre intérêt que celui de la raison et de la vérité, vous avez défendu la mémoire de mon fils, dont le dévouement à son roi et à sa patrie est prouvé par l'aveu même de ceux qui ont eu le tort de ne pas y croire.

Je n'ai pas encore lu *l'Histoire de la guerre d'Espagne*, dont vous rendez compte dans la *Gazette de France*, n.° 326 : nous n'avons pas l'honneur d'être connus de vous, et cette circonstance ajoute un nouveau prix à l'opinion généreuse que vous avez eu le courage de manifester. Oui, Monsieur, le jugement des auteurs de cet ouvrage est singulièrement en défaut quand ils parlent des efforts qui se réunirent pour détourner le jeune roi d'aller au-devant de Bonaparte; et c'est aussi l'amour de la vérité qui me porte à éclaircir le fait le plus important de la crise politique qui a déchiré ma patrie. Dans cette sorte d'événemens, ce sont les premiers pas qui rendent inévitables ceux qui s'ensuivent,

Pour que l'histoire d'Espagne soit véridique et impartiale, il ne suffit pas que Bonaparte, comme vous le dites, ne puisse plus imposer silence aux historiens; Il faut aussi que les factions, que la paix générale n'a point encore détruites en Espagne, n'héritent pas du despotisme de ce chef de la France.

Cette histoire touche à beaucoup d'intérêts vivans: une dissension funeste dans la famille royale, une invasion étrangère, une révolution dans les principes de l'ordre social, une guerre civile, deux grandes puissances se disputant l'empire de l'Europe sur le sol de notre patrie, la lutte des lumières avec l'ignorance et les préjugés, les intérêts opposés des corps et des individus, telles sont les causes graves et compliquées qu'il faut examiner avec soin et dont il faut suivre les effets sans être arrêté par de lâches considérations.

Permettez, monsieur, que je copie d'abord ces paroles en ce qui concerne mon fils; je vous dirai après le véritable motif qui porta les conseillers du roi à se décider pour le voyage de S. M. à Bayonne.

« Je suis surpris, dites-vous en donnant des éloges » à cet ouvrage, d'y remarquer un passage où le juge- » ment ordinaire des auteurs me paraît singulièrement » en défaut. En parlant des efforts qui se réunirent pour » détourner le jeune roi d'aller au-devant de Bonaparte, » ils citent comme suspect de je ne sais quoi l'avertisse- » ment qui fut donné à ce sujet par M. Hervas, beau- » frère du grand-maréchal Duroc. Ce jeune homme, » disent-ils, fit connaître à quelques personnes de dis- » tinction (1) les dangers auxquels s'exposait S. M. en se

(1) A deux ministres du roi, et au duc de l'Infantado, qui était constamment auprès de S. M. dans ce funeste voyage.

» mettant à la discrétion de l'empereur, qui avait dé-
» crété dans son esprit l'usurpation du trône d'Espagne
» et la proscription de tous les Bourbons (1). Malheu-
» reusement il ne donna point de preuves assez con-
» vaincantes de la vérité de ses assertions (2). On était
» d'ailleurs prévenu contre lui à cause de son alliance
» avec Duroc et de sa liaison avec Savary. Nous sommes
» forcés de convenir que ce doute paraissait fondé sur
» les règles de la plus simple prudence (3). »

Justement frappé de tant d'irrégularités dans ce raisonnement, vous vous faites un devoir de les démontrer, et vous continuez: « Pour moi, je trouve si peu de
» justesse dans ce raisonnement, que le raisonnement
» tout contraire me paraîtrait de la plus grande force.
» Loin de soupçonner M. Herras avec une aussi con-
» damnable légèreté, il me semble qu'on aurait dû se
» dire: Voilà un jeune homme qui doit avoir les plus
» fortes raisons pour s'expliquer ainsi; parent de Duroc
» et ami d'un aide-de-camp qui possède toute la con-

(1) J'avais annoncé cette proscription à ma Cour, comme chargé d'affaires d'Espagne à l'époque de la mort du duc d'Enghien : ce fait, publié il y a plus de quatre ans, n'a pas été contesté, quoiqu'on ait répondu à l'écrit où je l'ai établi.

(2) Quelles preuves pouvait-il donner de ce qui était décrété dans l'esprit de Bonaparte? Ce décret était connu de tout le monde, et les conseillers du roi en avaient aussi la conviction. On verra qu'ils préféraient leur sûreté personnelle aux intérêts du monarque.

(3) Mon fils était Espagnol; employé dans la diplomatie espagnole, sa famille devait à Charles IV des bienfaits extraordinaires, et rien à Bonaparte. Quand j'accordai ma fille au maréchal Duroc, toutes nos ambitions étaient satisfaites, et Bonaparte, premier consul, était regardé par notre Cour comme le sauveur de l'Europe et le meilleur ami de notre roi.

» fiance de Bonaparte, il sait mieux qu'un autre de quoi » on est capable à la Cour de France. Plus il a de liai- » sons avec nos ennemis, moins il est naturel de se » méfier de lui dans cette circonstance ; car quel bien » leur fait-il en leur attribuant les plus mauvais desseins » et les plus noires perfidies, en donnant des avis qui » ne peuvent tourner que contre eux? S'il cherchait à » seconder leurs vues, à la bonne heure, on devrait se » mettre en garde ; mais il propose de les déjouer. » Il faut d'ailleurs qu'il soit bien sûr de ce qu'il avance, » et que sa fidélité pour le roi l'emporte de beaucoup » sur la considération de ses dangers personnels, pour » qu'il ose risquer une assertion dont la conséquence » peut aller jusqu'à le perdre auprès de Bonaparte et » de tous les complices de son dessein » (1).

Malgré toute la justesse de ces observations, vous avez eu la générosité de n'attribuer qu'à une absence momentanée de réflexion cette seule tache que vous trouvez dans l'*Histoire de la guerre d'Espagne*. Cette tache seule doit suffire, monsieur, pour inspirer de la méfiance à l'égard du reste de l'ouvrage. Vous devez savoir que M. Cevallos, ministre du roi, parla de mon fils avec la même ambiguité que les auteurs de l'histoire actuelle, dans un écrit publié il y a plus de quatre ans que je défendis mon fils, et que ce ministre fut forcé de me donner une satisfaction complète, également publi-

(1) Ce danger était réel ; mon fils savait comme moi que l'asservissement de la Cour d'Espagne aux volontés de Bonaparte était tel, que les dépêches où les ambassadeurs espagnols appelaient l'attention de la Cour sur les intentions de celle de France, étaient communiquées aux diplomates français pour leur prouver la confiance qu'on avait dans l'amitié de leur chef.

que. Ces écrits sont connus; les auteurs de l'*Histoire de la guerre d'Espagne* ne peuvent les ignorer, puisqu'ils les citent dans leur indice des auteurs qu'ils ont consultés; comment peuvent-ils, de bonne foi, soutenir encore qu'il était prudent de soupçonner les vertus patriotiques de mon fils?

J'ai l'honneur de joindre à cette lettre un exemplaire de mon écrit; vous y trouverez les preuves de la fidélité de mon fils : je ménageai alors ceux qui ne l'écoutèrent pas; ils étaient les arbitres du sort d'une multitude de familles innocentes qu'ils avaient conseillé au roi de proscrire : ils conservent encore leur fatale influence; mais depuis près de cinq ans de douleur, qui auraient dû suffire pour expier de grands crimes, quand ces familles auraient été capables de les commettre, tous les ménagemens sont désormais inutiles et peut être nuisibles.

Vous avez saisi le fil qui doit servir pour sortir du labyrinthe de cette histoire. Pourquoi n'écouta-t-on pas les conseils de la prudence? Quand vous parlez du roi, vous rappelez sa jeunesse et vous y bornez sa défense. Dans l'écrit que je vous communique, vous y verrez la vénération avec laquelle je le défendais alors; mais quand vous accusez d'une condamnable légèreté ceux qui n'écoutèrent pas mon fils, vous réduisez au plus honteux silence ces misérables conseillers qui sont la cause de tous les désastres de l'Espagne. S'ils n'écoutèrent pas mon fils parce qu'il était beau-frère de Duroc, pourquoi n'écoutèrent-ils pas le ministre Urquijo, qui a interpelé le duc de l'Infantado? ce duc qui, aujourd'hui, ne craint pas de signer des consultations dont le but est de perpétuer notre proscription. Pourquoi re-

poussa-t-on l'offre de verser son sang pour le roi à la tête de ses soldats, faite par le duc de Mahon, digne héritier de la loyauté du brave Crillon, son aïeul? Pourquoi reçut-on avec indifférence l'offre du fidèle Mazon, de soustraire le roi à la surveillance française, en se dévouant avec les fidèles Espagnols qu'il avait réunis à cet effet? Et pourquoi condamna-t-on les efforts héroïques du peuple de Vitoria, qui s'opposa hautement au départ du roi, et qui coupa les traits de la voiture de S. M.? Pourquoi, enfin, ont-ils été proscrits, ces dignes Espagnols que je viens de nommer, et proscrits par l'influence de ceux qui ne les écoutèrent pas?

Les conseillers du roi étaient tous accusés par Charles IV et par sa Cour; les uns, de conspiration contre sa personne sacrée; d'autres, de s'être distribué des places éminentes qu'ils devaient occuper après le décès de S. M., qui vivait, qui régnait encore; d'autres, de l'avoir abandonné dans la sédition populaire d'Aranjuez; et tous, d'avoir des haines particulières contre Godoy, favori de leur souverain.

Abstraction faite des motifs de ces accusations, le fait incontestable qu'il convient d'établir, est qu'elles existaient, et que les accusés tremblaient à la seule idée que Charles IV pouvait remonter sur le trône.

Charles IV venait à Bayonne en même temps que son fils; et que ce soit par suggestion des agens de Bonaparte ou par sa propre volonté, il redemandait sa couronne.

Dans cet état critique, il fallait que ces conseillers optassent entre deux dangers, celui de souscrire à l'usurpation de Bonaparte, dont on les avertissait de tous côtés, ou celui d'être jugés par Charles IV, redevenu leur maître. M. Escoiquiz, précepteur du roi Fer-

dinand, qui s'est chargé de justifier ce voyage, conseillé par lui et par tous ceux qui entouraient S. M., a présenté lui-même la question sous ce point de vue; voici le raisonnement de ce prêtre; il est consigné dans son ouvrage, lequel est traduit en français, et l'Europe en a été inondée. « Si Bonaparte sert d'appui à Charles IV, » nous sommes tous perdus; allons à Bayonne, gagnons » de vitesse, n'écoutons personne, accordons à l'ambi- » tion de Bonaparte tout ce qu'il demandera, c'est le » seul moyen d'éviter notre perte. »

Bonaparte, qui savait que la crainte d'un châtiment exemplaire, dans le cas du retour de Charles IV, avait tant d'influence sur l'esprit de ces conseillers, ordonnait à Murat de ne pas reconnaître le nouveau roi; et il osa lui-même faire des reproches à S. M., en le dépouillant du titre de roi, dans une lettre adressée et reçue à Vitoria dans le moment même où l'on était à délibérer sur ce voyage; de sorte que cette lettre, qui aurait dû produire un effet tout contraire, servit d'aiguillon pour hâter une démarche qui compromit à la fois et le trône et la liberté du roi; qui livra notre patrie à des calamités inouïes; qui donna lieu à toutes les opinions politiques qui l'ont agitée; qui ouvrit le champ de bataille à deux nations rivales les plus puissantes de l'Europe, pour vider leurs querelles sur le sol de notre patrie; qui a causé la mort de plus d'un million d'hommes dans les deux hémisphères; qui a séparé l'Amérique de l'Espagne, et plongé cette nation tout entière dans un abîme dont il sera presque impossible de la tirer.

Je ne veux pas nommer tous les auteurs de tant de calamités, ils se sont fait assez connaître. L'ambition de

Bonaparte ne peut leur servir d'excuse ; il lui fallait des prétextes pour colorer ses usurpations ; son ambition était connue de toute l'Europe ; mais pour l'histoire d'Espagne, il faut développer les causes qui lui fournirent ces prétextes ; c'est ainsi qu'on pourra apprendre aux peuples et à leurs chefs à se préserver de l'ambition étrangère.

Il faut le répéter, la crainte d'être punis eux-mêmes rendit ces conseillers intimes de Ferdinand VII sourds à tous les avertissemens, aux offres les plus généreuses ; et cette crainte est si bien prouvée, qu'à Bayonne même, quand nos rois abdiquaient leur couronne, ces conseillers ne manquèrent pas de solliciter l'amnistie qui leur fut accordée.

Cela vous fait connaître, monsieur, les motifs non-seulement des démarches si contraires à l'intérêt de l'Espagne, mais, pour peu que vous appliquiez votre excellente dialectique à l'examen des faits que je vous communique, vous y trouverez la clef des proscriptions qui pèsent sur les Espagnols *les plus fidèles à leurs princes* et les plus ardens défenseurs de la prospérité nationale.

Nos persécuteurs craignent encore que notre roi ne soit désabusé sur les véritables motifs de leur perfide zèle. Ils ne songent qu'à éloigner du prince ceux qui auraient le courage de lui dire la vérité. Que S. M. connaisse un jour ceux qui compromirent sa couronne, et pleine justice sera rendue à ceux qui expient aujourd'hui dans les pays étrangers le crime d'avoir trop aimé leur patrie ; ils rentreront honorablement dans leurs foyers ; mon fils, ainsi que tous les vrais Espagnols, occuperont la place qu'ils méritent dans l'histoire, quand

elle ne sera pas écrite par ceux qui ont un intérêt personnel à la défigurer.

Je suis, avec une parfaite considération,

Le marquis D'ALMENARA.

Notes. Cette lettre a été publiée par supplément à la Gazette de France; elle éclaircit et corrobore l'autorité de celles de D. Thomas Garcia Suelto, imprimées dans ce volume, n.os CXLI et CXLII. Le motif qui engagea le marquis d'Almenara à répondre à l'article sur le premier volume d'une prétendue histoire de la guerre d'Espagne, écrite à Madrid sous les auspices et la surveillance du ministère, est suffisamment expliqué dans la lettre même. La défense du chevalier d'Hervas appartenait de droit à son illustre père, et la mémoire du fils est complétement vengée par les aveux de ses propres ennemis.

Cette pièce est d'ailleurs éminemment historique. Le nom de l'auteur, sa noble conduite dans toutes les circonstances de sa longue carrière, son caractère public et particulier, dónnent à ses assertions une incontestable autorité. M. le marquis d'Almenara, dès le début de sa carrière, mérita la confiance de son roi. Chargé, comme conseiller des finances, de commissions très-importantes en faveur des grands établissemens publics de sa nation auprès du directoire, il fut successivement chargé d'affaires de sa Cour auprès du premier Consul, et ensuite envoyé extraordinaire à Constantinople dans les momens les plus difficiles; il fut étranger à tous les évènemens qui préparèrent l'invasion de son pays, et ne fut conseiller d'état et finalement ministre de l'Intérieur que quand le frère de Napoléon était déjà entré dans la capitale du

royaume pour la seconde fois, et que les de Mazarredo, d'Azanza, d'Ofarrill, d'Urquijo, et autres vertueux citoyens qui avaient donné de longues preuves de talens et de probité, entouraient le trône du nouveau roi.

Le marquis d'Almenara, connu par des productions littéraires justement appréciées, parmi lesquelles on remarquera toujours l'éloge historique du général Ricardos en 1795, et par de vastes connaissances en économie politique, justifia pendant son ministère la haute opinion que tous les partis avaient de son mérite et de son patriotisme.

Il est proscrit comme tant d'autres Espagnols, par suite de ces circulaires transformées en cédules royales, que certains journaux français s'obstinent à regarder comme des *amnisties*; mais le souvenir de son ministère en Espagne ne s'effacera point, et les actes multipliés de son administration devraient servir de modèle à ses successeurs. Le marquis d'Almenara n'a pas besoin d'autres éloges: il a rendu, à toutes les époques, des services signalés à la famille royale et à sa patrie; et même au milieu des angoisses de la proscription, l'heureuse philosophie dont il est doué, lui a permis de laisser échapper de sa plume quelques écrits ingénieux et piquans, recueillis dans le Mercure de France, et publiés sous le nom du *Bachelier de Salamanque*.

Ses compatriotes y ont reconnu sans peine l'auteur de *l'Espagnol pacifique*, de *l'Alcalde de Mirabueno*, et de plusieurs autres bluettes philosophiques, et patriotiques tout à la fois, et qui, sous le voile d'une fine plaisanterie, cachaient les vues les plus saines et les plus généreuses. C'est dans les mêmes vues qu'il écrivit l'analyse des deux premiers volumes de *l'Histoire critique*

de l'Inquisition d'Espagne. Nous faisons des vœux pour que M. le marquis d'Almenara se détermine enfin à rompre le silence qu'il garde encore; des hommes tels que lui sont ceux qui doivent fixer l'opinion; et nous savons que son portefeuille est aussi riche qu'il a été soigneusement fermé jusqu'à ce moment. C'est à lui seul que nous croyons être réservé de nous donner une histoire véritable et philosophique de la guerre et de la révolution de notre patrie.

N.° CXLV.

Lettres concernant la conduite du général duc de Mahon, gouverneur général militaire de la province de Guipuzcoa.

Lettre du consul espagnol à Bayonne au commandant militaire de la place de Saint-Sébastien. — Le prince Murat, grand-duc de Berg, m'ayant indiqué dans un entretien, qu'il convenait, pour la sûreté de l'armée française, d'occuper les places fortes et les citadelles de Pampelune et de Saint-Sébastien, j'ai l'honneur de vous le faire savoir, afin que si le cas arrive de vous en faire quelque demande, vous ne soyez pas surpris. Je crois que l'affaire ne sera pas si urgente, qu'on ne vous donne le temps nécessaire pour avoir des ordres supérieurs. Avec cette prévision, j'écris aujourd'hui à son A. S. le prince de la Paix, en lui

faisant entendre tout ceci et beaucoup d'autres choses. Bayonne, 29 février 1808.—Lahora.— A M. le commandant militaire de la place de Saint-Sébastien.

Lettre de M. le duc de Mahon au prince de la Paix. —Sérénissime seigneur : La lettre ci-jointe du consul espagnol à Bayonne mettra V. A. S. en état de connaître les circonstances critiques dans lesquelles je me trouve. L'amitié qui existe entre notre roi et l'empereur des Français, paraît éloigner tout soupçon de ce qu'on prétend ; mais V A. S. sait bien que je ne puis pas y consentir sans avoir préalablement des ordres positifs pour le faire. Mon honneur (que j'estime plus que ma vie) m'a dicté dans de telles circonstances l'expédition d'un courrier extraordinaire, chargé de marcher le plus vite possible et sans relâche ; et j'ai l'honneur de prier V. A. S. de me faire réponse tout de suite, en m'ordonnant, comme généralissime des armées de S. M. et comme l'interprète de sa royale volonté, ce que je devrai pratiquer si le cas arrive ; car jusqu'au moment de recevoir des ordres positifs, je n'en ferai rien. Saint-Sébastien, le premier mars 1808 — Le duc de Mahon. — Sérénissime seigneur prince généralissime.

Première lettre du général Monthion. — Bayonne, 3 mars 1808.—A M. le gouverneur espagnol à Saint-Sébastien.— M. le gouverneur : J'ai l'honneur de prévenir votre excellence que S. A. I. le grand-duc de Berg vient d'ordonner que les dépôts d'infanterie et de cavalerie des différens corps qui sont en ce moment en Espagne et en Portugal seront transférés de Bayonne à Saint-Sébastien. L'intention de S. A. I. est que ses dépôts, forts d'environ trois cent cinquante hommes

d'infanterie et de soixante de cavalerie, soient logés à la citadelle; ils devront partir de Bayonne le 4 et 5 du courant.

Je vous prie, M. le gouverneur, de recevoir l'assurance de ma considération distinguée. — Le chef de l'état-major-général de S. A. I. — B. de Monthion.

Seconde lettre de M. le général Monthion. — Bayonne, 3 mars 1818. — M. le gouverneur : J'ai eu l'honneur d'écrire à votre excellence, pour la prévenir que S. A. I. le grand-duc de Berg venait de décider que des dépôts d'infanterie, forts de 350 hommes, et un de cavalerie, de 60 hommes environ, seraient transférés de Bayonne à Saint-Sébastien, pour être plus à portée d'avoir des relations avec leurs corps respectifs. D'après la bonne harmonie qui existe en ce moment entre les gouvernemens français et espagnol, qui font cause commune, et étant obligé en conséquence de pénétrer dans l'intérieur du royaume, son A. I. a jugé nécessaire de demander l'occupation de la citadelle, les Espagnols ne devant s'alarmer d'une mesure qui n'a pour but que la sûreté de nos troupes, et la conservation de nos derrières et de nos communications avec la France. Ces dépôts devant partir plus tôt que je ne vous l'avais annoncé, je vous expédie, en conséquence, une estaffette.

Je renouvelle à votre excellence l'assurance de ma considération distinguée. — Le chef de l'état-major-général de S. A. I. — B. de Monthion.

Réponse de M. le duc de Mahon. — M. le général : En réponse à la lettre que vous avez écrite au gouverneur de cette place, et qu'il ma remise, comme étant le commandant-général des trois provinces, ainsi qu'à celle

Que vous m'honorez en date du 3, par estaffette, j'ai l'honneur de vous observer qu'il m'est de toute impossibilité, sans me déshonorer, de consentir à l'occupation de la place et fort de Saint-Sébastien, sans un ordre précis de ma Cour, que j'ai sollicité depuis deux jours, et dont j'espère bientôt avoir la réponse. Dans ces circonstances, j'ose croire que S. A. I. voudra bien prendre en considération ma position, et suspendre sa résolution, surtout en faveur d'un officier-général dont le nom est estimé en France. Si S. A. I. trouve convenable d'envoyer les dépôts dont vous me faites l'honneur de me parler, je disposerai tout pour leur faciliter un logement convenable hors de la place et de la portée du canon, en attendant la réponse de mon gouvernement, qui ne peut tarder. J'ai l'honneur d'être, etc. — Le duc de Mahon. — Saint-Sébastien, le 3 mars 1808. A M. le général B. de Monthion.

Lettre du grand duc de Berg. — M. le duc, commandant la province de Guipuzcoa. — Mon chef d'état-major vient de me communiquer la réponse que vous venez de faire à la demande qu'il vous avait adressée, d'après mes ordres, de recevoir dans Saint-Sébastien quelques dépôts appartenant aux différens corps d'armée en Espagne. Elle a lieu de me surprendre, puisque votre refus semblerait indiquer des ordres de votre Cour contraires à la bonne harmonie si heureusement existante entre la France et l'Espagne, et qu'en mon particulier je m'efforcerai toujours de maintenir de tout mon pouvoir. Vous avez demandé, dites-vous, des ordres à votre gouvernement : permettez-moi de vous dire qu'il est surprenant que vous n'ayez pas apporté avec vous des instructions de votre Cour ; puisque vous arrivez

tout récemment de Madrid pour prendre le commandement de la province, et qu'à cette époque des demandes d'occupation de places et de forts avaient déjà été faites sur d'autres points. Vous devez donc savoir dès à présent à quoi vous en tenir. Quant à moi, je suis résolu, M. le duc, à insister sur cette occupation, quoiqu'il me soit pénible d'arrêter le cours des opérations décidément concertées entre les deux Cours de France et d'Espagne; je fais donc suspendre la marche de quelques troupes qui avaient une autre destination. Je ne puis me décider à laisser des dépôts dans des villages: ils n'y seraient point en sûreté. Qui les garantirait, eux et leurs magasins, des mouvemens populaires que la malveillance pourrait faire naître? Qui me garantirait la sûreté de la route de Vitoria sur Bayonne? Rien. Ils ne peuvent être en sûreté que derrière des murailles, sous la protection des canons. Je vous réitère donc moi-même la demande de recevoir les troupes françaises dans Saint-Sébastien; et c'est à regret que je me vois forcé d'insister sur ce point, et de vous rendre responsable des suites d'un refus qui peut compromettre ou retarder le succès des projets qui intéressent si essentiellement les deux gouvernemens, ou altérer l'amitié qui les unit si étroitement. Réfléchissez; j'attendrai la journée de demain votre dernière résolution; après demain j'aurai pris un parti. Songez que ce n'est pas quand les Français sont maîtres de Pampelune et de Barcelone, qu'ils sont sur le Duero, et qu'ils occupent le Portugal, qu'on est autorisé à refuser de les recevoir dans Saint-Sébastien. Les troupes de S. M. l'empereur et roi sont en Espagne du consentement de S. M. catholique; on les y a reçues en amies, on continue

de les traiter en alliées, et vous seriez le premier à les traiter en ennemies par le refus que vous faites de les accueillir dans votre place, le seul asile pour des malades, des dépôts, et des magasins. La Cour d'Espagne a eu plus d'un gage de mes sentimens pour ses intérêts, et on ne pourra pas m'en supposer d'autres dans cette circonstance; je crois même qu'elle en est si persuadée, que vous ne sauriez vous refuser à ma demande sans courir le risque d'en être vivement blâmé. Je suis fâché que les ordres de votre Cour me privent du plaisir que j'aurais à vous recevoir, et à faire connaissance avec un des descendans du brave Crillon. Sur ce, M. le duc, gouverneur général, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde. — Joachim. — Bayonne, le 4 mars 1808.

Réponse du duc de Mahon. — J'ai l'honneur d'accuser à votre A. I la réception de la lettre qu'elle m'a adressée, en date d'aujourd'hui. V. A. I. peut trouver très-extraordinaire que je n'aie pas des ordres de ma Cour, venant tout récemment de Madrid; mais il n'en est pas moins vrai que je puis assurer à V. A. I., sur ma parole d'honneur (et c'est tout dire), que c'est ainsi. Dans de telles circonstances je ne puis consentir à l'entrée des troupes françaises dans Saint-Sébastien, quoique appartenant à une puissance alliée intime de mon gouvernement. V. A. I. me fait l'honneur de me dire qu'elle est surprise que je sois le premier à mettre résistance à une mesure que, d'après V. A. I., d'autres ont suivie; je prie V. A. I. de considérer que l'occupation de l'Espagne et des places qu'elle me fait l'honneur de me citer, n'est une chose tout-à-fait étrangère. Mon affaire à moi, mon devoir de militaire, c'est

l'exacte obéissance aux ordres de mon gouvernement, et je n'en ai point reçu. D'après cela, il me semble, monseigneur, que ce serait bien injustement que la responsabilité des suites fâcheuses que peut avoir, selon V. A. I., mon refus, pèserait sur moi; mais, s'il en était ainsi, m'enveloppant dans ma propre conscience, je préférerais en courir les hasards, que de manquer à mon devoir. Si V. A. I. ordonne la marche des troupes dont elle me fait l'honneur de me parler, elles trouveront dans mon commandement tous les soins et secours qu'elles pourront demander: j'ose même répondre à V. A. I. de leur sécurité : l'Espagnol est la loyauté même; et de plus, l'on sait l'intime union qui règne entre notre souverain et l'empereur des Français; mais, dans le cas contraire, V. A. I., qui a bien voulu me mander qu'elle regrettait de ne pas connaître un descendant du brave Crillon, ne peut pas trouver mauvais que j'agisse comme il ferait lui-même dans ma position. J'ai l'honneur d'être, monseigneur, etc. Le duc de Mahon. — Saint-Sébastien, le 4 mars 1808.

Ordre concernant la place de Saint-Sébastien.— Excellentissime seigneur: Le sérénissime seigneur, prince généralissime, et amiral, a reçu votre lettre datée d'avant-hier, dans laquelle votre excellence demandait des ordres positifs pour ce que vous devriez faire si le grand-duc de Berg prétendait occuper la place d'armes de Saint-Sébastien; et son altesse sérénissime a écrit en marge de votre lettre ce qui suit : « Ce trois » mars. Qu'il cède la place, car elle n'a pas les moyens » de se mettre en défense. Mais que cela soit fait d'une » manière amiable, d'accord avec ce qu'ont pratiqué » les gouverneurs des autres places, sans qu'il y eût

[illegible], de raisons et d'excuses qu'en Saint-Sébastien. » Le même seigneur prince nous a ordonné de vous le faire connaître ; et nous, pour lui obéir, avons transcrit mot par mot son décret. Dieu conserve la vie de V. E. pendant beaucoup d'années. Madrid, le 3 mars 1808. — Antoine Samper. — Joseph Navarro. — A l'excellentissime seigneur, duc de Mahon.

Exposé fait par M. le duc de Mahon à la suite des pièces précédentes. — Le roi Charles IV m'ayant nommé capitaine et gouverneur militaire de la province de Guipuzcoa, je partis de Madrid dans la première semaine de février 1808 ; mais je n'arrivai à Saint-Sébastien que pendant la dernière.

Bientôt le consul espagnol à Bayonne m'informa des intentions du prince Murat concernant la place d'armes de Saint-Sébastien et de son fort, et cette affaire eut les suites qu'on peut voir par les lettres insérées ci-dessus.

Je conservai sous mon pouvoir, pendant tout le temps de ma demeure à Saint-Sébastien, les effets et matériaux appartenant à la place. Lorsque le roi Ferdinand VII arrivait à Vitoria, le général français Thouvenot me demanda quatre cent mille cartouches. M'étant aperçu, par quelques expressions, que leur destination était pour cette dernière ville, ce fut assez pour éluder cette demande, en disant qu'il serait plus facile de les obtenir à Pampelune ; et je partis immédiatement après pour Vitoria, sous le prétexte de rendre mes hommages au roi.

Aussitôt que j'y arrivai, je dis au duc de l'Infantado que la conduite des Français me paraissait très-suspecte, et que je préférerais une guerre ouverte à l'état actuel d'une amitié qui donnait trop de preuves de sa fiction.

Le duc de l'Infantado appela M. Cevallos, sur ma part de mes observations, en ajoutant qu'il pensait comme moi, mais qu'il désirait écouter son opinion. M. Cevallos répondit : « Qu'il pensait bien autrement, » et que les démarches des généraux français n'étaient » que des avances faites dans la supposition qu'elles » seraient agréables à l'empereur. »

Alors je lui dis : « Croyez-vous, M. Cevallos, que » même le grand-duc de Berg a le courage de mettre » en mouvement un seul doigt de sa main sans une ins- » truction préalable de son maître? Je crois que c'est » une grande erreur. » Le ministre Cevallos se fâcha, et je me retirai, bien mécontent, chez D. François de Gongora, qui, depuis, a été ministre des finances; et j'écrivis chez lui la note suivante :

« On connaît bien le caractère des personnes qui ont » quelque influence sur la conduite du roi Charles IV; » on ne peut pas douter qu'elles l'amèneront à dire » que son abdication a été forcée.

» D'ailleurs, il est bien digne d'observation que l'em- » pereur tarde beaucoup à reconnaître Ferdinand pour » roi d'Espagne; et ce monarque cependant se trouve » à Vitoria, ville occupée par des troupes françaises.

» D'après ces données (qui ne sont pas assujetties à » aucune controverse), mon zèle m'ordonne de pro- » poser au roi que Sa Majesté écrive à l'empereur, en » demandant, dans le terme de vingt-quatre heures, » une lettre de reconnaissance positive de sa qualité » de roi d'Espagne, et en ajoutant que la négative, » l'omission, et même le délai, seront regardés com- » me une déclaration de guerre; que cette lettre doit » être portée par une personne de rang, et, s'il le faut,

» je suis prêt à remplir très-exactement cette commis-
» sion.

» J'ajoute encore que le roi doit sortir de *Vitoria*,
» en faisant semblant de partir pour la ville de *Tolosa*
» de Guipuzcoa (qui est sur le chemin de Bayonne),
» pour y recevoir la visite de l'empereur; mais qu'aus-
» sitôt que le roi arrivera à la ville de *Vergara*, il
» devra abandonner la grande route, et marcher vers
» *Durango* et *Bilbao*, d'où Sa Majesté pourra partir
» par terre ou par mer, où l'on jugera plus conve-
» nable.

» Pour cette entreprise, il convient savoir qu'il y a
» sur la route, dans la ville de *Mondragon*, un batail-
» lon du régiment d'infanterie, l'*Immémorial du roi*,
» composé de troupes excellentes, et commandé par
» D. Philippe Beranger, bon militaire, doué d'esprit
» et de courage. Je suis garant que ce corps fera bien
» l'arrière-garde, si quelques troupes françaises avaient
» l'intention de suivre la marche de Sa Majesté. Depuis
» Durango jusqu'à Bilbao il n'y a que huit lieues, pen-
» dant lesquelles il n'y a point de troupes françaises;
» à Bilbao non plus, et le roi y trouvera un bataillon
» du régiment d'infanterie d'*Hibernia*. L'entreprise
» est facile, et exempte de toute espèce de peril. »

Tout de suite je portai ma note au palais, et ayant trouvé M. Escoiquiz, je la lui donnai, en le priant de prendre en considération tout ce que j'y proposais. Le lendemain il me dit : « Que le roi avait reconnu mon
» zèle, et l'avait chargé de me remercier, en assurant
» de m'employer pour la réussite du projet en cas
» d'exécution; mais que, pour le moment, il n'était pas
» nécessaire, parce que Sa Majesté avait reçu de gran-

» des preuves d'amitié de la part de l'empereur. Alors je priai M. Escoiquiz de me donner l'original de ma *note*, ce qu'il fit sans aucune contradiction.

Il paraît que je pouvais, et même que je devais, adopter le parti de la conformité, puisque j'avais fait tout ce que mon imagination m'avait suggéré pour éviter le malheur de mon souverain et de ma patrie; mais lorsque le zèle est sincère et ardent, le cœur n'est pas tranquille pendant qu'il est possible de faire encore quelque chose en faveur de l'objet auquel on s'intéresse.

Ce jour-là arrivèrent à Vitoria trois cents grenadiers à cheval de la garde impériale, venant de la ville de *Burgos*, où était leur corps, sous les ordres du maréchal Bessières; et voici un fait qui augmenta beaucoup l'inquiétude, déjà très-répandue entre les habitans de Vitoria, sur le sort du roi Ferdinand et de l'Espagne.

D. François de Campuzano (chez qui je me trouvais quand on parlait de cette affaire) me pria de prendre quelques mesures de précaution; car il craignait comme moi pour le souverain. Il me dit tant de choses, que, comme si je n'eusse rien fait, je m'en allai chez le roi. Sa Majesté soupait; Escoiquiz lui tenait compagnie; je profitai de l'occasion, en rapportant tout ce que M. Campuzano et moi nous avions observé; mais tout fut inutile. Le roi, persuadé par M. Escoiquiz, me remercia, et chercha à tranquilliser mon cœur.

Le lendemain (qui était la veille du voyage pour Bayonne), je me trouvai au palais, en société avec M. Labrador, M. le marquis de Muzquiz, et M. le général français Monthion, tandis que le roi était chez lui en conférence avec M. le duc de l'Infantado, M. Cevallos,

» Es-oiquiz, et M. le général français Savary, qui était récemment arrivé de Bayonne.

Le général français Monthion (en me tirant à part) me dit qu'il était très-fâché de voir que les affaires prenaient un aspect très-peu favorable à la continuation de l'amitié entre les deux Cours de France et d'Espagne. « Je pense, ajouta-t-il, que tout serait bientôt » arrangé si Ferdinand, marchant jusqu'à Bayonne, » avait un tête-à-tête avec l'empereur. Vous, M. le » duc, qui devez avoir sans doute beaucoup d'influence » dans le conseil du cabinet de Ferdinand, vous rendrez » un grand service à votre souverain, en lui donnant » cet avis. »

« Vous êtes dans l'erreur, M. le général, lui répondis-» je; je ne suis pas membre du conseil du cabinet du » roi : je suis venu ici seulement pour lui rendre mes » hommages en qualité de commandant général de la » province de Guipuzcoa. Mais j'aime beaucoup la fran-» chise, et, puisque vous me parlez de cette affaire, » je vous dirai sincèrement que si mon roi me deman-» dait mon avis, je m'opposerais à un tel voyage : non » pas par crainte, de la part de l'empereur, d'aucune » trahison ; mais parce que je crois que la dignité d'un » roi d'Espagne sera blessée, et même trop humiliée, » si le monarque sort de son royaume pour faire visite » à un autre souverain. Enfin, si une entrevue était » absolument nécessaire, elle pourrait avoir lieu sur » l'île des *Faisans*, qui est au milieu de la rivière » *Bidasoa*, comme il arriva entre Philippe IV, roi » d'Espagne, et Louis XIV, roi de France. »

Le général Monthion remarqua qu'il croyait que,

pour les idées de l'empereur, ce serait de même d'avoir l'entrevue dans l'île des *Faisans* que à Bayonne. Il se retira; je racontai tout le dialogue à M. Labrador, qui m'écouta, en montrant un déplaisir assez prononcé, et qui ne me répondit pas un mot.

Peu après M. Escoiquiz sortit de chez le roi; je l'accompagnai jusqu'à sa chambre; je lui fis une très-exacte narration de mon dernier entretien avec le général français. M. Escoiquiz m'écoutait très-attentivement; mais lorsque j'arrivai à dire que j'avais proposé pour l'entrevue l'île des *Faisans*, il me ferma matériellement ma bouche avec sa main; et très-empressé de rompre la conversation, il me dit: « C'est une affaire » finie; c'en est fait: le voyage à Bayonne est definitivement résolu: nous partons demain; et on nous » a donné toutes les garanties de sûreté et de liberté » que nous pouvions désirer. » « Je m'en réjouis beaucoup, » lui dis-je, et je pris mon congé.

En effet le roi sortit de Vitoria le lendemain; il coucha à Irun, où il y avait un bataillon du régiment d'infanterie d'*Africa*, qui fit la garde à sa majesté. Le lendemain Ferdinand partit pour Bayonne, où il arriva à quatre heures du soir.

Deux jours après je fus à Bayonne, et ayant fait une visite à M. le duc de *San-Carlos* (qui était malade au lit), je lui dis que j'étais autorisé pour offrir à S. M. la somme d'argent dont elle aurait besoin; et M. le duc m'ayant assuré que le roi ne voulait pas surcharger les impôts, je lui répondis qu'il ne s'agissait que d'un don gratuit, spontanément accordé. Alors M. le duc de San-Carlos promit de faire savoir au roi la géné-

re de la personne qui avait fait l'offre, et de me communiquer les ordres nécessaires en cas qu'elle fût acceptée

A mon retour à Saint-Sébastien, je reçus une lettre du ministre de la guerre, par laquelle on m'annonçait que le roi Charles IV et la reine Louise son épouse se dirigeaient vers Bayonne; et on m'ordonnait de me présenter aux confins de la province de Guipuzcoa, pour leur rendre les hommages qui leur étaient dus. Je trouvai le roi Charles et son epouse à *Villareal de Guipuzcoa*, où je m'acquittai de mes devoirs.

La reine me parla séparément, et me demanda qu'est-ce qu'on disait dans le public à l'égard des affaires du temps. Je lui répondis: « Madame, on dit » que l'empereur des Français fait venir à Bayonne tous » les membres de la famille royale d'Espagne, pour » les priver de tout espoir du trône. » Marie-Louise en fut un peu surprise; elle médita pendant quelques momens en silence; mais enfin elle me dit: « En vérité » Napoléon a toujours été l'ennemi de notre famille; » mais néanmoins il a donné à Charles de grandes pro- » messes de protection, et je ne puis pas croire qu'il » agisse à présent avec une perfidie si révoltante. » Malgré ces espérances, les abdications eurent lieu, et furent bientôt publiées en Espagne autant qu'en France.

Après cette publication D. Ignace Solana, directeur des equipages de Ferdinand, me donna deux lettres, l'une écrite par D. Pedro Cevallos, en qualité de premier ministre d'état; l'autre, par M. le duc de San-Carlos, dans lesquelles on me disait qu'en conséquence de l'offre que j'avais annoncée à Bayonne, on avait tiré sur moi une lettre de change pour une somme très-

considérable, et qu'ils me priaient, d'ordre du roi, de la faire payer. Je fis savoir cela à la personne qui m'avait autorisé pour offrir le don gratuit. Elle me dit que les circonstances étaient entièrement changées, et qu'elle ne se croyait pas obligée à payer la lettre-de-change. Je lui répartis que, pour moi, ce même changement de circonstances était un motif de plus en faveur du malheureux Ferdinand; et conséquemment, sans avoir aucun espoir de me voir rembourser la somme, j'ordonnai qu'on la payât avec l'argent déposé d'une contrebande qui m'appartenait, en vertu des prérogatives de mon emploi.

Quelques jours après arriva à Saint-Sébastien le brigadier Palafox, venant de Bayonne; et, en parlant de l'état des affaires d'Espagne, il disait plusieurs fois en affectant le semblant d'un homme mystérieux: « En vérité, la situation d'un général chargé de quelque commandement dans des temps comme celui-ci est bien difficile. » Il répéta ce propos tant de fois, que je lui dis, avec un peu d'humeur. « Le bon militaire assujetti à un autre chef, trouve tout facile par l'obéissance. Pendant que la milice sera bien réglée, la subordination fait l'honneur de celui qui obéit. Celui qui résiste aux autorités légitimement constituées, est un séditieux, un homme sans honneur. Si l'ordre intimé à un militaire est injuste, la responsabilité tombera sur celui qui le donne. Le ministre de la guerre m'ordonna de prêter serment de fidélité; je le prêtai, et je l'ai exactement accompli. »

Voilà donc le tableau de ma conduite politique pendant le premier règne de Ferdinand VII. Je ne sais pas si quelqu'un, à ma place, aurait fait autant que moi

pour bien servir sa majesté; mais je crois qu'il sera bien difficile de trouver un autre homme qui en ait fait plus : et néanmoins ni le duc de San-Carlos, ni Escoiquiz, ni Cevallos, ne se crurent pas obligés de me faire la plus petite confidence, ni de me donner aucune instruction pour la manière de me conduire, ni de me communiquer aucuns ordres pour la délivrance du roi, ou relativement à d'autres objets; de sorte que les seules lettres que j'aie reçues de ces messieurs, me furent adressées quand Ferdinand n'était plus roi, quand M. Cevallos n'était plus ministre, et pour exiger l'argent qui n'avait pas été accepté en temps opportun.

Après le changement de la dynastie, on me nomma vice-roi de Navarre; j'eus alors l'occasion de rendre d'importans services aux Navarrais, tantôt empêchant beaucoup de dommages de la part des Français, tantôt en diminuant le nombre et la violence des maux que je ne pouvais pas absolument éviter; ce qui me faisait souffrir souvent beaucoup de chagrins.

Lorsque Joseph était à Séville, on me raconta à Pampelune que le général français Dufour, commandant les armées françaises en Navarre, avait écrit à l'empereur que presque tous les habitans de ce royaume désiraient être réunis à l'empire français. J'eus le courage d'écrire à l'empereur que le général Dufour était mal instruit; que les données sur lesquelles il prétendait s'appuyer, étaient mal fondées; et que si l'on aimait la vérité, il serait bien facile de faire voir que les habitans de la Navarre ne pouvaient éprouver un chagrin plus vif que celui de cesser d'être Espagnols.

Ceux qui connaissaient bien le caractère de Napoléon, ne douteront pas que ma démarche risquait de paraî-

tre trop hardie, et de produire contre moi les conséquences très-fâcheuses.

Malgré ces services faits à la patrie, et malgré ceux rendus à Ferdinand VII, je me trouve compris dans le nombre des Espagnols exilés, sans en savoir la raison.

Plusieurs militaires espagnols faits prisonniers par les Français, m'ont dit : « Vous demeuriez en Guipuscoa, » occupée par l'armée française; nous étions en Anda- » lousie, libre des troupes de la même armée. Par cette » raison vous receviez des ordres contraires à ceux » que nous recevions. Si les circonstances eussent été » changées, vous auriez suivi notre parti, et nous le » vôtre. Le bon militaire ne connaît que la subordi- » nation et l'obéissance. »

En vérité, je crois que les Espagnols de tout parti agirent d'après ce que leur dictait l'amour de la patrie; et que la seule différence qui existe, gît dans les moyens propres à procurer le bien auquel ils visaient. Les uns crurent que le véritable moyen était celui de céder à la force, comme avaient fait les empereurs d'Autriche et de Russie, et tous les rois du continent européen; les autres pensèrent qu'on devait, par honneur, faire la guerre de concert avec les Anglais. Ceux-ci ont réussi, parce que la précocité de l'hiver de l'an 1812 changea l'état de l'Europe. Mais les opinions, ni même les erreurs, ne sont pas des crimes. Je souffre mon exil; mais mon innocence me donne de grandes consolations. L'histoire fera justice tôt ou tard. Paris, 20 mars 1819. — Le duc de Mahon.

Note. Les pièces qui précèdent, font voir que M. le duc de Mahon fut un héros de fidélité et de courage, rempli d'esprit, autant que de zèle; et comme toutes

les personnes qu'il nomme dans sa petite histoire sont encore vivantes, et employées par le roi Ferdinand VII, elles pourront réclamer contre la narration; mais je suis bien sûr qu'il n'y aura qui ose de le faire; car elles connaissent bien que M. le duc de Mahon est incapable de feindre, et de manquer à la vérité.

Si nous réunissons les faits ici racontés, aux autres de M. Urquijo, M. Herbas et M. Mazon, et aux lettres de M. Garcia Suelto, nous verrons clairement que l'auteur du voyage de Ferdinand VII (origine du malheur national), fut M. Escoiquiz, qui, dans son *Exposition sincère*, ne fit que manquer absolument à la *sincérité*, enseignant après coup tout ce que les circonstances du temps lui permettaient pour tromper l'Europe, dont la curiosité générale prenait un vif intérêt à s'instruire des affaires politiques.

M. Cevallos observa le même système, dans son *Exposé des motifs*, et dans ses *Observations sur l'ouvrage de M. Escoiquiz*. Il profita du dernier résultat de la guerre continentale, pour se faire un nom glorieux près des Cours des empereurs d'Autriche et de Russie, et des rois de France, Naples, Angleterre, Prusse, Bavière et Pays-Bas, sans avoir assez réfléchi que le nombre des personnes malheureuses étant grand, il serait presque impossible que toutes gardassent un silence nuisible à leur honneur, pour laisser triompher le mensonge contre les lois de l'histoire.

Enfin le roi Charles IV, dans sa lettre dirigée à son fils Ferdinand, datée à Bayonne le 2 mai 1808, lui dit qu'il avait suivi de *perfides conseils*. Ferdinand répondit, le 4, en soutenant que ses conseillers, appelés *perfides* par son père, ne lui avaient jamais conseillé rien

qui fût contraire au respect et à l'amour que devait avoir un fils. Cette réponse permet beaucoup de versions ; car elle est assez vague : et par cela, lorsqu'il renonça la couronne en faveur de son père, le 5, il pria celui-ci d'avoir des considérations envers les personnes qui lui avaient servi depuis le 19 mars, et demanda à l'empereur une garantie de la sûreté personnelle et réelle en faveur de ceux qui composaient sa suite.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.

TABLE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS CE VOLUME.

PRÉFACE. Page 1

NUM. CXVI. Pleins-pouvoirs donnés par le roi Charles IV à D. Eugenio Izquierdo, ambassadeur extraordinaire en France, le 26 mai 1806, renouvelés le 8 octobre 1807. 1

NUM. CXVII. Lettre du prince de la Paix à D. Eugenio Izquierdo, du 5 novembre 1807. 3

NUM. CXVIII. Autre lettre du 8 novembre avec un post scriptum du 18. 5

NUM. CXIX. Lettre de D. Eugenio Izquierdo au prince de la Paix, du 15 novembre 1808. 8

NUM. CXX. Autre du 17, avec un post scriptum du 18 novembre, et une note en marge du 18 décembre, par le prince de la Paix. 42

NUM. CXXI. Autre du prince de la Paix à D. Eugenio Izquierdo, du 24 novembre. 53

NUM. CXXII. Articles d'une lettre du prince de la Paix au grand-duc de Berg. 56

NUM. CXXIII. Lettre d'Izquierdo au prince de la Paix, du 8 décembre 1807, avec une note de la main de celui-ci, sous la date du 18. 59

NUM. CXXIV. Lettre du prince de la Paix à Izquierdo, du 18 décembre 1807. 64

NUM. CXXV. Autre du 24 décembre. 65

NUM. CXXVI. Autre du 9 février 1808. 67

NUM. CXXVII. Autre du 11 mars. 68

NUM. CXXVIII. Lettre de D. Pedro Cevallos, ministre secrétaire d'Etat et des affaires Etrangeres, à D. Eugenio Izquierdo, du 18 mars 1808. 70

NUM. CXXIX. Décret royal de Charles IV, émané le 18 mars 1808 sur le commandement de l'armée et de la marine, et dont il est question dans la lettre précedente. 72

NUM. CXXX. Lettre de D. Eugenio Izquierdo à D. Pedro Cevallos, du 10 avril 1808. 73

NUM. CXXXI. Lettre circulaire du Conseil de Castille, du 4 juin 1808. 90

NUM. CXXXII. Autre du 8 juin. 102

NUM. CXXXIII. Proclamation des grands d'Espagne, des conseillers, et de plusieurs autres Espagnols réunis à Bayonne, le 8 juin 1808. 116

NUM. CXXXIV. Lettre du 15 août 1808, où l'on annonce l'insurrection de l'Andalousie, jusqu'à la bataille de Baylen. 117

NUM. CXXXV. Fragmens d'un écrit imprimé à Cadix en 1813, sous le titre de : *Le Patriote à l'épreuve.* 139

NUM. CXXXVI. Fragment du manifeste imprimé des corporations de la ville de Saint-Sébastien de Guipuscoa, sur la conduite de l'armée anglaise et de l'armée portugaise dans cette ville, en 1813. 145

NUM. CXXXVII. Écrit imprimé en 1813, par un Espagnol du parti de Cadix, sous le titre : *But des Anglais en Espagne.* 160

NUM. CXXXVIII. Lettre du marquis Caballero. 248

NUM. CXXXIX. Adresse de la ville de Valence au maréchal Suchet, à l'occasion de son entrée dans cette ville, le 24 janvier 1812. 292

NUM. CXL. Lettre de la Corogne, dans laquelle il est question de l'insurrection de la Galice. 295

NUM. CXLI. Lettre de D. T. G. S. sur le véritable auteur des malheurs de l'Espagne. 311

NUM. CXLII. Autre du même sur les écrits imprimés par Cevallos. 379

NUM. CXLIII. Lettre sur l'insurrection d'Andalousie, qui éclaircit ce qui est dit dans la lettre n.° 134. 401

NUM. CXLIV. Lettre de M. le marquis d'Almenara sur l'histoire de la guerre d'Espagne, publiée à Madrid l'an 1818. 408

NUM. CXLV. Lettres concernant la conduite du général duc de Mahon, gouverneur général militaire de la province de Guipuscoa. 418

FIN DE LA TABLE.

00032220

Digitized with financial assistance from

HT Parekh FOUNDATION

An Initiative by HDFC

WITH YOU, RIGHT THROUGH

on 15 October, 2018